

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.
Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : La balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1962 — Fonds des Rentes : Rapport sur les opérations de l'exercice 1962 — Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique — Législation économique — Statistiques.

LA BALANCE DES PAIEMENTS

DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE EN 1962

La présente chronique comprend deux sections et un appendice.

La section 1 « Aperçu d'ensemble de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise » décrit, dans ses grandes lignes, l'évolution de cette balance en 1962 et la rattache à divers éléments de la situation financière générale de la Belgique.

La section 2 « Tableaux de détail et notes techniques » contient des tableaux de détail de la balance des paiements de l'U.E.B.L., ainsi que des notes techniques précisant les types d'opérations qui sont

inclus dans diverses rubriques et commentant l'évolution survenue entre 1961 et 1962.

L'appendice « Notes méthodologiques » reproduit la description, déjà publiée dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* de janvier 1963 ⁽¹⁾, de diverses modifications qui ont été apportées à la balance des paiements de l'U.E.B.L., afin de la rendre plus conforme aux prescriptions de la troisième édition du *Balance of Payments Manual* du Fonds Monétaire International et afin d'en éliminer certaines inexactitudes.

⁽¹⁾ « La balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise au premier semestre de 1962 », pp. 8-11.

SECTION 1

APERÇU D'ENSEMBLE

DE LA BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

Les principales subdivisions de la balance des paiements de l'U.E.B.L., telle qu'elle est présentée au tableau I ci-après, sont les transactions sur biens et services, les transferts et le mouvement des capitaux. Sous réserve des erreurs et omissions, le solde global de ces différentes opérations correspond au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires.

L'excédent des *transactions sur biens et services* s'est élevé à 2,4 milliards pour l'ensemble de l'année 1962 contre 0,9 milliard en 1961. Toutefois, la situation s'est sensiblement modifiée entre le premier et le second semestre de 1962, puisque le surplus laissé par ces opérations est passé de 2,2 milliards au premier semestre à 0,2 milliard au second semestre; cette contraction est attribuable essentiel-

Tableau I.

Balance générale des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise
(milliards de francs)

	1961			1962		
	1er semestre	2e semestre	Année	1er semestre	2e semestre	Année
A. Transactions sur biens et services :						
1. Opérations sur marchandises :						
1.1 Exportations et importations ¹	- 5,0	- 1,1	- 6,1	- 2,9	- 3,5	- 6,4
1.2 Travail à façon	+ 1,4	+ 1,3	+ 2,7	+ 2,0	+ 1,8	+ 3,8
1.3 Opérations d'arbitrage	+ 1,2	+ 1,1	+ 2,3	+ 2,0	+ 1,1	+ 3,1
2. Or non monétaire	- 0,4	- 0,5	- 0,9	- 0,2	- 0,3	- 0,5
3. Frets et assurances pour le transport de marchandises ²						
4. Autres frais de transport	- 0,3 ³	- 0,1 ³	- 0,4 ³	+ 0,4	+ 0,3	+ 0,7
5. Déplacements à l'étranger	- 1,9	- 0,7	- 2,6	- 0,1	- 0,1	- 0,2
6. Revenus d'investissements	+ 0,9	+ 1,1	+ 2,0	- 1,3	- 1,1	- 2,4
7. Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 0,9	+ 1,1	+ 2,0	- 0,3	+ 1,2	+ 0,9
8. Autres	- 0,6	- 0,6	- 1,2	...	- 1,8	- 1,8
	+ 2,4	+ 2,7	+ 5,1	+ 2,6	+ 2,6	+ 5,2
Total des transactions sur biens et services	- 2,3	+ 3,2	+ 0,9	+ 2,2	+ 0,2	+ 2,4
B. Transferts :						
9. Transferts privés	+ 0,4	+ 1,8	+ 2,2	+ 0,9	+ 0,8	+ 1,7
10. Transferts de l'Etat	...	- 0,9	- 0,9	...	...	...
Total des transferts ...	+ 0,4	+ 0,9	+ 1,3	+ 0,9	+ 0,8	+ 1,7
C. Mouvement des capitaux :						
11. Etat	- 6,2	+ 0,4	- 5,8	- 1,3	- 1,5	- 2,8
12. Autres pouvoirs publics	...	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,3	+ 0,1	+ 0,4
13. Organismes paraétatiques d'exploitation	+ 0,5	+ 1,4	+ 1,9	+ 0,3	- 0,4	- 0,1
14. Organismes paraétatiques de crédit	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,2	- 0,6	- 0,1	- 0,7
15. Autres :						
15.1 Court terme recensé	+ 0,1	- 1,4	- 1,3	- 0,3	+ 0,1	- 0,2
15.2 Transactions identifiées en valeurs mobilières	- 2,5	- 0,7	- 3,2	- 0,8	- 1,4	- 2,2
15.3 Autres	+ 2,3	+ 3,1	+ 5,4	+ 1,8	+ 1,6	+ 3,4
Total du mouvement des capitaux ...	- 5,7	+ 3,0	- 2,7	- 0,6	- 1,6	- 2,2
16. Erreurs et omissions	...	+ 1,1	+ 1,1	+ 1,6	+ 0,3	+ 1,9
17. Total correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires	- 7,6	+ 8,2	+ 0,6	+ 4,1	- 0,3	+ 3,8

¹ Pour une partie des importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de ces importations.
² Cette rubrique ne comprend, en dépenses, qu'une partie des frets et assurances pour le transport des importations. L'autre partie n'a pu être dissociée des importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les dépenses de la rubrique 1.1 « Exportations et importations » (cf. note 1).
³ Pour 1961, sont seuls disponibles des chiffres couvrant à la fois les rubriques 3 « Frets et assurances pour le transport de marchandises » et 4 « Autres frais de transport ». Au surplus, ces chiffres ne sont pas entièrement comparables aux chiffres combinés des rubriques 3 et 4 pour 1962. Ils ne comprennent ni les recettes et dépenses d'assurance pour le transport de marchandises qui, en 1962, sont incluses dans la rubrique 3, ni les achats et ventes de provisions de bord et les recettes et dépenses pour le transport de personnes qui, en 1962, sont inclus dans la rubrique 4.

lement aux opérations sur marchandises pour lesquelles les chiffres semestriels successifs en 1962 sont de + 1,1 et - 0,6 milliard; par contre, le boni laissé par l'or non monétaire et les services ne s'est que faiblement réduit de 1,1 à 0,8 milliard entre les mêmes périodes.

A l'intérieur même des opérations sur marchandises, le déficit des exportations et importations s'est quelque peu élargi de 1961 à 1962 et d'un semestre à l'autre au cours de cette dernière année, les recettes d'exportations s'étant accrues à un rythme moins élevé que les dépenses d'importations. Le rythme d'accroissement des recettes d'exporta-

tions s'est ralenti en 1962 en raison de l'inflexion de la demande en provenance de certains pays industriels et des réductions de prix qui ont été consenties dans certains secteurs. Les dépenses d'importations, par contre, se sont accélérées en 1962; cette évolution reflète à la fois les besoins accrus en matières premières résultant d'une production manufacturière en hausse de 6,2 p.c. et l'expansion des dépenses de consommation qui pourrait s'être portée davantage sur les biens importés en période de très haute conjoncture. Le travail à façon, qui a bénéficié en 1962 de commandes de sous-traitances passées par les industries de pays limitrophes où les réserves de

facteurs de production inemployés s'épuisèrent, a laissé un boni de 3,8 milliards contre 2,7 milliards en 1961. Les opérations d'arbitrage se sont également soldées par un surplus plus important en 1962, mais qui s'est réduit considérablement d'un semestre à l'autre.

L'ensemble des opérations sur or non monétaire et des services a laissé un excédent du même ordre de grandeur en 1962 qu'en 1961, ainsi qu'au cours de chacun des semestres de 1962. Cette stabilité relative d'une année à l'autre et d'un semestre à l'autre en 1962 couvre cependant des mouvements en sens divers. Les dépenses nettes au titre des transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs se sont élargies en 1962, et d'un semestre à l'autre au cours de cette année, en raison, semble-t-il, de dépenses militaires accrues à l'étranger. Le boni des revenus d'investissements s'est réduit de 2 milliards à 0,9 milliard de 1961 à 1962 et il y a même eu un déficit de 0,3 milliard au premier semestre de 1962, à la suite notamment du non-paiement de dividendes par diverses sociétés congolaises. Par contre, les recettes nettes des ouvriers frontaliers se sont élargies de 1961 à 1962, peut-être par suite de la hausse des rémunérations à l'étranger.

Les *transferts* comprennent les transferts privés et les transferts de l'Etat.

Le versement d'indemnités à des victimes du national-socialisme en Belgique et au Grand-Duché de Luxembourg avait gonflé à concurrence de 1,4 milliard l'excédent laissé par les transferts privés en 1961. Il a encore gonflé cet excédent en 1962 mais à concurrence de 0,3 milliard seulement. Le surplus des autres transferts privés s'est accru en 1962; l'accroissement pourrait être dû à des rentrées en provenance du Congo : l'augmentation du personnel belge occupé dans ce pays et, partant, de la masse de ses rémunérations, doit normalement se traduire par des transferts plus importants vers l'U.E.B.L.

Il n'y a pas eu de transfert de l'Etat de quelque importance en 1962. Les dépenses à ce titre en 1961, soit 0,9 milliard, représentaient à concurrence de 0,8 milliard une tranche de la contribution que la Belgique s'est engagée à verser, dans le cadre du Traité instituant la Communauté Economique Européenne, au Fonds de développement pour les pays et territoires d'outre-mer. Comme la contribution de 1962 de l'Etat à ce Fonds n'a été versée qu'au début de 1963, elle n'est pas enregistrée dans la balance des paiements de l'année sous revue.

Parmi les *mouvements de capitaux*, les plus importants sont ceux de l'Etat et ceux du secteur privé.

Les mouvements de capitaux de l'Etat se sont soldés par une sortie nette de 2,8 milliards en 1962

contre 5,8 milliards en 1961. Le solde négatif en 1961 ne résultait pas de remboursements effectués par l'Etat sur sa dette logée à l'étranger, mais de ce que les banques belges avaient absorbé une partie de la dette en devises de l'Etat placée antérieurement à l'étranger. En 1962, les opérations en capital de l'Etat n'ont pas été affectées par des déplacements de certificats de trésorerie belges en devises de l'étranger vers les banques belges. Cette année, les sorties nettes de capitaux de l'Etat sont imputables à une augmentation des créances sur l'étranger, en raison des avances consenties au Ruanda-Urundi et du paiement d'amortissements et d'intérêts sur la dette du Congo garantie par la Belgique, et, dans une mesure moindre, à des remboursements de la dette en devises logée à l'étranger.

Les mouvements des capitaux du secteur privé ont laissé, abstraction faite du court terme recensé, une entrée nette pour l'U.E.B.L. de 2,2 milliards en 1961 et de 1,2 milliard en 1962. Ces bonis sont la résultante d'un déficit de 3,2 et 2,2 milliards au titre des transactions sur valeurs mobilières et d'un surplus de 5,4 et 3,4 milliards pour les autres opérations en capital du secteur privé. Le solde négatif laissé par les achats et ventes de valeurs mobilières, dans la mesure où ils sont recensés, s'explique par la demande traditionnellement importante de titres étrangers de la part du public belge pour des raisons de diversification des placements; la demande nette de titres étrangers s'est, dans une certaine mesure, intensifiée à l'approche de la date d'application de la réforme fiscale. Le surplus important des autres mouvements de capitaux du secteur privé provient d'une série d'opérations dont la nature n'est pas connue avec précision et qui comprennent notamment les investissements directs; il semble que l'institution du Marché commun ait incité des sociétés situées dans des pays tiers — notamment américaines — à établir un siège d'exploitation à l'intérieur de la Communauté et, entre autres, en Belgique où certains avantages spécifiques sont accordés par les pouvoirs publics aux investissements nouveaux.

Le total des *avoirs extérieurs nets des organismes monétaires* s'est accru de 3,8 milliards en 1962 contre 0,6 milliard en 1961.

Si l'on envisage les relations de l'économie belge avec l'étranger non plus seulement sous l'optique de l'équilibre extérieur, mais aussi du point de vue de leur incidence sur l'évolution monétaire intérieure, il est intéressant de montrer les secteurs qui ont été à l'origine de l'accroissement des avoirs extérieurs et de la création de monnaie qui en a résulté.

A cette fin, il faut tout d'abord isoler des mouvements des avoirs extérieurs, ceux qui proviennent des opérations en capital des pouvoirs publics et de

transfert de l'Etat avec l'étranger. Ces opérations ont donné lieu par solde à une contraction des avoirs extérieurs et du stock monétaire de 2,4 milliards en 1962, contre 6,6 milliards en 1961.

L'Etat a, d'une part, emprunté à l'étranger en 1962 moins que ce qu'il a remboursé sur sa dette antérieure, logée à l'étranger, et, d'autre part, accru ses créances sur le Congo et le Ruanda-Urundi. En 1962, comme en 1961, l'Etat n'a donc pas pu utiliser ses opérations avec l'étranger pour se financer auprès des organismes monétaires belges : au contraire, il a dû leur céder des francs belges à concurrence de son déficit extérieur. L'incidence de ces opérations sur la trésorerie de l'Etat et sur la quantité de monnaie a cependant été plus que compensée par le recours de l'Etat aux autres méthodes de financement monétaire, c'est-à-dire aux cessions de titres de la dette aux organismes monétaires. Mais

alors qu'en 1961, l'Etat avait cédé non seulement des titres libellés en francs belges mais aussi des certificats libellés en monnaies étrangères, en 1962, il a remboursé par solde une partie de sa dette en devises logée dans les banques belges et accru sa dette en francs belges. Pour financer la souscription de certificats de trésorerie en francs belges, les banques ont vendu au comptant et racheté à terme à la Banque Nationale de Belgique, des monnaies étrangères provenant du remboursement de certificats libellés en devises.

Le financement monétaire des pouvoirs publics résultant des opérations qui viennent d'être décrites et d'autres de moindre importance, est à l'origine d'une création de monnaie et de liquidités quasi monétaires auprès des banques de dépôts de 2,2 milliards en 1962 contre 4,3 milliards en 1961 (cf. colonne (4) du tableau II). La réduction de 1961 à

Tableau II. **Origines des variations des liquidités monétaires et quasi monétaires**
(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire (1)	Liquidités quasi monétaires (2)	Total (1) + (2) = (4) + (5) + (8) + (7) (8)	Financement monétaire des pouvoirs publics (4)	Opérations avec l'étranger (à l'exclusion des opérations en capital et des transferts des pouvoirs publics) (5)	Crédits aux entreprises et particuliers résidant en Belgique (6)	Autres origines (7)
1961 1 ^{er} semestre	+ 6,2	+ 3,7	+ 9,9	+ 5,3	- 1,8	+ 1,1	+ 5,3
2 ^e semestre	+ 10,5	+ 5,4	+ 15,9	- 1,0	+ 9,7	+ 7,1	+ 0,1
Année	+ 16,7	+ 9,1	+ 25,8	+ 4,3	+ 7,9	+ 8,2	+ 5,4
1962 1 ^{er} semestre	+ 7,6	+ 4,2	+ 11,8	+ 1,2	+ 5,5	+ 2,2	+ 2,9
2 ^e semestre	+ 9,5	+ 0,1	+ 9,6	+ 1,0	- 0,5	+ 9,4	- 0,3
Année	+ 17,1	+ 4,3	+ 21,4	+ 2,2	+ 5,0	+ 11,6	+ 2,6

1962 du déficit de trésorerie résultant des opérations budgétaires est la cause principale du fléchissement, d'une année à l'autre, du financement monétaire des pouvoirs publics.

La création de liquidités monétaires et quasi monétaires due aux transactions avec l'étranger, abstraction faite des opérations en capital et des transferts des pouvoirs publics, a été de 5,0 milliards en 1962, contre 7,9 milliards en 1961 (cf. colonne (5) du tableau II). Le chiffre de 5,0 milliards pour 1962 est la résultante d'une augmentation de 5,5 milliards au premier semestre et d'une diminution de 0,5 milliard au second semestre; ce renversement s'explique notamment par le mouvement des opérations sur marchandises ainsi qu'on l'a mentionné ci-dessus.

Les opérations des entreprises et particuliers avec l'étranger et le financement monétaire des pouvoirs publics ont amené ensemble une création de liquidi-

tés monétaires et quasi monétaires de 7,2 milliards en 1962. Ce montant est peu élevé au regard de l'augmentation totale des disponibilités monétaires et quasi monétaires en 1962, soit 21,4 milliards (cf. colonne (3) du tableau II). La contrepartie la plus importante de cette augmentation se trouve dans l'accroissement exceptionnel des crédits aux entreprises et particuliers résidant en Belgique financés par les organismes monétaires. L'ampleur de cet accroissement, qui atteint 11,6 milliards (cf. colonne (6) du tableau II), soit le chiffre annuel le plus élevé depuis 1951 au moins, est liée à l'expansion de l'activité et à l'effort d'investissement des entreprises; elle est due également à la progression rapide des moyens d'action des banques de dépôts, à l'assouplissement des réglementations bancaires en matière de couverture depuis la fin de 1961 et à la limitation de l'émission d'effets publics à court terme, notamment de certificats du Fonds

des Rentes, qui ont amené les banques à financer elles-mêmes la plus grande partie des crédits qu'elles accordaient.

Au total, l'expansion de la monnaie et des liquidités quasi monétaires auprès des organismes monétaires, qui avait été particulièrement rapide en 1961,

s'est poursuivie à un rythme à peine inférieur en 1962. Au cours de ces deux années, ce sont les opérations des entreprises et particuliers avec l'étranger et avec les organismes monétaires belges qui ont constitué la contrepartie principale de cette expansion.

SECTION 2

TABLEAUX DE DETAIL ET NOTES TECHNIQUES

On trouvera ci-dessous des tableaux de détail de la balance des paiements de l'U.E.B.L., ainsi que des notes techniques précisant les types d'opérations qui sont inclus dans diverses rubriques et commentant l'évolution survenue entre 1961 et 1962.

Tableau III : Rubrique 1 « Opérations sur marchandises ».

Rubrique 1.1 « Exportations et importations ».

Il s'agit des règlements financiers recensés par l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change. L'accroissement des exportations et des importations

effectuées à crédit a été ajouté aux règlements financiers — la diminution en a été soustraite — dans la mesure où ces opérations ont donné lieu à une modification de l'encours des acceptations en francs belges visées représentatives d'exportations, de l'encours des effets non visés finançant des exportations et réescomptés par certains organismes paraétatiques de crédit ou du montant des engagements d'acceptation des banques belges envers l'étranger. La contrepartie de la rectification apportée à la rubrique 1.1 « Exportations et importations » se trouve (a) à la rubrique 17 « Total correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires », lorsque s'est

Tableau III.

Rubrique 1. « Opérations sur marchandises »

(milliards de francs)

Périodes	1.1 Exportations et importations			1.2 Travail à façon			1.3 Opérations d'arbitrage	Total		
	Recettes	Dépenses ₁	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Solde	Recettes ₂	Dépenses	Solde
1961 1 ^{er} semestre	84,5	89,5	- 5,0	2,0	0,6	+ 1,4	+ 1,2	87,7	90,1	- 2,4
2 ^e semestre	88,2	89,3	- 1,1	2,1	0,8	+ 1,3	+ 1,1	91,4	90,1	+ 1,3
Année	172,7	178,8	- 6,1	4,1	1,4	+ 2,7	+ 2,3	179,1	180,2	- 1,1
1962 1 ^{er} semestre	89,3	92,2	- 2,9	2,6	0,6	+ 2,0	+ 2,0	93,9	92,8	+ 1,1
2 ^e semestre	91,8	95,3	- 3,5	2,5	0,7	+ 1,8	+ 1,1	95,4	96,0	- 0,6
Année	181,1	187,5	- 6,4	5,1	1,3	+ 3,8	+ 3,1	189,3	188,8	+ 0,5

¹ Pour une partie des importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de ces importations.

² Y compris le solde positif des opérations d'arbitrage.

produite une modification du montant des acceptations visées représentatives d'exportations financées par des ressources du système bancaire, (b) à la rubrique 15.1 « Mouvement des capitaux du secteur privé : court terme recensé », dans le cas où l'on constate une variation des montants ci-après : acceptations visées représentatives d'exportations logées dans le marché, effets non visés finançant

des exportations et réescomptés par certains organismes paraétatiques de crédit, engagements d'acceptation des banques belges envers l'étranger.

Rubrique 1.3 « Opérations d'arbitrage ».

Le solde de cette rubrique est égal à la différence entre, d'une part, le montant des ventes à des pays

Tableau IV. Rubriques 3 à 8. « Transactions sur services »
(milliards de francs)

Périodes	3. Frets et assurances pour le transport de marchandises 1 2		4. Autres frais de transport 2		5. Déplacements à l'étranger		6. Revenus d'investissements		7. Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs		8. Autres		Total	
	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses
1961 1 ^{er} semestre	4,1	4,4 - 0,3	—	—	2,7	4,6 - 1,9	4,7	3,8 + 0,9	1,6	2,2 - 0,6	8,0	5,6 + 2,4	21,1	20,6 + 0,5
2 ^e semestre	4,8	4,9 - 0,1	—	—	3,9	4,6 - 0,7	4,2	3,1 + 1,1	1,8	2,4 - 0,6	8,4	5,7 + 2,7	23,1	20,7 + 2,4
Année	8,9	9,3 - 0,4	—	—	6,6	9,2 - 2,6	8,9	6,9 + 2,0	3,4	4,6 - 1,2	16,4	11,3 + 5,1	44,2	41,3 + 2,9
1962 1 ^{er} semestre	4,1	3,7 + 0,4	1,3	1,4 - 0,1	2,6	3,9 - 1,3	4,6	4,9 - 0,3	2,1	2,1	9,0	6,4 + 2,6	23,7	22,4 + 1,3
2 ^e semestre	4,3	4,0 + 0,3	1,6	1,7 - 0,1	4,0	5,1 - 1,1	4,5	3,3 + 1,2	1,7	3,5 - 1,8	10,1	7,5 + 2,6	26,2	25,1 + 1,1
Année	8,4	7,7 + 0,7	2,9	3,1 - 0,2	6,6	9,0 - 2,4	9,1	8,2 + 0,9	3,8	5,6 - 1,8	19,1	13,9 + 5,2	49,9	47,5 + 2,4

1 Cette rubrique ne comprend, en dépenses, qu'une partie des frets et assurances pour le transport des importations; l'autre partie n'a pu être dissociée des importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les dépenses de la rubrique 1.1 « Exportations et importations » (cf. tableau III).

2 Pour 1961, sont seuls disponibles des chiffres couvrant à la fois les rubriques 3 et 4 « Frets et assurances pour le transport de marchandises » et 4 « Autres frais de transport ». Au surplus, ces chiffres ne sont pas entièrement comparables aux chiffres combinés des rubriques 3 et 4 pour 1962; ils ne comprennent ni les recettes et dépenses d'assurance pour le transport de marchandises qui, pour 1962, sont comprises dans la rubrique 8, ni les achats et ventes de provisions de bord et les recettes et dépenses pour le transport de personnes qui, en 1962, sont inclus dans la rubrique 4.

tiers de marchandises achetées à d'autres pays tiers par des résidents et, d'autre part, le prix d'achat de ces marchandises augmenté des dépenses à l'étranger que leur revente occasionne aux résidents; en d'autres termes, le solde de ces opérations couvre la marge bénéficiaire des transitaires belges et luxembourgeois et les frais qu'ils ont payés à d'autres résidents pour réaliser leurs opérations. L'accroissement, en 1962, du surplus laissé par les opérations d'arbitrage doit être interprété avec prudence, car il semble dû en partie à un allongement des délais de paiement des marchandises achetées.

Tableau IV : Rubriques 3 à 8. « Transactions sur services ».

Diverses réserves doivent être formulées concernant les chiffres des recettes et des dépenses des transactions sur services. En particulier, on notera que, faute de renseignements suffisants pour 1961, certains des aménagements apportés à la balance des paiements de 1962, dont question en appendice, n'ont pu être appliqués rétroactivement à 1961. En outre, un certain nombre de recettes et de dépenses sont compensées, notamment dans le domaine des déplacements à l'étranger, et ne donnent donc lieu à aucun enregistrement dans les règlements financiers.

Rubrique 5. « Déplacements à l'étranger ».

La stabilité des recettes entre 1961 et 1962, malgré un accroissement considérable du nombre de nuitées des étrangers en Belgique, et la légère réduction des dépenses d'une année à l'autre s'expliquent dans une certaine mesure par le fait que les montants reçus et payés pour le transport de personnes ne figurent plus sous la présente rubrique en 1962, comme c'était le cas en 1961.

Rubrique 6. « Revenus d'investissements ».

Le gonflement des dépenses en 1962 est lié, semble-t-il, à l'accroissement des investissements étrangers en U.E.B.L. au cours des dernières années. En recettes, on peut supposer que les revenus en provenance du Congo se sont contractés sensiblement, car on sait que certaines sociétés congolaises n'ont pas obtenu des autorités congolaises l'autorisation de transférer les devises nécessaires au paiement des dividendes; mais cette contraction doit avoir été compensée par une augmentation des revenus des investissements et placements belgo-luxembourgeois dans d'autres pays.

Tableau V.

Nombre de nuitées des étrangers en Belgique

(milliers d'unités)

Source : Institut National de Statistique.

Périodes	Pays de résidence habituelle							Total 1
	Royaume-Uni	France	Pays-Bas	Allemagne fédérale	Suisse	Etats-Unis	Divers 1	
1960	1.185	828	395	390	61	296	626	3.781
1961	1.072	892	404	457	63	254	649	3.791
1962 p	1.175	987	442	496	58	281	689	4.128

1 Non compris le Grand-Duché de Luxembourg.
p Chiffres provisoires.

Tableau VI.

Rubrique 8. « Autres » des transactions sur services

(milliards de francs)

Périodes	Ouvriers frontaliers			Redevances pour films cinématographiques, brevets et droits d'auteur			Courtages et commissions			Primes et indemnités d'assurances 1			Services divers			Total		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
	1961 1 ^{er} semestre .	2,0	0,4	+1,6	0,8	1,1	-0,3	2,2	1,9	+0,3	0,9	1,0	-0,1	2,1	1,2	+0,9	8,0	5,6
2 ^e semestre .	2,1	0,4	+1,7	0,6	1,1	-0,5	2,4	1,8	+0,6	0,7	0,9	-0,2	2,6	1,5	+1,1	8,4	5,7	+2,7
Année	4,1	0,8	+3,3	1,4	2,2	-0,8	4,6	3,7	+0,9	1,6	1,9	-0,3	4,7	2,7	+2,0	16,4	11,3	+5,1
1962 1 ^{er} semestre .	2,2	0,3	+1,9	1,1	1,2	-0,1	2,5	2,1	+0,4	0,8	0,9	-0,1	2,4	1,9	+0,5	9,0	6,4	+2,6
2 ^e semestre ..	2,2	0,4	+1,8	1,2	1,4	-0,2	3,2	2,5	+0,7	0,7	0,9	-0,2	2,8	2,3	+0,5	10,1	7,5	+2,6
Année	4,4	0,7	+3,7	2,3	2,6	-0,3	5,7	4,6	+1,1	1,5	1,8	-0,3	5,2	4,2	+1,0	19,1	13,9	+5,2

1 A l'exclusion des primes et indemnités d'assurances relatives à des assurances-vie, crédit et de capitalisation et, pour 1962, à l'exclusion de celles relatives aux assurances du transport de marchandises.

Rubrique 8. « Autres services ».

Une ventilation de cette rubrique est donnée au tableau VI.

Tableau VII : Rubriques 9 et 10. « Transferts ».

Tableau VIII : Rubriques 11 à 14. « Mouvement des capitaux de l'Etat, des autres pouvoirs publics, des organismes paraétatiques d'exploitation et des organismes paraétatiques de crédit ».

Pour les opérations à long terme comprises dans ces rubriques, une ventilation par monnaie est donnée au tableau IX.

Rubrique 11. « Etat ».

La dépense de 0,7 milliard au titre des créances à long terme représente une avance au Ruanda-Urundi et celle de 1,2 milliard au titre des créances à court terme, la constitution d'une créance sur le Congo résultant du paiement d'amortissements et d'intérêts sur la dette de ce pays garantie par la Belgique. En matière d'engagements à long terme,

Tableau VII.

Rubriques 9 et 10. « Transferts »
(milliards de francs)

Périodes	9. Transferts privés			10. Transferts de l'Etat			Total		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1961 1 ^{er} semestre	1,8	1,4	+ 0,4	...	...	...	1,8	1,4	+ 0,4
2 ^e semestre	3,2	1,4	+ 1,8	...	0,9	- 0,9	3,2	2,3	+ 0,9
Année	5,0	2,8	+ 2,2	...	0,9	- 0,9	5,0	3,7	+ 1,3
1962 1 ^{er} semestre	2,4	1,5	+ 0,9	...	...	...	2,4	1,5	+ 0,9
2 ^e semestre	2,3	1,5	+ 0,8	0,1	0,1	...	2,4	1,6	+ 0,8
Année	4,7	3,0	+ 1,7	0,1	0,1	...	4,8	3,1	+ 1,7

Tableau VIII.

Rubriques 11 à 14. « Mouvement des capitaux de l'Etat, des autres pouvoirs publics, des organismes paraétatiques d'exploitation et des organismes paraétatiques de crédit »
(milliards de francs)

	11. Etat			12. Autres pouvoirs publics			13. Organismes paraétatiques d'exploitation			14. Organismes paraétatiques de crédit		
	Long terme 1	Court terme 2	Total	Long terme 3	Court terme	Total	Long terme	Court terme	Total	Long terme	Court terme	Total
1962 1 ^{er} semestre :												
Créances	Recettes	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Dépenses	0,7	0,5	1,2	...	...	...	...	...	...	...	...
	Solde	-0,7	-0,5	-1,2	...	...	...	...	...	...	...	...
Engagements ...	Recettes	1,5	4,5	6,0	0,3	...	0,3	0,1	0,4	0,5	...	...
	Dépenses	2,0	4,1	6,1	...	...	...	0,2	...	0,2	0,6	0,6
	Solde	-0,5	+0,4	-0,1	+0,3	...	+0,3	-0,1	+0,4	+0,3	-0,6	-0,6
Solde général ...	-1,2	-0,1	-1,3	+0,3	...	+0,3	-0,1	+0,4	+0,3	-0,6	...	-0,6
1962 2 ^e semestre :												
Créances	Recettes	...	...	...	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...
	Dépenses	...	0,7	0,7	...	...	...	...	...	0,2	...	0,2
	Solde	...	-0,7	-0,7	...	+0,1	+0,1	...	...	...	-0,2	-0,2
Engagements ...	Recettes	...	0,9	0,9	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1
	Dépenses	0,3	1,4	1,7	...	...	...	0,4	0,4	...	...	...
	Solde	-0,3	-0,5	-0,8	...	...	...	...	-0,4	-0,4	...	+0,1
Solde général ...	-0,3	-1,2	-1,5	...	+0,1	+0,1	...	-0,4	-0,4	-0,2	+0,1	-0,1
1962 Année :												
Créances	Recettes	...	...	...	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...
	Dépenses	0,7	1,2	1,9	...	...	...	...	...	0,2	...	0,2
	Solde	-0,7	-1,2	-1,9	...	+0,1	+0,1	...	...	...	-0,2	-0,2
Engagements ...	Recettes	1,5	5,4	6,9	0,3	...	0,3	0,1	...	0,1	0,1	0,1
	Dépenses	2,3	5,5	7,8	...	...	...	0,2	...	0,2	0,6	0,6
	Solde	-0,8	-0,1	-0,9	+0,3	...	+0,3	-0,1	...	-0,1	-0,6	+0,1
Solde général ...	-1,5	-1,3	-2,8	+0,3	+0,1	+0,4	-0,1	...	-0,1	-0,8	+0,1	-0,7

¹ Les chiffres de cette colonne ne comprennent pas de participations à des organismes internationaux, l'Etat n'ayant pris aucune participation de l'espèce en 1962.

² Recettes et dépenses nettes pour les opérations avec un même organisme sur certificats de trésorerie belges libellés dans une même monnaie. Les chiffres de cette colonne ne comprennent pas les variations de l'encours des certificats de trésorerie remis au Fonds Monétaire International; toute augmentation ou diminution de cet encours (autre qu'une augmentation résultant d'une majoration de quotas) apparaît dans la balance des paiements de l'U.E.B.L., non comme une entrée ou une sortie de capitaux de l'Etat, mais comme une diminution ou une augmentation des avoirs extérieurs nets de la Banque Nationale de Belgique (tableau XI), du fait que, conformément aux conventions intervenues le 1^{er} août 1959 et le 14 octobre 1959 entre l'Etat Belge et la Banque, celle-ci reçoit le produit des souscriptions et supporte la charge des encaissements des certificats en cause; ce procédé de comptabilisation est conforme aux instructions de la troisième édition du *Balance of Payments Manual* qui considère toutes les opérations d'un pays avec le Fonds Monétaire International comme du ressort des organismes monétaires.

³ Les chiffres de cette colonne ne comprennent pas de versements de contributions au Fonds Européen institué dans le cadre de l'Accord Monétaire Européen. L'encours de ces contributions, qui sont financées en Belgique par la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, n'a pas varié en 1962.

Tableau IX.

Ventilation par monnaie des prêts et emprunts à long terme de l'Etat, des autres pouvoirs publics, des organismes paraétatiques d'exploitation et des organismes paraétatiques de crédit
(milliards de francs)

Entrée de capital : + Sortie de capital : —	Etat		Autres pouvoirs publics		Organismes paraétatiques d'exploitation		Organismes paraétatiques de crédit	
	Prêts	Emprunts	Prêts	Emprunts	Prêts	Emprunts	Prêts	Emprunts
1962 1^{er} semestre :								
Prélèvements	FB	— 0,7	...	...	...	...	...	...
	\$ U.S.	...	+ 1,5	...	+ 0,3	...	...	...
	DM	...	...	...	...	+ 0,1	...	...
	Total ...	— 0,7	+ 1,5	...	+ 0,3	...	+ 0,1	...
Remboursements	FB	...	— 0,1	...	...	...	...	...
	\$ U.S.	...	— 1,8	...	...	— 0,2	...	...
	Fl P.B.	...	— 0,1	...	...	...	...	...
	FS	...	...	...	...	...	...	— 0,6
Total ...	...	— 2,0	...	...	...	— 0,2	...	— 0,6
Solde	FB	— 0,7	— 0,1	...	...	...	...	...
	\$ U.S.	...	— 0,3	...	+ 0,3	...	— 0,2	...
	DM	...	...	...	...	+ 0,1	...	...
	Fl P.B.	...	— 0,1	...	...	...	...	...
FS	...	...	...	...	...	...	— 0,6	
Total ...	— 0,7	— 0,5	...	+ 0,3	...	— 0,1	...	— 0,6
1962 2^e semestre :								
Prélèvements	FB	...	...	...	...	...	— 0,2	...
	Total ...	...	...	...	...	...	— 0,2	...
Remboursements	\$ U.S.	...	— 0,2	...	...	...	...	...
	£	...	— 0,1	...	...	...	...	...
Total ...	...	— 0,3	...	...	...	...	...	...
Solde	FB	...	...	...	...	...	— 0,2	...
	\$ U.S.	...	— 0,2	...	...	...	...	...
£	...	— 0,1	...	...	...	...	...	...
Total ...	...	— 0,3	...	...	...	...	— 0,2	...
1962 année :								
Prélèvements	FB	— 0,7	...	...	...	...	— 0,2	...
	\$ U.S.	...	+ 1,5	...	+ 0,3	...	...	...
	DM	...	...	...	...	+ 0,1	...	...
	Total ...	— 0,7	+ 1,5	...	+ 0,3	...	+ 0,1	— 0,2
Remboursements	FB	...	— 0,1	...	...	...	...	...
	\$ U.S.	...	— 2,0	...	...	— 0,2	...	...
	FS	...	...	...	...	...	...	— 0,6
	Fl P.B.	...	— 0,1	...	...	...	...	...
£	...	— 0,1	...	...	...	...	...
Total ...	...	— 2,3	...	...	...	— 0,2	...	— 0,6
Solde	FB	— 0,7	— 0,1	...	...	...	— 0,2	...
	\$ U.S.	...	— 0,5	...	+ 0,3	...	— 0,2	...
	DM	...	...	...	...	+ 0,1	...	...
	FS	...	...	...	...	...	...	— 0,6
Fl P.B.	...	— 0,1	...	...	...	...	...
£	...	— 0,1	...	...	...	...	...
Total ...	— 0,7	— 0,8	...	+ 0,3	...	— 0,1	— 0,2	— 0,6

la recette de 1,5 milliard provient du placement d'un emprunt de consolidation de 30 millions de dollars et d'une durée de quinze ans sur le marché américain, tandis que la dépense de 2,3 milliards com-

prend, entre autres, le remboursement, avec le produit de l'emprunt précité, de 1,5 milliard de certificats de trésorerie à trois ans souscrits antérieurement par un groupe de banques américaines.

On sait que le mouvement des engagements de l'Etat envers l'étranger ne doit pas être confondu avec celui de la dette publique en monnaies étrangères auquel il correspond rarement, surtout depuis quelques années. D'une part, les engagements de l'Etat envers l'étranger comprennent la dette publique en francs belges que l'on sait être logée à l'étranger. D'autre part, la dette publique en monnaies étrangères ne représente pas à due concurrence un engagement de l'Etat envers l'étranger, car une partie de cette dette est logée dans les ban-

ques de dépôts en Belgique (1). Le tableau X donne les montants qu'il faut ôter ou ajouter au mouvement de la dette publique en monnaies étrangères pour obtenir le mouvement des engagements de l'Etat envers l'étranger.

(1) L'incidence qu'une variation de la dette publique en monnaies étrangères logée dans les banques belges a sur la balance des paiements a été décrite, sous des formes légèrement différentes, dans le *Rapport de la Banque Nationale de Belgique sur les opérations de l'année 1961*, p. 37, et de l'année 1962, pp. 113-114, et dans le *Bulletin d'Information et de Documentation*, octobre 1961, p. 362, et mai 1962, p. 491.

Tableau X.

**Mouvement de la dette publique en monnaies étrangères
et mouvement des engagements de l'Etat envers l'étranger en 1962**
(milliards de francs)

Mouvements	1er semestre	2e semestre	Année
Dette publique en monnaies étrangères .	— 7,1	— 2,9	— 10,0
Moins : Dette publique en monnaies étrangères logée dans les banques belges	<u>— (-5,7)</u>	<u>— (-2,9)</u>	<u>— (-8,6)</u>
Dette publique en monnaies étrangères recensée dans la balance des paiements	— 1,4	...	— 1,4
Dette publique en francs belges que l'on sait être logée à l'étranger	+ 1,2	— 0,8	+ 0,4
Divers	<u>+ 0,1</u>	...	<u>+ 0,1</u>
Engagements de l'Etat envers l'étranger	— 0,1	— 0,8	— 0,9

Rubrique 12. « *Autres pouvoirs publics* ».

Les pouvoirs publics autres que l'Etat comprennent les pouvoirs publics subordonnés, les fonds autonomes et les organismes paraétatiques de sécurité sociale; la Société Nationale de Crédit à l'Industrie est également comprise sous cette appellation pour certaines opérations spécifiques effectuées dans le cadre des conventions qu'elle a conclues avec l'Etat belge au sujet du financement de certains accords de paiement. La recette de 0,3 milliard au titre des engagements à long terme provient de l'émission d'un emprunt en dollars par un organisme paraétatique de sécurité sociale.

Rubrique 13. « *Organismes paraétatiques d'exploitation* ».

La Société Nationale des Chemins de fer belges a légèrement accru ses engagements nets envers l'étranger, tandis que la Régie des Télégraphes et des Téléphones a réduit les siens.

Rubrique 14. « *Organismes paraétatiques de crédit* ».

La sortie nette de 0,7 milliard résulte essentiellement d'emprunts émis par la Communauté Euro-

péenne du Charbon et de l'Acier auprès de placeurs institutionnels du secteur public au Grand-Duché de Luxembourg, et du remboursement d'un emprunt en francs suisses par un organisme paraétatique de crédit belge.

Rubrique 15. « *Mouvement des capitaux du secteur privé* ».

Rubrique 15.1 « *Court terme recensé* ».

Cette rubrique couvre une série d'éléments parmi lesquels on peut citer le mouvement des engagements d'acceptation des banques belges envers l'étranger, celui des acceptations en francs belges visées représentatives d'exportations et financées en dehors des organismes monétaires belges, celui des effets non visés représentatifs d'exportations et réescomptés par certains organismes paraétatiques de crédit. Ces mouvements ont été introduits dans la balance des paiements de l'U.E.B.L. pour les motifs exposés à la page 421, mais, en raison de leur nature particulière, ils ont été isolés des autres mouvements de capitaux du secteur privé. La rubrique sous revue comprend en outre, pour la même raison, l'évolution du portefeuille commercial en francs belges de certaines institutions étrangères.

Tableau XI.

Créances et engagements des organismes monétaires de l'U.E.B.L. sur et envers l'étranger

(milliards de francs)

	Au 31-12-1961 ¹	Au 31-12-1962 ¹	Evolution en 1962
A. Créances de :			
1. Banque Nationale de Belgique :			
1.1 Or	62,4	68,2	+ 5,8
1.2 Participation au F.M.I.	8,0	6,7	- 1,3
1.3 Actions et obligations	0,1	0,1	...
1.4 Acceptations en francs belges représentatives d'exportations	2,4	3,8	+ 1,4
1.5 Créance sur l'U.E.P. ²	0,4	0,3	- 0,1
1.6 Autres :			
16.1 En monnaies étrangères convertibles ³	20,4	12,8	- 7,6
16.2 Autres ⁴ .....	...	...	...
1.7 Total	93,7	91,9	- 1,8
2. Organismes publics belges : acceptations en francs belges représentatives d'exportations	0,5	0,2	- 0,3
3. Banques de dépôts belges :			
3.1 Actions et obligations	1,5	1,2	- 0,3
3.2 Acceptations en francs belges représentatives d'exportations	0,6	0,8	+ 0,2
3.3 Autres :			
33.1 En monnaies étrangères convertibles ³	15,2	19,5	+ 4,3
33.2 Autres ⁴	1,9	2,2	+ 0,3
3.4 Total	19,2	23,7	+ 4,5
Total des créances des organismes monétaires belges	113,4	115,8	+ 2,4
B. Engagements de :			
1. Banque Nationale de Belgique :			
1.1 Envers le F.M.I.	0,2	0,2	...
1.2 Autres :			
12.1 En monnaies étrangères convertibles ³	...	...	...
12.2 Autres ⁴	0,9	0,8	- 0,1
1.3 Total	1,1	1,0	- 0,1
2. Organismes publics belges	2,0	1,9	- 0,1
3. Banques de dépôts belges :			
3.1 En monnaies étrangères convertibles ⁴	21,3	20,5	- 0,8
3.2 Autres ⁴	11,4	12,6	+ 0,9 ⁵
3.3 Total	32,7	33,1	+ 0,1
Total des engagements des organismes monétaires belges ...	35,8	36,0	- 0,1
C. Créances nettes sur l'étranger des organismes monétaires belges (A-B)	77,6	79,8	+ 2,5 ⁶
D. Créances nettes sur l'étranger des organismes monétaires luxembourgeois			+ 1,3
E. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires de l'U.E.B.L. (C+D)			+ 3,8

¹ Les chiffres de ces colonnes sont repris de la statistique relative aux bilans de la Banque Nationale de Belgique, des organismes publics monétaires belges des banques de dépôts belges, publiée pour chaque fin de trimestre dans le tableau XIII-2 de la partie statistique de ce *Bulletin*.
² Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs, lors de la liquidation de l'U.E.P.
³ Dollars américain et canadien et monnaies de la plupart des pays membres de l'Accord Monétaire Européen.
⁴ La sous-rubrique comprend presque exclusivement des francs belges dont la plus grande partie est convertible.
⁵ L'évolution de certains engagements dont l'encours n'est pas connu.
⁶ L'évolution des créances nettes sur l'étranger des organismes monétaires belges est donnée par trimestre à la colonne (6) du tableau XIII-5 de la partie statistique de ce *Bulletin*.

Tableau XI : « Créances et engagements des organismes monétaires de l'U.E.B.L. sur et envers l'étranger ».

A. 1.2 « Créances de la Banque Nationale de Belgique : Participation au F.M.I. ».

L'encours de cette rubrique augmente lorsque le Fonds Monétaire International prélève sur ses avoirs des francs belges pour les vendre aux pays membres; il diminue lorsque le Fonds reconstitue ses avoirs au moyen de francs belges que lui revendent les pays membres. Bien qu'ils s'accompagnent d'encaissements et de souscriptions de certificats de trésorerie belges par le Fonds, ces prélèvements et reconstitutions apparaissent dans la balance des paiements de l'U.E.B.L. comme des variations d'une créance de la Banque Nationale et non pas comme des mouvements de capitaux de l'Etat du fait que, conformément aux conventions intervenues le 1^{er} août 1959 et le 14 octobre 1959 entre l'Etat et la Banque, celle-ci assure, pour compte et à la décharge de l'Etat, le financement des opérations avec le Fonds Monétaire International. Ce procédé de comptabilisation est conforme aux instructions de la troisième édition du *Balance of Payments Manual* qui considère toutes les opérations d'un pays avec le Fonds comme du ressort des organismes monétaires.

En 1962, le Fonds a vendu 1 milliard de francs belges au Canada, mais il en a racheté 2,3 milliards au Royaume-Uni, ce qui explique la diminution de 1,3 milliard de l'encours de la rubrique sous revue.

A. 16.1 « Créances de la Banque Nationale de Belgique en monnaies étrangères convertibles ».

La Banque détient des monnaies convertibles en vue d'être en mesure d'intervenir, le cas échéant, sur le marché des changes pour régulariser les cours, mais surtout en vue de constituer la contrepartie d'engagements qu'elle a contractés de livrer à terme des devises contre francs belges. Le Trésor couvre, en effet, par des achats à terme à la Banque, des échéances prochaines de sa dette en monnaies étrangères. En 1962, une partie de celle-ci a été remboursée et les opérations à terme y afférentes ont été dénouées. Mais dans le même temps, la Banque a contracté de nouveaux engagements à terme : le 20 juin, elle a effectué, à la demande de la Federal Reserve Bank de New-York, une opération « swap » par laquelle elle a acheté au comptant à cette banque 50 millions de dollars contre francs belges et les lui a revendus à terme, également contre francs belges; en outre, à partir du mois d'août, la Banque a revendu à terme à des banques belges des monnaies étrangères que ces mêmes banques lui cédaient au comptant pour souscrire des cer-

tificats de trésorerie en francs belges. Par solde, cependant, les engagements à terme de la Banque se sont sensiblement réduits en 1962, ce qui explique que ses créances en monnaies étrangères convertibles ont été ramenées de 20,4 milliards à la fin de 1961 à 12,8 milliards un an plus tard.

A.33.1 « Créances des banques de dépôts belges en monnaies étrangères convertibles » et B. 3.1 « Engagements des banques de dépôts belges en monnaies étrangères convertibles ».

Le Trésor a remboursé à concurrence de 8,6 milliards sa dette en devises logée dans les banques belges. Ces dernières ont vendu au comptant et racheté à terme une partie de ces devises à la Banque Nationale pour souscrire des certificats de trésorerie en francs belges. Elles ont, par ailleurs, accru de 4,3 milliards leurs créances en monnaies étrangères convertibles. Ainsi s'explique que les remboursements en devises effectués par le Trésor aux banques belges n'aient pas amené une diminution sensible de leurs engagements en monnaies étrangères convertibles.

Tableaux XII et XIII : « Balance géographique des paiements de l'U.E.B.L. ».

Le critère utilisé pour ventiler géographiquement les règlements financiers de l'U.E.B.L. avec l'étranger a été, en règle générale, celui du pays de résidence du bénéficiaire ou du donneur d'ordres étranger. A défaut de ce renseignement, la devise dans laquelle le paiement a été effectué a servi de critère pour ventiler les opérations qui semblent être le plus souvent réglées dans la monnaie du bénéficiaire ou du donneur d'ordres étranger, plutôt que dans des devises tierces. Les paiements pour lesquels on ne disposait d'aucune indication valable concernant le pays de résidence du bénéficiaire ou du donneur d'ordres étranger, par exemple ceux afférents à certains mouvements de capitaux du secteur privé, ont été incorporés dans la colonne VII. « Autres pays et paiements non localisés ». En outre, des détails sont donnés ci-après sur le mode de ventilation de la rubrique 15.1 « Mouvement des capitaux du secteur privé : court terme recensé » et de la rubrique 17 « Total des recettes et des dépenses dont le solde correspond au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ».

Rubrique 1.3 « Opérations d'arbitrage ».

Le chiffre de cette rubrique n'a pas été ventilé par zone géographique, mais est repris en totalité à la

	I. Zone sterling			II. Etats-Unis et Canada			III. Pays de la C.E.E., reste de leur zone monétaire et institutions européennes			IV. Autres pays de l'O.C.D.E.			V. Autres pays d'Europe			VI. Institutions internationales 1			VII. Autres pays et paiements non localisés			Total		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
A. Transactions sur biens et services :																								
1. Opérations sur marchandises :																								
1.1 Exportations et importations 2	18,8	28,1	- 9,3	19,5	19,3	+ 0,2	93,7	93,8	- 0,1	21,1	16,5	+ 4,6	5,1	5,6	- 0,5	—	—	—	14,5	15,5	- 1,0	172,7	178,8	- 6,1
1.2 Travail à façon	0,8	...	+ 0,8	0,4	0,1	+ 0,3	2,2	1,0	+ 1,2	0,4	0,1	+ 0,3	0,1	...	+ 0,1	—	—	—	0,2	0,2	...	4,1	1,4	+ 2,7
1.3 Opérations d'arbitrage (nettes) .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2,3	—	+ 2,3	2,3	—	+ 2,3
2. Or non monétaire .....	...	...	...	0,2	0,5	- 0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	—	—	—	0,1	0,7	- 0,6	0,3	1,2	- 0,9
3. Frets et assurances pour le transport de marchandises 3 4	1,4	2,4	- 1,0	1,1	1,0	+ 0,1	4,9	4,6	+ 0,3	0,7	1,2	- 0,5	0,3	0,1	+ 0,2	—	—	—	0,5	...	+ 0,5	8,9	9,3	- 0,4
4. Autres frais de transport 4	1,0	0,3	+ 0,7	1,6	0,6	+ 1,0	1,3	4,4	- 3,1	0,3	2,0	- 1,7	0,1	0,1	...	—	—	—	2,3	1,8	+ 0,5	6,6	9,2	- 2,6
6. Revenus d'investissements	1,7	0,6	+ 1,1	1,9	2,3	- 0,4	2,4	2,4	...	0,5	1,0	- 0,5	...	...	...	—	—	—	2,4	0,6	+ 1,8	8,9	6,9	+ 2,0
7. Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	0,5	0,1	+ 0,4	0,1	0,7	- 0,6	2,3	3,1	- 0,8	0,1	0,3	- 0,2	0,1	...	+ 0,1	—	—	—	0,3	0,4	- 0,1	3,4	4,6	- 1,2
8. Autres :																								
8.1 Ouvriers frontaliers	—	—	—	—	—	—	4,1	0,8	+ 3,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4,1	0,8	+ 3,3
8.2 Autres	1,4	1,5	- 0,1	2,0	2,0	...	5,2	4,6	+ 0,6	1,0	1,9	- 0,9	0,3	0,1	+ 0,2	—	—	—	2,4	0,4	+ 2,0	12,3	10,5	+ 1,8
Total des transactions sur biens et services ...	25,6	33,0	- 7,4	26,8	26,5	+ 0,3	116,1	114,7	+ 1,4	24,1	23,0	+ 1,1	6,0	5,9	+ 0,1	—	—	—	25,0	19,6	+ 5,4	223,6	222,7	+ 0,9
B. Transferts :																								
9. Transferts privés	0,3	0,2	+ 0,1	0,4	0,3	+ 0,1	1,6	1,3	+ 0,3	0,2	0,3	- 0,1	...	...	...	—	—	—	2,5	0,7	+ 1,8	5,0	2,8	+ 2,2
10. Transferts de l'Etat .....	...	...	...	...	...	...	...	0,9	- 0,9	...	...	...	...	...	...	—	—	—	...	...	...	...	0,9	- 0,9
Total des transferts ...	0,3	0,2	+ 0,1	0,4	0,3	+ 0,1	1,6	2,2	- 0,6	0,2	0,3	- 0,1	...	...	...	—	—	—	2,5	0,7	+ 1,8	5,0	3,7	+ 1,3
C. Mouvement des capitaux :																								
11. Etat	1,5	0,1	+ 1,4	2,8	6,9	- 4,1	4,8	5,1	- 0,3	0,2	1,3	- 1,1	...	...	...	—	0,4	- 0,4	0,4	1,7	- 1,3	9,7	15,5	- 5,8
12. Autres pouvoirs publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	+ 0,1	...	...	...	...	...	...	0,1	...	+ 0,1
13. Organismes paraétatiques d'explo- itation .....	...	...	...	1,1	0,3	+ 0,8	1,3	0,2	+ 1,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	2,4	0,5	+ 1,9
14. Organismes paraétatiques de crédit	...	...	...	...	...	...	0,6	0,2	+ 0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	- 0,2	0,6	0,4	+ 0,2
15. Autres :																								
15.1 Court terme recensé (net)	—	0,1	- 0,1	—	0,2	- 0,2	—	0,3	- 0,3	—	0,3	- 0,3	—	0,2	- 0,2	—	—	—	—	0,2	- 0,2	...	1,3	- 1,3
15.2 Transactions identifiées en valeurs mobilières	1,1	1,2	- 0,1	4,1	4,5	- 0,4	5,1	7,6	- 2,5	1,6	1,8	- 0,2	...	...	...	—	—	—	0,2	0,2	...	12,1	15,3	- 3,2
15.3 Autres (nets)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5,4	—	+ 5,4	5,4	—	+ 5,4
Total du mouvement des capitaux ...	2,6	1,4	+ 1,2	8,0	11,9	- 3,9	11,8	13,4	- 1,6	1,8	3,4	- 1,6	0,1	0,2	- 0,1	—	0,4	- 0,4	6,0	2,3	+ 3,7	30,3	33,0	- 2,7
Total des rubriques 1 à 15 ...	28,5	34,6	- 6,1	35,2	38,7	- 3,5	129,5	130,3	- 0,8	26,1	26,7	- 0,6	6,1	6,1	...	—	0,4	- 0,4	33,5	22,6	+ 10,9	258,9	259,4	- 0,5
16. Règlements multilatéraux, erreurs et omissions (nets) (rubrique 17 moins rubriques 1 à 15)	0,2	—	+ 0,2	12,2	—	+ 12,2	—	4,1	- 4,1	—	0,7	- 0,7	—	0,1	- 0,1	5,6	—	+ 5,6	—	12,0	- 12,0	18,0	16,9	+ 1,1
17. Total des recettes et des dépenses dont le solde correspond au mouve- ment des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires	28,7	34,6	- 5,9	47,4	38,7	+ 8,7	129,5	134,4	- 4,9	26,1	27,4	- 1,3	6,1	6,2	- 0,1	5,6	0,4	+ 5,2	33,5	34,6	- 1,1	276,9	276,3	+ 0,6

1 Il s'agit des institutions internationales autres que celles créées dans le cadre de la Communauté Economique Européenne et que la Banque des Règlements Internationaux. Seuls le mouvement des capitaux et celui des avoirs extérieurs nets sont rangés dans cette colonne; les autres transactions de l'U.E.B.L. avec ces institutions internationales sont incluses dans la zone géographique où l'institution internationale a son siège.

2 Pour une partie des importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de ces importations.

3 Cette rubrique ne comprend, en dépenses, qu'une partie des frets et assurances pour le transport des importations. L'autre partie n'a pu être dissociée des importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les dépenses de la rubrique 1.1 « Exportations et importations » (cf. note 2).

4 Pour 1961, sont seuls disponibles des chiffres couvrant à la fois les rubriques 3 « Frets et assurances pour le transport de marchandises » et 4 « Autres frais de transport ». Au surplus, ces chiffres ne sont pas entièrement comparables aux chiffres combinés des rubriques 3 et 4, pour 1962. Ils ne comprennent ni les recettes et dépenses d'assurance pour le transport de marchandises qui, en 1962, sont incluses dans la rubrique 3, ni les achats et ventes de provisions de bord et les recettes et dépenses pour le transport de personnes qui, en 1962, sont inclus dans la rubrique 4.

Tableau XIII

Balance géographique des paiements de l'U.E.B.L. en 1962

(milliards de francs)

	I. Zone sterling			II. Etats-Unis et Canada			III. Pays de la C.E.E., reste de leur zone monétaire et institutions européennes			IV. Autres pays de l'O.C.D.E.			V. Autres pays d'Europe			VI. Institutions internationales 1			VII. Autres pays et paiements non localisés			Total		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
A. Transactions sur biens et services :																								
1. Opérations sur marchandises :																								
1.1 Exportations et importations 2	16,9	30,3	-13,4	20,8	20,0	+0,8	103,1	99,5	+3,6	21,4	17,7	+3,7	4,7	6,0	-1,3	—	—	—	14,2	14,0	+0,2	181,1	187,5	-6,4
1.2 Travail à façon	0,8	0,1	+0,7	0,5	...	+0,5	3,1	1,1	+2,0	0,4	0,1	+0,3	0,1	...	+0,1	—	—	—	0,2	...	+0,2	5,1	1,3	+3,8
1.3 Opérations d'arbitrage (nettes)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3,1	—	+3,1	3,1	—	+3,1
2. Or non monétaire	...	...	...	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	—	—	—	0,2	0,7	-0,5	0,3	0,8	-0,5
3. Frets et assurances pour le transport de marchandises 3	1,1	1,7	-0,6	1,2	0,7	+0,5	5,1	3,9	+1,2	0,6	1,2	-0,6	0,2	0,1	+0,1	—	—	—	0,2	0,1	+0,1	8,4	7,7	+0,7
4. Autres frais de transport	0,7	0,9	-0,2	0,5	0,4	+0,1	0,8	1,3	-0,5	0,3	0,3	...	0,1	...	+0,1	—	—	—	0,5	0,2	+0,3	2,9	3,1	-0,2
5. Déplacements à l'étranger	1,0	0,3	+0,7	1,7	0,7	+1,0	1,6	4,3	-2,7	0,4	1,7	-1,3	...	...	...	—	—	—	1,9	2,0	-0,1	6,6	9,0	-2,4
6. Revenus d'investissements	1,4	0,8	+0,6	2,7	2,3	+0,4	2,7	2,9	-0,2	0,7	1,6	-0,9	...	...	...	—	—	—	1,6	0,6	+1,0	9,1	8,2	+0,9
7. Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	0,6	0,2	+0,4	0,1	1,2	-1,1	2,7	3,6	-0,9	0,1	0,5	-0,4	0,1	...	+0,1	—	—	—	0,2	0,1	+0,1	3,8	5,6	-1,8
8. Autres :																								
8.1 Ouvriers frontaliers	—	—	—	—	—	—	4,4	0,7	+3,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4,4	0,7	+3,7
8.2 Autres	1,5	1,4	+0,1	3,0	3,1	-0,1	6,6	5,8	+0,8	1,3	2,1	-0,8	0,8	0,1	+0,2	—	—	—	2,0	0,7	+1,3	14,7	13,2	+1,5
Total des transactions sur biens et services ...	24,0	35,7	-11,7	30,6	28,5	+2,1	130,1	123,1	+7,0	25,2	25,2	...	5,5	6,2	-0,7	—	—	—	24,1	18,4	+5,7	239,5	237,1	+2,4
B. Transferts :																								
9. Transferts privés	0,2	0,2	...	0,5	0,3	+0,2	0,6	1,3	-0,7	0,2	0,3	-0,1	...	...	...	—	—	—	3,2	0,9	+2,3	4,7	3,0	+1,7
10. Transferts de l'Etat	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	—	—	—	...	...	...	0,1	0,1	...
Total des transferts ...	0,2	0,2	...	0,5	0,3	+0,2	0,7	1,4	-0,7	0,2	0,3	-0,1	...	...	...	—	—	—	3,2	0,9	+2,3	4,8	3,1	+1,7
C. Mouvement des capitaux :																								
11. Etat	...	1,5	-1,5	3,7	3,1	+0,6	...	3,1	-3,1	3,2	...	+3,2	...	...	...	...	...	...	...	2,0	-2,0	6,9	9,7	-2,8
12. Autres pouvoirs publics	...	...	...	0,3	...	+0,3	...	...	...	...	...	...	0,1	...	+0,1	...	...	...	...	...	...	0,4	...	+0,4
13. Organismes paraétatiques d'exploit- ation	...	...	...	...	0,2	-0,2	0,7	0,6	+0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,8	0,9	-0,1
14. Organismes paraétatiques de crédit	...	...	...	...	...	...	0,1	0,3	-0,2	...	0,5	-0,5	...	...	...	...	...	...	0,2	0,2	...	0,3	1,0	-0,7
15. Autres :																								
15.1 Court terme recensé (net)	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	—	—	—	...	0,2	-0,2	...	0,2	-0,2
15.2 Transactions identifiées en valeurs mobilières	1,1	0,9	+0,2	3,1	3,9	-0,8	4,0	5,5	-1,5	1,3	1,3	...	...	...	...	—	—	—	...	0,1	-0,1	9,5	11,7	-2,2
15.3 Autres (nets)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3,4	—	+3,4	3,4	—	+3,4
Total du mouvement des capitaux ...	1,1	2,4	-1,3	7,1	7,2	-0,1	4,8	9,5	-4,7	4,6	1,9	+2,7	0,1	...	+0,1	...	...	...	3,6	2,5	+1,1	21,3	23,5	-2,2
Total des rubriques 1 à 15 ...	25,3	38,3	-13,0	38,2	36,0	+2,2	135,6	134,0	+1,6	30,0	27,4	+2,6	5,6	6,2	-0,6	...	...	...	30,9	21,8	+9,1	265,6	263,7	+1,9
16. Règlements multilatéraux, erreurs et omissions (nets) (rubrique 17 moins rubriques 1 à 15)	10,9	—	+10,9	—	1,2	-1,2	—	0,8	-0,8	1,1	—	+1,1	1,1	—	+1,1	—	1,2	-1,2	—	8,0	-8,0	13,1	11,2	+1,9
17. Total des recettes et des dépenses dont le solde correspond au mouve- ment des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires	36,2	38,3	-2,1	38,2	37,2	+1,0	135,6	134,8	+0,8	31,1	27,4	+3,7	6,7	6,2	+0,5	...	1,2	-1,2	30,9	29,8	+1,1	278,7	274,9	+3,8

1 Il s'agit des institutions internationales autres que celles créées dans le cadre de la Communauté Economique Européenne et que la Banque des Règlements Internationaux. Seuls le mouvement des capitaux et celui des avoirs extérieurs nets sont rangés dans cette colonne; les autres transactions de l'U.E.B.L. avec ces institutions internationales sont incluses dans la zone géographique où l'institution internationale a son siège.

2 Pour une partie des importations, les chiffres sont en dollars, créés dans le cadre de la zone géographique où l'institution internationale a son siège.

3 Pour une partie des importations, les chiffres sont en dollars, créés dans le cadre de la zone géographique où l'institution internationale a son siège.

4 Ces chiffres comprennent les frets et assurances pour le transport de ces importations.

5 Cette partie n'a pu être dissociée des importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les dépenses de la

colonne VII. « Autres pays et paiements non localisés ». Les bénéfices résultant des opérations d'arbitrage devraient, pour bien faire, être ventilés suivant les pays auxquels les marchandises ont été revendues, mais le *Balance of Payments Manual* recommande, notamment dans un but de simplification, la procédure qui a été suivie ici.

Rubrique 3. « *Frets et assurances pour le transport de marchandises* ».

Les déficits enregistrés, en 1962 ⁽¹⁾, vis-à-vis de la zone sterling et vis-à-vis des autres pays de l'O.C.D.E. repris à la colonne IV s'expliquent pour une large part par l'importance des prestations effectuées par les marines marchandes britannique et norvégienne.

Rubrique 6. « *Revenus d'investissements* ».

La diminution, entre 1961 et 1962, du solde positif vis-à-vis de la zone « Autres pays et paiements non localisés » est due sans doute au non-paiement de dividendes par diverses sociétés congolaises. La transformation du déficit de 1961 vis-à-vis des Etats-Unis et du Canada en un boni par suite d'une augmentation importante des recettes pourrait refléter le rapatriement de bénéfices réalisés sur les investissements considérables effectués au Canada au cours des dernières années.

Rubrique 7. « *Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs* ».

Les recettes importantes à l'égard des pays de la Communauté Economique Européenne proviennent en grande partie des dépenses courantes d'institutions européennes dont le siège se trouve actuellement en U.E.B.L. L'accroissement entre 1961 et 1962 des dépenses vis-à-vis des Etats-Unis et du Canada et vis-à-vis de la Communauté Economique Européenne est dû au gonflement des dépenses militaires dans ces deux zones.

Rubrique 9. « *Transferts privés* ».

Les recettes en provenance des pays de la Communauté Economique Européenne comprennent, à concurrence de 1,4 milliard en 1961 et de 0,3 milliard en 1962, des paiements d'indemnités par la République fédérale d'Allemagne en faveur de ressortissants belges et luxembourgeois ayant subi des préjudices du fait de la guerre. L'accroissement, de

1961 à 1962, des recettes en provenance de la zone « Autres pays et paiements non localisés » est attribuable, semble-t-il, à l'augmentation du nombre de nationaux belges occupés au Congo.

Rubriques 11 à 14. « *Mouvement des capitaux de l'Etat, des autres pouvoirs publics, des organismes paraétatiques d'exploitation et des organismes paraétatiques de crédit* ».

Une ventilation par monnaie des prélèvements et des remboursements sur les prêts et sur les emprunts à long terme de ces divers secteurs est donnée au tableau IX.

Rubrique 15.1 « *Court terme recensé* ».

Les modifications de l'encours des acceptations visées en francs belges représentatives d'exportations ont pu être réparties géographiquement; le critère de cette répartition est le pays de l'acheteur des marchandises exportées de l'U.E.B.L. Hormis quelques cas particuliers, les autres opérations de la rubrique sous revue n'ont pu être réparties géographiquement, faute de documentation; elles ont dès lors été intégrées en totalité dans la colonne VII. « Autres pays et paiements non localisés ».

Rubrique 15.3 « *Mouvement des capitaux du secteur privé autres que le court terme recensé et les transactions identifiées en valeurs mobilières* ».

Aucun des mouvements de capitaux recensés sous cette rubrique ne peut être ventilé par zone, ce qui explique qu'ils apparaissent tous à la colonne VII, qui reprend, entre autres, les paiements non localisés.

Rubrique 16. « *Règlements multilatéraux, erreurs et omissions* ».

Les chiffres de cette rubrique sont calculés en faisant la différence entre le mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires (rubrique 17), d'une part, et le solde des transactions sur biens et services, des transferts et du mouvement des capitaux (total des rubriques 1 à 15), d'autre part.

Rubrique 17. « *Total des recettes et des dépenses dont le solde correspond au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires* ».

Pour chaque zone géographique, le solde de cette rubrique comprend non seulement l'augmentation

(1) Il n'existe pas de chiffres entièrement comparables pour l'année 1961 pour les raisons exposées à la note (2) du tableau IV.

(+) ou la diminution (–) des avoirs nets en francs belges sur cette zone et des avoirs nets dans les monnaies de ladite zone, mais aussi l'augmentation (+) ou la diminution (–) des avoirs en or de la Banque Nationale de Belgique résultant des opérations sur or que cet organisme a effectuées avec

les pays de la zone. Le solde figurant, en 1962, à la colonne VI. « Institutions internationales » comprend la diminution de la créance de la Banque Nationale de Belgique sur le Fonds Monétaire International intervenue à la suite des opérations exposées à la page 428.

APPENDICE

NOTES METHODOLOGIQUES

L'article relatif à la balance des paiements de l'U.E.B.L. en 1960, paru dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* de juillet 1961, exposait que cette balance avait déjà été partiellement adaptée, plus particulièrement en ce qui concerne les opérations en capital, au schéma présenté par le Fonds Monétaire International dans la troisième édition de son *Balance of Payments Manual*. De nouveaux aménagements ont été apportés à la balance de 1962, afin de la rendre encore plus conforme aux prescriptions du nouveau *Manual*.

A la différence des premiers aménagements qui avaient pu être appliqués rétroactivement aux balances antérieures, les nouveaux aménagements ont pour effet de rompre, pour certaines rubriques importantes, la continuité des séries statistiques disponibles en matière de balance des paiements. La période, commençant avec l'année 1955, pour laquelle il existait des balances de paiements raisonnablement comparables, s'est donc clôturée avec l'année 1961. Dans ces conditions, il a semblé opportun d'apporter à la balance des paiements de 1962 diverses corrections dont la nécessité était apparue au fil du temps, mais qu'on s'était jusqu'à présent abstenu de faire en vue de sauvegarder la comparabilité des balances d'une année à l'autre.

La balance des paiements de l'U.E.B.L. de 1962 est donc la première d'une nouvelle série de balances qu'on s'efforcera de rendre aussi comparables entre elles que possible. Afin de raccrocher cette nouvelle série autant que faire se peut à la série 1955-1961, les tableaux de la présente note donnent la balance des paiements de l'U.E.B.L. pour l'année 1961 sur la base des mêmes critères que ceux utilisés pour la balance des paiements de 1962. Il reste cependant que, faute de disposer d'informations suffisantes pour 1961, des aménagements apportés à la balance de 1962 n'ont pas de correspondant dans la balance des paiements pour 1961. Ces divergences de nature comptable ont été mentionnées, dans les

cas les plus importants, à la section 2 « Tableaux de détail et notes techniques » ci-dessus.

Les modifications apportées à la balance des paiements de 1962, tant pour suivre les prescriptions du Fonds Monétaire International que pour combler certaines lacunes que l'expérience avait fait apparaître, ont déjà été décrites, aux pages 8 à 11 de l'article relatif à la balance des paiements au premier semestre de 1962, dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* de janvier 1963. Cette description est reproduite ci-dessous (1).

Rubrique 1.1 « Exportations et importations ».

Une première modification a été apportée à cette rubrique pour tenir compte des nouvelles règles édictées par le Fonds Monétaire International pour la comptabilisation de certaines opérations considérées auparavant comme du travail à façon. En outre, les importations ont été ajustées sur deux points : elles englobent désormais certains paiements qu'il n'avait pas été possible de recenser antérieurement; par ailleurs, la méthode utilisée précédemment pour éliminer les frais de transport et d'assurance a été abandonnée.

a) D'après les principes généraux de la deuxième édition du *Balance of Payments Manual*, des marchandises entrant temporairement dans un pays pour y être transformées ne devaient être considérées comme des importations de ce pays suivies de réexportations que si elles devenaient sa propriété; dans le cas contraire, seule une recette de travail à façon devait être enregistrée. Ce critère manquait cependant de précision lorsque des rapports de maison-mère à succursale ou filiale existaient entre l'entreprise qui avait produit les marchandises et celle qui les transformait, car, dans ce cas, tout changement de propriété était plus ou moins nomi-

(1) Le texte qu'on trouve ici mentionne en outre certains ajustements mineurs qui ont été effectués lors de l'élaboration de la balance des paiements pour l'ensemble de l'année 1962.

nal. C'est pourquoi la troisième édition du *Manual* prévoit que « ...toutes les expéditions internationales de marchandises entre une maison-mère et ses filiales en vue de la transformation... doivent être considérées comme des achats et ventes de marchandises » (1). Conformément à ces nouvelles directives, les importations comprennent désormais la valeur de certaines marchandises qui étaient antérieurement considérées comme étant travaillées à façon et les exportations, cette même valeur majorée du coût du transport depuis le pays d'origine jusqu'en U.E.B.L. et du coût de la transformation.

b) La rubrique « Opérations non déterminées » dans la balance des paiements des années 1955 à 1961 comprenait notamment des importations. Ces importations sont maintenant évaluées approximativement et reclassées dans la rubrique sous revue.

c) Le chiffre qui est inscrit dans la balance des paiements pour les importations doit, en principe, être f.o.b. (2). Pour l'U.E.B.L., ce chiffre est calculé en partant des paiements effectués à l'étranger par l'intermédiaire des banques belges et luxembourgeoises en règlement d'importations. Ces paiements comprennent, dans certains cas, les frais de transport et d'assurance afférents à l'opération; dans d'autres cas, par contre, ces frais sont payés séparément. En d'autres termes, une partie des paiements en règlement d'importations est c.i.f., tandis que l'autre partie est f.o.b. La tâche d'obtenir une évaluation f.o.b. pour l'ensemble des importations s'en trouve singulièrement compliquée. La méthode suivie à cette fin jusqu'en 1961 aboutissait à englober dans les dépenses d'importations les dépenses de transport autres que celles afférentes aux importations (notamment les paiements effectués à l'étranger par des firmes belges qui s'étaient chargées de faire transporter des marchandises étrangères). Cette méthode présentait de la sorte un très sérieux inconvénient et il a été décidé, pour cette raison, de l'abandonner. Une nouvelle méthode est actuellement à l'étude qui permettra peut-être d'ici quelques mois d'obtenir pour les importations, avec un degré d'approximation raisonnable, un chiffre ne contenant pas de frais de transport ou d'assurance. Entre-temps, on a fait figurer dans la balance des paiements, pour les importations, les paiements à l'étranger, tels qu'ils sont recensés par les banques. Il s'ensuit que les chiffres figurant, en dépenses, sous la rubrique 1.1 « Exportations et importations » des tableaux ci-dessus ne sont que partiellement f.o.b.

Rubrique 1.2 « Travail à façon ».

Certaines recettes qui étaient recensées antérieurement sous cette rubrique sont maintenant comptabilisées parmi les exportations (rubrique 1.1), car elles proviennent de la transformation de marchandises qui, en vertu de directives du Fonds Monétaire International dont il a été question ci-dessus, doivent être considérées comme passant sous propriété belgo-luxembourgeoise.

Rubrique 3. « Frets et assurances pour le transport de marchandises » et rubrique 4. « Autres frais de transport ».

La nouveauté en ce qui concerne ces deux rubriques résulte, d'abord, d'une modification que la troisième édition du *Balance of Payments Manual* a apportée au schéma de balance des paiements préconisé par le Fonds Monétaire International, ensuite de la comptabilisation comme importations et exportations, conformément au même ouvrage, de certaines marchandises considérées auparavant comme étant travaillées à façon en U.E.B.L. et, enfin, de l'abandon de la méthode employée antérieurement pour évaluer les frais de transport et d'assurance compris dans les paiements effectués en règlement d'importations.

a) Les deux rubriques sous revue remplacent les rubriques « Transports » et « Primes et indemnités d'assurances » de la deuxième édition du *Balance of Payments Manual*. Les transactions reprises dans ces deux dernières rubriques se répartissent dans le schéma de la troisième édition de la manière suivante :

Rubriques de la deuxième édition	Transactions	Rubriques de la troisième édition (voir tableaux ci-dessus)
Transports	Frets pour le transport de marchandises	3. Frets et assurances pour le transport de marchandises
	Autres frais de transport	4. Autres frais de transport
Primes et indemnités d'assurances	Primes et indemnités d'assurances pour le transport de marchandises	3. Frets et assurances pour le transport de marchandises
	Autres primes et indemnités d'assurances	8. Autres services

Alors que l'ancienne édition répartissait les transactions suivant la nature du service rendu (transport ou assurance), la nouvelle édition regroupe une partie de ces transactions suivant la nature de ce qui est transporté ou assuré, à savoir les marchandises expédiées d'un pays à l'autre.

(1) Paragraphe 122.

(2) La troisième édition du *Balance of Payments Manual* admet cependant que les importations soient évaluées c.i.f. si une évaluation f.o.b. est impossible.

b) Les recettes reprises aux rubriques sous revue, tout comme celles qui étaient reprises à l'ancienne rubrique « Transports », comprennent les sommes encaissées par des transporteurs belges pour l'acheminement vers l'U.E.B.L. des marchandises qui y sont expédiées pour y être travaillées à façon; le pays d'origine de ces marchandises reste, en effet, par définition, leur propriétaire et le fret est donc à sa charge. Comme on l'a vu plus haut cependant, certaines marchandises qui étaient antérieurement considérées comme étant travaillées à façon sont maintenant considérées comme étant importées. Pour ces marchandises, il n'y a plus lieu de recenser une recette dans les rubriques sous revue, puisque le fret sur les importations est, en vertu des principes généraux du *Balance of Payments Manual*, à charge du pays importateur. La recette continue bien entendu à être perçue par l'U.E.B.L., mais elle est comptabilisée différemment. Le coût du transport est incorporé, tout comme le coût de la transformation, dans le prix des marchandises revendues à l'étranger et est donc englobé dans les recettes d'exportations à la rubrique 1.1.

c) L'abandon de la méthode employée antérieurement pour obtenir une évaluation f.o.b. des importations a les conséquences suivantes pour les rubriques sous revue (ou les rubriques correspondantes de la deuxième édition) : précédemment, ces rubriques comprenaient, tout au moins en principe, toutes les dépenses de transport et d'assurance afférentes aux importations, mais ne tenaient pas compte des autres dépenses de transport, lesquelles étaient confondues avec les importations; actuellement, elles englobent ces autres dépenses, mais, en revanche, ne recensent qu'une partie des dépenses afférentes aux importations, le surplus n'ayant pu être dissocié de ces importations elles-mêmes.

Rubrique 5. « Déplacements à l'étranger ».

On a vu plus haut qu'une partie de l'ancienne rubrique « Opérations non déterminées » a pu être reclassée dans les importations. Presque toutes les autres opérations de l'espèce semblent être liées à des déplacements à l'étranger et sont maintenant traitées comme telles dans la balance des paiements.

Rubrique 6. « Revenus d'investissements ».

Des dividendes payés par des sociétés étrangères à des non-résidents par l'intermédiaire de banques belges, qui apparaissaient précédemment en recettes et en dépenses, ont été éliminés des unes et des autres.

Rubrique 7. « Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs ».

Les impôts et amendes et les contributions versées par l'Etat belge à la Communauté Economique Européenne, qui, en vertu des desiderata antérieurs du Fonds Monétaire International, devaient être comptabilisés sous la présente rubrique, sont assimilés dans la troisième édition du *Balance of Payments Manual* à des transferts (rubriques 9 et 10 des tableaux ci-dessus). Par ailleurs, les dépenses courantes d'institutions européennes dont le siège se trouve en U.E.B.L., ont été transférées de la rubrique « Autres services » à la présente rubrique.

Rubrique 8. « Autres services ».

Ainsi qu'il a été dit plus haut, les assurances autres que celles du transport de marchandises figurent maintenant sous cette rubrique, conformément aux prescriptions de la troisième édition du *Balance of Payments Manual* (1).

Par contre, la présente rubrique ne comprend plus :

a) les prélèvements effectués par la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier sur la production d'industries situées en U.E.B.L., que la troisième édition du *Balance of Payments Manual* assimile à des transferts privés (rubrique 9 des tableaux ci-dessus);

b) les dépenses courantes d'institutions européennes dont le siège est en U.E.B.L., qui sont maintenant rangées dans les transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs;

c) les économies que des ouvriers étrangers établis en Belgique transfèrent à leur famille restée dans leur pays d'origine; ces opérations ne constituent pas à proprement parler des transactions sur services; ce sont des transferts privés (rubrique 9 des tableaux ci-dessus), rubrique dans laquelle elles sont maintenant rangées.

Rubrique 9. « Transferts privés ».

Cette rubrique comprend désormais, outre les transactions qui y figuraient déjà :

a) les impôts et amendes payés à des gouvernements étrangers par des résidents de l'U.E.B.L., transférés de la rubrique « Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs » en conformité avec les nouvelles prescriptions du *Balance of Payments Manual*;

(1) Toutefois, comme par le passé, les assurances-vie, crédit et de capitalisation figurent parmi le mouvement des capitaux du secteur privé (rubrique 15.3 des tableaux ci-dessus).

b) les prélèvements effectués par la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier sur la production d'industries situées en U.E.B.L., transférés de la rubrique « Autres services » en conformité avec les nouveaux desiderata du Fonds Monétaire International;

c) les transferts d'économies par les ouvriers étrangers, qui relèvent de la présente rubrique plutôt que des services divers dans lesquels ils étaient englobés précédemment.

Rubrique 10. « *Transferts de l'Etat* ».

Cette rubrique comprend désormais, outre les transactions qui y figuraient déjà, les impôts et amendes payés par des étrangers aux Gouvernements belge et luxembourgeois et les contributions versées par l'Etat belge à la Communauté Economique Européenne, qui ont été transférés de la rubrique « Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs » en conformité avec les nouveaux desiderata du Fonds Monétaire International.

FONDS DES RENTES

RAPPORT SUR LES OPERATIONS DE L'EXERCICE 1962

La double mission confiée au Fonds des Rentes — régularisation du marché des effets et fonds publics et intervention sur le marché monétaire — a été facilitée en 1962 par plusieurs facteurs et plus particulièrement par les progrès dans l'assainissement de la situation financière de l'Etat, par une liquidité plus grande des marchés, par la limitation de l'émission d'effets publics à court terme et, enfin, par les modifications apportées au fonctionnement du marché monétaire à la suite de la réforme du 1^{er} janvier 1962.

Tous ces facteurs ont favorisé et développé le mouvement de baisse des taux d'intérêt sur le marché monétaire en influençant progressivement dans le même sens les taux de rendement des capitaux à moyen et long terme.

Une même tendance, surtout en ce qui concerne les emprunts à long terme, a d'ailleurs marqué l'évolution des taux dans la plupart des pays occidentaux.

Différents facteurs, dont la hausse des cours ainsi que la tension internationale née de l'affaire de Cuba, ont cependant provoqué, dans le courant du dernier trimestre de l'année, des dégagements de papier que le Fonds des Rentes a pu absorber sans difficulté.

I. LES OPERATIONS DE REGULARISATION DU MARCHE DES FONDS PUBLICS

La baisse du taux d'escompte de la Banque Nationale — de 4,75 à 4,50 p.c. — intervenue le 28 décembre 1961 et l'abondance de liquidités sur les marchés ont créé un climat très favorable aux investissements traditionnels du début d'exercice. Aussi les opérations atteignirent-elles un volume très important, surtout dans les emprunts à long terme et à rendement élevé.

Deux nouvelles baisses du taux d'escompte, réalisées respectivement le 18 janvier 1962 (de 4,50 à 4,25 p.c.) et le 22 mars (de 4,25 à 4 p.c.), sont encore venues renforcer cette tendance.

Pendant le mois d'avril, le marché a été plus animé. Les opérations se sont traitées essentiellement dans les valeurs à rendement élevé. L'émission d'un emprunt 5 p.c., 5,25 p.c. et 5,50 p.c. par la Régie des Télégraphes et des Téléphones 1962/1967/1972/1977/1982, les mouvements en sens inverse des taux d'escompte en Hollande (+ 0,50 p.c.) et en Angleterre (- 0,50 p.c.), la déva-

luation du dollar canadien et, enfin, l'annonce de l'émission d'un emprunt 5 p.c., 5,25 p.c. et 5,50 p.c. par la Société Nationale des Chemins de fer belges 1962/1967/1972/1977/1982 ont suscité d'ailleurs des réactions divergentes.

Ensuite, le marché a retrouvé pratiquement l'équilibre jusqu'à la fin du mois de mai. Le 28 mai s'ouvrait l'émission de l'emprunt 5 p.c., 5,25 p.c. et 5,50 p.c. de la Ville de Bruxelles 1962/1967/1972/1977/1982. Le même jour, la Bourse de New-York enregistrait une chute spectaculaire des cours. Ces deux événements ont provoqué un certain afflux de papier, tant de la part du public que de la part des professionnels, obligés de prévoir des liquidités en vue du règlement des opérations à terme, qui pouvait être difficile.

Pendant tout le mois de juin, des ventes et des arbitrages ont été enregistrés. Ce mouvement était partiellement en rapport avec l'émission d'un nouvel emprunt par l'Etat, à partir du 14 juin.

Le mois de juillet, traditionnellement calme, apporta un revirement de la tendance et pendant la dernière quinzaine les investissements s'amplifièrent même sérieusement.

Cette tendance favorable s'est maintenue jusqu'à la fin du mois d'août, soutenue d'ailleurs par une nouvelle baisse du taux d'escompte, le 9 août, de 4 à 3,75 p.c.

Dans le courant du mois de septembre et jusqu'à la mi-octobre, la hausse des cours, intervenue depuis le début de l'exercice, a provoqué un léger ralentissement des transactions, les opérateurs craignant qu'un palier ne fût atteint dans l'évolution des taux d'intérêt. L'emprunt 5 p.c., 5,25 p.c. émis par le Fonds des Routes, le 24 septembre, a été souscrit intégralement le jour même, par suite de l'abondance des capitaux en quête de placements rentables.

Le 11 octobre, la presse annonçait l'émission d'un nouvel emprunt de l'Etat pour le 12 novembre. Le 23 octobre débutait la tension internationale au sujet de Cuba. Aussi le papier a-t-il reflué sans interruption sur le marché, jusqu'à la fin du mois de novembre.

La baisse du taux d'escompte de 3,75 à 3,50 p.c., le 6 décembre, provoquait à ce moment une reprise du mouvement acheteur.

Durant la dernière quinzaine de l'année, quelques ventes peu importantes ont été enregistrées. Ces

opérations n'ont toutefois pas reflété la tendance réelle du marché, puisqu'elles étaient inspirées, entre autres, par le window-dressing de fin d'année.

De tout ce qui précède, il y a lieu de conclure que la tendance du marché a été partagée malgré les très abondantes disponibilités en quête d'emploi.

La hausse des cours s'est poursuivie pratiquement sans interruption, ramenant les différents taux d'intérêt à des niveaux sensiblement plus bas.

*
**

Les tableaux qui suivent illustrent l'évolution du marché des rentes pendant l'année 1962.

Le premier tableau compare, pour un certain nombre de valeurs, la moyenne mensuelle des cours des mois de janvier et de décembre 1962 et indique en même temps les cours extrêmes enregistrés pendant l'année 1962.

Le second compare, pour quelques valeurs, les rendements correspondant aux cours cotés respectivement le 15 décembre 1961, le 3 janvier 1962 et le 17 décembre 1962.

Tableau I. **Evolution des cours de quelques rentes types pendant l'année 1962**
(Moyenne des cours)

	Moyenne des cours janvier 1962	Cours extrêmes				Moyenne des cours décembre 1962
		plus bas		plus haut		
4 % Unifiée, 1 ^{re} série	91,028	3-1-1962	91,00	28 12 1962	98,60	98,361
4 % Libération	84,809	15-1-1962	84,70	30 8 1962	86,30	85,450
4 1/2 % Belge 1953/1973	93,523	3-1-1962	92,50	17 10 1962	98,90	98,305
4 1/2 % Belge 1953/1968	92,571	3-1-1962	94,50	1 10 1962	99,90	99,038
4 1/4 % Belge 1954/1974, 1 ^{re} série	91,195	3-1-1962	90,50	15 10 1962	96,20	95,966
4 1/2 % Belge 1956/1967/1973	93,985	3-1-1962	93,50	11 10 1962	99,10	97,761
5 % Belge 1958/1968	98,066	3-1-1962	97,30	19 10 1962	99,70	100,311
4 3/4 % Belge 1959/1971	94,123	6-2-1962	93,80	11 10 1962	99,90	98,550
5 1/4 % Belge 1960/1965/1970/1975 ...	99,800	8-1-1962	99,10	17 12 1962	103,40	103,194
4 % Trésor 1943/1963	113,133	3-1-1962	112,30	5 11 1962	115,10	114,894
4 % Lots 1941	877,428	3-1-1962	862,00	28 12 1962	895,00	881,389
2 % Lots 1953	1.073,857	3-1-1962	1.060,00	15 10 1962	1.128,00	1.114,833
4 % Priv. Chemins de fer belges (tranche belge)	482,285	3-1-1962	477,00	8 8 1962	527,00	512,222
5 % Chemins de fer 1955/1975, 2 ^e série	88,180	3-1-1962	87,50	19 10 1962	93,40	92,988
5 1/2 % Bruxelles 1958/1963	100,114	3-1-1962	99,50	6 6 1962	101,30	100,661

Tableau II. **Evolution des rendements de quelques valeurs**

	15 décembre 1961		3 janvier 1962		17 décembre 1962	
	Cours	Rendement	Cours	Rendement	Cours	Rendement
5 %, 5 1/4 % Belge 1960/1965/1970 (s/1965)	97,70	5,63	97,90	5,57	100,80	4,45
5 %, 5 1/4 %, 5 1/2 % Belge 1962/1967/1972/1977/1982 (s/1967)					101,80	4,40
5 % Belge 1958/1968	96,80	5,61	97,50	5,41	100,40	4,84
4 1/2 % Belge 1953/1968	94,60	5,79	94,50	5,73	99,20	4,89
5 % Belge 1957/1969	94,20	5,93	94,50	5,82	100,40	4,84
5 1/4 % Belge 1960/1970	95,90	5,83	96,00	5,82	100,50	5,09
5 % Belge 1959/1970	96,40	5,47	96,20	5,50	100,30	4,89
4 3/4 % Belge 1959/1971	94,50	5,47	94,00	5,55	98,80	4,87
4 1/2 % Belge 1954/1972	92,00	5,86	92,20	5,84	97,50	5,04
4 1/4 % Belge 1953/1973	92,10	5,98	92,50	5,99	98,50	4,98
4 1/4 % 1954/1974, 1 ^{re} série	90,10	5,95	90,50	5,85	96,10	5,02
4 1/4 % Belge 1954/1974, 2 ^e série	89,40	5,90	89,40	5,91	94,80	5,08
4 % Belge 1955/1975	87,30	5,96	87,50	5,91	93,00	5,08

Emissions et remboursements d'emprunts.

Les pouvoirs publics et les institutions d'intérêt public ont émis par souscription publique, en 1962, les emprunts figurant au tableau III.

Il y a lieu d'ajouter, aux émissions précitées, les titres de la neuvième tranche des obligations à 5,75 p.c., d'ensemble 805.840.000 francs, remises aux sinistrés par la Caisse Autonome des Dommages de Guerre, du 1^{er} octobre 1961 au 30 septembre

1962. Ces obligations ont été admises aux cotations officielles le 19 février 1962.

La Fondation nationale pour le Financement de la Recherche scientifique a commencé en 1962 l'émission, au taux de 2 p.c. l'an et au pair, d'une troisième tranche de 500 millions de francs de son emprunt 1960 1962.

Le tableau III fait abstraction des émissions au robinet des institutions d'intérêt public.

Tableau III.

Emissions et remboursements d'emprunts

Emprunts	Date d'émission	Nominal (millions de francs)	Taux nominal (pour cent)	Durée	Prix d'émission	Rendement pour le souscripteur (pour cent)	
						Prix de remboursement	
Etat Belge 1962/1967/1972/1977/1982, 1 ^{re} série	1- 2	7.450	5,00	5, 10, 15 ou 20 ans	98,50	100	5,35
			(5 premières années)			après 5 ans	après 5 ans
			5,25			103	5,54
			(5 années suivantes)			après 10 ans	après 10 ans
5,50	106,50	5,64					
(10 dernières années)	après 15 ans	après 15 ans					
110	5,66						
après 20 ans	après 20 ans						
Ville de Liège 1962/1967/1972/1977/1982	1- 3	800	5,25	5, 10, 15 ou 20 ans	98,50	100	5,60
			(5 premières années)			après 5 ans	après 5 ans
			5,50			102,50	5,75
			(5 années suivantes)			après 10 ans	après 10 ans
5,75	105	5,82					
(10 dernières années)	après 15 ans	après 15 ans					
108	5,85						
après 20 ans	après 20 ans						
Régie des Télégraphes et des Téléphones 1962/1967/1972/1977/1982	29- 3	2.500	5,00	5, 10, 15 ou 20 ans	98,50	100	5,35
			(5 premières années)			après 5 ans	après 5 ans
			5,25			103	5,54
			(5 années suivantes)			après 10 ans	après 10 ans
5,50	106,50	5,64					
(10 dernières années)	après 15 ans	après 15 ans					
110	5,66						
après 20 ans	après 20 ans						
Société Nationale des Chemins de fer belges 1962/1967/1972/1977/1982	2- 5	1.550	5,00	5, 10, 15 ou 20 ans	99,00	100	5,23
			(5 premières années)			après 5 ans	après 5 ans
			5,25			103	5,47
			(5 années suivantes)			après 10 ans	après 10 ans
5,50	106,50	5,59					
(10 dernières années)	après 15 ans	après 15 ans					
110	5,62						
après 20 ans	après 20 ans						
Bruxelles 1962/1967/1972/1977/1982	28- 5	1.000	5,00	5, 10, 15 ou 20 ans	99,50	100	5,12
			(5 premières années)			après 5 ans	après 5 ans
			5,25			103	5,41
			(5 années suivantes)			après 10 ans	après 10 ans
5,50	106,50	5,55					
(10 dernières années)	après 15 ans	après 15 ans					
110	5,58						
après 20 ans	après 20 ans						
Etat Belge 1962/1967/1972/1977/1982, 2 ^e série	14- 6	8.100	5,00	5, 10, 15 ou 20 ans	100,00	100	5,00
			(10 prem. années)			après 5 ans	après 5 ans
			5,25			103,50	5,28
			(10 dernières années)			après 10 ans	après 10 ans
107	5,38						
112	5,44						
après 20 ans	après 20 ans						
Anvers 1962/1967/1972/1977/1982	27- 8	1.000	5,00	5, 10, 15 ou 20 ans	100,00	100	5,00
			(5 premières années)			après 5 ans	après 5 ans
			5,25			103	5,34
			(5 années suivantes)			après 10 ans	après 10 ans
5,50	106,50	5,50					
(10 dernières années)	après 15 ans	après 15 ans					
110	5,54						
après 20 ans	après 20 ans						
Fonds des Routes 1962/1972/1977/1982	24- 9	2.500	5,00	10, 15 ou 20 ans	100,00	102	5,16
			(10 prem. années)			après 10 ans	après 10 ans
			5,25			105	5,29
			(10 dernières années)			après 15 ans	après 15 ans
110	5,38						
après 20 ans	après 20 ans						
Etat Belge 1962/1972/1977/1982	12-11	10.480	4,75	10, 15 ou 20 ans	98,50	100	4,94
			(10 prem. années)			après 10 ans	après 10 ans
			5,00			103	5,10
			(5 années suivantes)			après 15 ans	après 15 ans
5,25	108	5,24					
(5 dernières années)	après 20 ans	après 20 ans					
35.380							

Tableau IV.

Remboursements et radiations effectués en 1962

(francs)

	Société Nationale de Crédit à l'Industrie 1952-1962, 1 ^{re} série :			Report ...	4.204.206.000
22-1-1962	— remboursement à l'échéance	386.336.000	14- 6-1962	Etat belge 1952/1962 : (suite)	
	Ville de Bruxelles 1952/1962, 1 ^{re} série :			— admis en paiement des souscriptions à l'emprunt 1962/1967/1972/1977/1982, 2 ^e série	1.585.635.000
15-2-1962	— remboursement à l'échéance	180.000.000	25- 6-1962	— remboursement à l'échéance	2.697.965.000
	Ville d'Anvers 1927 :			Province de Brabant 1952/1962 :	
1-3-1962	— remboursement à l'échéance	7.100.000	1- 9-1962	— remboursement à l'échéance	240.000.000
	Ville de Liège 1952/1962 :			Province d'Anvers 1896 :	
1-3-1962	— admis en paiement des souscriptions à l'emprunt 1962/1967/1972/1977/1982	390.000.000	1- 9-1962	— remboursement à l'échéance	69.000
1-4-1962	— remboursement à l'échéance			Société Nationale de Crédit à l'Industrie 1952/1962, 2 ^e série :	
	Régie des Télégraphes et des Téléphones 1952/1962, 1 ^{re} série :			— remboursement à l'échéance	683.000.000
29-3-1962	— admis en paiement des souscriptions à l'emprunt 1962/1967/1972/1977/1982	133.551.000	22- 9-1962		
5-4-1962	— remboursement à l'échéance	560.449.000		Société Nationale des Distributions d'Eau 1952/1962 :	
	Ville d'Anvers 1952/1962 :			— remboursement à l'échéance	341.500.000
20-4-1962	— remboursement à l'échéance	450.000.000	15-10-1962		
	Société Nationale des Chemins de fer belges 1952/1962 :			Régie des Télégraphes et des Téléphones 1952/1962, 2 ^e série :	
2-5-1962	— admis en paiement des souscriptions à l'emprunt 1962/1967/1972/1977/1982	313.992.000	25-10-1962	— remboursement à l'échéance	347.000.000
15-5-1962	— remboursement à l'échéance	558.008.000		Certificats de trésorerie 1957/1963 :	
	Ville de Bruxelles 1952/1962, 2 ^e série :			— admis en paiement des souscriptions à l'emprunt 1962/1972/1977/1982 ...	1.098.795.000
28-5-1962	— admis en paiement des souscriptions à l'emprunt 1962/1967/1972/1977/1982	53.137.000		Emprunt de l'Assainissement Monétaire, 6 ^e série, numéros impairs :	
1-6-1962	— remboursement à l'échéance	293.863.000	12-11-1962	— admis en paiement des souscriptions à l'emprunt 1962/1972/1977/1982 ...	128.049.000
	Ville d'Anvers 1917 :			Reconstruction, 1 ^{re} tranche :	
1-6-1962	— remboursement à l'échéance	3.770.000	1-12-1962	— remboursement à l'échéance	389.000.000
	Etat belge 1952/1962 :			Société Nationale de Crédit à l'Industrie 1957/1962 :	
13-4-1962	— admis en paiement des souscriptions aux :		10-12-1962	— remboursement à l'échéance	1.500.000.000
	— certificats de trésorerie à 2 ans	200.000.000			
	— certificats de trésorerie à 3 ans	674.000.000			
	à reporter ...	4.204.206.000			13.215.219.000 ¹

¹ A ce chiffre, il y a lieu d'ajouter le remboursement, le 1^{er} janvier 1962, des titres à numéros pairs de la cinquième série de l'emprunt de l'Assainissement Monétaire, remboursables à cette date, pour un montant de 1.030.271.000 francs.

Le montant net des appels publics au marché des capitaux en 1962 s'élève donc à 22,2 milliards (émissions : 35,4 milliards, moins remboursements : 13,2 milliards) contre 20,6 milliards en 1961, 23 milliards en 1960, 27,9 milliards en 1959, 21,2 milliards en 1958, 16,9 milliards en 1957.

Tenant compte des mouvements du portefeuille du Fonds des Rentes, on obtient les chiffres ci-après :

	1961 (milliards de francs)	1962 (milliards de francs)
Emissions	25,8	35,4
Remboursements	— 5,2	— 13,2
	20,6	22,2
Solde des opérations effectuées en bourse et dont le Fonds a été la contrepartie	— 0,2	— 0,8
	20,4	21,4

Fluctuations du portefeuille du Fonds des Rentes pendant l'année 1962.

Le tableau ci-dessous résume les fluctuations du portefeuille du Fonds des Rentes pendant l'année 1962.

Tableau V.

Fluctuations du portefeuille du Fonds des Rentes pendant l'année 1962 (capital nominal en millions de francs)

	Solde général	Mouvement	
28 décembre 1961 ¹ ...	6.922,5	—	—
30 mars 1962	6.188,8	—	— 733,7
29 juin 1962	6.701,7	+ 512,9	
28 septembre 1962	6.910,9	+ 209,2	
27 décembre 1962 ² ...	7.791,9	+ 881,0	
		+ 869,4 ³	

¹ Dernière journée de bourse valeur 1961.

² Dernière journée de bourse valeur 1962.

	(millions de francs)
³ L'augmentation de 869,4 millions s'établit comme suit :	
Achats du Fonds au marché (par solde)	837,1
Souscriptions et achats du Fonds hors bourse	590,5
	1.427,6
Encaissement de titres remboursables	558,2
Net ...	869,4

Les mouvements du portefeuille ont été commentés plus haut. Le montant le plus bas, soit 6.020 millions, a été enregistré le 19 janvier. Le montant le plus élevé, soit 7.946 millions, a été atteint le 30 novembre.

Le portefeuille du Fonds a subi, depuis 1955, les variations suivantes :

	(millions de francs)	
1955	—	489
1956	+ 1.396	
1957	—	1.818
1958	—	801
1959	+ 1.272	
1960	+ 2.071	
1961	+ 270	
1962	+ 870	

Volume des transactions.

Le volume général des transactions effectuées en bourse, sur le marché des rentes, s'établit comme suit :

	1961	1962	Différence
	(Valeur nominale en millions de francs)		
Titres offerts (par le public)	13.759	16.363	+ 2.604
Titres demandés (par le public)	13.371	15.526	+ 2.155
	27.130	31.889	+ 4.759

Ce volume global se répartit, comme suit, entre les quatre bourses du pays.

Tableau VI.

Volume des transactions (millions de francs)

	Titres offerts		Titres demandés		Total des transactions
	Ventes notées en carnets par les agents de change		Achats notés en carnets par les agents de change		
Bruxelles :					
Portefeuille A ...	9.978		9.673		
Portefeuille B ...	3.233		3.724		
	13.211		13.397		26.608
Anvers :					
Portefeuille A ...	969		895		
Portefeuille B ...	544		565		
	1.513		1.460		2.973
Gand :					
Portefeuille A ...	779		255		
Portefeuille B ...	299		187		
	1.078		442		1.520
Liège :					
Portefeuille A ...	393		141		
Portefeuille B ...	168		86		
	561		227		788
	16.363		15.526		31.889

Tableau VII.

Nombre d'ordres inscrits dans les carnets des agents de change, teneurs de marché

	Ordres de ventes notés en carnets par les agents de change		Ordres d'achats notés en carnets par les agents de change	
Bruxelles :				
Portefeuille A ...	246.496		74.522	
Portefeuille B ...	104.176		38.396	
	350.672		112.918	
Anvers :				
Portefeuille A ...	23.532		8.565	
Portefeuille B ...	14.891		6.496	
	38.423		15.061	
Gand :				
Portefeuille A ...	25.870		5.151	
Portefeuille B ...	9.479		3.057	
	35.349		8.208	
Liège :				
Portefeuille A ...	7.650		2.336	
Portefeuille B ...	4.390		1.408	
	12.040		3.744	
	436.484		139.931	
Total général ...	576.415			

Les données du tableau VII, comparées à celles pour l'année 1961, font apparaître les différences ci-dessous :

— les ordres d'achat ont diminué en 1962 de	9.268
— les ordres de vente ont diminué en 1962 de	4.450
Diminution totale de l'année	13.718

La moyenne journalière ressort à 2.306 ordres par séance de bourse en prenant comme base 250 séances par année.

Pour la seule Bourse de Bruxelles, les opérations du Fonds se sont traduites par les mouvements matériels ci-après :

Entrées dans les coffres	1.415.829 titres contre 1.303.300 en 1961
Sorties des coffres	1.454.441 titres contre 1.299.957 en 1961
Mouvement total	2.870.270 titres contre 2.603.257 en 1961

Ce mouvement a représenté, en 1962, une manipulation moyenne de 11.481 titres par journée de travail (contre 10.413 titres en 1961).

Les livraisons de titres ont été accompagnées de 66.891 bordereaux de dépôt numériques, soit une moyenne journalière de 267 bordereaux.

Nombre et volume des emprunts dont le Fonds des Rentes contrôle le marché (1).

Au 31 décembre 1962, le contrôle du Fonds s'exerçait sur 215 emprunts totalisant un capital nominal en circulation de 300.944 millions.

Ces emprunts se répartissent comme suit :

Portefeuille A : (emprunts émis par l'Etat ou à charge de l'Etat) : 72 emprunts totalisant 227.685 millions.

Portefeuille B : (emprunts garantis par l'Etat ou à charge de l'Etat, emprunts des provinces et communes, du Crédit Communal, etc.) : 143 emprunts totalisant 73.259 millions se détaillant comme suit :

a) Emprunts garantis par l'Etat : 50 emprunts totalisant 46.877 millions;

b) Emprunts du Crédit Communal : 9 emprunts totalisant 9.817 millions;

c) Emprunts de la Société Nationale des Chemins de fer belges non garantis : 2 emprunts totalisant 1.425 millions;

d) Emprunts des provinces : 4 emprunts totalisant 489 millions;

e) Emprunts des villes et communes : 78 emprunts totalisant 14.651 millions.

(1) Depuis le 17 juillet 1961, le marché des valeurs congolaises n'est plus sous le contrôle du Fonds des Rentes.

Situation générale du portefeuille à la fin de 1962.

La situation générale du portefeuille s'établit comme suit au 27 décembre 1962, comparativement au 28 décembre 1961 :

	28 décembre 1961	27 décembre 1962
(Valeur nominale en millions de francs)		
Portefeuille A :		
(emprunts émis par l'Etat ou à charge de l'Etat)	3.791	5.307
Portefeuille B :		
(emprunts garantis par l'Etat, emprunts des provinces et communes, du Crédit Communal, du Congo, etc.)	3.132	2.485
	6.923	7.792

La classification des valeurs en portefeuille au 27 décembre 1962, tenant compte de la durée restant à courir jusqu'à leur date de remboursement, donne les chiffres ci-dessous :

Classification des valeurs au 27 décembre 1962

	(Valeur nominale en millions de francs)			
Portefeuille A :				
Moins de 5 ans				3.038
De 5 à 10 ans				997
Plus de 10 ans				1.271
				5.306
Portefeuille B :	Moins de 5 ans	De 5 à 10 ans	Plus de 10 ans	Total
Emprunts garantis par l'Etat	534,6	191,9	260,4	986,9
Emprunts du Congo ...	306,3	251,4	349,6	907,3
Emprunts du Crédit Communal	39,1	12,8	46,8	98,7
Emprunts de la Société Nationale des Chemins de fer belges non garantis	—	—	13,8	13,8
Emprunts des provinces et communes	229,2	93,9	155,8	478,9
	1.109,2	550,0	826,4	2.485,6

II. LES OPERATIONS EFFECTUEES PAR LE FONDS DES RENTES SUR LE MARCHE MONETAIRE

Abstraction faite de quelques resserrements temporaires, le marché monétaire a été caractérisé par une grande liquidité durant toute l'année 1962. Cette liquidité du marché et la limitation des émissions d'effets publics à court terme, notamment de certificats du Fonds des Rentes, ont permis d'entretenir le mouvement de baisse des taux d'intérêt.

Comme il est exposé plus haut et en dépit de l'aisance régnant sur le marché monétaire, le porte-

feuille du Fonds en valeurs cotées marque, par rapport à la fin de 1961, une augmentation de 869 millions.

Le portefeuille du Fonds en certificats de trésorerie de la tranche B n'a que très exceptionnellement atteint des montants de quelque importance. Généralement le Fonds a pu céder, au moment de la délivrance des certificats attribués aux banques lors des adjudications hebdomadaires, tous les certificats pris en portefeuille entre deux adjudications. A partir de la fin de novembre, cependant, il a, d'une façon continue, détenu des certificats de trésorerie de la tranche B. Ceci s'explique, en ce qui concerne le début de cette période, par le resserrement temporaire intervenu sur le marché monétaire en raison du versement par les banques du produit de l'Emprunt 1962 à 10, 15 ou 20 ans et, en ce qui concerne la fin de cette période, par les opérations de window-dressing des banques clôturant leur exercice social le 31 décembre 1962. A cette dernière date, le Fonds détenait en portefeuille pour 2.226 millions de ces certificats, soit 1.140 millions de plus qu'à la fin de 1961.

Le Fonds a été amené à intervenir sur le marché des certificats de trésorerie à court terme autres que ceux de la tranche B à partir du 10 août. Ses avoirs en ces certificats ont atteint un maximum de 2.500 millions le 6 novembre, ainsi que du 13 au 26 du même mois. Au 31 décembre, toutefois, il n'en détenait plus en portefeuille.

L'encours des certificats émis par le Fonds s'est généralement élevé, au cours du premier trimestre de l'année, à des montants dépassant 9,5 milliards; pour l'année, le maximum de 10.884 millions a été atteint le 18 janvier. A la fin du mois de mars, toutefois, cet encours enregistra une diminution assez sensible et tomba même à 7.961 millions, à

la suite du non-renouvellement immédiat des certificats échus par les banques clôturant leur bilan au 31 mars. Par la suite, l'encours se redressa et fluctua la plupart du temps entre 8,2 et 9,3 milliards. Le resserrement du marché monétaire au début de décembre et l'approche de l'échéance annuelle contribuaient ensuite à la contraction de l'encours des certificats du Fonds qui, au 31 décembre, tombait à 6.440 millions, enregistrant ainsi une diminution de 4.556 millions par rapport à la fin de 1961.

Sur le marché de l'argent au jour le jour, le Fonds des Rentes a, comme précédemment, adapté ses interventions en fonction de l'offre et de la demande. Bien que les banques aient réduit leurs apports de disponibilités sur ce marché, à la suite de la suppression du coefficient de trésorerie dans le cadre de la réforme du marché monétaire du 1^{er} janvier 1962, l'offre de call money a, jusqu'en mai, dépassé souvent la demande en raison principalement d'une contraction de la demande de l'Institut de Récompte et de Garantie dont le portefeuille s'était considérablement réduit. Pendant cette période, les prêts du Fonds des Rentes sont restés relativement limités.

Par la suite, le Fonds est régulièrement intervenu comme prêteur de call money. Le 5 juillet, ses prêts atteignaient un maximum de 4.110 millions : aux environs de cette date, le marché monétaire s'était particulièrement resserré en raison de l'échéance semestrielle et du versement par les banques du produit de l'Emprunt de l'Etat 1962/1982, II^e série.

Au cours du mois de novembre, pendant l'émission de l'Emprunt de l'Etat 1962 à 10, 15 ou 20 ans, l'offre de liquidités s'est accrue à la suite des souscriptions à cet emprunt et le Fonds fut même amené, pendant une dizaine de jours, à ne plus intervenir sur le marché.

Tableau VIII.

Evolution des principaux postes de la situation du Fonds des Rentes
(millions de francs)

Dates	Avoirs du Fonds des Rentes					Financement		
	Portefeuille (valeur nominale)			Solde créditeur à la Banque Nationale de Belgique	Prêts de « call money »	Emission de certificats du Fonds des Rentes	Emprunts de « call money »	Solde débitéur à la Banque Nationale de Belgique
	Valeurs cotées	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie					
29 décembre 1961	6.892	1.086	—	3.200	3.069	10.996	—	—
31 janvier 1962	6.149	200	—	6.831	75	9.996	—	—
28 février 1962	6.235	220	—	3.300	2.696	9.253	—	—
30 mars 1962	6.188	130	—	3.188	1.600	7.961	—	—
30 avril 1962	6.112	1.018	—	3.521	1.878	9.391	—	—
30 mai 1962	6.215	280	—	3.003	2.192	8.492	—	—
29 juin 1962	6.701	11	—	2.108	2.923	8.589	—	—
31 juillet 1962	6.887	438	—	2.069	1.972	8.336	—	—
31 août 1962	6.803	200	1.175	2.041	1.401	8.593	—	—
28 septembre 1962	6.910	248	1.100	1.724	1.681	8.623	—	—
31 octobre 1962	7.233	572	1.200	796	2.564	9.248	—	—
30 novembre 1962	7.946	1.175	2.100	1	790	8.905	—	—
31 décembre 1962	7.759	2.226	—	—	50	6.440	—	589

Au 31 décembre, le montant de ses prêts n'atteignait que 50 millions contre 3.069 millions à la fin de décembre 1961.

Dans le cadre de sa fonction d'organisme régulateur du marché, le Fonds des Rentes est intervenu une seule fois comme emprunteur sur le marché du call money pour un montant peu important.

Les avoirs détenus en compte courant à la Banque Nationale ont atteint des montants relativement élevés au cours du premier semestre. Un montant maximum de 8.053 millions a été enregistré le 18 janvier.

A l'échéance semestrielle, ces avoirs se sont sérieusement contractés et au 3 juillet ils étaient tombés à 707 millions; ils se sont reconstitués ensuite. Plus tard, notamment pendant plusieurs jours du mois de décembre, le Fonds ne possédait plus d'avoirs en compte courant. Rappelons qu'au 31 décembre 1961, le solde de ce compte s'élevait à 3.200 millions.

Le Fonds a été amené, à deux reprises, à recourir à son compte courant d'avances à la Banque Nationale. Au 31 décembre, ses prélèvements s'élevaient à 589 millions.

**

Le taux d'intérêt des certificats du Fonds et des certificats de trésorerie de la tranche B, qui, depuis la réforme du marché monétaire intervenue le 1^{er} janvier 1962, se forme librement lors des adjudications hebdomadaires organisées par le Fonds a, au cours des huit premiers mois de l'année, baissé de façon presque ininterrompue pour tomber à 3,10 p.c. à l'adjudication du 11 septembre 1962 (contre 4,25 p.c. au 31 décembre 1961). Il s'est légèrement redressé par la suite; un taux de 3,30 p.c. était appliqué le 27 décembre, lors de la dernière adjudication de l'année.

Le tableau IX donne l'évolution détaillée des résultats des adjudications hebdomadaires du Fonds.

Les taux d'intérêt pratiqués sur le marché du call money ont été, en moyenne, inférieurs à ceux des deux années précédentes. Au cours des cinq premiers mois de l'année et au cours du mois de novembre ils se situaient le plus souvent au-dessous de 2 p.c.

En cours de journée, des taux minima de 0,20 à 0,40 p.c. furent enregistrés le 14 février et des taux maxima de 3 à 4,40 p.c. le 30 novembre. En clôture de compensation, le taux minimum fut de 0,30 p.c. les 13 et 14 février et le taux maximum de 4,40 p.c. le 30 novembre.

**

La réforme du marché monétaire intervenue le 1^{er} janvier 1962 a été décrite dans le précédent rap-

Tableau IX.

Résultats des adjudications de certificats organisées par le Fonds

1962	Montant offert	Montant adjudgé	Taux d'intérêt
	(millions de francs)		(pour cent)
4 janvier	1.597	1.080	4,15
9 janvier	1.214	755	4,05
16 janvier	1.211	762	4,00
23 janvier	1.337	714	3,90
30 janvier	1.421	748	3,80
6 février	1.145	630	3,70
13 février	1.603	1.258	3,65
20 février	1.426	1.311	3,65
27 février	1.231	871	3,60
6 mars	1.195	1.105	3,60
13 mars	1.487	987	3,55
20 mars	1.179	1.139	3,55
27 mars	2.082	2.057	3,50
3 avril	1.207	665	3,50
10 avril	1.647	794	3,45
17 avril	1.750	816	3,40
24 avril	1.690	1.640	3,40
3 mai	1.345	450	3,35
8 mai	1.710	922	3,35
15 mai	1.645	943	3,35
22 mai	1.991	1.275	3,35
29 mai	1.571	738	3,30
5 juin	1.444	869	3,25
12 juin	1.395	1.140	3,25
19 juin	1.589	895	3,25
26 juin	799	799	3,25
3 juillet	841	801	3,25
10 juillet	1.277	992	3,25
17 juillet	1.267	1.242	3,30
24 juillet	2.009	1.869	3,30
31 juillet	1.741	942	3,30
7 août	1.521	972	3,25
14 août	1.530	815	3,20
21 août	1.732	1.362	3,20
28 août	1.862	1.007	3,15
4 septembre	1.667	1.130	3,15
11 septembre	1.502	632	3,10
18 septembre	917	917	3,15
25 septembre	1.147	1.122	3,20
2 octobre	918	758	3,15
9 octobre	1.343	943	3,20
16 octobre	1.662	1.225	3,25
23 octobre	1.452	1.072	3,25
30 octobre	1.179	722	3,25
6 novembre	1.440	905	3,25
13 novembre	1.770	1.211	3,25
20 novembre	1.960	1.255	3,20
27 novembre	924	874	3,25
4 décembre	502	342	3,25
11 décembre	669	669	3,25
18 décembre	492	492	3,25
27 décembre	667	647	3,30

port du Fonds. L'évolution observée au cours de l'année 1962 permet d'affirmer qu'elle a atteint des résultats non négligeables et conformes aux objectifs qu'elle visait.

Cette réforme a été complétée par un arrêté de la Commission Bancaire du 31 décembre 1962, entré en vigueur le 1^{er} janvier 1963. Cet arrêté abroge les dispositions transitoires qui obligeaient encore les banques à détenir un montant minimum d'effets publics.

La dernière étape de la liquidation des séquelles de l'inflation de guerre pour la structure des actifs bancaires avait déjà été entamée précédemment, par l'arrêté royal du 20 décembre 1962 qui modifie le statut des certificats de trésorerie de la tranche A de l'emprunt spécial destiné à la couverture des passifs bancaires. Ces certificats assortis d'un taux de 1 15/16 p.c. net, dont l'encours s'élevait à 19,826 milliards, ont été convertis en titres non négociables en bourse d'un nouvel emprunt spécial divisé en trois tranches respectivement de 10 milliards, 5 milliards et 4,826 milliards. Le taux de la première tranche de ces titres a été porté à 3,50 p.c.

avec effet au 1^{er} janvier 1962; celui de la deuxième tranche sera relevé au même niveau dans quatre ans et celui de la troisième tranche dans neuf ans.

Ce taux de 3,50 p.c. étant encore inférieur aux conditions du marché, le Ministre des Finances a fait part aux banques de son intention de procéder progressivement à la normalisation des titres à 3,50 p.c. du nouvel emprunt, en offrant aux banques la possibilité de les convertir en titres d'emprunts normaux de la Dette publique, librement négociables. Les montants, modalités et conditions des souscriptions par conversion devront cependant être déterminés dans chaque cas, de façon à assurer, du point de vue des charges de l'Etat, une neutralité des opérations sous l'angle actuariel aussi bien que sous l'angle fiscal.

Toutes ces nouvelles dispositions n'entravent en rien les interventions du Fonds des Rentes sur le marché monétaire. Elles lui permettent, au contraire, d'agir mieux encore que précédemment et de concert avec la Banque Nationale, comme régulateur des taux d'intérêt et du volume des disponibilités.

BILAN ET COMPTE DE PERTES ET PROFITS AU 31 DECEMBRE 1962

Bilan au 31 décembre 1962

Résultats au 31 décembre 1962

ACTIF

Fonds publics en portefeuille	8.268.623.475
Certificats de trésorerie, tranche B	2.226.250.000
Prêts à court terme	50.000.000
Ventes de titres à liquider	27.437.321
Coupons échus à encaisser	97.184
Prorata d'intérêts courus sur fonds publics ...	170.441.470
Prorata d'intérêts courus sur certificats de trésorerie, tranche B	914.472
Prorata d'intérêts courus sur prêts à court terme	4.861
	<u>10.743.768.783</u>

PASSIF

Banque Nationale de Belgique, compte d'avances	588.749.450
Certificats Fonds des Rentes en circulation ...	6.440.250.000
Trésor public (article 9 de la loi du 19 juin 1959)	2.812.500.000
Achats de titres à liquider	67.559.492
Prorata d'intérêts courus sur certificats Fonds des Rentes en circulation	36.731.177
Réserve générale au 31 décembre 1961	841.532.664
Résultat au 31 décembre 1962	— 43.554.000
	797.978.664
	<u>10.743.768.783</u>

CREDIT

Revenus des fonds publics	260.412.472
Intérêts des certificats de trésorerie, tranche B	6.810.694
Intérêts des certificats de trésorerie D	19.192.293
Intérêts des prêts à court terme	26.846.184
	<u>313.261.643</u>

DEBIT

Intérêts sur emprunts à court terme	2.500
Intérêts sur certificats Fonds des Rentes en circulation	330.727.531
Intérêts sur compte d'avances à la Banque Nationale de Belgique	7.805
Courtages	18.819.413
Commissions sur opérations de call money ...	632.765
Frais généraux	271.561
Soldes des postes de titres complètement liquidés	6.354.068
	<u>356.815.643</u>
Perte à imputer à la réserve générale	— 43.554.000
	<u>313.261.643</u>

Pour mémoire : Coupons de valeurs congolaises venus à échéance, restés en souffrance faute de paiement :

a) coupons détachés des titres :		
année 1960	11.750.104	
année 1961	36.749.960	
		48.500.064
b) coupons attachés aux titres :		
année 1962	36.749.960	
		<u>85.250.024</u>

Le bilan reproduit ci-dessus fait apparaître une réserve générale de 798 millions de francs.

Cette réserve est basée sur la valeur comptable des fonds publics en portefeuille. Mais cette valeur comptable est supérieure de 1.209,3 millions à la valeur boursière au 31 décembre 1962, étant entendu cependant que cette différence de valeur de 1.209,3 millions est due à concurrence de 653 millions de francs à l'écart entre la valeur comptable du portefeuille-Congo et sa valeur calculée au dernier cours coté en bourse.

Entre la réserve générale de 798 millions et la moins-value boursière de 1.209,3 millions, il y a donc une différence négative de 411,3 millions;

n'était l'incidence du portefeuille-Congo, cette différence serait positive. A la différence négative de 411,3 millions au 31 décembre 1962 se compare la différence négative de 572,5 millions au 31 décembre 1961.

L'amélioration de 161,2 millions enregistrée en 1962 résulte en grande partie de la diminution sensible de la charge d'intérêt qui incombe au Fonds du fait de l'émission de ses propres certificats dont l'encours est en forte régression. Le degré d'utilisation plus élevé qu'en 1961 des moyens ainsi recueillis a également contribué à obtenir des résultats sensiblement meilleurs que ceux de l'exercice dernier.

Bruxelles, le 29 avril 1963.

Le président,
M. D'HAEZE.

1962 - Moyennes des cotations

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Portefeuille A :												
Belge, II	99,900	99,890	99,900	99,900	99,900	99,900	99,900	99,900	99,890	99,900	99,900	99,900
% Belge 1937	86,761	86,800	86,495	86,200	86,409	85,935	85,468	85,112	84,815	84,965	84,955	84,955
% Belge 1943	81,557	81,925	82,095	81,852	82,357	82,800	82,800	82,877	83,395	84,256	84,710	85,332
Unifiée, I	91,028	91,110	91,154	91,510	92,600	94,005	94,540	95,118	96,240	97,530	98,160	98,541
Libération	84,809	85,065	85,150	85,173	85,247	85,160	85,259	85,650	86,155	85,930	85,330	85,434
% Belge 1952/1964	100,638	100,740	101,945	102,057	103,100	102,940	102,850	103,077	102,870	103,073	103,270	103,203
% Belge 1953/1973	93,523	93,705	93,486	94,331	94,885	95,645	96,127	97,559	98,345	98,639	98,110	98,303
% Belge 1953/1968	95,742	95,770	96,445	97,042	98,057	97,740	98,390	99,195	99,565	99,578	98,650	99,033
% Belge 1954/1972	92,748	93,000	93,545	94,168	94,652	95,410	95,895	97,136	97,860	97,852	97,200	97,350
% Belge 1954/1974, I	91,195	91,510	91,872	92,068	92,757	93,305	94,409	95,300	95,755	96,078	95,930	95,900
% Belge 1954/1974, II	90,142	90,585	90,900	91,178	91,761	92,685	93,522	94,381	94,725	94,991	94,205	94,572
Belge 1955/1975	88,271	88,810	89,518	89,647	90,223	90,515	90,704	91,809	92,725	92,878	92,865	92,872
% Belge 1956/1966/1971	95,257	95,640	97,031	97,900	98,880	98,515	98,800	99,918	99,810	99,865	98,335	98,077
% Belge 1956/1967/1973	93,985	94,575	96,022	96,768	97,238	97,070	97,154	98,350	98,610	98,891	97,520	97,761
% Belge 1956/1967	96,300	96,445	97,218	97,300	97,828	98,155	98,672	99,913	99,820	99,708	98,415	98,933
Belge 1957/1969	96,280	97,140	97,472	98,152	99,652	99,760	99,990	100,304	100,325	100,278	100,070	100,272
Belge 1958/1968	98,066	97,860	98,245	98,821	99,638	99,730	99,950	100,131	100,080	100,396	100,060	100,311
% Belge 1959/1971	94,123	94,405	96,122	96,710	97,323	97,425	98,236	98,890	99,605	99,430	97,910	98,350
Belge 1959/1970	96,914	97,080	97,690	98,231	98,928	98,995	99,504	100,104	99,960	100,217	99,925	100,227
Belge 1960/1965/1970	98,723	98,790	99,386	100,000	100,376	100,550	100,763	101,031	101,330	101,330	100,900	100,744
% Belge 1960/1965/1970/1975	99,800	99,955	100,263	100,552	101,228	101,540	101,763	102,627	103,035	103,147	102,940	103,144
Trésor 1943/1958/1963	113,133	113,420	113,777	113,894	114,228	114,400	114,709	114,995	114,900	114,982	115,055	114,844
Belge à lots 1933	1.122,190	1.140,500	1.138,954	1.140,315	1.141,571	1.132,000	1.130,909	1.129,954	1.120,700	1.124,173	1.131,500	1.136,777
Belge à lots 1941	877,428	880,450	877,409	870,052	884,047	887,500	875,363	876,909	876,400	880,739	878,900	881,354
Belge à lots 1953	1.073,857	1.081,350	1.084,909	1.082,263	1.083,904	1.095,000	1.099,954	1.108,818	1.120,100	1.118,608	1.111,350	1.114,833
Chemins de fer belges 1955/1975, II	88,180	88,530	88,713	88,978	89,619	90,300	90,727	91,518	91,825	93,139	93,125	92,968
% Fonds des Routes 1955/1965	96,557	97,065	98,404	98,573	99,257	99,295	99,486	100,059	99,925	99,886	99,290	99,377
Fonds des Routes 1957/1967 ...	97,714	98,150	99,395	99,663	100,066	100,275	100,227	100,686	100,900	100,947	100,820	100,600
Priv. Chemins de fer belges (ranche belge)	482,285	490,950	496,818	507,210	509,285	504,850	513,818	521,272	512,150	508,869	508,950	512,222
Portefeuille B :												
Vicinaux J.J., IV	56,337	57,325	57,687	57,866	57,800	58,100	58,337	58,840	59,942	61,190	63,742	63,866
% R.T.T. 1943	95,953	96,162	96,100	96,126	96,013	96,392	96,427	96,490	96,980	97,513	98,331	100,300
% R.T.T. 1953/1968, I	97,852	98,075	98,513	98,978	100,419	100,775	100,831	101,200	101,555	102,091	101,735	101,841
% R.T.T. 1954/1974, I	90,561	91,465	91,554	91,826	92,385	92,955	93,300	94,440	95,495	95,673	95,310	95,500
% R.T.T. 1959/1970	94,638	95,795	96,677	96,857	96,909	97,115	97,618	98,631	99,260	98,873	98,040	98,600
% R.T.T. 1961/1966/1971	99,157	99,340	100,159	100,415	101,395	101,755	102,327	102,600	102,565	102,860	103,050	103,650
Chemins de fer belges 1953/1965	101,471	101,855	102,613	104,200	104,609	104,605	104,572	105,200	105,105	105,273	104,760	104,500
% Chemins de fer belges 1954/1972	92,766	93,080	93,804	94,100	94,719	95,090	95,927	97,177	98,035	98,708	98,095	97,900
Chemins de fer belges 1957/1967/1972	97,366	97,390	98,559	99,478	99,838	99,965	100,109	100,754	100,900	100,978	100,940	100,500
% Chemins de fer belges 1959/1969, I	94,104	95,100	96,654	97,484	98,100	98,055	97,954	98,772	99,750	99,560	98,095	98,077
% S.N.C.I. 1959/1969	96,928	97,960	98,850	99,326	100,000	99,915	99,954	100,290	100,385	100,339	100,120	100,311
% Distribut. d'Eau 1953/1968	96,209	96,300	96,377	96,705	98,419	98,945	99,213	99,463	99,760	100,147	99,905	100,300
Crédit Communal, I	81,300	81,440	81,431	81,989	82,333	82,725	83,100	84,309	85,995	87,386	89,005	88,500
Crédit Communal, IV	91,557	91,760	91,600	91,552	91,581	91,730	92,240	92,736	92,885	93,639	94,480	95,000
Crédit Communal 1957	95,476	95,337	95,200	95,116	96,157	97,160	97,713	98,940	99,235	99,556	99,295	99,400
Chemins de fer belges 1937	742,000	742,000	746,761	753,368	758,714	762,500	771,181	792,909	811,450	839,000	836,900	821,400
Anvers 1919	99,200	99,200	99,200	99,200	99,200	99,200	—	99,200	99,200	99,200	99,200	99,200
Anvers 1931	92,000	91,937	91,900	91,900	92,200	92,850	92,900	93,380	94,200	94,200	94,225	94,800
% Anvers 1953/1968, I	96,319	96,625	96,909	97,763	98,885	99,580	99,904	100,677	100,795	101,065	101,100	101,100
Anvers 1955/1975	86,695	86,945	87,554	87,700	88,633	89,420	89,695	90,200	90,875	91,613	91,735	91,500
Anvers 1959/1969	96,404	97,825	98,090	98,273	99,004	99,120	99,227	99,527	99,925	99,973	99,645	100,000
Bruxelles 1930	84,300	84,300	84,283	84,250	84,177	84,100	84,100	84,233	84,900	84,900	84,844	84,800
% Bruxelles 1956/1967/1972	92,557	92,775	93,736	94,647	95,790	96,485	96,509	97,118	97,305	98,039	98,200	98,500
% Bruxelles 1958/1963	100,114	100,410	100,795	100,973	101,071	101,215	100,881	100,504	100,645	100,734	100,730	100,600
% Gand 1954/1974	91,600	91,600	91,600	91,600	91,600	91,600	91,700	92,340	93,040	93,430	93,600	93,800
% Gand 1956/1966/1971	95,238	95,410	96,086	96,657	97,109	97,300	97,445	97,568	97,605	98,034	98,100	98,100
% Liège 1956/1965/1970	97,052	97,220	97,436	97,410	97,347	97,500	97,522	97,977	98,520	99,039	99,030	99,100
Liège 1957/1967	96,085	96,100	96,140	96,557	97,700	98,570	98,713	99,350	99,710	99,965	100,000	100,000
Bruxelles 1905	728,750	732,000	749,777	751,375	752,875	754,500	749,333	754,555	780,375	791,555	786,250	750,000

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES ECONOMIQUES ET FINANCIERS INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans notre *Bulletin* d'avril 1963. Il y a lieu de remarquer que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

1. MONNAIE ET CREDIT

de MIOMANDRE E., Franc belge et monnaie légale. I. (*La Revue de la Banque, Bruxelles, XXVII, n° 2, 1963, pp. 111-166.*)

Le marché hypothécaire. (*Bulletin économique de la Banque de la Société Générale de Belgique, Bruxelles, II, n° 16, mai 1963, pp. 1-3.*)

VAN HEURCK A., Taux d'intérêt et fonds publics. (*La Revue de la Banque, Bruxelles, XXVII, n° 2, 1963, pp. 168-176.*)

2. INSTITUTIONS MONETAIRES

GYSELYNCK L., Quelques considérations sur les modifications de structure du système bancaire belge depuis 25 ans. (*Centre d'Etudes bancaires, Bruxelles, Cahier n° 90, 1963, pp. 21-31.*)

3. INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

Profil des Caisses d'épargne - Belgique. (*L'Epargne du Monde, Amsterdam, n° 3, mai-juin 1963, pp. 440-452.*)

4. FINANCES PUBLIQUES

BOURS E., Commentaires sur la réforme fiscale. Impôt des personnes physiques. (*Banque de Bruxelles, Bruxelles, 1963, 60 p.*)

Commentaires sur la réforme fiscale. Impôt des sociétés. (*Banque de Bruxelles, Bruxelles, 1962, 21 p.*)

De onderneming en de belastingpolitiek. Verhandelingen over economische en technische aspecten van de fiscaliteit. (*Uystpruyst, Louvain, 1963, 463 p. + annexes.*)

HEBETTE F., Les finances de l'Etat en 1962. (*Bulletin de Documentation du Ministère des Finances, Bruxelles, n° 2-3, février-mars 1963, pp. 5-83.*)

KIRKPATRICK J., Le régime fiscal des sociétés belges par actions, sous l'empire de la loi du 20 novembre 1962 portant réforme des impôts sur les revenus. (*Larcier, Bruxelles, 1963, 118 p.*)

La réforme fiscale et l'investissement privé. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XVIII, n° 15, 13 avril 1963, pp. 125-128.*)

LOECKX F., VAN DIONANT R. & NEYENS G., Eléments de la science des impôts. (*Ministère des Finances, Bruxelles, 1961-1962, 2 vol., 477 p.*)

VAN HOUTTE J., Introduction à l'étude du nouveau régime fiscal des sociétés (*Etudes économiques, Mons, n° 118-119, mars 1963, pp. 101-103.*)

5. REVENU NATIONAL — EPARGNE — INVESTISSEMENTS — CONSOMMATION

LAEVAERT W., Proeve van verdeling van het nationaal inkomen van België (1948-1961). (*Economisch en Sociaal Tijdschrift, Anvers, XVII, n° 2, avril 1963, pp. 127-146.*)

LEGRAND S., Réflexions sur les investissements américains dans le Marché commun. (*Energie, Bruxelles, n° 162, 1963, pp. 3-7.*)

7. PRIX ET SALAIRES

BERKMAN J., Les charges salariales horaires pour les ouvriers de l'industrie dans le Benelux. (*Bulletin Benelux, Bruxelles, n° 2, 1963, pp. 33-54.*)

DEFOSSEZ E., Mededinging en prijzen. (*De Gids op maatschappelijk gebied, Bruxelles, LIV, n° 4, avril 1963, pp. 345-357.*)

8. EMPLOI ET CHOMAGE

BOGAERTS G., Les besoins de l'industrie en personnel qualifié. (*Office belge pour l'Accroissement de la Productivité, Bruxelles, 1962, 37 p.*)

BRIJS M., De taak van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening in de economische expansie. (*E.R.A.-Berichten, Anvers, n° 1, 1963, pp. 25-31.*)

COETSIER L. & VANSTEENKISTE E., Hoofdtrekken van de structuur, de evolutie en de regionale spreiding der tewerkstelling onder toepassing van de R.M.Z. (*E.R.V.-Mededelingen, Bruxelles, X, n° 1, 1963, pp. 25-54.*)

De BROECK G., Vers une nouvelle réglementation en matière de durée du travail? (*Le Progrès social, Liège, LI, n° 74, février 1963, pp. 3-12.*)

VERSCHUEREN A., L'année sociale (III). (*Industrie, Bruxelles, XVII, n° 4, avril 1963, pp. 293-295.*)

10. SITUATION ECONOMIQUE — POLITIQUE ECONOMIQUE

- ALGOET L., De industrialisatie van Brabant. (*E.R.V.-Mededelingen, Bruxelles, X, n° 1, 1963, pp. 19-24.*)
- KERVYN de LETTENHOVE A., La programmation belge. (*Reflets et Perspectives de la Vie économique, Bruxelles, II, n° 2, mars 1963, pp. 75-84.*)
- La conjoncture belge. (*Bulletin économique de la Banque de la Société Générale de Belgique, Bruxelles, II, n° 16, mai 1963, pp. 4-6.*)
- La situation économique de la Belgique. 1^{er} trimestre 1963. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XVIII, n° 17, 27 avril 1963, pp. 141-147.*)
- le HODEY P., L'Etat, adversaire ou partenaire du chef d'entreprise? (*Bulletin social des Industriels, Bruxelles, XXXV, n° 296, avril 1963, pp. 215-228.*)
- Le premier programme d'expansion économique en Belgique (1962-65). (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XVIII, n° 20, 18 mai 1963, pp. 173-176.*)
- MARTIN N., Le diagnostic de la conjoncture économique de la Belgique. (*Recherches économiques de Louvain, Louvain, XXVIII, n° 3, 3 mai 1963, pp. 159-174.*)
- PERSOONS F., Les entreprises et la politique de développement. (*Reflets et Perspectives de la Vie économique, Bruxelles, II, n° 2, mars 1963, pp. 117-121.*)
- VAN LERBERGHE K., De Zuiderkempen en de nieuwe industriële ontwikkeling. (*E.R.A.-Berichten, Anvers, n° 1, 1963, pp. 15-20.*)
- VAN WATERSCHOOT J., Expansievooruitzichten van de provincie Antwerpen. (*E.R.A.-Berichten, Anvers, n° 1, 1963, pp. 5-7.*)

11. INDUSTRIE — AGRICULTURE — PECHE

- GELUCK J. & MICHIELSSEN F., Toestand en perspectieven van onze textielnijverheid. (*E.R.V.-Mededelingen, Bruxelles, X, n° 1, 1963, pp. 7-17.*)
- NEURAY G., Quelques réflexions sur les causes de la faiblesse du revenu agricole. (*Recherches économiques de Louvain, Louvain, XXIX, n° 2, mars 1963, pp. 39-72.*)

13. COMMERCE INTERIEUR

- DEFOSSEZ E., Mededinging en prijzen. (*De Gids op maatschappelijk gebied, Bruxelles, LIV, n° 4, avril 1963, pp. 345-357.*)
- Les perspectives des grands magasins justifient un optimisme modéré. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XVIII, n° 19, 11 mai 1963, pp. 161-164.*)

15. TRANSACTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

- BOCK E., New Flows in the World Capital Market. (*The Banker, Londres, CXIII, n° 447, mai 1963, pp. 319-327.*)
- CONAN A., The Pound and the Dollar in the 1960s. (*Westminster Bank Review, Londres, mai 1963, pp. 2-13.*)

ESCH J.-P., Effet d'une dévaluation de la monnaie de paiement en cas de retard de transfert. (*La Revue de la Banque, Bruxelles, XXVII, n° 2, 1963, pp. 178-201.*)

KEMP A., The Role of Gold. (*American Enterprise Institute for Public Policy Research, Washington, 1963, 88 p.*)

SCHMIDT W., The Rescue of the Dollar. (*American Enterprise Institute for Public Policy Research, Washington, 1963, 89 p.*)

The World Bank, I.F.C. and I.D.A. Policies and Operations. (*International Bank for Reconstruction and Development, Washington, 1962, 132 p.*)

16. INTEGRATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE

- BALASSA B., Britain, the Commonwealth, and the European Common Market. (*Banca Nazionale del Lavoro Quarterly Review, Rome, n° 64, mars 1963, pp. 69-107.*)
- Bezinning op de E.E.G. (*Economisch-Statistische Berichten, Rotterdam, XLVIII, n° 2387, 8 mai 1963, pp. 444-447.*)
- BOCK E., The City and the Common Market. (*Westminster Bank Review, Londres, mai 1963, pp. 14-23.*)
- BOSSHARDT A., Grossbritannien, EWG und Commonwealth. (*Aussenwirtschaft, Saint-Gall, XVIII, n° 1, mars 1963, pp. 55-72.*)
- BREMOND J., La coordination énergétique en Europe : idées et réalisations dans l'Europe des Six. (*Institut Universitaire de Hautes Etudes Internationales, Genève, 1961, 123 p.*)
- CAMU L., The Common Market - What Next? (*Belgian Trade Review, New-York, XVIII, n° 4, avril 1963, pp. 13-17.*)
- GROOT C., Het gemeenschappelijk landbouwbeleid gestart. (*Economie, Tilburg, XXVII, n° 7, avril 1963, pp. 396-428.*)
- How Near was Britain to the Common Market? (*Midland Bank Review, Londres, mai 1963, pp. 22-25.*)
- La politique énergétique européenne. (*Fédération pétrolière belge, Bruxelles, avril 1963, 36 p.*)
- LEGRAND S., Réflexions sur les investissements américains dans le Marché commun. (*Energie, Bruxelles, n° 162, 1963, pp. 3-7.*)
- LUNS J., Die Zukunft der europäischen Integration. (*Aussenwirtschaft, Saint-Gall, XVIII, n° 1, mars 1963, pp. 43-54.*)
- MAILLET P., Perspectives et problèmes énergétiques de la Communauté européenne. (*Revue française de l'Energie, Paris, XIV, n° 147, mars 1963, pp. 273-283.*)
- WEILLER J., Aspects juridiques et aspects économiques des relations entre le Marché commun et le reste du monde. (*Revue des Sciences économiques, Liège, XXXVIII, n° 133, mars 1963, pp. 3-9.*)

17. DIVERS

Le coût de la publicité sur le plan économique. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XVIII, n° 18, 4 mai 1963, pp. 153-156.*)

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge, au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est consacrée aux autres textes législatifs.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

1. — Economie générale
2. — Monnaie, crédit et banque
3. — Finances publiques
4. — Agriculture
5. — Industrie
6. — Travail
7. — Commerce intérieur
8. — Commerce extérieur
9. — Transports
10. — Prix et salaires
11. — Pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers

1. — ECONOMIE GENERALE

Convention générale

de Coopération et d'Assistance technique entre la Belgique et le Rwanda (Moniteur du 18 avril 1963, p. 4138).

2. — MONNAIE, CREDIT ET BANQUE

Loi du 28 mars 1963

portant relèvement du plafond des engagements de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel (Moniteur du 19 avril 1963, p. 4179).

Article unique. — L'article 7, alinéa 3, du statut de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, annexé à l'arrêté royal du 2 juin 1956 portant refonte de ce statut, est remplacé par la disposition suivante :

« Les engagements de la Caisse ne peuvent dépasser 11 milliards de francs. Toutefois, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, élever ce montant à 15 milliards de francs par libérations successives de quatre tranches de 1 milliard de francs chacune ».

Arrêté ministériel du 3 avril 1963

relatif à certains cautionnements en numéraire et en valeurs déposés à la Caisse des Dépôts et Consignations (Moniteur du 27 avril 1963, p. 4515).

Loi du 4 avril 1963

modifiant l'arrêté royal du 30 septembre 1937 relatif à la création de l'Institut National de Crédit Agricole (Moniteur du 20 avril 1963, p. 4218).

Article 1^{er}. — L'article 3, alinéas 1 et 2, de l'arrêté royal du 30 septembre 1937, relatif à la création de l'Institut

National de Crédit Agricole (...) est remplacé par les dispositions suivantes :

« L'Institut National de Crédit Agricole fonctionne sous la garantie de l'Etat. L'Etat garantit notamment le remboursement du capital et le paiement des intérêts des obligations, bons de caisse et emprunts émis conformément aux dispositions des articles 6 et 7, ainsi que tous endos d'effets, d'avals ou garanties quelconques.

» Les engagements de l'Institut ne peuvent, à aucun moment, dépasser trois milliards de francs. Le Roi peut élever ce montant à cinq milliards de francs par libération successive de quatre tranches de cinq cents millions de francs ».

Art. 2. — L'article 6 du même arrêté royal (...) est remplacé par la disposition suivante :

« L'Institut peut émettre des bons de caisse et des obligations. Le Conseil d'administration, sous réserve de l'autorisation du Ministre des Finances, en détermine les conditions d'émission et de remboursement ».

Art. 3. — L'article 7 du même arrêté royal (...) est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 7. L'Institut peut contracter des emprunts provisoires, avec ou sans garantie de valeur.

» Ces emprunts sont soumis à l'autorisation du Ministre des Finances lorsqu'ils sont contractés à plus de dix jours de date ».

Art. 8. — L'article 17, alinéa premier, du même arrêté (...) est remplacé par la disposition suivante :

« L'Etat et la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite mettent à la disposition de l'Institut un fonds de premier établissement d'un montant de trois cent soixante-cinq millions de francs destiné à lui permettre d'organiser ses services et de faire face aux opérations; la part de l'Etat s'élève à trois cent cinquante millions, celle de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite s'élève à quinze millions ».

3. — FINANCES PUBLIQUES

Loi du 4 mars 1963

relative aux marchés passés au nom de l'Etat (Moniteur du 3 avril 1963, p. 3618). Erratum (Moniteur du 15 mai 1963, p. 5144).

Loi du 8 mars 1963

contenant le budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1963 (Moniteur du 3 avril 1963, p. 3621).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'exercice 1963 afférentes au Ministère de l'Agriculture (...) des crédits s'élevant à la somme de 1.590.934.000 francs.

Loi du 18 mars 1963

contenant le budget du Ministère des Travaux Publics pour l'exercice 1963 (Moniteur du 3 avril 1963, p. 3602).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'exercice 1963 afférentes au Ministère des Travaux Publics (...) des crédits s'élevant à la somme de 2.712.086.000 francs.

Art. 6. — Des crédits d'engagement sont ouverts pour un montant de 6.526.000.000 francs (...).

Art. 7. — Des crédits de paiement (...) sont ouverts jusqu'à concurrence de 7.621.000.000 francs (...).

Loi du 20 mars 1963

contenant le budget du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction Publique (Moniteur du 2 avril 1963, p. 3509).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'exercice 1963 afférentes au Ministère de l'Intérieur et de la Fonction Publique (...) des crédits s'élevant à la somme de 9.747.989.000 francs pour la section I : « Ministère de

l'Intérieur » et de 2.774.414.000 francs pour la section II : « Fonction publique ».

Loi du 25 mars 1963

contenant le budget du Ministère de la Santé Publique et de la Famille pour l'exercice 1963 (Moniteur du 2 avril 1963, p. 3491).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'exercice 1963 afférentes au Ministère de la Santé Publique et de la Famille (...) des crédits s'élevant à la somme de 4.118.520.000 francs.

Arrêté royal du 28 mars 1963

transférant à l'exercice 1963 les crédits d'engagement et les crédits de paiement disponibles au 31 décembre 1962 sur le titre II (dépenses extraordinaires) du budget de l'exercice 1962 et le budget extraordinaire de certains exercices antérieurs (Moniteur du 10 avril 1963, p. 3891). Addendum (Moniteur du 24 avril 1963, p. 4339).

Loi du 29 mars 1963

habilitant certains organismes publics de crédit à consentir des ouvertures de crédit et des prêts à l'aide de fonds mis à leur disposition par l'Etat ou par des tiers (Moniteur du 19 avril 1963, p. 4180). Erratum (Moniteur du 29 mai 1963, p. 5679).

Article 1^{er}. — La Caisse Générale d'Epargne et de Retraite, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, l'Institut National de Crédit Agricole et l'Office Central de Crédit Hypothécaire sont habilités à consentir des ouvertures de crédit et des prêts à l'aide de fonds mis à leur disposition par l'Etat ou par des tiers.

Art. 2. — Le Roi peut modifier les dispositions légales et réglementaires fixant les statuts des organismes repris à l'article 1^{er} afin de les mettre en concordance avec les modifications qui y sont apportées par la présente loi.

Arrêté ministériel du 1^{er} avril 1963

déterminant le droit spécial à l'importation de certains produits agricoles et alimentaires (Moniteur du 4 avril 1963, p. 3676).

Arrêté royal du 2 avril 1963

transférant à l'exercice 1963 les crédits d'engagement et les crédits de paiement disponibles au 31 décembre 1962 sur les titres II (dépenses extraordinaires) des budgets de l'exercice 1962 et des budgets extraordinaires de certains exercices antérieurs (Moniteur du 19 avril 1963, p. 4183).

Arrêté ministériel du 3 avril 1963

relatif aux contingents tarifaires (Moniteur du 9 avril 1963, p. 3847).

Arrêté royal du 4 avril 1963

autorisant la société coopérative « Fonds du Logement de la Ligue des Familles Nombreuses de Belgique » à contracter, sous la garantie de l'Etat, un vingt-deuxième emprunt de 265 millions de francs (Moniteur du 18 avril 1963, p. 4143).

Article 1^{er}. — La garantie de l'Etat est attachée au vingt-deuxième emprunt, de deux cent soixante-cinq millions de francs, à contracter par la société coopérative « Fonds du Logement de la Ligue des Familles Nombreuses de Belgique ».

Art. 2. —

Le service des intérêts de l'emprunt est assuré par le Fonds National du Logement.

Art. 4. — A titre de quote-part dans les charges d'intérêt, le Fonds du Logement de la Ligue des Familles Nombreuses de Belgique interviendra dans le taux d'intérêt de l'emprunt à concurrence de 2 p.c.

Cette quote-part sera versée au Trésor, au profit du Fonds National du Logement.

Loi du 4 avril 1963

contenant le budget du Ministère des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones pour l'exercice 1963 (Moniteur du 26 avril 1963, p. 4450).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'exercice 1963 afférentes au Ministère des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones (...) des crédits s'élevant à la somme de 7.472.455.000 francs.

Loi du 4 avril 1963

modifiant le régime d'accise du tabac (Moniteur du 30 avril 1963, p. 4579).

Arrêté ministériel du 9 avril 1963

relatif à un emprunt de 1.350 millions de francs à contracter, sous la garantie de l'Etat, par la Régie des Télégraphes et des Téléphones (Moniteur du 10 avril 1963, p. 3895).

Article 1^{er}. — Les modalités de l'émission d'un emprunt d'un milliard trois cent cinquante millions de francs à contracter par la Régie des Télégraphes et des Téléphones sont fixées comme suit.

Art. 2. — L'emprunt est représenté par des obligations au porteur (...) portant intérêt au taux de 5,50 p.c. l'an, à partir du 23 avril 1963.

Art. 6. — L'emprunt est amortissable à partir de la deuxième année (...).

Les remboursements sont effectués aux taux suivants :
le 23 avril des années 1965 à 1977 : au pair;
le 23 avril des années 1978 à 1982 : à 102 p.c.

Les obligations non amorties avant le 23 avril 1983 sont remboursables à cette date à 107 p.c. de leur valeur nominale.

Art. 9. — Les porteurs ont la faculté d'obtenir le remboursement anticipatif de leurs obligations :
le 23 avril 1973, au pair de la valeur nominale;
le 23 avril 1978, à 102 p.c. de la valeur nominale.

Art. 10. — Le paiement des intérêts et le remboursement des obligations sont garantis par l'Etat.

Arrêté royal du 16 avril 1963

fixant les bénéfices minima imposables à l'impôt des non-résidents dans le chef des firmes étrangères opérant en Belgique (Moniteur du 20 avril 1963, p. 4219).

Arrêté royal du 17 avril 1963

modifiant le Code et le Règlement général sur les taxes assimilées au timbre (Moniteur du 23 avril 1963, p. 4275).

Arrêté ministériel du 22 avril 1963

modifiant le tableau des bandelettes fiscales pour tabacs (Moniteur du 25 avril 1963, p. 4397).

4. — AGRICULTURE

Arrêtés royaux du 15 mars 1963

portant octroi, pour les exercices 1962 et 1963, d'indemnités de stockage de froment (Moniteur des 6 et 9 avril 1963, pp. 3790 et 3848).

Loi du 29 mars 1963

tendant à promouvoir la rentabilité de l'agriculture et son équivalence avec les autres secteurs de l'économie (Moniteur du 9 avril 1963, p. 3843).

Article 1^{er}. — En vue de rechercher l'amélioration de la situation économique et sociale de l'agriculture et d'assurer sa rentabilité en lui donnant une position équivalente à celle des autres secteurs de l'économie nationale, le Ministre de l'Agriculture présente chaque année, avant le 1^{er} novembre, aux Chambres législatives, un rapport sur l'évolution de l'économie agricole et horticole.

Art. 2. — Ce rapport fera apparaître la situation globale de l'agriculture et de l'horticulture par rapport au revenu national et aux autres secteurs de l'activité économique.

Art. 3. — Le Ministre de l'Agriculture indiquera dans le rapport prévu à l'article premier, les mesures qui seront prises et les moyens matériels et financiers à prévoir pour assurer, dans le plus bref délai, la rentabilité économique et la promotion sociale de l'agriculture et de l'horticulture et de réaliser la parité avec les autres secteurs de l'économie.

Art. 4. — Sans préjudice des dispositions qui précèdent, le Ministre de l'Agriculture soumettra aux Chambres législatives dans un délai de six mois, à dater de l'entrée en vigueur de la présente loi, un plan d'investissement tendant notamment :

1^o à l'amélioration de l'infrastructure de l'agriculture et de l'horticulture;

2^o à l'amélioration de la gestion individuelle des exploitations;

3^o à la promotion de la production de produits de qualité.

Pour la réalisation de ces objectifs, des crédits d'engagement ainsi que des crédits de paiement correspondants seront inscrits annuellement à partir de l'exercice 1964 au budget du Ministère de l'Agriculture.

.....

Arrêté royal du 4 avril 1963

prescrivant des investigations à but administratif pour connaître les quantités de froment indigène actuellement disponibles (Moniteur du 9 avril 1963, p. 3850).

Arrêté ministériel du 5 avril 1963

modifiant celui du 1^{er} mars 1963 fixant le montant des primes accordées aux industries produisant, à base de lait belge, certains dérivés du lait (Moniteur du 10 avril 1963, p. 3899).

Arrêté ministériel du 5 avril 1963

fixant le montant des primes accordées aux industries produisant, à base de lait belge, certains dérivés du lait (Moniteur du 13 avril 1963, p. 4034).

5. — INDUSTRIE

Arrêté royal du 1^{er} février 1963

maintenant en vigueur certains arrêtés ministériels prescrivant des statistiques mensuelles, trimestrielles et semestrielles de l'activité et des stocks. Erratum (Moniteur du 4 avril 1963, p. 3678).

Arrêté ministériel du 30 mars 1963

réglant l'exécution de l'arrêté royal du 29 mars 1963 abrogeant l'arrêté royal et l'arrêté ministériel du 2 août 1962 réglant l'exécution de la loi du 27 juillet 1962 assurant la compensation temporaire de certaines charges de l'industrie charbonnière (Moniteur du 2 avril 1963, p. 3553).

Arrêté royal du 1^{er} avril 1963

fixant, pour l'année civile 1963, le montant du prélèvement perçu en faveur du Directoire de l'Industrie charbonnière (Moniteur du 5 avril 1963, p. 3733).

6. — TRAVAIL

Arrêté royal du 8 mars 1963

rendant obligatoire la décision du 23 novembre 1962 de la Commission paritaire nationale de la construction métallique fixant les conditions de travail des travailleurs occupés dans les entreprises d'installation électrique (Moniteur du 11 avril 1963, p. 3951).

Arrêté royal du 21 mars 1963

rendant obligatoire la décision du 23 novembre 1962 de la Commission paritaire nationale de la construction métallique fixant les conditions de travail des ouvriers et ouvrières occupés dans les entreprises de construction de carrosserie (Moniteur du 25 avril 1963, p. 4407).

Arrêté royal du 25 mars 1963

portant exécution de la loi du 24 décembre 1958 permettant d'instituer des conditions d'exercice de la

profession dans les entreprises de l'artisanat, du petit et du moyen commerce et de la petite industrie (Moniteur du 5 avril 1963, p. 3756).

Arrêté royal du 4 avril 1963

modifiant l'article 75ter de l'arrêté du Régent du 26 mai 1945 organique de l'Office National de l'Emploi (Moniteur du 13 avril 1963, p. 4043). Erratum (Moniteur du 16 mai 1963, p. 5205).

Arrêté royal du 17 avril 1963

modifiant l'arrêté royal du 5 janvier 1957 fixant la dénomination, la compétence et la composition des commissions paritaires instituées en exécution de l'arrêté-loi du 9 juin 1945 fixant le statut des commissions paritaires (Moniteur du 30 avril 1963, p. 4595).

8. — COMMERCE EXTERIEUR

Arrêté ministériel du 27 mars 1963

relatif aux licences d'importation pour certains produits agricoles et alimentaires (Moniteur du 3 avril 1963, p. 3637).

Arrêté ministériel du 1^{er} avril 1963

déterminant le droit spécial à l'importation de certains produits agricoles et alimentaires (Moniteur du 4 avril 1963, p. 3676).

Arrêté ministériel du 3 avril 1963

relatif aux contingents tarifaires (Moniteur du 9 avril 1963, p. 3847).

9. — TRANSPORTS

Arrêté royal du 2 avril 1963

portant création de la Commission nationale pour favoriser les intérêts portuaires (Moniteur du 24 avril 1963, p. 4368).

Article 1^{er}. — Il est créé au Ministère des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones un organisme consultatif dénommé « Commission nationale pour favoriser les intérêts portuaires ».

Art. 2. — La commission a pour objet l'étude des différents facteurs des transports, des investissements et de l'économie générale susceptibles d'influencer la politique portuaire nationale.

.....

10. — PRIX ET SALAIRES

Arrêté royal du 13 mars 1963

rendant obligatoire la décision du 28 novembre 1962 de la Commission paritaire nationale de l'industrie céramique, fixant la classification des tâches, les salaires minimums et la liaison de ces salaires à l'indice des prix de détail du Royaume, pour les entreprises fabriquant des pots et tuyaux en grès vernissés (Moniteur du 19 avril 1963, p. 4187).

Arrêté ministériel du 21 mars 1963

rendant obligatoire la décision du 23 novembre 1962 de la Commission paritaire nationale de la construction métallique fixant les salaires des travailleurs occupés dans les entreprises de montage

de ponts et charpentes métalliques (Moniteur du 12 avril 1963, p. 4003).

Arrêté royal du 21 mars 1963

rendant obligatoire la décision du 13 décembre 1962 de la Commission paritaire nationale du diamant adaptant les salaires minimums (Moniteur des 16-17 avril 1963, p. 4094).

Arrêté royal du 21 mars 1963

rendant obligatoire la décision du 3 octobre 1962 de la Commission paritaire nationale du transport, fixant le salaire minimum du personnel roulant des exploitations de services publics d'autobus (Moniteur des 16-17 avril 1963, p. 4097).

11. — PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS

Accord italo-belge

dans le cadre de l'application des règlements n° 3 et n° 4 du Conseil de la Communauté Economique Européenne concernant la sécurité sociale des travailleurs migrants (Moniteur du 5 avril 1963, p. 3736).

Arrêté royal du 15 mars 1963

fixant en pour cent le prélèvement à opérer par l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés sur la part des cotisations de sécurité sociale destinée aux allocations familiales pour l'exercice 1962 (Moniteur du 2 avril 1963, p. 3556).

Arrêté ministériel du 25 mars 1963

évaluant certains avantages en nature pour l'application de la législation relative aux vacances annuelles des travailleurs salariés (Moniteur du 4 avril 1963, p. 3678).

Arrêté royal du 17 avril 1963

fixant les modalités suivant lesquelles les employeurs, occupant moins de dix travailleurs au 30 juin 1962, peuvent obtenir le remboursement, du Fonds national d'assurance maladie-invalidité, des sommes qu'ils ont payées, à partir du 1^{er} janvier 1963, en exécution de la loi du 10 mars 1900 sur le contrat de travail (Moniteur du 23 avril 1963, p. 4277).

Arrêté royal du 17 avril 1963

modifiant l'arrêté royal du 9 octobre 1962 portant majoration d'allocations familiales pour travailleurs salariés (Moniteur du 23 avril 1963, p. 4280).

ERRATUM : Veuillez remplacer, dans le numéro d'avril 1963, p. 308, les notes (1) et (2) par le texte suivant :
« (1) Cette créance a été stabilisée au chiffre de 34 milliards par la loi du 19 juin 1959. (2) Cf. Bulletin d'Information et de Documentation de mars 1961 ».

STATISTIQUES

(La table des matières et la liste des abréviations utilisées figurent à la fin du Bulletin)

A la suite de chaque chapitre, le lecteur trouvera des références bibliographiques; elles font mention de quelques publications statistiques qui contiennent des données plus détaillées concernant l'objet du chapitre ou des données correspondantes pour les pays étrangers.

I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

1. — POPULATION

Sources : Institut National de Statistique et Ministère du Travail.

	Source	1947	1960	1961	1962
		(milliers, à fin d'année)			
Population totale	I.N.S.	8.512	9.178	9.190 ²	²
Population en âge de travailler (15 à 65 ans)	»	5.850	5.906	5.921	
dont : Hommes	»	2.902	2.928	2.937	
Femmes	»	2.948	2.978	2.984	
Population active ¹ :	Revue du Travail	3.481	3.504	3.525	3.571
dont : Agriculture	»	423	257	249	240
Industries extractives	»	191	131	115	105
Industries manufacturières	»	1.311	1.203	1.235	1.259
Bâtiment et construction	»	197	241	249	263
Transports	»	243	240	243	241
Commerce, banques, assurances, et services	»	1.024	1.312	1.339	1.386
Chômeurs complets	»	92	120	95	77

¹ Y compris les chômeurs et non compris les forces armées.

² D'après les recensements de 1961 et de 1962; la population calculée à partir du recensement de 1947, s'élèverait au 31-12-1961 à 9.229 et au 31-12-1962 à 9.271.

I - 2. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations de l'I.N.S., système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
1. Rémunération des salaires ¹										
a) Salaires et traitements de travailleurs assujettis à la sécurité sociale	105,9	108,8	115,1	124,2	135,7	137,2	136,8	144,8	152,7	166,0
b) Rémunérations des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	7,8	8,2	8,7	9,5	10,1	10,7	10,6	11,8	12,5	13,5
c) Contributions des employeurs à la sécurité sociale	16,3	16,9	18,5	20,3	23,4	23,9	23,6	26,2	28,9	31,8
d) Rémunérations des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	42,8	44,7	47,7	49,8	52,6	57,6	59,1	63,0	64,3	69,7
e) Corrections et compléments	12,0	11,9	11,9	13,8	17,2	16,9	16,5	20,0	17,7	18,8
Total ...	184,8	190,5	201,9	217,6	239,0	246,3	246,6	265,8	276,1	299,8
2. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :										
a) Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	19,9	19,5	20,3	19,5	22,8	21,1	22,2	22,9	26,6	23,6
b) Professions libérales ¹	8,7	9,3	9,5	10,0	10,2	11,3	11,9	12,7	13,3	13,8
c) Commerçants et artisans indépendants ¹	66,1	69,3	71,6	73,9	73,0	72,7	74,1	76,6	79,5	83,0
d) Revenu des sociétés de personnes ²	4,9	5,3	6,0	6,4	6,1	5,5	5,9	6,4	7,0	7,3
e) Ajustement statistique	2,1	1,9	1,2	1,7	3,2	3,0	2,4	3,3	1,5	1,0
Total ...	101,7	105,3	108,6	111,5	115,3	113,6	116,5	121,9	127,9	128,7
3. Revenu de la propriété échéant aux particuliers ¹ :										
a) Intérêts	10,4	11,4	12,4	13,5	14,4	15,8	17,1	19,1	20,8	23,0
b) Loyers (réellement perçus ou imputés)	29,4	32,9	33,5	33,7	34,1	34,1	34,3	34,1	34,2	34,0
c) Dividendes, tantièmes, dons	9,1	9,3	11,0	12,5	13,4	12,2	11,4	13,2	14,6	15,5
Total ...	48,9	53,6	56,9	59,7	61,9	62,1	62,8	66,4	69,6	72,5
4. Bénéfices non distribués de sociétés ² ...	6,8	9,5	12,3	13,3	10,2	7,2	10,6	11,4	13,9	13,9
5. Impôts directs des sociétés quelle qu'en soit la forme juridique	7,3	6,8	6,7	8,3	8,7	7,8	7,6	9,2	8,9	8,9
6. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'État	3,4	4,0	4,0	4,2	5,1	4,2	4,4	5,3	5,0	5,3
7. Intérêt de la dette publique	- 8,8	- 9,2	-10,1	-11,0	-11,7	-11,8	-12,5	-14,5	-16,7	-16,8
Revenu national net au coût des facteurs	344,1	360,5	380,3	403,6	428,5	429,4	436,0	465,5	484,7	512,3
8. Amortissements	33,6	35,8	38,5	42,3	43,5	44,2	46,2	48,0	50,0	53,2
Revenu national brut au coût des facteurs	377,7	396,3	418,8	445,9	472,0	473,6	482,2	513,5	534,7	565,5
9. Impôts directs	40,7	41,7	46,2	50,8	54,2	55,2	60,1	65,2	73,2	79,5
10. Subsides	- 3,4	- 5,0	- 4,1	- 6,5	- 6,5	- 6,9	- 6,4	- 6,5	- 6,7	- 7,8
Produit national brut aux prix du marché	415,0	433,0	460,9	490,2	519,7	521,9	535,9	572,2	601,2	637,2

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

I - 3. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DE LA PRODUCTION AUX PRIX DU MARCHÉ

(Estimations à prix courants, système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

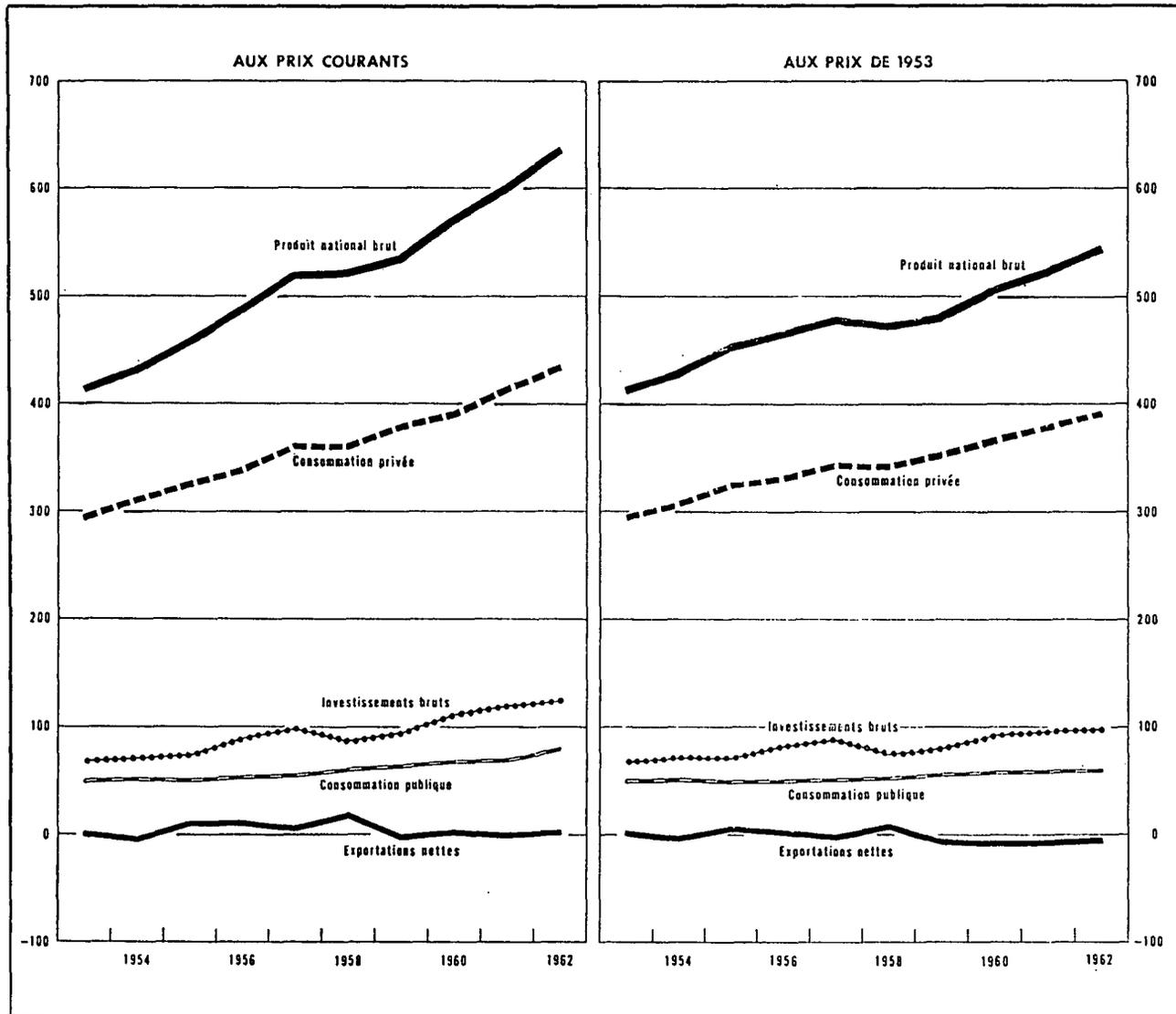
	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
1. Agriculture, sylviculture et pêche	31,3	31,2	32,6	31,8	35,5	33,8	35,1	36,2	40,0	37,1
2. Industries extractives	17,6	16,8	17,8	18,6	21,2	18,2	14,3	14,0	13,6	13,7
3. Industries manufacturières										
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	37,7	38,9	39,4	41,1	41,6	42,3	43,5	44,6	47,2	48,7
b) Textiles	13,0	13,9	13,6	14,9	15,8	13,0	14,2	15,6	16,2	16,7
c) Vêtements et chaussures	5,5	5,7	6,0	6,3	6,9	6,6	6,9	7,3	8,0	8,6
d) Bois et meubles	4,3	4,3	4,8	5,0	5,3	5,6	5,6	5,7	6,8	7,9
c) Papier, impression, édition	5,9	6,6	6,6	6,9	7,4	7,5	7,8	8,5	9,3	9,6
f) Industries chimiques et activités connexes	10,6	11,9	12,3	13,4	13,3	12,9	13,7	14,5	15,4	17,1
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	5,8	6,1	7,0	7,5	8,0	7,8	9,0	10,1	10,4	11,3
h) Fer, acier et métaux non ferreux ...	12,0	10,5	14,2	14,9	15,4	13,6	14,5	18,7	17,2	17,9
i) Fabrications métalliques et constructions navales	27,4	29,2	29,4	31,6	35,2	33,7	33,2	36,8	41,3	45,9
j) Industries non dénommées ailleurs	9,3	10,0	10,9	11,7	12,5	12,6	13,2	14,8	15,5	16,8
Total des industries manufacturières (rub. 3)	131,5	137,1	144,2	153,3	161,4	155,6	161,6	176,6	187,3	200,5
4. Construction	29,0	31,0	30,8	34,0	39,9	38,0	40,2	43,1	45,8	49,5
5. Électricité, gaz et eau	8,4	9,1	9,1	9,7	10,2	10,8	10,7	11,1	11,6	12,5
6. Commerce, banques, assurances, immeubles d'habitation										
a) Commerce	45,6	46,6	50,8	53,7	56,6	58,0	63,7	67,2	72,5	79,1
b) Services financiers et assurances ...	8,9	9,4	11,5	12,0	13,0	13,4	15,0	16,0	17,3	19,2
c) Immeubles d'habitation	30,8	34,7	35,6	36,3	37,0	37,5	38,0	38,4	38,9	39,3
Total de la rubrique 6 ...	85,3	90,7	97,9	102,0	106,6	108,9	116,7	121,6	128,7	137,6
7. Transports et communications	30,3	30,8	33,7	37,0	38,0	38,7	40,9	44,1	46,1	47,4
8. Services	81,5	84,7	89,7	93,7	100,1	107,6	110,6	117,0	121,9	128,1
9. Corrections	-3,7	-2,5	-0,3	2,4	-1,2	2,7	0,9	1,7	-0,2	5,5
Produit intérieur brut aux prix du marché	411,2	428,9	455,5	482,5	511,7	514,3	531,0	565,4	594,8	631,9
10. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde	3,8	4,1	5,1	7,7	8,0	7,6	4,9	6,8	6,4	5,3
Produit national brut aux prix du marché	415,0	433,0	460,9	490,2	519,7	521,9	535,9	572,2	601,2	637,2

I - 4. — P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses

(Système normalisé)

(Milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique - Commission de la Comptabilité Nationale.



I - 4a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants, système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
1. Consommation privée										
a) Produits alimentaires	88,7	91,9	94,2	99,4	102,6	103,5	106,9	108,2	113,0	119,1
b) Boissons et tabac	23,0	22,8	23,6	24,0	26,1	27,2	28,3	29,1	30,5	31,0
c) Vêtements et autres effets personnels	29,4	31,1	34,1	34,7	36,4	36,5	37,7	39,1	40,5	42,0
d) Loyers, taxes, eau	38,1	42,6	44,1	45,1	46,6	47,5	48,7	49,4	50,3	51,2
e) Chauffage et éclairage	15,5	16,3	17,3	19,0	20,4	18,9	18,8	19,7	20,0	24,4
f) Articles ménagers durables	20,8	22,1	23,7	25,6	28,7	27,0	28,7	32,9	34,6	36,9
g) Entretien de la maison	13,9	14,6	15,2	16,0	17,1	17,5	18,3	18,9	19,5	20,3
h) Soins personnels et hygiène	16,2	17,0	17,7	18,5	19,8	22,1	23,6	25,3	26,8	28,6
i) Transports et communications	21,1	22,9	24,7	27,0	29,2	29,3	31,3	35,4	36,0	37,5
j) Loisirs	22,8	23,2	24,3	25,3	27,4	30,3	29,5	29,6	31,5	32,5
k) Autres dépenses et ajustement statistique	6,5	6,1	7,0	4,0	4,3	- 1,8	6,9	4,1	10,4	9,3
Total ...	296,0	310,6	325,9	338,6	358,6	358,0	378,7	391,7	413,1	432,8
2. Consommation publique										
a) Rémunérations et pensions	31,9	33,5	35,7	37,0	39,3	43,3	45,3	49,3	51,1	55,4
b) Biens et services	17,7	16,6	13,6	14,5	14,4	15,4	16,5	17,6	17,4	21,0
c) Loyer net imputé	1,2	1,2	1,3	1,4	1,5	1,6	1,7	1,8	2,0	2,1
d) Amortissements imputés des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat ...	0,5	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,9	1,0
Total ...	51,3	51,9	51,2	53,5	55,9	61,0	64,3	69,5	71,4	79,5
3. Formation intérieure brute de capital										
a) Agriculture, sylviculture et pêche ...	3,2	3,3	3,8	3,9	4,0	3,8	4,0	4,5	4,9	4,7
b) Industries extractives	2,4	2,5	2,2	3,0	3,0	2,7	1,9	1,5	1,4	1,4
c) Industries manufacturières	13,9	14,0	16,7	20,1	20,0	18,3	18,7	26,4	28,8	31,9
d) Construction	1,5	1,7	1,8	2,1	2,3	1,9	2,3	2,6	3,3	3,7
e) Electricité, gaz et eau	3,4	3,5	4,1	4,6	5,0	4,9	6,0	4,8	4,2	5,4
f) Commerce, banques, assurances	4,4	4,6	4,8	5,3	5,5	4,9	5,5	6,2	6,6	7,0
g) Immeubles d'habitation	18,3	22,2	20,6	23,0	31,2	26,0	29,7	33,1	35,9	36,5
h) Transports et communications	9,1	9,3	10,7	12,1	11,9	13,4	12,8	14,4	13,0	12,8
i) Pouvoirs publics et enseignement ...	6,6	7,4	8,3	9,1	8,4	8,9	12,2	12,3	12,4	14,9
j) Autres services	2,0	2,1	2,2	2,4	2,5	2,5	2,7	2,9	3,3	3,4
k) Variations de stocks	1,8	2,9	-0,4	4,0	6,6	0,8	-1,2	3,7	4,2	3,3
l) Ajustement statistique	-0,3	-0,4	-0,5	-1,3	-1,5	- 2,1	-1,5	-2,4	-0,8	-1,7
Total ...	66,3	73,1	74,3	88,3	98,9	86,0	93,1	110,0	117,2	123,3
4. Exportations nettes de biens et services										
a) Exportations totales	121,9	129,0	155,2	179,6	184,4	177,1	176,1	199,8	214,3	231,4
b) Importations totales	120,5	131,6	145,7	169,8	178,1	160,2	176,3	198,8	214,8	229,8
c) Exportations nettes	+1,4	-2,6	+9,5	+9,8	+6,3	+16,9	-0,2	+1,0	-0,5	+1,6
Produit national brut aux prix du marché	415,0	433,0	460,9	490,2	519,7	521,9	535,9	572,2	601,2	637,2

I - 4b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Indices des estimations aux prix de 1953, système normalisé)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
1. Consommation privée									
a) Produits alimentaires	101	106	108	108	111	111	114	118	120
b) Boissons et tabac	100	104	104	112	111	116	118	124	126
c) Vêtements et autres effets personnels	106	117	119	120	119	122	124	128	132
d) Loyers, taxes, eau	102	105	105	106	107	108	109	110	110
e) Chauffage et éclairage	105	111	118	117	108	110	117	121	147
f) Articles ménagers durables	108	118	125	134	125	133	158	162	171
g) Entretien de la maison	105	108	111	114	115	118	119	120	123
h) Soins personnels et hygiène	105	108	111	113	123	128	134	138	145
i) Transports et communications	109	118	124	129	131	137	149	151	160
j) Loisirs	101	105	106	111	117	114	114	120	121
Total ...	104	110	112	116	115	119	124	128	133
2. Consommation publique									
a) Rémunérations et pensions	106	109	109	109	114	121	122	124	126
b) Biens et services	94	74	76	72	79	84	89	87	103
c) Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat (y compris les amortissements)	97	103	110	116	122	126	136	147	162
Total ...	101	97	97	97	102	108	111	112	119
3. Formation intérieure brute de capital									
a) Agriculture, sylviculture et pêche ...	99	112	111	109	99	103	112	120	111
b) Industries extractives	102	88	111	104	93	63	51	44	44
c) Industries manufacturières	100	115	130	121	109	111	152	165	172
d) Construction	111	112	126	131	106	133	145	184	195
e) Electricité, gaz et eau	102	115	122	125	120	148	115	100	120
f) Commerce, banques, assurances	104	103	110	108	96	108	117	128	126
g) Immeubles d'habitation	121	109	117	147	117	133	146	153	148
h) Transports et communications	103	115	123	115	129	123	139	123	119
i) Pouvoirs publics et enseignement ...	112	123	128	109	110	150	148	145	164
j) Autres services	104	103	110	108	107	116	121	136	135
Total ...	111	109	124	132	111	120	140	145	146
4. Exportations nettes de biens et services									
a) Exportations totales	111	128	141	141	144	149	166	179	195
b) Importations totales	114	125	141	144	140	156	175	186	202
Produit national brut aux prix du marché (prix de 1953)	103,8	109,6	112,3	115,4	114,2	116,2	122,5	126,5	131,5

Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Publications du Centre National de Calcul Mécanique. — Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1947. — Bulletin de l'I.R.E.S.P. — Annuaire démographique (O.N.U.). — Revue internationale du Travail (B.I.T.). — Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.).*
 Revenu national et P.N.B. : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Cahiers Economiques de Bruxelles (D.U.L.B.E.A.). — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — International Financial Statistics (F.M.I.). — Bulletin statistique (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Yearbook of International Accounts Statistics (O.N.U.).*

II. — EMPLOI ET CHOMAGE

1. — INDICES DE L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE (ouvriers)

Base 1958 = 100

Source : Ministère du Travail.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Industries extractives	Industries manufacturières							Textiles (sans confection)	Construction
			Ensemble	Métallurgie de base	Fabrications métalliques						
					Fabrication de produits métalliques à l'exclusion des machines et du matériel de transport	Construction de machines à l'exclusion des machines électriques	Construction de machines, appareils et fournitures électriques	Construction de matériel de transport			
1960	97,6	76,9	100,7	103,4	98,8	108,8	100,3	89,5	99,5	99,7	
1961	99,6	67,6	104,0	107,1	106,5	118,5	113,7	89,2	99,1	100,7	
1962	101,9	62,0	105,7	105,8	109,3	126,8	114,8	99,2	97,8	106,9	
1961 2 ^e trimestre	99,6	68,6	103,6	106,7	106,3	116,3	111,4	88,9	99,7	101,8	
3 ^e trimestre	100,1	66,4	104,8	107,5	106,8	121,5	114,4	90,6	98,2	104,3	
4 ^e trimestre	100,9	64,6	105,7	108,1	109,9	122,9	118,3	91,1	98,7	103,6	
1962 1 ^{er} trimestre	100,4	62,9	104,9	106,6	109,2	124,0	118,1	95,8	98,0	101,1	
2 ^e trimestre	102,4	62,2	105,3	105,6	107,3	125,2	113,7	99,8	96,7	107,3	
3 ^e trimestre	103,8	61,5	106,0	105,2	108,3	127,7	112,9	101,1	97,2	109,5	
4 ^e trimestre	103,0	61,6	106,6	105,7	112,3	130,3	114,4	100,2	99,1	100,0	
1961 Décembre	100,0	63,8	105,0	107,7	110,8	122,6	118,6	92,3	98,7	101,6	
1962 Janvier	100,3	63,3	104,8	107,4	109,6	123,3	118,5	94,5	97,9	100,6	
Février	100,4	62,9	105,0	106,6	108,7	123,9	118,5	96,7	98,2	100,8	
Mars	100,5	62,6	104,9	105,9	109,2	124,8	117,3	96,3	98,0	101,9	
Avril	101,1	62,6	105,0	105,6	107,9	125,7	113,7	98,0	96,9	104,7	
Mai	102,0	62,2	105,3	105,7	107,4	124,6	114,1	100,1	96,7	109,3	
Juin	104,2	61,9	105,6	105,4	106,7	125,2	113,4	101,2	96,6	107,9	
Juillet	104,0	61,8	105,3	104,9	107,0	125,8	113,0	101,0	97,0	107,8	
Août	104,1	61,4	105,8	104,9	107,2	128,1	112,8	101,1	97,2	110,3	
Septembre	103,2	61,2	106,8	105,8	110,7	129,3	112,9	101,3	97,5	110,3	
Octobre	103,4	61,6	106,9	105,8	110,3	130,9	113,7	101,9	99,3	110,9	
Novembre	103,1	62,0	106,7	105,9	113,2	130,2	116,3	98,4	98,9	109,8	
Décembre	102,6	61,2	106,2	105,4	113,5	129,7	113,3	100,3	99,1	109,4	

II - 2. — CHOMAGE

Renseignements généraux

Source : Office National de l'Emploi.

	Nombre de jours ouvrables par période 1	Chômeurs contrôlés (milliers) 2			Moyenne mensuelle des journées perdues (milliers)	Nombre moyen de jours de chômage par mois 3		Milliers de chômeurs mis au travail par les pouvoirs publics 2	Demandes d'emploi 4 5	Offres d'emploi 4	
		Total	Complets	Partiels et accidentels		Chômeurs complets	Chômeurs partiels et accidentels			reques pendant le mois	en suspens à fin de mois
1954	303	224,8	167,0	57,8	5.677	20,7	7,9	14,0	111,4	25,7	7,2
1955	304	172,4	116,5	55,9	4.366	20,2	8,9	22,7	70,9	27,7	13,4
1956	308	144,8	91,0	53,8	3.717	20,5	8,5	9,8	49,2	23,9	14,9
1957	302	116,8	77,9	38,9	2.942	19,9	7,6	5,3	40,1	19,4	12,9
1958	302	180,9	109,7	71,2	4.556	20,0	7,0	10,5	73,1	16,2	5,6
1959	302	199,2	125,0	74,2	5.014	20,7	8,2	17,3	82,8	19,3	5,3
1960	304	158,1	110,1	48,0	4.005	20,9	6,8	9,8	61,2	18,9	7,5
1961	308	126,3	87,9	38,4	3.241	21,2	7,7	7,1	31,4	20,1	12,5
1962 6	* 252	85,5	47,1	38,4	1.791	16,0	6,7	6,6	18,1	18,3	14,6
1961 3 ^e trimestre	76	90,3	70,6	19,7	2.288	20,9	6,3	8,5	18,6	19,9	15,4
4 ^e trimestre	80	124,5	76,5	48,0	3.320	21,0	8,5	6,9	24,7	17,6	12,8
1962 1 ^{er} trimestre 6	* 60	140,9	74,6	66,3	2.818	16,1	6,8	4,4	28,2	20,1	13,1
2 ^e trimestre	61	64,0	41,8	22,2	1.302	15,5	5,9	7,6	14,6	20,6	16,6
3 ^e trimestre	69	52,1	34,5	17,6	1.199	16,8	6,6	8,1	12,5	17,1	15,5
4 ^e trimestre	62	90,1	39,8	50,3	1.845	15,4	7,1	6,5	17,1	15,7	13,0
1963 1 ^{er} trimestre	65	176,1	47,0	129,1	3.816	16,9	12,0	3,4	22,3	16,6	12,2
1962 Mai	19	62,0	41,2	20,8	1.179	14,7	5,7	7,9	14,3	21,9	17,0
Juin	19	57,4	36,6	20,8	1.092	14,5	5,6	8,2	11,8	18,0	15,7
Juillet	25	54,4	35,4	19,0	1.360	18,6	7,0	7,6	12,7	14,7	14,3
Août	19	50,4	33,3	17,1	958	14,8	5,9	8,3	11,4	17,6	15,5
Septembre	25	51,1	34,5	16,6	1.278	17,0	6,9	8,4	13,3	19,0	16,7
Octobre	19	51,1	34,4	16,7	918	13,5	5,6	8,0	12,8	20,9	14,8
Novembre	20	65,6	39,0	26,6	1.313	15,2	4,7	6,5	17,1	14,1	12,9
Décembre	23	143,6	44,7	98,9	3.303	17,2	8,3	5,1	21,3	12,1	11,4
1963 Janvier	20	245,7	50,9	194,8	4.914	17,1	14,8	3,0	25,9	14,8	10,2
Février	20	219,4	49,9	169,5	4.387	16,6	13,5	3,1	24,3	13,2	11,0
Mars	25	85,8	41,6	44,2	2.146	17,0	5,9	4,3	16,8	21,7	15,5
Avril	18	49,1	33,5	15,6	884	13,7	5,8	6,6	12,3	21,2	19,5
Mai	19	45,1	31,1	14,0	857	14,7	5,7	7,3	10,2	18,3	19,4

1 Le mois de chômage comprend 4 ou 5 semaines.

2 Moyenne journalière par mois de chômage.

3 Durée moyenne du chômage = $\frac{\text{Nombre de journées perdues par mois}}{\text{Nombre de chômeurs inscrits dans les bureaux de pointage communaux, par mois}}$

4 Demandes et offres d'emploi se rapportant uniquement aux ouvriers et ouvrières.

5 Chômeurs complets normalement aptes.

6 Depuis février 1962, les chiffres ne tiennent plus compte des chômeurs dispensés du contrôle communal en application de l'arrêté ministériel du 29-12-61.

* Depuis 1962, la semaine n'est plus comptée que pour 5 jours dans le total du nombre de jours ouvrables; auparavant elle était de 6 jours.

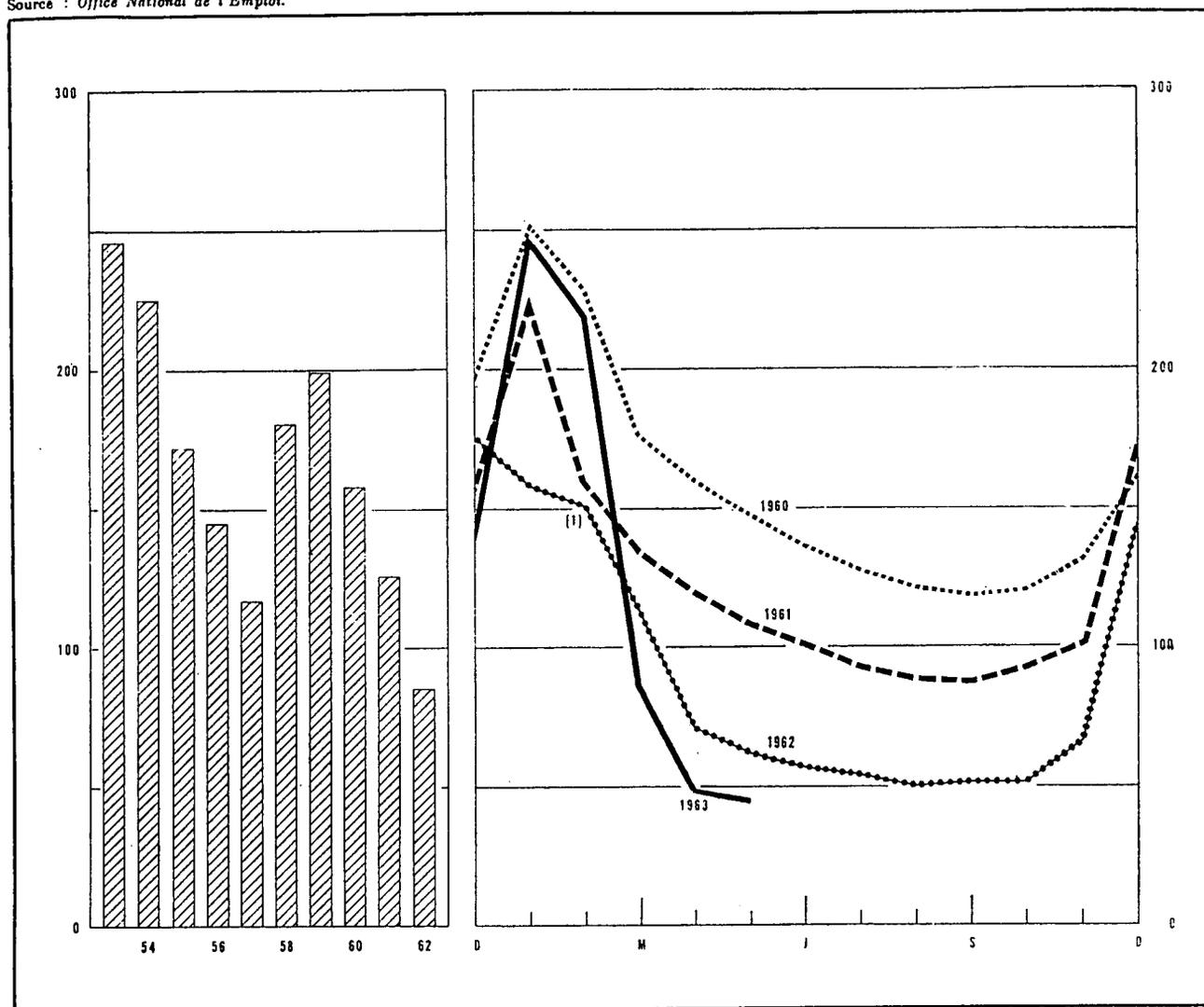
II - 3. — CHOMAGE

Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés

Chômeurs complets + chômeurs partiels

(milliers)

Source : Office National de l'Emploi.



	Année	1er trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.		1960	1961	1962	1963
1954	225	319	219	179	179	Janvier	252	226	158	246
1955	172	280	152	116	137	Février	229	160	151 ¹	219
1956	145	247	122	95	115	Mars	177	135	113	86
1957	117	144	96	88	138	Avril	161	120	71	49
1958	181	204	166	149	204	Mai	148	109	62	45
1959	199	292	182	150	171	Juin	137	102	57	
1960	158	221	149	123	137	Juillet	128	93	54	
1961	126	177	111	90	124	Août	122	89	50	
1962 ¹	85	141	64	52	90	Septembre	119	88	51	
						Octobre	121	93	51	
						Novembre	132	102	66	
1963		176				Décembre	162	176	144	

Références bibliographiques : Communiqués mensuels de l'O.N.E. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Revue du Travail. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Industrie, revue de la F.I.B. — Informations statistiques (C.E.C.A.). — Annuaire des statistiques du Travail (B.I.T.).

¹ Depuis février 1962, les chiffres ne tiennent plus compte des chômeurs dispensés du contrôle communal en application de l'arrêté ministériel du 29-12-61.

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — PRODUCTION AGRICOLE

Sources : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — Institut National de Statistique (nombre d'animaux, production animale et superficie cultivée).

	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
Superficie cultivée ¹ (milliers d'hectares)									
Céréales panifiables	274	272	260	280	296	275	273	256	252
dont : froment	184	191	188	208	219	201	203	206	209
seigle	82	74	68	66	69	66	63	44	39
Céréales non panifiables	233	234	254	238	240	256	252	263	260
Plantes industrielles	95	98	99	92	94	89	96	92	93
Plantes racines et tuberculifères	163	152	151	145	141	143	131	120	116
Légumes cultivés pour la graine	13	13	14	13	12	12	11	11	10
Prés et prairies	815	815	818	814	811	827	819	821	829
Divers	149	147	192	137	128	133	134	142	135
Total ...	1.742	1.731	1.728	1.719	1.722	1.735	1.716	1.705	1.695
Production végétale (milliers de tonnes)									
Froment	575	714	597	751	779	793	773	722	^p 835
Autres céréales	972	1.008	985	961	983	1.046	1.036	992	1.063
Betteraves sucrières	2.132	2.246	2.203	2.486	2.832	1.485	3.063	2.703	2.053
Lin (graines et paille)	236	272	235	182	170	125	214	196	231
Chicorée à café	109	95	54	51	56	44	55	60	37
Pommes de terre	2.634	2.184	2.034	2.044	1.914	1.466	1.894	1.789	1.872
Nombre d'animaux ¹ (milliers d'unités)									
Chevaux agricoles	208	195	189	182	178	170	159	148	141
Total des bovidés	2.373	2.393	2.413	2.485	2.596	2.643	2.690	2.728	2.832
dont : vaches laitières et de trait	971	985	973	976	995	1.012	1.021	1.025	1.051
Porcs	1.310	1.419	1.471	1.366	1.423	1.427	1.726	1.772	2.053
Production animale									
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	1.153	1.168	1.198	1.277	1.319	1.303	1.420	1.538	1.630
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	381	392	400	391	412	424	441	429	462

¹ Recensements au 15 mai de chaque année.

III - 2. — PECHE MARITIME

Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges

(moyennes mensuelles en tonnes)

Source : Institut National de Statistique.

	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
Aiglefin	448	546	519	445	374	232	262	285	300
Cabillaud	715	870	764	662	834	653	689	698	868
Plie	378	392	379	427	451	381	390	291	346
Sole	465	323	299	289	315	257	350	314	347
Raie	241	312	314	356	337	342	323	328	310
Hareng	1.400	1.650	716	254	201	260	528	409	273
Crevettes	122	178	266	84	64	89	39	80	48

Références bibliographiques : Revue de l'Agriculture (Ministère de l'Agriculture). — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Bulletin mensuel : Economie et statistique agricole (F.A.O.).

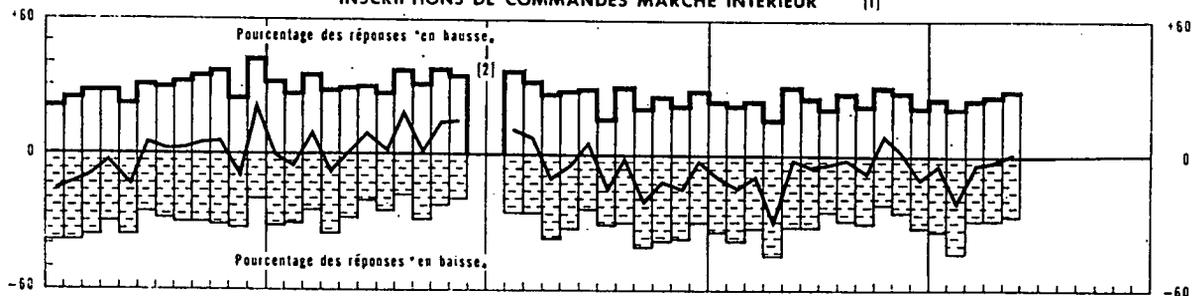
IV. — INDUSTRIE

IV - 1. — RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

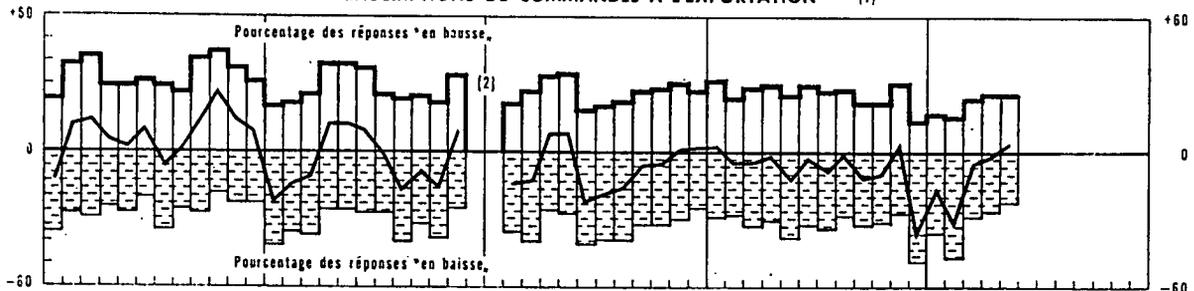
Ensemble des industries : Textile — Sidérurgie — Fabrications métalliques — Papier — Bois — Cuir.

Solde des pourcentages des réponses, abstraction faite des inchangés.

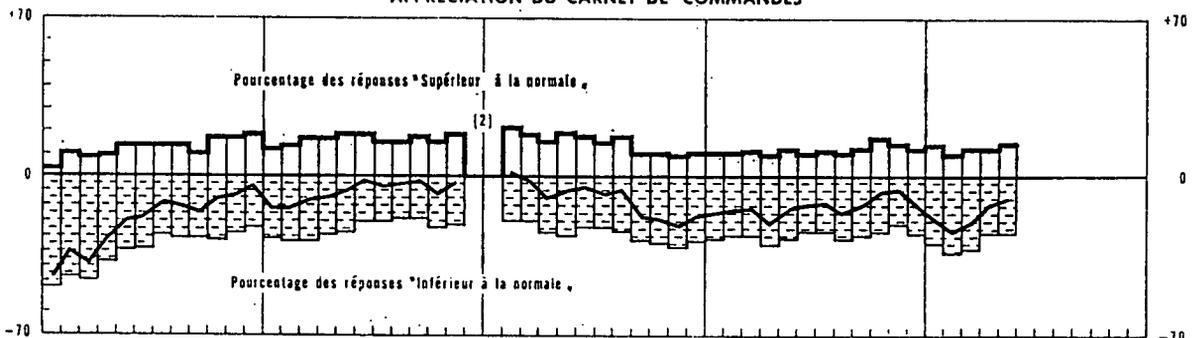
INSCRIPTIONS DE COMMANDES MARCHÉ INTERIEUR (1)



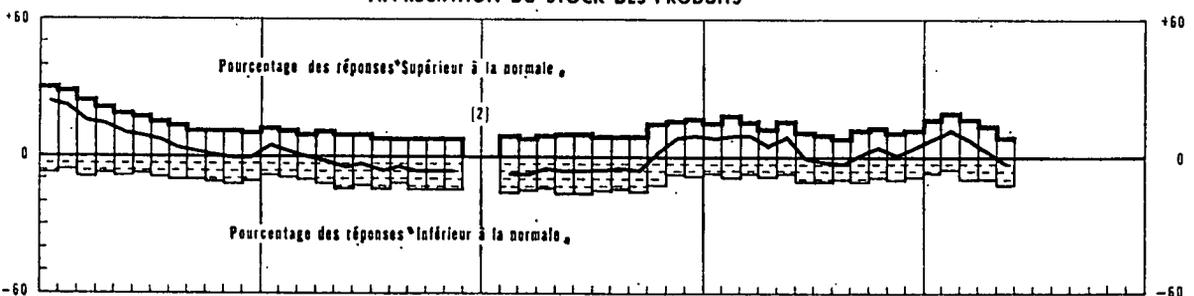
INSCRIPTIONS DE COMMANDES A L'EXPORTATION (1)



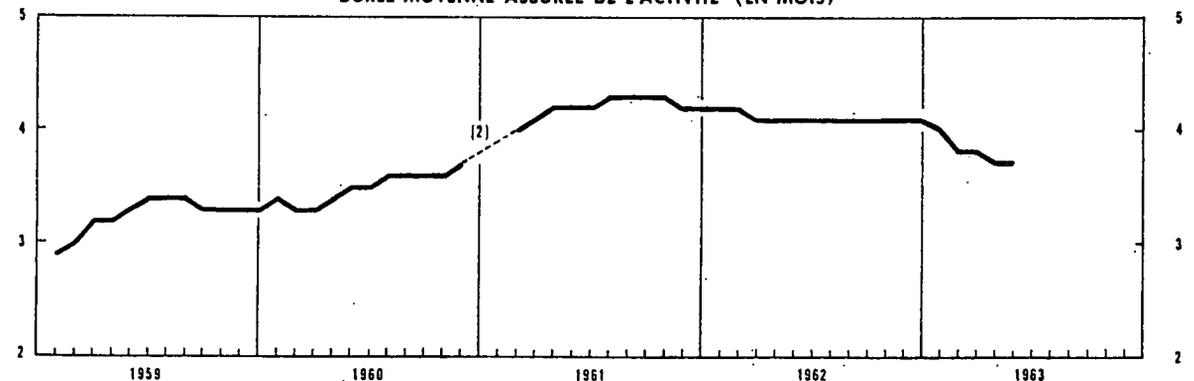
APPRECIATION DU CARNET DE COMMANDES



APPRECIATION DU STOCK DES PRODUITS



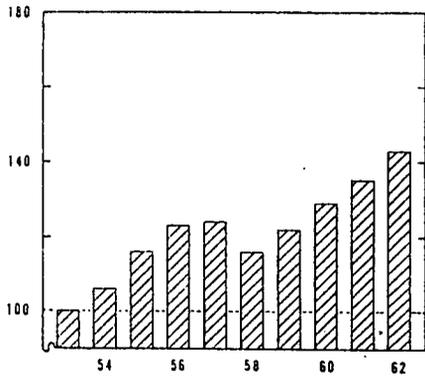
DUREE MOYENNE ASSUREE DE L'ACTIVITE (EN MOIS)



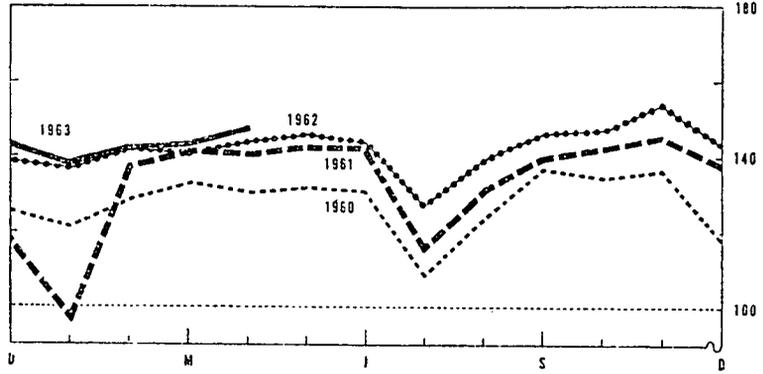
¹ Mouvements saisonniers éliminés.

² Grèves dans les industries de la sidérurgie et des fabrications métalliques.

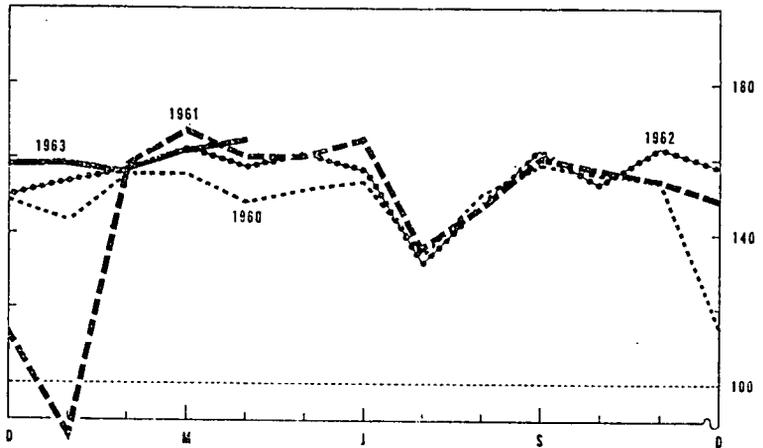
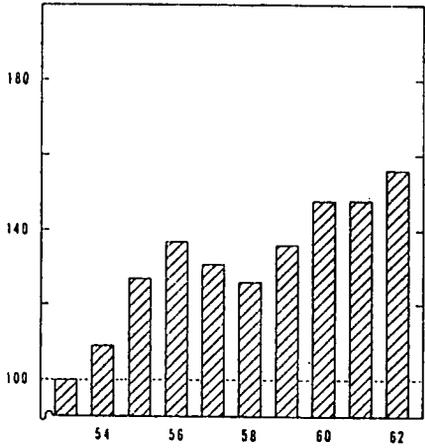
IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.R.E.S.P.) Base 1953 = 100



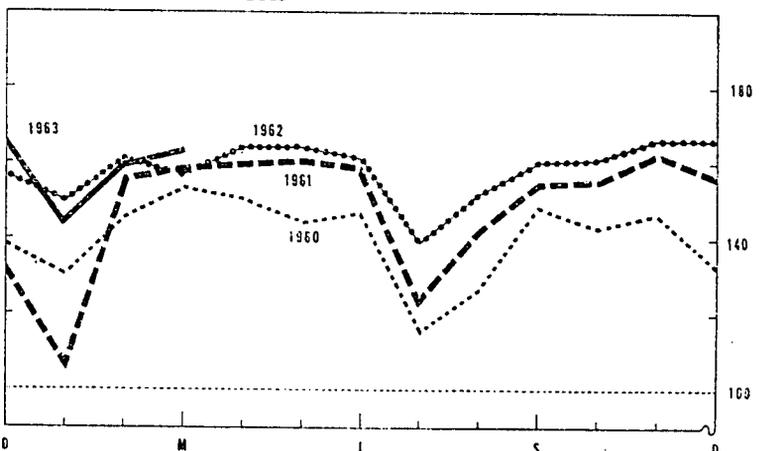
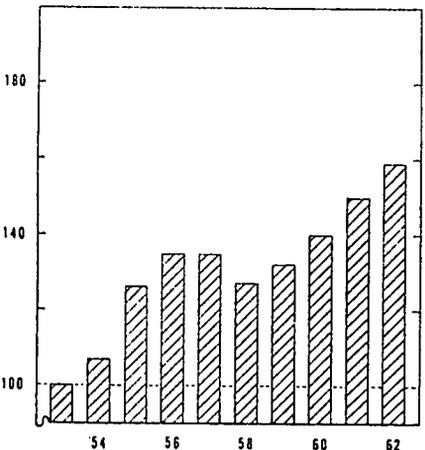
ENSEMBLE DES INDUSTRIES



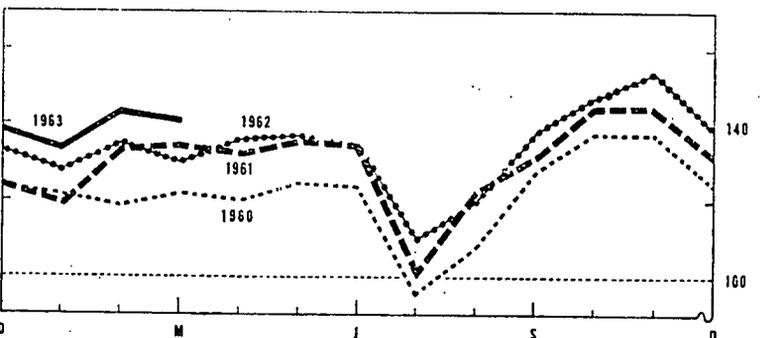
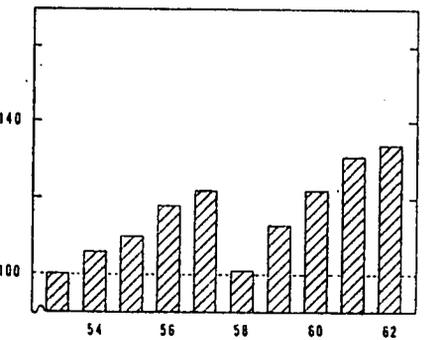
SIDERURGIE ET METAUX NON FERREUX



FABRICATIONS METALLIQUES



TEXTILES



IV - 3. — ENERGIE

Sources : Direction générale des Mines [col. (1), (2) et (5)] — Administration de l'Industrie [col. (8) et (9)] — Calculs B.N.B. [col. (4)] — I.N.S. [col. (3), (6) et (7)].

Moyennes mensuelles ou mois	Houille					Electricité	Pétroles bruts	Gaz	
	Production globale	Stock sur le carreau des char- bonnages à fin de période	Importations nettes	Consom- mation apparente de houille crue 1	Rendement journalier par ouvrier fond et surface	Production totale	Mise en œuvre	Production des cokeries destinées aux fournitures industrielles directes	Total de gaz disponible
	(milliers de tonnes)				(kg)	(millions kWh)	(milliers ton.)	(millions de m ³)	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
1954	2.437	2.815	— 125	2.563	784	862	n.d.	84	159
1955	2.498	371	— 287	2.702	826	912	n.d.	92	168
1956	2.463	179	35	2.777	841	987	n.d.	99	182
1957	2.424	1.413	126	2.738	838	1.051	445	97	180
1958	2.255	6.928	221	2.319	841	1.043	542	100	182
1959	1.896	7.496	233	2.410	907	1.097	546	103	188
1960	1.872	6.565	159	2.472	1.019	1.174	579	109	200
1961	1.794	4.394	122	2.486	1.090	1.247	660	102	196
1962	1.769	1.351	182	2.580	1.149	1.368	705	104	214
1961 4 ^e trimestre	1.844	4.394	137	2.684	1.110	1.406	646	102	212
1962 1 ^{er} trimestre	1.790	3.360	96	2.584	1.119	1.378	663	103	227
2 ^e trimestre	1.801	2.597	118	2.591	1.148	1.274	738	106	206
3 ^e trimestre	1.615	2.002	180	2.312	1.145	1.253	688	101	189
4 ^e trimestre	1.869	1.351	303	2.807	1.187	1.565	728	105	233
1963 1 ^{er} trimestre	1.863	974			1.185	1.588	971		
2 ^e trimestre	p 1.794	p 614							
1962 Juin	1.817	2.597	141	2.577	1.156	1.238	720	105	194
Juillet	1.370	2.434	184	2.069	1.124	1.133	719	95	178
Août	1.812	2.221	165	2.552	1.153	1.266	714	106	192
Septembre	1.663	2.002	191	2.314	1.157	1.360	632	102	196
Octobre	1.929	1.845	254	2.874	1.169	1.541	759	106	211
Novembre	1.922	1.642	296	2.700	1.185	1.555	725	99	225
Décembre	1.756	1.351	377	2.848	1.206	1.600	701	110	264
1963 Janvier	2.017	1.294	202	2.515	1.181	1.665	811	103	282
Février	1.719	1.158	388	2.478	1.193	1.501	1.004	95	245
Mars	1.853	974			1.180	1.599	1.098		
Avril	p 1.869	p 789			p 1.195	1.460			
Mai	p 1.909	p 723							
Juin	p 1.604	p 614							

1 Production de houille + importations nettes de charbon, de coke et d'agglomérés + la variation des stocks (1,8 tonne de coke et 0,9 tonne d'agglomérés = 1 tonne de houille crue).

IV - 4. — METALLURGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) et (2)] — *Fabrimetal* [col. (3) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions totales
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)		(6)
1954	413	302	3,12	1,67	4,79	4,86
1955	492	366	3,49	1,96	5,45	5,54
1956	532	397	4,34	2,78	7,12	6,32
1957	523	371	3,87	2,27	6,14	6,63
1958	501	350	3,44	1,99	5,43	6,62
1959	536	386	3,98	2,55	6,53	6,69
1960	599	407	4,40	2,93	7,33	7,26
1961	584	405	5,43	3,76	9,19	8,09
1962	613	451	p 5,32	p 3,76	p 9,08	p 8,91
1961 3 ^e trimestre	614	403	4,89	3,06	7,95	7,97
4 ^e trimestre	594	437	5,93	4,71	10,64	8,67
1962 1 ^{er} trimestre	622	463	5,18	4,32	9,50	8,63
2 ^e trimestre	626	458	5,20	3,84	9,04	9,00
3 ^e trimestre	592	423	p 5,12	p 3,20	p 8,32	p 8,50
4 ^e trimestre	614	462	p 5,79	p 3,68	p 9,47	p 9,51
1963 1 ^{er} trimestre	612	469	p 5,05	p 3,84	p 8,89	p 8,82
1962 Mai	648	476	5,69	4,44	10,13	9,18
Juin	626	454	5,03	3,42	8,45	9,39
Juillet	527	365	p 4,33	p 2,88	p 7,21	p 8,21
Août	625	434	p 5,33	p 3,28	p 8,61	p 8,47
Septembre	624	469	p 5,70	p 3,45	p 9,15	p 8,83
Octobre	614	468	p 7,04	p 3,56	p 10,60	p 9,89
Novembre	610	470	p 5,45	p 3,59	p 9,04	p 9,14
Décembre	617	449	p 4,88	p 3,90	p 8,78	p 9,51
1963 Janvier	629	477	p 4,88	p 3,65	p 8,53	p 8,27
Février	571	438	p 4,78	p 3,27	p 8,05	p 8,46
Mars	636	491	p 5,50	p 4,59	p 10,09	p 9,74
Avril	615 ¹					
Mai	631 ¹					

1 Estimation sur base chiffre *Agefi*.

IV - 5. — CONSTRUCTION : données annuelles

Source : Institut National de Statistique.

Années	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation					Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation				
	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments commencés	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments commencés
	Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles			Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles		
	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Nombre	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Constructions nouvelles et transformations
Nombre										
1954	38.600	25.220	8.752	1.114	32.783	3.288	7.450	2.318	2.791	5.029
1955	36.615	23.564	9.468	1.220	31.698	3.588	8.561	2.569	3.731	5.422
1956	33.742	22.793	9.266	1.226	32.604	3.921	10.997	3.123	4.482	5.982
1957	34.904	24.063	9.407	1.318	31.724	3.618	9.255	3.009	3.772	6.090
1958	32.329	21.732	9.368	1.192	30.605	2.636	6.059	2.619	2.843	4.809
1959	38.989	26.683	9.724	1.368	35.333	3.036	8.661	3.135	4.951	5.209
1960	41.102	28.881	9.645	1.230	34.800	3.151	11.805	3.567	6.360	5.530
1961	44.552	31.603	10.436	1.407	38.010	3.498	12.785	3.958	7.071	6.170
1962 p	39.017				32.178					5.169

IV - 6. — CONSTRUCTION : données mensuelles

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation ¹		Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation ²	
	Autorisations de bâtir accordées	Bâtiments commencés	Autorisations de bâtir accordées	Bâtiments commencés
1961 3 ^e trimestre	3.594	3.492	671	582
4 ^e trimestre	3.110	2.477	560	433
1962 1 ^{er} trimestre	3.585	1.869	613	287
2 ^e trimestre	3.168	3.294	630	474
3 ^e trimestre	3.320	3.226	1.010	476
4 ^e trimestre	2.943	2.337	897	486
1963 1 ^{er} trimestre p	2.716	651	595	158
1962 Mars	4.036	2.668	728	427
Avril	4.676	3.372	851	474
Mai	1.817	3.457	374	416
Juin	2.982	3.052	664	531
Juillet	3.517	2.859	945	390
Août	3.398	3.466	1.033	501
Septembre	3.044	3.353	1.052	538
Octobre	3.155	3.358	1.048	649
Novembre	2.891	2.438	842	479
Décembre	2.783	1.216	802	330
1963 Janvier	2.505	161	570	73
Février p	2.563	131	561	55
Mars p	3.079	1.661	655	346

¹ Constructions nouvelles ou reconstructions totales pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

² Constructions, reconstructions, transformations et extensions pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

**IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.**

Indices généraux de la production industrielle (non ajustés pour variations saisonnières)

Base 1953 = 100

Source : O.C.D.E.

	Ensemble des pays C.E.E.			Belgique			Allemagne occidentale ¹		
	1961	1962	% variat. *	1961	1962	% variat. *	1961	1962	% variat. *
	1962	1963		1962	1963		1962	1963	
1 ^{er} trimestre	179	189	+ 5,6	126 ²	140	+ 10,9	185	188	+ 1,6
2 ^e trimestre	185	197	+ 6,5	142	145	+ 1,8	193	203	+ 5,2
3 ^e trimestre	171	182	+ 6,4	130	137	+ 5,9	181	192	+ 6,1
4 ^e trimestre	194	206	+ 6,2	143	149	+ 4,1	202	214	+ 5,9
1 ^{er} trimestre	189	193	+ 2,1	140	142	+ 2,1	188	191	+ 1,6
2 ^e trimestre	197			145			203		
3 ^e trimestre	182			137			192		
4 ^e trimestre	206			149			214		
	France			Italie			Pays-Bas		
	1961	1962	% variat. *	1961	1962	% variat. *	1961	1962	% variat. *
	1962	1963		1962	1963		1962	1963	
1 ^{er} trimestre	184	196	+ 6,5	196	220	+ 12,2	159	162	+ 1,9
2 ^e trimestre	187	199	+ 6,4	199	219	+ 10,1	161	167	+ 3,7
3 ^e trimestre	158	168	+ 6,3	197	211	+ 7,1	153	161	+ 5,2
4 ^e trimestre	195	207	+ 6,2	217	236	+ 8,8	164	172	+ 4,9
1 ^{er} trimestre	196	197	+ 0,5	220	230	+ 4,5	162	163	+ 0,6
2 ^e trimestre	199			219			167		
3 ^e trimestre	168			211			161		
4 ^e trimestre	207			236			172		

* Pourcentage de variation par rapport à l'indice du trimestre correspondant de l'année précédente.

¹ A l'exclusion de la Sarre et de Berlin-Ouest.

² Grève.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Annales des Mines de Belgique*. — *Revue du Travail*. — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.)*. — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Bulletin de Fabrimétal*. — *Bulletin statistique mensuel de Fedéchar*. — *Bulletin mensuel du M.A.E.* (Administration de l'Industrie - Energie électrique). — *Energie*. — *Figaz*, circulaire d'information de la Fédération de l'Industrie du Gaz. — *Agence économique et financière*. — *La Construction*. — *Statistiques générales* (O.C.D.E.).

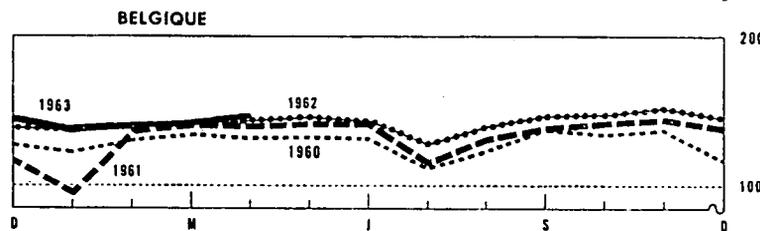
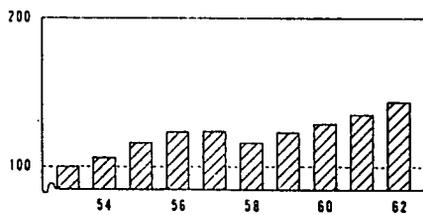
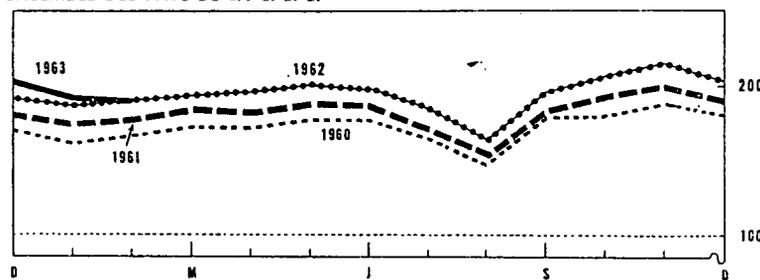
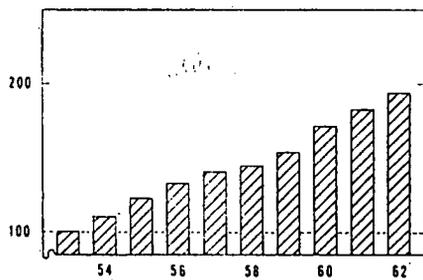
IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (O.C.D.E.)

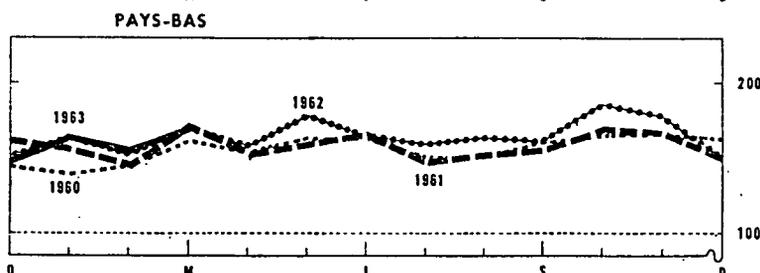
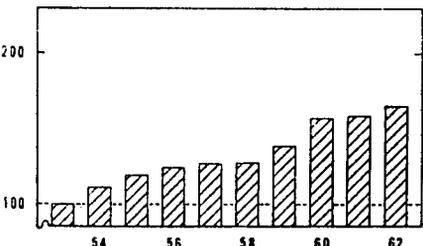
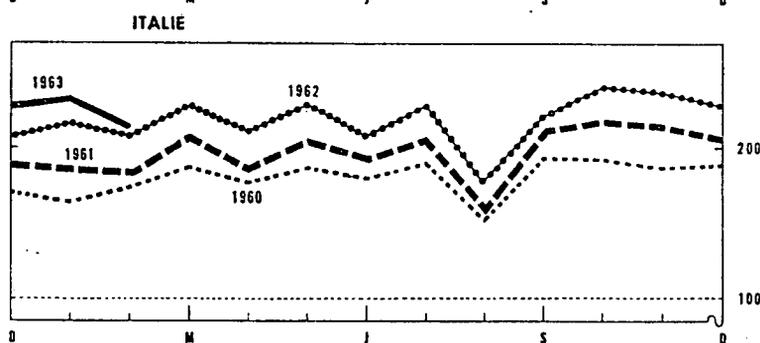
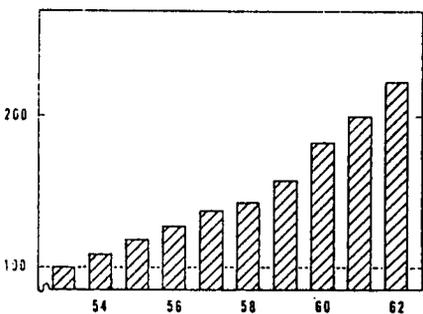
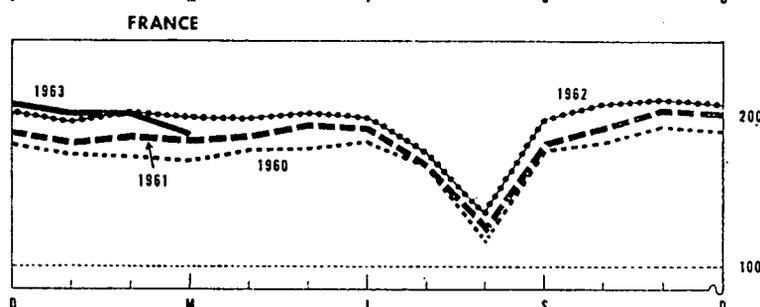
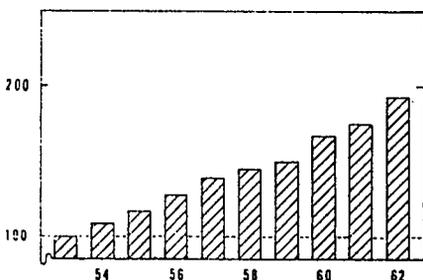
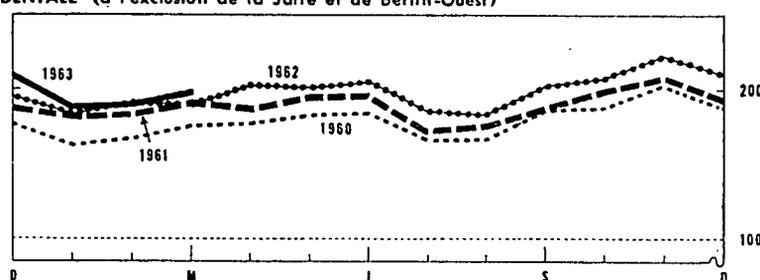
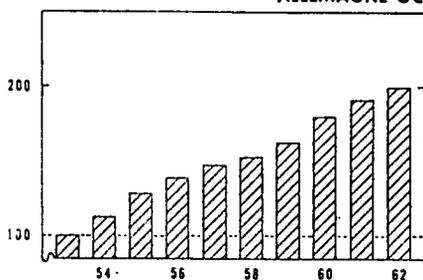
Base 1953 = 100

(non ajustés pour variations saisonnières)

ENSEMBLE DES PAYS DE LA C. E. E.



ALLEMAGNE OCCIDENTALE (à l'exclusion de la Sarre et de Berlin-Ouest)



V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a). — Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B., S.N.C.V. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					S.N.C.V. Tonnes-km transportées ² (milliers)	SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)			dont		Trafic payant aérien régulier	
		Nombre de voyageurs- km (millions)	Nombre de tonnes-km productives ¹ (milliers de tonnes)	Tonnage total (milliers de tonnes)			combustible et huiles minérales	Minerais	(millions de passagers-km)	(millions de tonnes-km)
1954	630	470	5.104	2.239	794	1.423	40,8	6,0
1955	654	547	5.745	2.504	946	1.201	48,2	7,0
1956	694	577	5.874	2.389	980	965	56,7	8,2
1957	713	548	5.558	2.321	966	797	77,4	10,0
1958	755	486	4.818	1.876	959	618	99,7	12,2
1959	710	505	4.874	1.866	1.043	364	88,7	11,3
1960	715	525	5.070	1.935	1.155	294	108,7	13,8
1961	724	538	5.115	1.937	1.177	225	98,2	12,9
1962	746	539	5.189	1.998	1.209	212	116,4	13,7
1961 3 ^e trimestre	759	543	5.153	1.913	1.270	196	137,2	16,3
4 ^e trimestre	733	584	5.534	2.071	1.255	432	80,4	11,1
1962 1 ^{er} trimestre	728	536	5.130	2.004	1.208	233	77,5	10,1
2 ^e trimestre	753	546	5.232	1.984	1.259	234	122,7	14,3
3 ^e trimestre	766	505	4.897	1.856	1.173	188	173,0	18,8
4 ^e trimestre	739	569	5.499	2.149	1.198	191	88,2	11,4
1963 1 ^{er} trimestre	p 718	617	5.615	2.359	1.090	181		
1962 Mai	749	561	5.372	2.009	1.322	239	111,2	13,4
Juin	767	556	5.327	2.008	1.270	230	153,1	17,1
Juillet	768	492	4.577	1.631	1.216	192	183,2	19,9
Août	781	512	5.082	1.987	1.148	170	170,1	18,4
Septembre	749	511	5.032	1.949	1.154	202	165,7	18,0
Octobre	745	567	5.648	2.146	1.212	239	114,9	13,7
Novembre	749	579	5.634	2.204	1.195	183	71,4	9,7
Décembre	722	561	5.214	2.097	1.187	152	78,3	10,8
1963 Janvier	p 748	608	5.453	2.255	1.140	158	74,6	10,7
Février	p 688	643	5.647	2.273	1.134	174	61,2	9,0
Mars	p 717	601	5.744	2.548	997	212		
Avril	p 767	580	5.612	2.429	1.153	175		
Mai	p 756	555	5.519	2.225	1.172			

¹ Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

² Les tonnes-km transportées sont calculées en faisant la somme des produits du tonnage transporté par le nombre de kilomètres du transport effectué.

V - 1b). — Navigation maritime

Sources : Administration du Port d'Anvers [col. (1)], du Port de Gand [col. (4)], I.N.S. (autres colonnes).

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand		
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)	
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
1954	2.634	1.276	1.091	119	113	85
1955	2.830	1.439	1.234	154	155	118
1956	3.172	1.865	1.279	178	216	82
1957	3.296	1.828	1.227	171	209	79
1958	3.545	1.723	1.210	163	169	82
1959	3.622	1.668	1.266	145	152	83
1960	3.774	1.816	1.288	150	166	75
1961	3.846	1.936	1.284	139	167	61
1962	4.167	2.159	1.300	137	143	70
1961 3 ^e trimestre	3.935	2.019	1.295	161	195	56
4 ^e trimestre	4.011	2.090	1.408	128	168	69
1962 1 ^{er} trimestre	4.142	2.005	1.427	121	133	70
2 ^e trimestre	4.213	2.322	1.359	127	141	71
3 ^e trimestre	4.181	1.915	1.224	153	137	68
4 ^e trimestre	4.133	2.394	1.189	146	161	71
1963 1 ^{er} trimestre	4.225			150		
1962 Mai	4.882	2.495	1.202	128	101	75
Juin	4.185	2.292	1.474	136	216	82
Juillet	4.272	2.111	1.138	157	139	53
Août	4.221	2.124	1.099	157	126	86
Septembre	4.049	1.511	1.436	145	145	64
Octobre	4.258	2.530	1.260	139	201	67
Novembre	4.139	1.950	1.319	150	168	82
Décembre	4.003	2.703	989	149	113	63
1963 Janvier	4.118	2.277	1.228	142	138	75
Février	3.961	2.157	1.165	152	156	27
Mars	4.597			156		
Avril	4.160			128		
Mai	4.497			161		

¹ Trafic intérieur + importations + exportations + transit.

V - 1c). — Navigation intérieure

Source : I.N.S.

Ensemble des trafics ¹	
(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes km.)
(1)	(2)
4.258	343
4.737	385
4.659	374
4.642	383
4.269	361
4.534	402
5.097	436
5.426	456
5.553	452
5.917	489
5.440	452
5.276	422
5.858	471
5.744	461
5.336	452
2.699	
6.074	482
6.133	498
5.873	479
5.923	473
5.435	430
5.927	503
5.278	448
4.803	406
1.719	114
1.470	87
4.907	

V - 2. — TOURISME

(milliers de nuitées)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Allemagne occ.	U.S.A.
1954	911	692	50	31	57	19	17
1955	1.019	766	60	33	68	22	19
1956	1.084	815	66	35	71	23	19
1957	1.186	898	71	33	81	25	18
1958	1.341	877	84	37	102	69	51
1959	1.249	979	55	30	82	27	20
1960	1.307	982	69	33	99	33	25
1961	1.387	1.061	74	34	89	38	21
1962	1.437	1.083	82	37	98	41	23
1961 2 ^e trimestre	1.184	874	50	32	93	39	26
1961 3 ^e trimestre	3.602	2.886	196	68	232	77	34
1961 4 ^e trimestre	383	232	27	20	17	20	15
1962 1 ^{er} trimestre	322	194	22	18	13	19	12
1962 2 ^e trimestre	1.369	997	77	36	115	42	28
1962 3 ^e trimestre	3.590	2.852	199	70	238	82	38
1962 4 ^e trimestre	412	248	30	22	17	22	16
1962 Février	304	184	21	17	12	17	11
1962 Mars	354	210	24	20	15	22	14
1962 Avril	1.258	918	97	31	93	34	21
1962 Mai	785	517	45	31	58	32	29
1962 Juin	2.065	1.555	88	47	193	60	33
1962 Juillet	4.785	4.047	159	67	273	80	46
1962 Août	4.866	3.781	336	106	347	119	38
1962 Septembre	1.118	728	103	37	95	46	30
1962 Octobre	460	266	32	25	21	29	24
1962 Novembre	391	231	31	20	14	22	15
1962 Décembre	385	246	26	22	14	17	10
1963 Janvier	319	187	23	16	14	19	11
1963 Février	305	182	21	16	12	18	11

V - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a). — Indices des ventes

Base 1953 = 100

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Grands magasins à rayons multiples					Coopératives	Grandes entreprises spécialisées dans l'habillement 4		Grossistes	Entreprises à succursales	Indices après élimination des variations de prix et des variations saisonnières (Calculs B.N.B.)					
	Indice général	Alimentation	Habillement	Ameublement	Ménage 1		Indice général	Hommes 2			Sous-vêtements et accessoires 3	Alimentation générale	Alimentation	Grands magasins	Coopératives	Grossistes en alimentation générale
1955	114	120	111	108	114	115	113	88	111	107	113	114	109			
1956	124	133	120	114	127	125	123	97	132	120	119	121	126			
1957	129	132	126	124	139	125	125	105	131	123	121	117	122			
1958	139	140	138	129	149	131	132	105	139	131	128	121	129			
1959	144	145	149	126	150	132	136	104	145	138	131	120	132			
1960	156	159	159	141	162	138	144	106	155	144	143	125	142			
1961	161	160	164	145	165	144	168	116	163	152	145	130	147			
1962	170	172	172	154	171	152	166	142	173	172	151	135	154			
1961 3 ^e trimestre	154	152	151	147	169	139	141	116	169	147	144	127	145			
1961 4 ^e trimestre	187	180	190	136	173	154	173	118	169	167	143	131	150			
1962 1 ^{er} trimestre	149	173	139	151	155	149	139	146	158	166	146	134	151			
1962 2 ^e trimestre	168	168	184	153	165	149	210	129	173	166	154	135	153			
1962 3 ^e trimestre	159	153	157	159	172	143	136	135	173	162	149	130	147			
1962 4 ^e trimestre	205	195	209	153	191	167	181	159	187	193	155	140	164			
1963 1 ^{er} trimestre	p	156	182	148	155	160	158	147	170	189	150	140	158			
1962 Mai	165	169	174	155	170	153	200	123	178	169	150	137	157			
1962 Juin	174	164	198	153	168	153	187	135	176	178	165	139	151			
1962 Juillet	162	143	173	158	175	137	142	158	170	157	139	124	144			
1962 Août	153	154	139	150	167	145	109	129	179	163	154	136	151			
1962 Septembre	163	162	160	168	175	147	156	118	170	165	153	129	146			
1962 Octobre	178	186	192	149	178	164	200	133	195	185	151	139	174			
1962 Novembre	201	177	200	148	170	154	165	123	181	178	158	142	174			
1962 Décembre	235	221	236	161	225	182	177	220	185	216	155	140	145			
1963 Janvier	p	153	178	153	141	148	170	146	213	182	188	144	170			
1963 Février	p	147	178	127	149	158	151	118	109	164	184	153	158			
1963 Mars	p	168	189	164	174	166	158	209	120	165	194	153	146			
1963 Avril	p	176	177	191	167	166	258	145	175	186	154	135	155			
1963 Mai	p	177	172	191	173	179					160					

1 Articles de ménage et appareils ménagers. — 2 Comprend principalement des vêtements de dessus. — 3 Sous-vêtements : hommes et/ou femmes.
 4 Un certain nombre de firmes supplémentaires ayant été incorporées à l'échantillon, les indices, à partir de 1962, ne sont plus entièrement comparables à ceux des années antérieures.

V - 3b). — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : Institut National de Statistique.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédits accordés au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1960 2 ^e semestre ...	1.339	620	153	566	10,20	2,54	3,44	4,22	4,90	1,57	1,50	1,83
1961 1 ^{er} semestre ...	1.418	643	159	616	11,36	2,82	3,72	4,82	5,14	1,68	1,58	1,88
2 ^e semestre ...	1.430	625	169	636	11,75	2,92	3,80	5,03	4,99	1,67	1,51	1,81
1962 1 ^{er} semestre ...	1.405	634	170	601	11,86	3,15	3,91	4,80	5,29	1,73	1,65	1,91
2 ^e semestre ...	1.373	646	163	564	11,94	3,30	3,96	4,68	5,24	1,87	1,47	1,90

2° — Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 8 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total des montants de 8 termes impayés par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1960 2 ^e semestre	51	24	1	26	81,1	27,8	6,8	46,5
1961 1 ^{er} semestre	55	27	1	27	87,1	31,4	6,3	49,4
2 ^e semestre	50	26	1	23	81,8	30,0	5,9	45,9
1962 1 ^{er} semestre	53	27	1	25	84,6	30,3	6,2	48,1
2 ^e semestre	54	31	1	22	87,9	33,8	7,6	46,5

3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

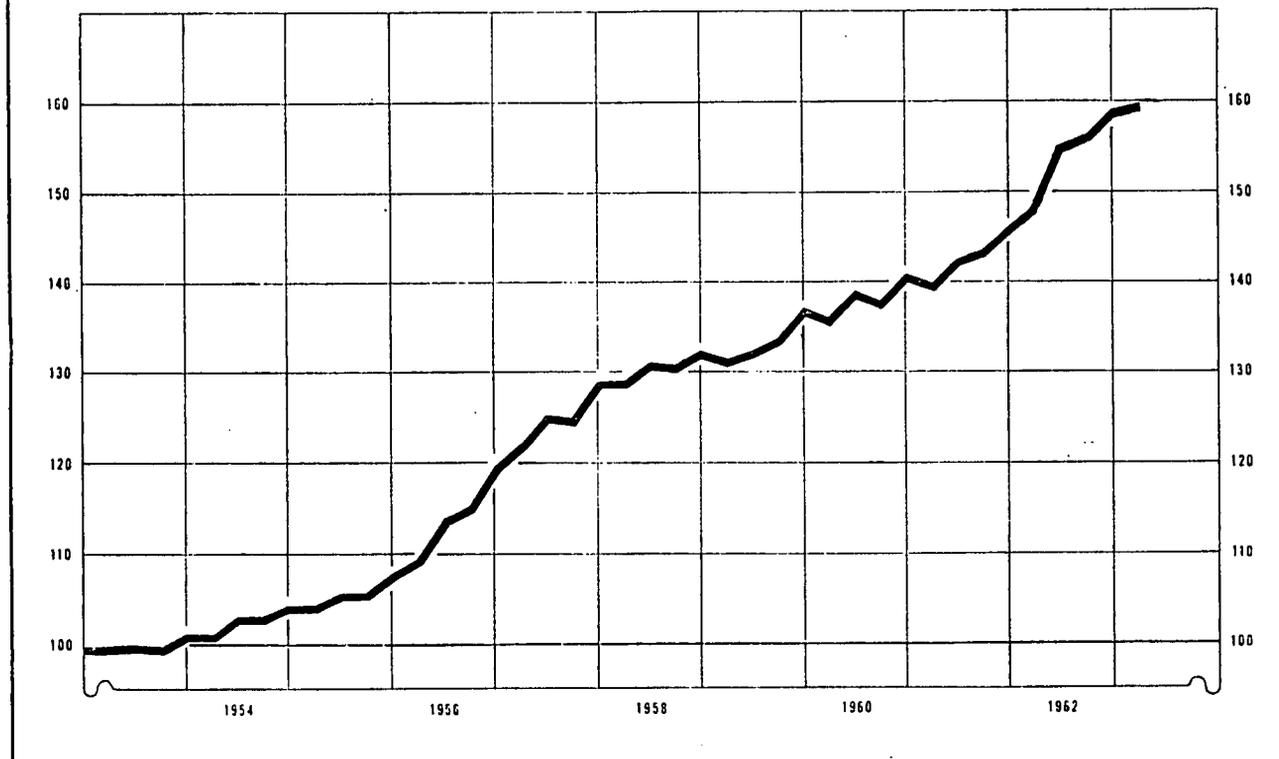
	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes excepté autobus		Motos, scooters, vélos, moteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtement	Livres	Equipement professionnel autre que articles cités antérieurement (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel, non dénommés ailleurs	Services (voyages, réparations de véhicules à moteur)
		neufs	usagés		neufs	usagés						
Nombre de contrats (milliers)												
1960 2 ^e semestre ...	722	3,4	1,0	2,8	24,3	12,6	18,1	324,0	22,3	8,5	298,6	6,4
1961 1 ^{er} semestre ...	754	4,1	1,1	3,2	28,6	15,1	18,8	368,0	25,4	8,9	274,3	6,6
2 ^e semestre ...	829	3,5	1,2	2,6	24,4	12,6	14,4	433,1	19,6	9,5	299,1	8,9
1962 1 ^{er} semestre ...	742	3,7	1,2	2,8	30,5	15,3	15,8	337,6	21,4	8,0	300,6	5,1
2 ^e semestre ...	781	3,5	1,1	2,2	26,6	14,1	15,6	368,6	17,3	7,2	319,2	5,1
Crédit accordé (millions de francs)												
1960 2 ^e semestre ...	4.899	386	51	128	1.300	313	129	358	41	337	1.810	46
1961 1 ^{er} semestre ...	5.141	488	69	104	1.496	390	147	297	38	388	1.666	58
2 ^e semestre ...	4.991	419	66	123	1.268	334	124	354	39	444	1.751	69
1962 1 ^{er} semestre ...	5.290	475	76	89	1.626	411	122	294	45	423	1.689	40
2 ^e semestre ...	5.238	463	66	106	1.407	353	108	384	38	428	1.855	30
Crédit accordé — Répartition en % par rapport au total												
1960 2 ^e semestre ...	100,0	7,9	1,1	2,6	26,5	6,4	2,6	7,3	0,8	6,9	37,0	0,9
1961 1 ^{er} semestre ...	100,0	9,5	1,4	2,0	29,1	7,6	2,9	5,8	0,7	7,5	32,4	1,1
2 ^e semestre ...	100,0	8,4	1,3	2,4	25,4	6,7	2,5	7,1	0,8	8,9	35,1	1,4
1962 1 ^{er} semestre ...	100,0	9,0	1,4	1,7	30,7	7,8	2,3	5,6	0,8	8,0	31,9	0,8
2 ^e semestre ...	100,0	8,8	1,3	2,0	26,9	6,7	2,1	7,3	0,7	8,2	35,4	0,6

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Bulletin de la Chambre de Commerce d'Anvers. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Statistique mensuelle du trafic international des ports (I.N.S.). — Chronique du Transport (bimensuel). — Les transports maritimes, Etude Annuelle (O.C.D.E.). — Bulletin général de Statistique (Office statistique des Communautés européennes).

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES OUVRIERS (hommes + femmes)

Indice du gain moyen brut par heure prestée
Base 1953 = 100



Indices des rémunérations dans l'industrie

Base 1953 = 100

Sources : col. (1) - (2) - (3) : B.N.B. (méthode d'établissement, voir Bulletin de novembre 1957, p. 413). — col. (4) : O.N.S.S. calculs B.N.B. (voir note) — col. (5) : I.R.E.S.P.

	Gain moyen brut par heure prestée (1)	Salaire horaire type 1		Indice de la masse salariale 2 (4)	Indice du coût de la main-d'œuvre 3 (5)
		Ouvrier qualifié (2)	Ouvrier non-qualifié (3)		
1954	103	103	102	102	103
1955	106	105	106	108	106
1956	115	114	114	118	114
1957	125	125	125	129	125
1958	131	129	129	125	132
1959	133	131	132	121	135
1960	138	135	137	128	141
1961	143	140	141	134	148
1962	p 154	p 149	p 151		159
1961 Septembre	144	141	142		148
1961 Décembre	146	141	142		152
1962 Mars	p 148	144	146		153
1962 Juin	p 155	148	150		161
1962 Sept.	p 156	151	153		161
1962 Déc.	p 159	153	154		165
1963 Mars	p 160	155	157		167

Moyennes générales des salaires horaires des ouvriers

(charges sociales comprises)

Source : Fédération des Industries belges.

Année	Belgique (francs belges)	Allemagne occidentale	Royaume-Uni	Pays-Bas
1953	28,25	85,8	91,0	63,9
1954	28,74	86,0	94,3	69,0
1955	29,91	88,2	98,4	71,9
1956	32,68	87,8	97,6	72,5
1957	35,67	90,6	93,7	70,4
1958	37,04	94,0	95,0	70,2
1959	38,30	97,4	95,0	70,4
1960	39,71	102,8	98,4	74,8
1961	41,76	114,8	100,6	p78,6
1959 Février-Avril	37,80	95,1	95,4	69,1
1959 Août-Octobre	38,80	96,7	94,6	68,6
1960 Février-Avril	39,48	99,0	97,3	72,7
1960 Août-Octobre	39,93	106,7	99,5	75,6
1961 Février-Avril	41,20	112,8	100,0	p78,0
1961 Août-Octobre	42,32	116,7	101,3	p79,2
1962 Février-Avril	43,72	120,0	100,3	p80,0

1 Non compris les ouvriers du transport.

2 Il s'agit de l'indice simple des rémunérations globales allouées aux ouvriers assujettis à la sécurité sociale et appartenant aux industries extractives et manufacturières, à celles du bâtiment et de la construction, et aux transports et communications. (Pour la définition des rémunérations globales, voir XVe Rapport annuel O.N.S.S., p. 141.)

3 Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le coût horaire de la main-d'œuvre, et non pas le coût par unité produite.

4 Les chiffres annuels sont des moyennes des taux horaires de février-avril et de août-octobre.

5 La F.I.B. publie les salaires horaires étrangers exprimés en francs belges sur la base des cours du change. Les pourcentages obtenus n'ayant pas été pondérés par les indices du coût de la vie, ils ne reflètent pas le rapport des salaires réels.

VI - 2. — GAINS HORAIRES BRUTS MOYENS DANS L'INDUSTRIE

(hommes + femmes — en francs par heure)

Source : I.N.S.

Groupe et branche d'industrie	1958 octobre	1959 octobre	1960 octobre	1961 avril	1961 octobre	1962 avril	1962 octobre (provisoire)
<i>Industries extractives :</i>							
Extraction du charbon (fond et surf.) ¹	39,24	39,89	40,09	40,40	41,29	42,66	43,38
Carrières ¹	30,99	31,83	34,61	33,62	34,79	35,56	35,65
Total industries extractives ¹	38,63	39,36	39,72	39,90	40,81	42,13	42,81
<i>Industries manufacturières :</i>							
Denrées alimentaires (sauf boissons)	24,25	25,24	25,98	27,10	27,67	28,50	29,09
Boissons	27,79	29,05	29,21	29,94	30,27	30,35	32,22
Tabac	21,10	21,54	22,27	22,57	22,94	24,52	25,76
Industries textiles	23,09	23,96	25,04	25,60	26,94	27,41	27,45
Chaussures, habillement	18,92	19,20	20,09	20,91	21,23	22,10	23,27
Bois (sauf meubles)	25,13	25,07	26,67	27,57	28,25	29,07	30,42
Industrie du meuble	26,14	26,08	27,59	28,37	30,05	30,97	31,72
Papier, articles en papier	27,82	26,99	28,98	30,52	30,85	31,92	34,08
Impressions et reliures	31,85	32,58	32,85	33,73	34,97	37,50	36,46
Cuir (sauf chaussures, habillement)	22,63	23,25	24,34	24,65	25,80	26,48	27,94
Industrie du caoutchouc	28,50	30,19	30,85	30,33	31,65	32,12	32,86
Industries chimiques	29,14	30,92	31,64	32,14	32,84	34,87	35,50
Dérivés du pétrole et du charbon	42,54	44,20	45,29	48,10	47,48	50,81	50,40
Produits minéraux non métalliques	28,03	29,23	30,37	31,45	32,05	33,14	34,22
Industries métallurgiques de base	37,45	39,19	41,11	41,39	42,13	43,12	45,00
Fabricat. métall., à l'exclus. des machines et du matériel de transport	31,61	30,12	31,08	32,76	32,72	34,88	36,43
Construction de machines, à l'exclusion des machines électriques	32,36	32,46	33,66	34,79	34,92	37,17	38,00
Industrie électrotechnique	28,44	28,89	29,60	29,56	30,18	32,24	33,11
Construction de matériel de transport ...	37,06	36,61	37,36	39,29	37,58	40,48	43,32
Industrie du diamant	23,88	24,90	25,42	26,31	25,99	26,60	26,73
Total des industries manufacturières	27,91	28,56	29,59	30,51	31,01	32,32	33,33
dont : hommes	31,60	32,20	33,30	34,14	34,63	36,02	37,15
femmes	18,58	19,13	20,00	20,57	21,10	22,10	22,55
Construction ¹	30,42	30,72	32,76	32,55	33,17	33,68	36,87
<i>Moyenne générale pour l'industrie :</i>							
Total (hommes + femmes)	29,75	30,24	31,36	31,84	32,40	33,58	34,92
dont : hommes	32,51	32,98	34,16	34,57	35,14	36,34	37,84

¹ Hommes seulement.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.)*.
— *Rapports annuels de l'O.N.S.S.* — *Revue du Travail*. — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Le coût de la main-d'œuvre dans l'industrie européenne*.
Etudes et Documents nouvelle série, n° 52, 1959 (B.I.T.). — *Annuaire des statistiques du Travail (B.I.T.)*.

VII. — PRIX ET INDICES DE PRIX

1. — PRIX DE GROS MONDIAUX

Moyennes journalières	Froment à New-York	Café à New-York Santos IV	Laine Mérimos 64S au Royaume- Uni	Coton 15/16 middling (New-York- Spot)	Caoutchouc à Londres « Spot » price no 1	Cuivre à Londres	Etain à Londres clôture	Ferrailles aux Etats-Unis	Pétrole brut à West-Texas
	cents par 60 lbs	cents par lb.	d par lb.	cents par lb.	d par lb.	£ par long ton	\$ par long ton	\$ par baril	
1954	278	78,1	128	35,1	20	249	719	29,8	2,65
1955	271	56,8	107	34,6	34	352	740	40,5	2,65
1956	270	57,9	113	35,5	29	329	788	53,5	2,65
1957	272	56,4	125	36,4	26	219	755	47,7	2,90
1958	256	48,2	89	36,2	23	197	735	37,8	2,90
1959	251	36,8	91	34,6	30	238	785	40,3	2,78
1960	252	36,5	89	33,2	31	246	797	33,0	2,77
1961	254	35,8	90	34,3	24	230	888	35,3	2,86
1962	267	34,0	94	35,4	23	234	897	29,3	2,89
1961 4 ^e trimestre	259	33,5	86	35,4	23	229	953	36,0	2,89
1962 1 ^{er} trimestre	259	34,1	91	35,5	24	233	954	36,3	2,89
2 ^e trimestre	267	34,2	97	35,8	23	234	915	28,5	2,89
3 ^e trimestre	270	34,2	92	35,5	22	234	855	27,3	2,89
4 ^e trimestre	273	33,5	93	34,9	24	234	863	25,0	2,89
1963 1 ^{er} trimestre	279	33,9	103	35,5	23	234	853	27,8	2,89
2 ^e trimestre		p 33,3		p 35,9	p 23	p 234	p 898		
1962 Juin	270	34,7	97	36,0	22	234	876	26,0	2,89
Juillet	272	34,8	96	36,0	22	234	863	26,5	2,89
Août	268	34,2	90	35,5	22	234	852	28,8	2,89
Septembre	269	33,5	90	34,9	22	234	851	26,6	2,89
Octobre	271	33,4	92	34,9	23	234	856	24,9	2,89
Novembre	273	33,5	93	34,8	23	234	874	23,6	2,89
Décembre	276	33,6	95	34,9	24	234	859	26,5	2,89
1963 Janvier	276	34,0	103	35,1	23	234	852	28,0	2,89
Février	279	34,0	102	35,5	23	234	852	28,5	2,89
Mars	283	33,6	106	35,8	22	234	856	28,0	2,89
Avril	288	33,2	106	35,9	p 23	234	881	30,5	2,89
Mai	p 273	p 32,8		p 35,9	p 23	p 234	p 905		
Juin		p 33,8		p 35,8	p 22	p 234	p 907		

VII - 2. — INDICES DES PRIX DE GROS MONDIAUX

Base 1953 = 100

Sources : *Comital Reuter* — *Moody's Investors Service* — *Der Volkswirt* — *Chamber of Shipping*.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice Reuter	Indice Moody	Indice Volkswirt (anciens indices Schulze)			Fret Royaume-Uni (affrètement au voyage) 1 2
			général	industriel	alimentaire	
1954	99	103	102	101	104	111
1955	100	98	103	105	99	165
1956	98	102	105	108	100	203
1957	93	100	104	107	98	145
1958	84	96	98	100	96	87
1959	84	93	100	103	94	93
1960	85	90	99	104	90	95
1961	84	90	99	103	90	102
1962	84	89	98	101	90	85
1961 4 ^e trimestre	83	90	99	102	90	102
1962 1 ^{er} trimestre	83	90	99	103	90	92
2 ^e trimestre	83	89	98	101	91	90
3 ^e trimestre	83	90	97	100	89	76
4 ^e trimestre	85	89	97	101	89	83
1963 1 ^{er} trimestre	91	90	99	102	93	91
2 ^e trimestre	94	91				
1962 Juin	83	89	97	101	90	81
Juillet	83	90	97	101	90	75
Août	83	90	97	100	89	76
Septembre	83	89	96	100	89	78
Octobre	83	88	97	100	89	81
Novembre	85	88	97	101	89	84
Décembre	87	90	98	101	90	84
1963 Janvier	90	90	99	102	92	89
Février	91	90	99	102	93	90
Mars	92	89	99	102	93	93
Avril	93	90	99	102	93	
Mai	95	93	101	103	96	
Juin	95	91				

1 Affrètement au voyage pour cargaisons sèches.

2 La composition de la statistique ayant été élargie, les chiffres à partir de 1960 ne sont plus tout à fait comparables à ceux des périodes précédentes.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1953 = 100

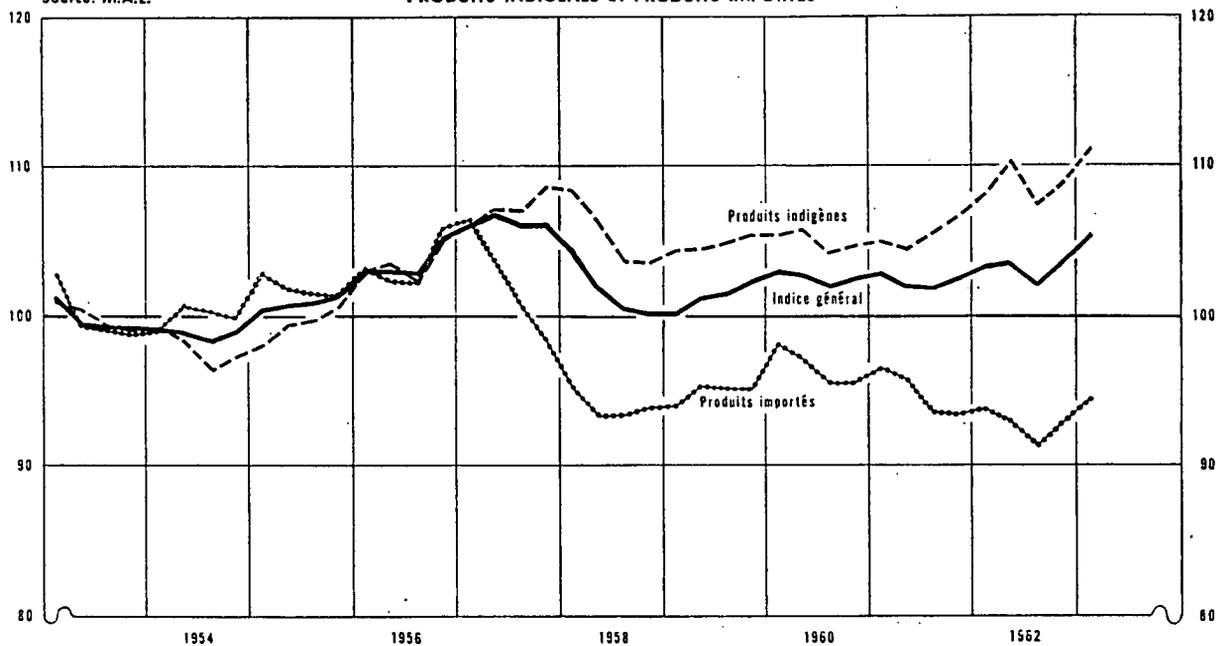
Moyennes mensuelles ou mois	Source : Ministère des Affaires Economiques et de l'Energie											Source : I.R.E.S.P.			
	Indice général	Produits		Produits agricoles			Produits industriels					Ensemble des produits industriels pris à trois stades de fabric.			
		indigènes	importés	indice général	animaux	végétaux	indice général	minéraux	métaux et prod. métal.	textiles	chimiques	matériau de construction	matières brutes	demi-produits	produits finis
1954	98,8	97,8	100,0	97,8	99,2	96,4	99,2	98,1	97,5	98,7	100,3	103,8	95,6	97,4	98,6
1955	101,0	99,4	101,8	94,0	97,7	90,3	102,9	100,7	105,0	97,7	104,6	105,4	98,1	100,1	102,2
1956	103,5	103,5	103,3	97,2	101,0	93,5	105,4	105,8	111,6	95,8	105,6	106,9	104,3	103,9	105,4
1957	106,3	107,4	102,2	98,7	103,1	94,5	108,3	112,1	114,4	98,2	108,9	111,9	112,2	107,5	110,6
1958	101,8	105,4	93,9	96,0	92,8	98,9	103,2	105,8	109,6	87,5	107,9	115,0	100,3	99,6	106,6
1959	101,4	104,7	95,2	95,0	95,9	94,1	103,0	103,7	109,8	84,9	107,6	115,4	95,7	99,3	105,5
1960	102,6	105,0	96,5	92,2	98,2	86,8	105,4	101,4	110,2	92,2	107,0	121,4	94,5	99,3	107,1
1961	102,4	105,0	94,8	94,3	110,2	81,5	104,5	99,4	109,1	93,3	104,5	121,7	90,9	97,1	105,7
1962	103,2	108,7	92,7	100,7	106,9	95,1	103,8	97,7	108,5	90,5	104,5	125,6	p88,9	95,8	103,7
1961 4 ^e trimestre	102,6	106,6	93,4	98,2	109,4	88,6	103,7	98,4	108,3	91,4	104,0	121,9	89,2	96,1	104,8
1962 1 ^{er} trimestre	103,4	108,1	93,7	100,7	110,7	92,0	104,0	98,2	108,6	91,0	105,3	122,1	89,7	96,1	104,2
2 ^e trimestre	103,6	110,3	93,0	103,5	106,2	100,7	103,7	97,1	108,7	90,5	105,0	123,8	89,6	95,5	103,1
3 ^e trimestre	102,1	107,4	91,3	96,9	102,2	92,1	103,4	97,5	108,3	89,5	103,0	127,9	88,3	95,4	103,7
4 ^e trimestre	103,6	108,7	92,9	102,0	108,7	95,9	104,0	98,2	108,2	91,0	104,4	128,6	p88,3	96,0	104,0
1963 1 ^{er} trimestre	105,5	111,3	94,5	108,2	114,5	102,3	104,9	98,3	108,5	94,4	105,8	129,0	p90,1	p97,2	p104,6
2 ^e trimestre													p91,9	p93,8	p105,1
1962 Juin	103,8	111,0	92,7	104,1	104,7	103,2	103,7	97,0	108,5	90,3	104,7	126,8	89,4	95,3	103,0
Juillet	102,5	108,3	91,9	98,6	101,4	95,8	103,5	97,1	108,5	89,9	103,8	127,3	88,6	95,0	103,3
Août	102,0	107,2	91,1	97,3	104,4	90,9	103,2	97,4	108,1	89,2	102,4	127,9	88,4	95,6	104,0
Septembre	101,7	106,6	90,9	94,9	100,8	89,5	103,4	97,9	108,4	89,5	102,9	128,6	87,9	95,6	103,9
Octobre	103,0	108,1	92,3	99,9	105,8	94,3	103,7	98,0	108,3	89,9	103,9	128,6	87,5	95,6	103,9
Novembre	103,4	108,5	92,9	101,6	107,5	96,1	103,9	98,0	108,2	90,7	104,6	128,6	88,0	95,9	103,8
Décembre	104,4	109,5	93,4	104,6	112,7	97,3	104,3	98,7	108,0	92,5	104,8	128,6	p89,4	96,6	104,2
1963 Janvier	105,7	111,9	94,1	109,1	117,0	101,9	104,9	98,3	108,1	94,8	105,5	129,0	p89,8	p97,1	p104,5
Février	105,5	111,2	94,6	107,9	113,8	102,4	104,9	98,3	108,1	94,9	105,8	129,0	p90,3	p97,3	p104,6
Mars	105,4	110,9	94,8	107,5	112,7	102,7	104,8	98,3	109,2	93,6	106,0	129,0	p90,2	p97,2	p104,6
Avril	105,0	110,0	94,5	104,7	110,7	99,1	105,0	99,2	108,8	93,8	106,4	129,9	p91,3	p97,8	p104,7
Mai	105,0	109,6	95,2	104,5	113,6	96,4	105,1	99,6	109,0	94,3	105,5	129,9	p91,7	p98,0	p105,2
Juin													p92,7	p99,0	p105,5

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1953 = 100

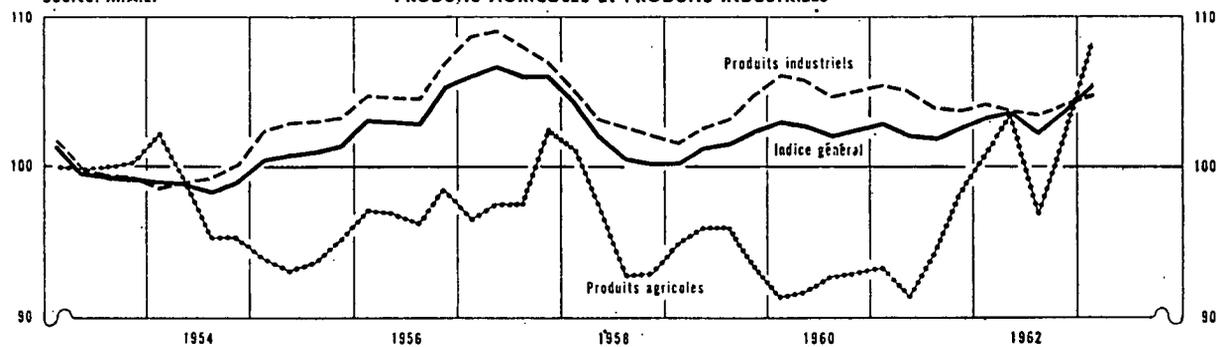
Source: M.A.E.

PRODUITS INDIGENES ET PRODUITS IMPORTES



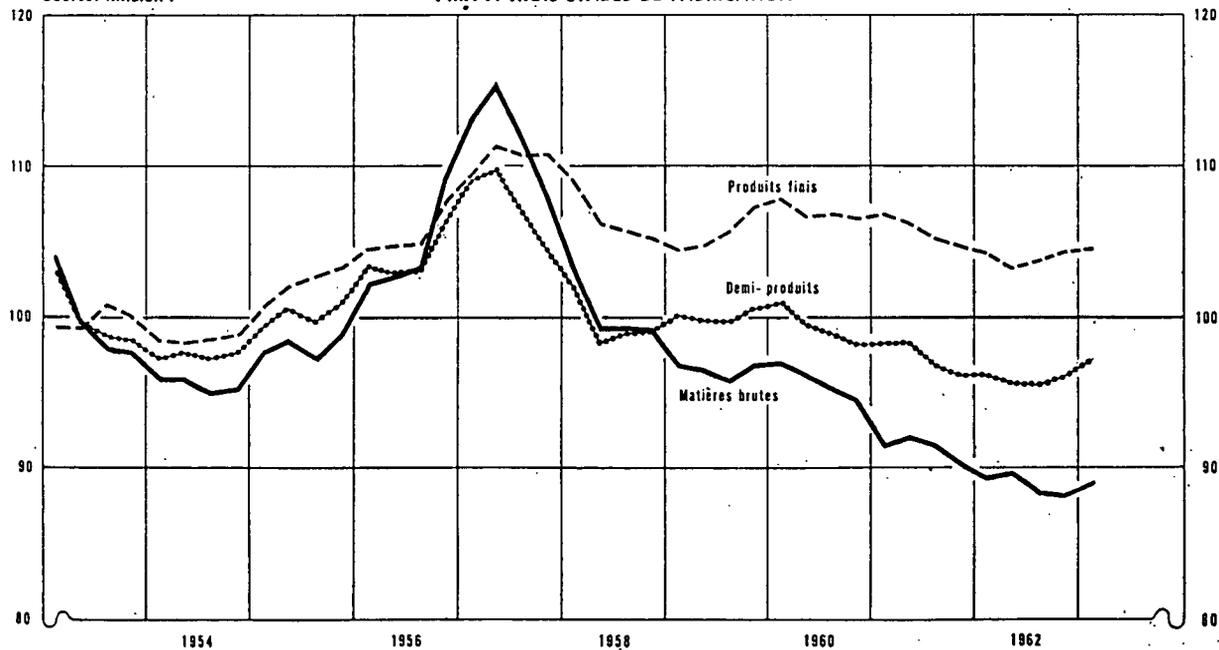
Source: M.A.E.

PRODUITS AGRICOLES ET PRODUITS INDUSTRIELS



Source: I.R.E.S.P.

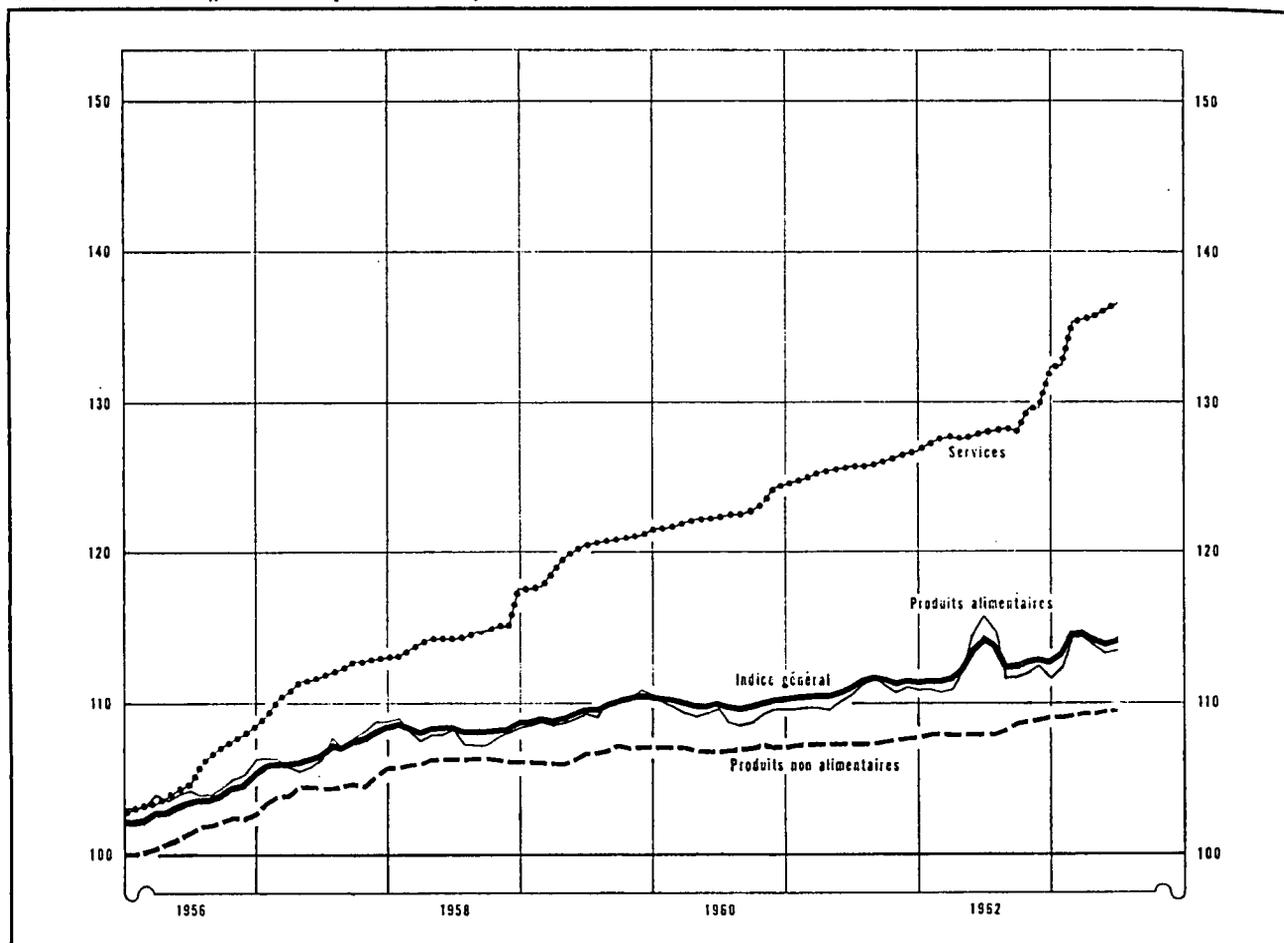
PRIX A TROIS STADES DE FABRICATION



VII - 4. — INDICES DES PRIX DE DETAIL EN BELGIQUE

Base 1953 = 100

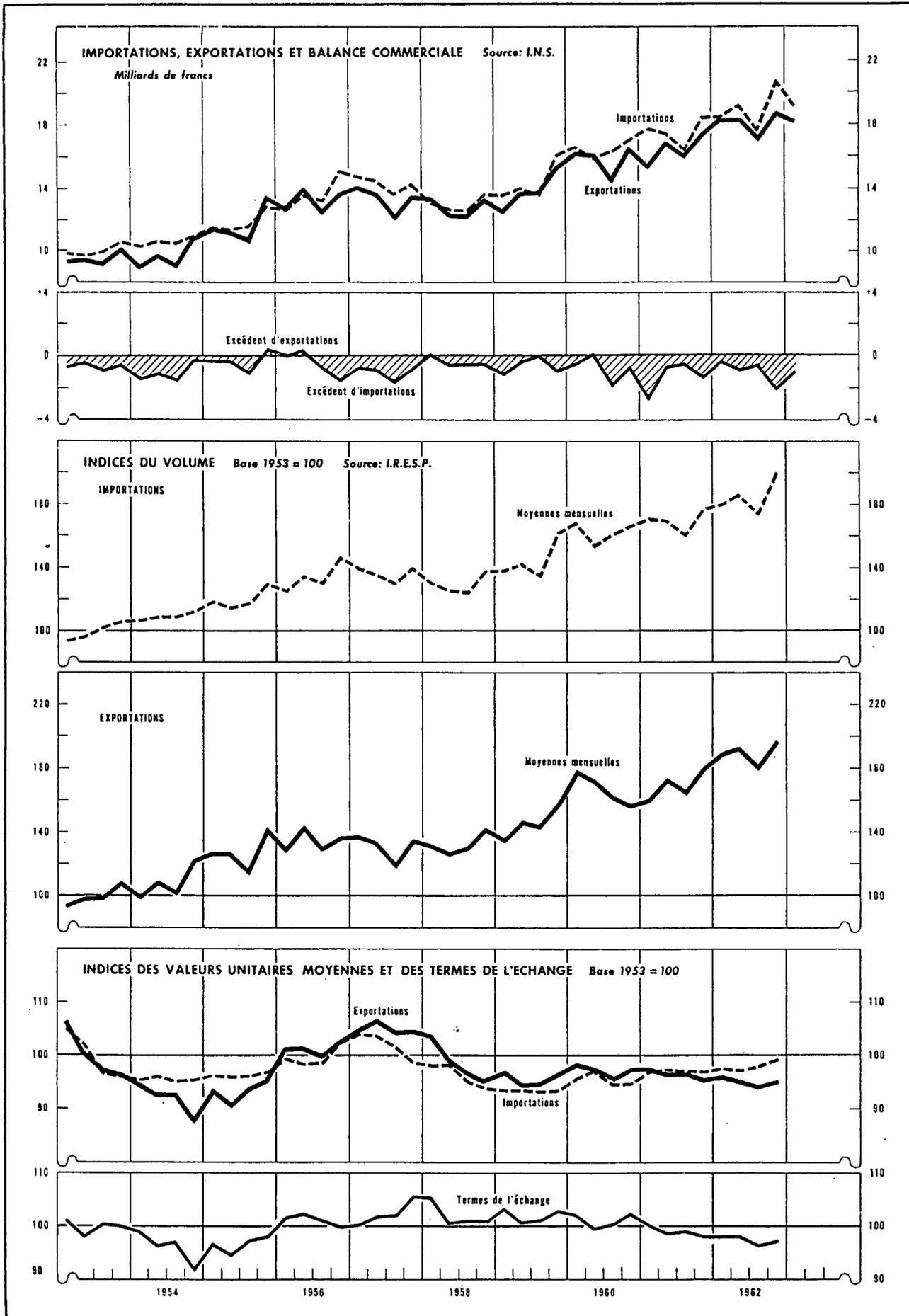
Source : Ministère des Affaires Economiques et de l'Energie.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général 65 produits		Produits alimentaires 35 produits		Produits non alimentaires 25 produits		Services 5 produits	
	1962	1963	1962	1963	1962	1963	1962	1963
1953	100,00		100,0		100,0		100,0	
1954	101,30		102,7		99,2		100,0	
1955	100,80		101,6		99,2		101,0	
1956	103,65		104,2		101,5		105,5	
1957	106,93		107,0		104,5		111,7	
1958	108,31		107,9		106,2		114,6	
1959	109,64		109,5		106,6		120,0	
1960	109,97		109,3		107,0		122,6	
1961	111,06		110,5		107,4		125,7	
1962	112,62		112,5		108,3		128,5	
1 ^{er} trimestre	111,56	114,13	110,8	113,7	107,9	109,3	127,5	134,5
2 ^e trimestre	113,36	114,26	114,1	113,6	107,9	109,6	127,8	136,2
3 ^e trimestre	112,77		112,7		108,3		128,1	
4 ^e trimestre	112,80		112,1		108,9		130,5	
Janvier	111,51	113,19	110,9	112,4	107,9	109,1	127,2	132,5
Février	111,49	114,58	110,7	114,4	108,0	109,3	127,6	135,4
Mars	111,67	114,63	110,9	114,4	107,9	109,4	127,7	135,6
Avril	112,32	114,42	112,1	113,9	107,9	109,5	127,6	135,8
Mai	113,61	114,10	114,5	113,3	107,9	109,6	127,7	136,2
Juin	114,26	114,27	115,8	113,5	107,9	109,6	128,0	136,6
Juillet	113,66		114,7		108,0		128,1	
Août	112,25		111,7		108,3		128,2	
Septembre	112,41		111,8		108,7		128,1	
Octobre	112,74		112,1		108,8		129,6	
Novembre	112,92		112,5		108,9		129,6	
Décembre	112,74		111,8		109,1		132,4	

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Revue du Travail. — Industrie, revue de la F.I.B. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — L'industrie textile belge, revue de Febeltex. — Der Volkswirt. — Wirtschaft und Statistik. — Bulletin mensuel de Statistique (O.N.U.). — Monthly Digest of Statistics. — Bulletin statistique de l'I.N.S.E.E. — Bulletins statistiques : Statistiques générales (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Journaux financiers : Agfi, Het Finansiële Dagblad, The Financial Times, L'Information.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.



VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.				Source : I.R.E.S.P.				
	Valeur (milliards de francs)		Balance commerciale	Pourcent. exportations	Indices base 1953 = 100		des termes de l'échange 1		
	Importations	Exportations			importations	exportations		l'importation	l'exportation
1954	10,6	9,6	- 1,0	90	110	108	95	92	96
1955	11,8	11,6	- 0,2	98	120	128	96	93	97
1956	13,6	13,2	- 0,4	97	135	135	100	101	101
1957	14,3	13,3	- 1,0	93	137	132	102	105	103
1958	13,0	12,7	- 0,3	97	131	133	96	98	102
1959	14,3	13,7	- 0,6	96	145	146	93	95	102
1960	16,5	15,7	- 0,8	95	160	164	96	97	102
1961	17,6	16,4	- 1,2	93	171	169	97	96	99
1962	19,0	18,0	- 1,0	95	185	189	98	95	97
1961 3 ^e trimestre	16,5	16,0	- 0,5	97	162	165	97	97	99
1961 4 ^e trimestre	18,5	17,3	- 1,2	94	179	180	98	95	97
1962 1 ^{er} trimestre	18,5	18,2	- 0,3	98	181	190	98	96	98
1962 2 ^e trimestre	19,1	18,2	- 0,9	95	187	192	97	95	98
1962 3 ^e trimestre	17,6	17,0	- 0,6	97	173	179	98	94	96
1962 4 ^e trimestre	20,8	18,7	- 2,1	90	200	196	99	95	97
1963 1 ^{er} trimestre	19,4	18,1	- 1,3	93					
1962 Mai	19,9	18,0	- 1,9	91					
1962 Juin	19,2	18,7	- 0,5	98					
1962 Juillet	18,0	17,7	- 0,3	98					
1962 Août	17,0	15,2	- 1,8	89	173	179	98	94	96
1962 Septembre	17,0	18,2	+ 1,2	107					
1962 Octobre	21,3	19,9	- 1,4	93					
1962 Novembre	19,2	19,0	- 0,2	99	200	196	99	95	97
1962 Décembre	20,7	17,1	- 3,6	83					
1963 Janvier	18,2	17,4	- 0,8	96					
1963 Février	18,1	16,5	- 1,5	91					
1963 Mars	21,3	20,5	- 0,8	96					
1963 Avril	p 20,8	21,1	p+ 0,3	p 101					
1963 Mai	p 20,6	21,0	+ 0,4	102					

1 Termes de l'échange = $\frac{\text{indice des prix à l'exportation}}{\text{indice des prix à l'importation}}$

N.B. — En raison des rectifications apportées aux chiffres cumulés, le chiffre du trimestre ne correspond pas nécessairement à la moyenne des chiffres mensuels.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. PAR GROUPES DE PRODUITS

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce international de l'O.N.U.)

Moyennes mensuelles ou mois	Produits sidérurgiques	Fabrications métalliques	Métaux non ferreux	Textiles	Produits chimiques	Industrie houillère	Industrie pétrolière	Verres et glaces	Perles et pierres précieuses	Produits agricoles	Divers	Total
<i>Ancienne série</i>												
1954	1,8	1,7	0,9	1,9	0,8	0,4	0,2	0,2	0,4	0,2	1,1	9,6
1955	2,5	2,1	1,1	1,9	0,9	0,5	0,3	0,3	0,5	0,3	1,2	11,6
1956	3,0	2,3	1,2	2,1	1,0	0,5	0,4	0,3	0,6	0,3	1,5	13,2
1957	3,1	2,5	1,0	2,2	1,0	0,5	0,4	0,3	0,5	0,3	1,5	13,3
1958	2,8	2,6	0,9	1,8	1,0	0,3	0,5	0,3	0,5	0,4	1,6	12,7
1959	2,8	2,7	1,1	2,1	1,2	0,2	0,5	0,4	0,7	0,4	1,6	13,7
1960	3,5	3,2	1,3	2,4	1,2	0,2	0,5	0,5	0,7	0,4	1,8	15,7
<i>Nouvelle série</i>												
1960	3,5	3,2	1,3	2,4	1,2	0,2	0,5	0,5	0,7	0,4	1,8	15,7
1961	3,1	3,8	1,3	2,6	1,2	0,2	0,4	0,4	0,8	0,5	2,1	16,4
1962	3,20	4,34	1,36	2,92	1,28	0,22	0,46	0,52	0,83	0,68	2,20	18,01
1961 3 ^e trimestre	3,15	3,62	1,22	2,42	1,20	0,24	0,49	0,45	0,78	0,45	1,93	15,95
1961 4 ^e trimestre	3,13	3,96	1,38	2,76	1,22	0,24	0,44	0,48	0,98	0,64	2,10	17,33
1962 1 ^{er} trimestre	3,28	4,37	1,40	2,90	1,31	0,23	0,50	0,54	0,93	0,61	2,16	18,23
1962 2 ^e trimestre	3,36	4,46	1,45	2,90	1,35	0,22	0,48	0,54	0,75	0,54	2,11	18,16
1962 3 ^e trimestre	3,03	4,19	1,18	2,72	1,20	0,22	0,47	0,47	0,78	0,62	2,14	17,02
1962 4 ^e trimestre	3,14	4,35	1,42	3,16	1,25	0,22	0,41	0,51	0,88	0,96	2,35	18,65
1963 1 ^{er} trimestre	2,99	4,34	1,33	3,04	1,33	0,16	0,51	0,47	0,90	0,91	2,16	18,04
1962 Avril	3,24	4,36	1,40	2,89	1,27	0,19	0,44	0,54	0,72	0,61	2,14	17,80
1962 Mai	3,39	4,42	1,37	2,84	1,47	0,22	0,45	0,56	0,78	0,50	2,00	18,00
1962 Juin	3,44	4,60	1,58	2,97	1,31	0,25	0,53	0,54	0,73	0,52	2,23	18,70
1962 Juillet	3,11	4,75	1,14	2,73	1,26	0,21	0,45	0,47	0,89	0,58	2,11	17,70
1962 Août	2,79	3,68	0,98	2,40	1,22	0,21	0,50	0,44	0,49	0,56	1,92	15,19
1962 Septembre	3,19	4,14	1,41	3,03	1,25	0,24	0,45	0,50	0,95	0,72	2,30	18,18
1962 Octobre	3,46	4,70	1,50	3,34	1,28	0,23	0,42	0,59	0,93	0,99	2,50	19,94
1962 Novembre	3,15	4,35	1,37	3,15	1,34	0,22	0,51	0,49	1,04	0,98	2,38	18,98
1962 Décembre	2,84	3,98	1,39	3,02	1,11	0,20	0,32	0,45	0,77	0,91	2,15	17,14
1963 Janvier	3,02	4,20	1,17	2,90	1,21	0,17	0,41	0,51	0,91	0,86	2,06	17,42
1963 Février	2,48	4,01	1,25	2,87	1,29	0,09	0,42	0,43	0,82	0,81	2,03	16,50
1963 Mars	3,47	4,82	1,58	3,34	1,49	0,20	0,69	0,46	0,96	1,06	2,42	20,49
1963 Avril	3,49	5,42	1,72	3,28	1,53	0,33	0,60	0,49	0,78	0,96	2,52	21,12

N. B. - Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.

Pour une analyse du commerce extérieur de 1948 à 1957 : voir le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXIV^e année, vol. II, no 1, juillet 1959. — Pour l'analyse de l'année 1959 : XXXV^e année, vol. II, no 1, juillet 1960; de l'année 1960 : XXXVI^e année, vol. II, no 1, août 1961; de l'année 1961 : XXXVII^e année, vol. II, no 1, juillet 1962.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. PAR GROUPES DE PRODUITS

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés													Biens de consommation					Total général					
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques 1	aux industries textiles 2	à l'agriculture et aux industries alimentaires 2	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir 3	aux industries du papier et des arts graphiques 4	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction 5	aux industries du caoutchouc 6	aux raffineries de pétrole 7	à divers secteurs de production					Total		non durables			Biens d'équipement 13	
													combustibles		produits chimiques 9	produits métalliques 10	autres produits 10			alimentaires		autres 11		durables 12
													liquides 8	autres						produits animaux	produits végétaux			
Ancienne série																								
1953	6.652	1.864	1.236	958	279	159	114	84	76			484	340	202		856	2.311	390	608		1.313	1.131	10.094	
1954	7.197	1.957	1.212	1.038	293	194	118	103	74			541	439	250		983	2.263	349	643		1.271	1.164	10.624	
1955	8.238	2.540	1.211	912	417	240	116	127	74			649	474	306		1.172	2.367	369	637		1.361	1.245	11.850	
1956	9.434	3.065	1.277	1.089	507	196	124	132	78			809	612	367		1.178	2.554	385	735		1.434	1.647	13.635	
1957	9.814	2.827	1.427	1.045	582	227	124	147	88			1.022	717	401		1.257	2.844	404	767		1.673	1.644	14.302	
1958	8.596	2.437	935	1.059	451	193	106	121	94			957	700	410		1.133	2.758	351	742		1.665	1.683	13.037	
1959	9.682	2.858	1.088	1.170	675	206	142	244	98	111		897	677	445		1.071	2.969	376	751	275	1.567	1.690	14.341	
1960	11.453	3.808	1.270	1.278	773	271	172	244	105	227		946	652	666		1.041	3.085	359	804	313	1.609	1.950	16.488	
1960 1 ^{er} semestre	11.198	3.684	1.325	1.339	634	201	175	196	103	222		997	632	635		1.054	3.062	338	848	310	1.566	2.003	16.263	
2 ^e semestre	11.707	3.931	1.214	1.216	912	342	170	293	107	232		894	672	696		1.028	3.109	380	761	315	1.553	1.897	16.713	
Nouvelle série																								
1960 *	11.549	3.922	1.271	1.300	773	272	172	245	104	222	88	595	351	685	667	235	647	3.089	353	798	307	1.630	1.850	16.488
1961	12.070	4.045	1.472	1.245	793	283	196	247	109	242	81	623	344	724	696	277	691	3.285	395	812	309	1.769	2.224	17.579
1962	12.987	4.388	1.581	1.464	771	267	197	237	103	253	75	659	415	782	764	311	720	3.423	377	846	314	1.886	2.571	18.981
1961 2 ^e trimestre	12.064	4.190	1.433	1.171	733	257	195	237	105	248	81	667	310	743	692	277	725	3.261	336	837	319	1.769	2.131	17.456
3 ^e trimestre	11.275	3.937	1.283	995	680	342	184	248	103	253	76	599	278	728	661	267	641	3.113	394	734	281	1.704	2.133	16.521
4 ^e trimestre	12.777	4.147	1.527	1.418	868	347	191	284	131	246	77	618	390	757	773	297	706	3.466	486	901	334	1.745	2.273	18.516
1962 1 ^{er} trimestre	12.758	4.259	1.683	1.505	733	194	222	220	94	213	79	627	457	720	756	308	688	3.281	367	742	337	1.835	2.472	18.511
2 ^e trimestre	13.115	4.461	1.566	1.523	792	206	182	226	100	259	72	765	396	765	766	313	723	3.411	346	914	313	1.838	2.542	19.068
3 ^e trimestre	11.948	4.233	1.316	1.289	686	344	171	239	102	271	57	474	368	720	702	293	683	3.268	365	754	319	1.830	2.370	17.586
4 ^e trimestre	14.127	4.597	1.761	1.541	874	323	215	263	114	268	92	768	438	923	835	330	785	3.731	432	936	321	2.042	2.900	20.758

* Chiffres approximatifs constitués au moyen des anciennes positions tarifaires.

1 Rubrique modifiée, à partir de 1960 :

- a) par l'incorporation de certains produits classés précédemment soit dans les « Biens de production servant aux divers secteurs de production — autres produits », soit dans les « Biens de consommation durables », soit dans les « Biens d'équipement ;
- b) par l'exclusion de produits qui sont dorénavant repris dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production — autres produits ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les pièces détachées d'automobiles.
- 2 La nouvelle série reprend les chaussures de toute nature, sauf celles en caoutchouc.
- 3 Rubrique modifiée, à partir de 1959, par l'incorporation de produits classés précédemment dans le poste : « Biens de production destinés à divers secteurs de production : autres produits ».
- 4 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste « Biens de production destinés à divers secteurs de la production : autres produits ».
- 5 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : produits chimiques et autres produits ».
- 6 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : combustibles liquides ».
- 7 Rubrique scindée, à partir de 1960 : voir note 7.
- 8 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : « Biens de production servant à divers secteurs de production : autres produits ».
- 9 Rubrique modifiée, voir notes 1, 4, 5, 8 et 9.
- 10 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste « Biens de consommation durables ».
- 11 Rubrique modifiée :
- a) en 1959 : voir note 11.
- b) en 1960, par incorporation de produits venant des « Biens d'équipement » et par exclusion d'autres produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».
- 12 Rubrique modifiée : voir note 12 b) et par des produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

VIII - 4 a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES

Base 1953 = 100

Source : Institut National de Statistique. — Calculs B.N.B.

	1952	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1960					1961		
										4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1e trim.	2e trim.	3e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.)																	
Biens de production	108,7	94,5	96,8	101,3	104,7	95,7	94,4	96,5	95,9	95,2	95,8	96,6	95,6	95,9	95,5	94,7	93,7
Biens de consommation	103,3	98,4	96,7	95,7	97,3	94,1	91,2	91,3	93,3	93,8	92,9	93,3	92,8	94,6	93,0	94,7	93,3
Biens d'équipement	100,4	93,6	95,9	94,3	102,3	101,6	93,6	99,1	102,8	95,5	103,9	106,7	104,4	105,1	108,8	108,1	110,3
Ensemble ...	106,2	95,1	96,7	99,1	102,8	96,1	93,6	95,6	96,1	94,9	95,9	96,8	95,9	96,5	96,5	96,1	95,3
EXPORTATIONS (F.O.B.)																	
Sidérurgie	133,2	88,5	98,9	110,2	118,0	104,0	96,9	107,1	102,4	106,0	103,6	103,5	102,3	100,8	98,5	97,6	96,6
Fabrications métalliques	99,7	90,1	94,0	97,3	107,5	104,1	99,1	96,8	98,6	97,8	98,3	98,3	98,8	100,2	100,0	99,3	99,7
Métaux non ferreux	123,0	95,7	110,7	121,1	99,2	83,6	93,1	97,5	92,5	94,5	91,8	94,7	91,1	92,7	92,8	91,8	90,1
Textiles	109,8	94,5	90,0	88,2	90,8	82,0	77,7	82,1	83,1	81,6	82,8	82,8	83,5	83,4	82,8	82,8	82,7
Produits chimiques	117,6	96,9	99,0	97,9	93,4	90,9	89,6	89,2	89,6	86,3	91,3	88,9	88,5	90,8	87,1	87,7	85,4
Industrie houillère	128,5	90,5	92,6	112,0	130,5	127,1	104,0	94,8	89,3	98,7	92,1	89,0	87,0	89,9	86,7	89,2	93,5
Industrie pétrolière	104,8	93,2	94,8	170,6	210,3	202,5	190,1	172,4	172,4	173,6	177,9	175,5	167,7	170,7	171,5	170,5	166,2
Verres et glaces	100,0	97,9	101,2	108,2	110,1	111,3	111,4	110,7	112,5	109,2	111,8	113,5	114,5	113,2	113,3	112,2	110,1
Produits agricoles	108,7	105,4	101,9	113,2	108,0	106,6	105,9	104,7	106,9	110,3	106,2	107,8	104,0	108,7	112,5	116,6	109,0
Ciments	104,5	100,1	96,9	102,0	101,6	102,6	100,1	97,0	101,6	97,7	99,4	98,3	103,1	104,8	105,2	100,8	100,6
Carrières	102,9	99,9	105,1	111,7	120,3	118,4	113,8	120,3	116,3	119,9	121,6	116,3	115,2	113,8	119,0	113,0	116,6
Céramiques	104,4	96,4	102,9	110,1	114,5	113,8	111,3	100,5	103,7	100,6	103,3	100,8	103,9	104,1	104,4	109,0	111,4
Bois et meubles	105,5	97,0	103,7	105,7	108,7	103,2	99,6	101,5	102,5	102,9	101,8	104,0	101,0	102,3	98,1	100,2	100,1
Peaux, cuirs et chaussures	105,9	89,4	82,5	83,2	89,2	86,0	93,7	95,1	94,8	92,7	95,9	90,4	96,2	95,9	98,3	93,2	93,5
Papier et livre	118,2	98,4	98,9	96,7	95,8	96,7	89,5	91,3	89,3	89,1	92,4	91,8	90,8	91,4	92,6	92,5	92,8
Tabacs manufacturés	108,9	92,8	94,5	93,0	94,7	93,3	88,9	89,3	93,8	89,5	89,1	93,8	95,9	96,5	97,9	103,8	114,7
Caoutchouc	122,0	93,0	96,7	96,6	92,7	88,6	86,3	82,1	78,4	80,3	79,6	77,7	78,4	78,1	76,4	78,4	76,0
Industries alimentaires	125,5	101,4	96,7	94,0	100,5	91,7	83,5	83,5	83,5	80,7	83,4	83,4	84,0	84,3	82,7	81,3	82,2
Divers	112,7	84,2	85,1	87,6	106,5	102,5	101,6	97,7	92,3	100,0	92,7	95,1	89,3	92,5	86,9	99,8	85,6
Ensemble ...	115,7	92,8	96,6	101,5	105,8	98,3	94,8	97,1	96,2	96,7	96,5	96,5	95,8	96,5	95,5	95,4	94,5
INDICES DES TERMES DE L'ECHANGE ¹																	
Ensemble ...	108,9	97,6	99,9	102,4	102,9	102,3	101,3	101,6	100,1	101,9	100,6	99,7	99,9	100,0	99,0	99,3	99,2

¹ Indices des termes de l'échange : $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

VIII - 4 b. — INDICES DU VOLUME

Base 1953 = 100

Source : Institut National de Statistique. — Calculs B.N.B.

	1952	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1960	1961				1962		
										4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.)																	
Biens de production	96,6	113,6	124,5	136,7	137,4	131,6	146,5	163,8	172,3	172,7	172,0	173,5	163,8	184,4	186,9	192,1	178,3
Biens de consommation	98,4	101,2	108,4	118,7	129,1	129,2	143,3	157,1	165,6	157,5	169,2	166,7	160,4	173,9	168,4	169,7	165,8
Biens d'équipement	94,6	110,5	114,4	142,8	137,4	141,7	159,4	174,2	209,4	199,7	200,5	208,3	197,4	215,1	219,7	227,2	215,7
Ensemble ...	96,8	110,6	119,7	133,8	135,7	132,4	147,5	163,9	175,2	172,9	174,6	175,9	166,7	185,7	186,9	191,7	180,1
EXPORTATIONS (F.O.B.)																	
Sidérurgie	105,7	107,0	131,2	143,3	140,1	140,8	156,0	179,4	165,4	179,2	146,4	178,1	168,6	169,4	182,1	187,7	171,4
Fabrications métalliques	111,5	114,9	131,6	137,8	137,4	149,1	162,7	194,6	210,6	203,7	205,1	232,7	204,3	231,8	250,2	263,7	232,3
Métaux non ferreux	101,3	107,2	110,3	118,8	110,5	122,0	135,8	151,7	161,0	159,7	174,0	155,9	149,3	166,9	167,0	174,5	145,9
Textiles	81,0	110,2	119,8	133,2	134,9	122,6	146,6	158,8	170,4	171,2	167,8	169,8	160,7	184,4	194,3	194,3	180,5
Produits chimiques	85,9	115,7	125,2	137,6	152,5	161,2	186,3	185,7	198,7	172,1	198,1	204,6	199,6	195,0	219,4	223,1	205,5
Industrie houillère	72,7	130,0	163,7	121,0	108,7	78,9	62,2	65,0	71,6	74,8	58,2	71,2	80,1	76,8	76,8	71,1	66,8
Industrie pétrolière	97,0	104,8	128,0	160,3	140,3	171,3	171,5	177,8	166,4	148,5	136,5	164,8	194,2	170,2	193,8	185,5	186,7
Verres et glaces	70,7	117,0	153,9	163,6	145,6	159,6	207,8	229,4	231,7	223,4	200,7	214,0	258,5	226,6	275,3	283,1	246,8
Produits agricoles	82,4	112,9	131,1	151,7	137,1	191,1	185,2	191,3	211,2	240,2	237,2	183,5	199,1	271,3	250,9	216,1	295,5
Ciments	78,3	91,4	103,7	89,4	94,3	66,1	75,7	71,5	73,6	72,1	47,5	83,4	89,7	73,6	57,7	78,5	73,8
Carrières	92,8	103,1	114,8	126,4	125,8	116,1	129,3	136,5	152,7	140,8	122,0	161,5	165,2	165,7	149,5	191,3	195,5
Céramiques	107,4	119,5	135,8	147,6	124,9	112,9	136,3	195,0	259,0	213,7	189,5	281,2	297,6	290,6	229,0	245,5	206,9
Bois et meubles	87,2	110,5	162,0	187,1	179,6	158,4	205,0	257,1	325,5	269,8	276,4	333,7	326,8	408,3	417,3	460,9	427,1
Peaux, cuirs et chaussures	76,0	107,6	123,8	128,0	113,9	115,6	139,8	143,9	185,2	155,9	185,6	188,9	179,2	190,7	195,8	207,4	197,2
Papier et livre	84,6	125,9	146,8	180,4	202,8	206,0	234,8	274,7	288,7	294,0	274,4	297,8	277,7	284,9	328,0	334,6	343,6
Tabacs manufacturés	93,1	89,0	131,5	172,0	244,2	295,2	372,5	436,6	527,8	455,2	537,9	520,4	511,3	540,9	548,4	425,9	474,5
Caoutchouc	83,9	121,9	148,4	181,2	167,4	167,7	196,2	209,3	248,4	202,5	232,7	276,5	226,0	266,6	274,5	281,7	259,3
Industries alimentaires	75,6	74,3	96,0	97,2	92,7	100,3	113,1	130,9	154,6	183,0	142,2	143,1	159,3	174,4	179,0	185,4	170,1
Divers	86,1	85,6	94,8	110,3	85,9	86,8	101,9	120,2	128,4	119,7	138,7	120,4	123,7	135,2	156,3	96,6	155,0
Ensemble ...	94,4	109,4	125,7	135,3	131,8	134,7	150,3	168,3	175,0	173,9	167,6	179,9	173,0	185,1	197,7	200,4	186,9

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Allemagne occidentale 1			France 1			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1954	1,45	0,93	- 0,52	1,27	0,92	- 0,35	1,42	2,01	+ 0,59
1955	1,64	1,36	- 0,28	1,47	1,16	- 0,31	1,56	2,40	+ 0,83
1956	2,03	1,34	- 0,69	1,62	1,41	- 0,21	1,78	2,89	+ 1,11
1957	2,23	1,36	- 0,87	1,70	1,46	- 0,24	2,02	3,02	+ 1,00
1958	2,23	1,46	- 0,77	1,51	1,34	- 0,17	2,05	2,63	+ 0,58
1959	2,34	1,82	- 0,52	1,80	1,25	- 0,55	2,26	2,92	+ 0,66
1960	2,81	2,48	- 0,33	2,24	1,64	- 0,60	2,45	3,35	+ 0,90
1961	3,14	2,51	- 0,63	2,59	1,84	- 0,75	2,69	3,83	+ 1,14
1962	3,55	3,18	- 0,37	2,77	2,24	- 0,53	2,80	4,11	+ 1,31
1961 3 ^e trimestre	3,04	2,52	- 0,52	2,33	1,64	- 0,69	2,58	3,59	+ 1,01
1961 4 ^e trimestre	3,26	2,66	- 0,60	2,57	1,96	- 0,61	2,81	3,93	+ 1,12
1962 1 ^{er} trimestre	3,44	2,79	- 0,65	2,76	2,15	- 0,61	2,86	4,07	+ 1,21
1962 2 ^e trimestre	3,48	3,17	- 0,31	2,72	2,30	- 0,42	2,65	4,15	+ 1,50
1962 3 ^e trimestre	3,48	3,21	- 0,27	2,49	1,97	- 0,52	2,64	3,85	+ 1,21
1962 4 ^e trimestre	3,79	3,56	- 0,23	3,10	2,53	- 0,57	3,07	4,36	+ 1,29
1963 1 ^{er} trimestre	3,56	3,25	- 0,31	2,93	2,59	- 0,34	2,92	3,98	+ 1,06
1962 Mars	3,69	2,93	- 0,76	2,94	2,25	- 0,69	3,00	4,36	+ 1,36
1962 Avril	3,34	2,90	- 0,44	2,59	2,25	- 0,34	2,53	4,37	+ 1,84
1962 Mai	3,71	3,16	- 0,55	2,70	2,19	- 0,51	2,83	3,94	+ 1,11
1962 Juin	3,34	3,45	+ 0,11	2,86	2,45	- 0,41	2,59	4,14	+ 1,55
1962 Juillet	3,53	2,92	- 0,61	2,68	2,22	- 0,46	2,62	4,01	+ 1,39
1962 Août	3,48	3,39	- 0,09	2,20	1,48	- 0,72	2,46	3,50	+ 1,04
1962 Septembre	3,40	3,32	- 0,08	2,57	2,21	- 0,36	2,78	4,06	+ 1,28
1962 Octobre	4,03	3,72	- 0,31	3,34	2,56	- 0,78	3,19	4,66	+ 1,47
1962 Novembre	3,67	3,58	- 0,09	2,92	2,53	- 0,39	3,09	4,23	+ 1,14
1962 Décembre	3,60	3,39	- 0,22	3,00	2,49	- 0,51	2,80	4,20	+ 1,40
1963 Janvier	3,08	2,97	- 0,11	2,76	2,59	- 0,17	2,70	3,60	+ 0,90
1963 Février	3,47	3,02	- 0,45	2,86	2,24	- 0,62	2,74	3,68	+ 0,94
1963 Mars	4,12	3,77	- 0,35	3,14	2,94	- 0,20	3,20	4,67	+ 1,47
Moyennes mensuelles ou mois	Italie			Communauté Economique Européenne			Total métropoles O.C.D.E. 2		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1954	0,16	0,27	+ 0,11	4,30	4,13	- 0,17	6,07	6,05	- 0,02
1955	0,18	0,25	+ 0,07	4,87	5,17	+ 0,30	6,78	7,44	+ 0,66
1956	0,20	0,26	+ 0,07	5,63	5,90	+ 0,27	7,75	8,26	+ 0,51
1957	0,27	0,28	+ 0,01	6,22	6,12	- 0,10	8,47	8,42	- 0,05
1958	0,28	0,29	+ 0,01	6,01	5,72	- 0,29	8,03	7,92	- 0,11
1959	0,34	0,36	+ 0,02	6,74	6,35	- 0,39	8,94	8,71	- 0,23
1960	0,39	0,48	+ 0,09	7,89	7,95	+ 0,06	10,35	10,78	+ 0,43
1961	0,48	0,53	+ 0,05	8,90	8,71	- 0,19	11,51	11,68	+ 0,17
1962	0,56	0,72	+ 0,16	9,68	10,25	+ 0,57	12,50	13,25	+ 0,75
1961 3 ^e trimestre	0,47	0,50	+ 0,03	8,42	8,25	- 0,17	10,87	11,29	+ 0,42
1961 4 ^e trimestre	0,51	0,64	+ 0,13	9,15	9,19	+ 0,04	12,10	12,35	+ 0,25
1962 1 ^{er} trimestre	0,56	0,69	+ 0,13	9,62	9,70	+ 0,08	12,37	12,79	+ 0,42
1962 2 ^e trimestre	0,55	0,68	+ 0,13	9,40	10,30	+ 0,90	12,20	13,29	+ 1,09
1962 3 ^e trimestre	0,57	0,63	+ 0,06	9,18	9,66	+ 0,48	11,77	12,47	+ 0,70
1962 4 ^e trimestre	0,57	0,86	+ 0,29	10,53	11,31	+ 0,78	13,68	14,45	+ 0,77
1963 1 ^{er} trimestre	0,62	0,93	+ 0,31	10,03	10,75	+ 0,72	12,94	13,83	+ 0,89
1962 Mars	0,60	0,73	+ 0,13	10,23	10,27	+ 0,04	13,26	13,48	+ 0,22
1962 Avril	0,50	0,68	+ 0,18	8,96	10,20	+ 1,24	11,57	13,05	+ 1,48
1962 Mai	0,56	0,63	+ 0,07	9,80	9,92	+ 0,12	12,76	12,93	+ 0,17
1962 Juin	0,57	0,75	+ 0,18	9,36	10,79	+ 1,43	12,17	13,89	+ 1,72
1962 Juillet	0,55	0,70	+ 0,15	9,38	9,85	+ 0,47	11,97	12,58	+ 0,61
1962 Août	0,60	0,53	- 0,07	8,74	8,90	+ 0,16	11,20	11,52	+ 0,32
1962 Septembre	0,55	0,67	+ 0,12	9,30	10,26	+ 0,96	11,95	13,31	+ 1,36
1962 Octobre	0,65	0,91	+ 0,26	11,21	11,85	+ 0,64	14,42	15,04	+ 0,62
1962 Novembre	0,52	0,81	+ 0,29	10,20	11,15	+ 0,95	13,27	14,50	+ 1,23
1962 Décembre	0,54	0,85	+ 0,31	9,94	10,93	+ 0,99	13,00	13,81	+ 0,81
1963 Janvier	0,58	0,88	+ 0,30	9,12	10,04	+ 0,92	11,77	13,23	+ 1,46
1963 Février	0,60	0,86	+ 0,26	9,67	9,80	+ 0,13	12,50	12,47	- 0,03
1963 Mars	0,69	1,04	+ 0,35	11,15	12,42	+ 1,27	14,38	15,77	+ 1,39

1 La Sarre est incluse dans la France jusqu'au 1^{er} semestre 1959 et dans l'Allemagne occidentale à partir du 2^e semestre 1959.
 2 Y compris l'Espagne à partir de 1960.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Etats-Unis			Royaume-Uni			Pays de la zone sterling autres que le Royaume-Uni		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1954	1,09	0,77	- 0,32	0,89	0,60	- 0,29	0,93	0,69	- 0,24
1955	1,31	1,01	- 0,30	1,00	0,74	- 0,26	1,12	0,80	- 0,32
1956	1,70	1,26	- 0,44	1,10	0,84	- 0,26	1,14	0,94	- 0,20
1957	1,77	1,09	- 0,68	1,17	0,74	- 0,43	1,18	0,87	- 0,31
1958	1,29	1,17	- 0,12	0,98	0,72	- 0,26	0,95	0,80	- 0,15
1959	1,35	1,81	+ 0,46	1,19	0,81	- 0,38	1,11	0,68	- 0,43
1960	1,69	1,49	- 0,14	1,21	0,87	- 0,34	0,95	0,83	- 0,12
1961	1,56	1,50	- 0,06	1,33	0,86	- 0,47	0,94	0,81	- 0,13
1962	1,88	1,72	- 0,16	1,53	0,90	- 0,63	1,14	0,74	- 0,40
1961 3 ^e trimestre	1,33	1,57	+ 0,24	1,25	0,79	- 0,46	0,87	0,69	- 0,18
4 ^e trimestre	1,73	1,65	- 0,08	1,49	0,92	- 0,57	1,04	0,79	- 0,25
1962 1 ^{er} trimestre	1,81	1,94	+ 0,13	1,48	0,85	- 0,63	1,18	0,83	- 0,35
2 ^e trimestre	2,04	1,83	- 0,21	1,54	0,88	- 0,66	1,27	0,68	- 0,59
3 ^e trimestre	1,67	1,61	- 0,06	1,44	0,87	- 0,57	0,93	0,68	- 0,25
4 ^e trimestre	2,00	1,52	- 0,48	1,65	0,99	- 0,66	1,17	0,78	- 0,39
1963 1 ^{er} trimestre	1,77	1,53	- 0,24	1,69	1,04	- 0,65	1,19	0,86	- 0,33
1962 Mars	1,88	1,97	+ 0,09	1,70	0,89	- 0,81	1,33	0,87	- 0,46
Avril	2,03	1,98	- 0,05	1,44	0,82	- 0,62	1,16	0,65	- 0,51
Mai	1,91	1,86	- 0,05	1,68	0,85	- 0,83	1,52	0,64	- 0,88
Juin	2,16	1,66	- 0,50	1,49	0,98	- 0,51	1,05	0,69	- 0,36
Juillet	1,81	1,68	- 0,13	1,42	0,82	- 0,60	1,07	0,67	- 0,40
Août	1,53	1,29	- 0,24	1,34	0,81	- 0,53	0,86	0,58	- 0,28
Septembre	1,62	1,84	+ 0,22	1,55	0,99	- 0,56	0,71	0,79	+ 0,08
Octobre	1,86	1,80	- 0,06	1,77	0,95	- 0,82	0,99	0,90	- 0,09
Novembre	2,06	1,61	- 0,45	1,58	1,06	- 0,52	0,87	0,74	- 0,13
Décembre	1,99	1,18	- 0,81	1,55	0,95	- 0,60	1,51	0,62	- 0,89
1963 Janvier	1,54	1,27	- 0,27	1,43	1,08	- 0,35	1,19	0,89	- 0,30
Février	1,62	1,51	- 0,11	1,72	0,91	- 0,81	1,06	0,80	- 0,26
Mars	2,11	1,80	- 0,31	1,90	1,13	- 0,77	1,29	0,88	- 0,41
Moyennes mensuelles ou mois	Amérique latine 1			Congo et Ruanda-Urundi			Europe orientale		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1954	0,75	0,50	- 0,25	0,82	0,52	- 0,30	0,31	0,38	+ 0,07
1955	0,60	0,55	- 0,05	0,97	0,55	- 0,42	0,36	0,41	+ 0,05
1956	0,70	0,55	- 0,15	1,01	0,59	- 0,42	0,43	0,45	+ 0,02
1957	0,65	0,80	+ 0,15	0,79	0,58	- 0,21	0,44	0,40	- 0,04
1958	0,63	0,77	+ 0,14	0,69	0,49	- 0,20	0,39	0,37	- 0,02
1959	0,63	0,72	+ 0,09	0,81	0,38	- 0,43	0,46	0,37	- 0,09
1960	0,75	0,68	- 0,07	1,11	0,26	- 0,85	0,50	0,57	+ 0,07
1961	0,72	0,64	- 0,08	0,96	0,19	- 0,77	0,56	0,55	- 0,01
1962	0,85	0,58	- 0,27	0,76	0,21	- 0,55	0,61	0,50	- 0,11
1961 3 ^e trimestre	0,67	0,69	+ 0,02	0,97	0,19	- 0,78	0,61	0,52	- 0,09
4 ^e trimestre	0,71	0,72	+ 0,01	0,92	0,20	- 0,72	0,71	0,57	- 0,14
1962 1 ^{er} trimestre	0,71	0,67	- 0,04	0,69	0,26	- 0,43	0,51	0,54	+ 0,03
2 ^e trimestre	0,93	0,59	- 0,34	0,88	0,22	- 0,66	0,52	0,57	+ 0,05
3 ^e trimestre	0,83	0,55	- 0,28	0,77	0,20	- 0,57	0,65	0,46	- 0,19
4 ^e trimestre	0,91	0,51	- 0,40	0,71	0,16	- 0,55	0,78	0,44	- 0,34
1963 1 ^{er} trimestre	0,89	0,44	- 0,45	0,72	0,17	- 0,55	0,52	0,38	- 0,14
1962 Mars	0,79	0,60	- 0,19	0,78	0,25	- 0,53	0,55	0,51	- 0,04
Avril	0,72	0,52	- 0,20	0,76	0,21	- 0,55	0,45	0,48	+ 0,03
Mai	0,97	0,65	- 0,32	1,03	0,22	- 0,81	0,49	0,61	+ 0,12
Juin	1,09	0,60	- 0,49	0,86	0,22	- 0,64	0,62	0,63	+ 0,01
Juillet	0,81	0,56	- 0,25	0,70	0,24	- 0,46	0,62	0,50	- 0,12
Août	0,91	0,43	- 0,48	0,94	0,18	- 0,76	0,60	0,43	- 0,17
Septembre	0,72	0,66	- 0,06	0,61	0,19	- 0,42	0,62	0,46	- 0,16
Octobre	0,77	0,61	- 0,16	0,75	0,19	- 0,56	0,81	0,45	- 0,36
Novembre	0,84	0,50	- 0,34	0,40	0,17	- 0,23	0,70	0,44	- 0,26
Décembre	1,03	0,39	- 0,64	0,95	0,11	- 0,84	0,73	0,41	- 0,32
1963 Janvier	0,85	0,49	- 0,36	1,05	0,18	- 0,87	0,53	0,41	- 0,12
Février	0,84	0,37	- 0,47	0,49	0,17	- 0,32	0,50	0,28	- 0,22
Mars	0,93	0,46	- 0,47	0,60	0,16	- 0,44	0,51	0,45	- 0,06

1 Comprend : Amérique Centrale, Amérique du Sud et Mexique.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Industrie, revue de la F.I.B. — L'industrie textile belge, revue mensuelle de Febeltex. — Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur. — Revue Commerciale de la Chambre Néerlandaise pour la Belgique et le Luxembourg. — Bulletins statistiques : commerce extérieur (O.C.D.E.). — Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.), Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes). — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — *op. cit.* N. B. du tableau VIII - 2.

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS

IX - 1. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE *

Chiffres annuels
(milliards de francs)

	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
A. Transactions sur biens et services.										
1. Opérations sur marchandises ¹ :										
1.1. Exportations - Importations (f.o.b.) ²	+ 11,1	- 1,7	- 5,9	+ 1,5	+ 1,0	- 6,4	+ 0,9	- 4,2	- 1,9	- 5,7
1.2. Travail à façon	+ 3,1	+ 2,1	+ 1,6	+ 2,0	+ 2,6	+ 2,6	+ 2,4	+ 1,8	+ 2,6	+ 3,4
1.3. Opérations d'arbitrage	+ 1,1	+ 1,5	+ 1,7	+ 1,4	+ 1,9	+ 2,6	+ 1,2	+ 0,6	+ 0,6	+ 2,3
2. Or non monétaire	- 0,1	...	...	- 0,1	- 0,8	- 1,1	...	- 0,6	- 0,6	- 1,1
3. Transports ²	- 4,6	- 2,3	- 2,7	+ 1,1	+ 0,8	+ 3,0	+ 2,8	+ 2,5	+ 1,2	- 0,6
4. Primes et indemnités d'assurances	- 0,2	...	- 0,1	- 0,7	- 0,6	- 0,6	- 0,7	- 0,7	- 0,9	- 0,7
5. Déplacements à l'étranger ^{1 3}	- 1,5	- 0,8	- 0,2	+ 0,3	+ 1,0	+ 1,1	+ 3,3	- 1,4	- 1,4	- 1,1
6. Revenus d'investissements	+ 0,8	+ 1,1	+ 1,1	+ 2,1	+ 3,5	+ 3,3	+ 2,5	+ 1,1	+ 2,3	+ 2,4
7. Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 0,6	- 0,4	- 1,1	- 0,2	- 1,0	+ 0,1	- 0,6	- 2,2	- 2,4	- 2,7
8. Autres	+ 0,6	+ 0,5	+ 1,8	+ 2,4	+ 3,6	+ 3,9	+ 5,7	+ 4,3	+ 5,4	+ 5,6
Total des transactions sur biens et services ...	+ 10,9	...	- 3,8	+ 9,8	+ 12,0	+ 8,5	+ 17,5	+ 1,2	+ 4,9	+ 1,8
B. Transferts.										
9. Transferts privés	+ 0,2	+ 0,4	+ 1,0	+ 1,1	+ 1,3	+ 1,5	+ 1,2	+ 3,2	+ 3,1	+ 3,5
10. Transferts de l'Etat	+ 0,4	+ 0,2	...	...	...	...	...	- 0,8	- 2,5	- 0,8
Total des transferts ...	+ 0,6	+ 0,6	+ 1,0	+ 1,1	+ 1,3	+ 1,5	+ 1,2	+ 2,4	+ 0,6	+ 2,7
C. Mouvements des capitaux.										
11. Etat				+ 2,3	- 3,8	+ 0,8 ⁵	+ 1,2	- 3,0	+ 3,2	- 5,8
12. Autres pouvoirs publics				+ 0,2	+ 0,2	- 0,2	...	- 0,8	+ 1,7	+ 0,1
13. Organismes paraétatiques d'exploitation	- 3,7	+ 1,4	+ 2,6	...	...	...	+ 1,8	- 0,1	- 0,1	+ 1,9
14. Organismes paraétatiques de crédit .....				...	...	+ 0,8	- 0,6	- 0,5	+ 0,1	+ 0,2
15. Autres :										
15.1 Court terme recensé	- 1,3	+ 0,4	+ 0,5	- 0,5	+ 1,0	- 0,9	- 0,1	- 1,2	+ 0,2	- 1,3
15.2 Transactions identifiées en valeurs mobilières ⁴									- 4,0	- 3,2
15.3 Autres ^{1 3 4}	- 1,5	- 2,4	- 3,9	- 7,2	- 9,0	- 6,6 ⁵	- 4,9	- 0,3	+ 1,3	+ 5,5
Total du mouvement des capitaux ...	- 6,5	- 0,6	- 0,8	- 5,2	- 11,6	- 6,1	- 2,6	- 5,9	+ 2,4	- 2,6
D. Opérations non déterminées ¹				- 1,3	- 1,8	- 2,2	- 0,7	- 1,9	- 2,1	- 1,9
E. Erreurs et omissions	- 1,6	+ 0,1	...	...	+ 0,5	+ 0,4	+ 0,5	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,6
Total correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires	+ 3,4	+ 0,1	- 3,6	+ 4,4	+ 0,4	+ 2,1	+ 15,9	- 4,1	+ 6,2	+ 0,6

* Les balances des années 1952 à 1954 ne sont pas strictement comparables à celles des années suivantes.

¹ Les opérations non déterminées paraissent comprendre surtout des opérations sur marchandises (rubrique 1), des déplacements à l'étranger (rubrique 5) et des mouvements de capitaux (rubrique 15.3) sans qu'il soit possible de les ventiler entre ces différentes rubriques pour toutes les années couvertes par le présent tableau. Une telle ventilation est possible cependant pour 1961 et elle a été effectuée au tableau IX 2. Elle n'a, par contre, pas été effectuée dans le présent tableau, car si elle l'avait été, les chiffres de 1961 n'auraient plus été comparables à ceux des années antérieures.

² La rubrique 1.1 « Exportations et importations f.o.b. » comprend, en principe, les dépenses de transports autres que celles afférentes à l'importation des marchandises.

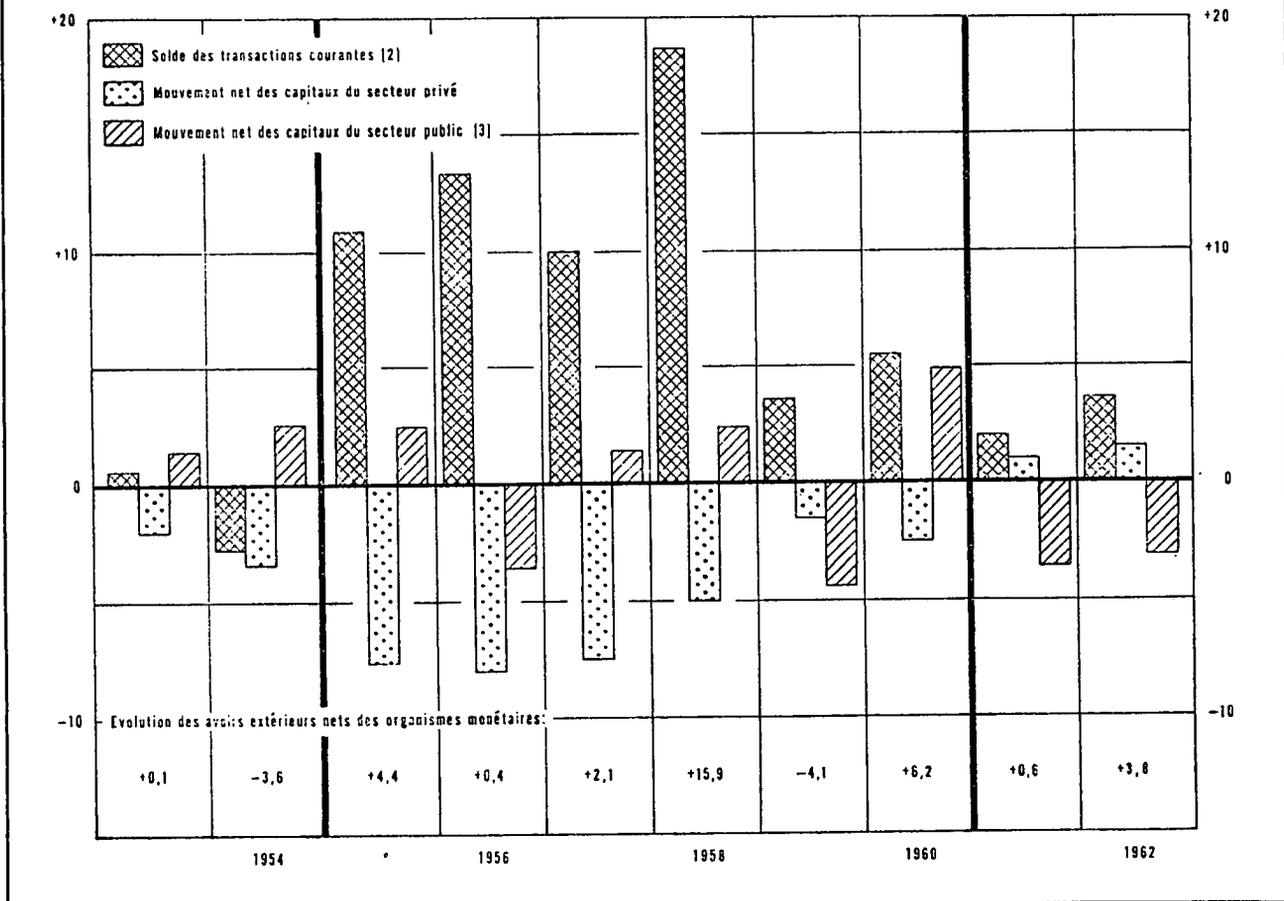
³ Il n'est pas toujours aisé de faire le départ entre les déplacements à l'étranger et les mouvements de capitaux qui doivent être recensés sous la rubrique 15.3 « Autres ». Il semble qu'en 1955, 1956 et 1957, le solde de la première de ces rubriques a été en réalité moins favorable et le solde de la seconde plus favorable qu'il ne ressort du présent tableau, tandis qu'en 1958 l'inverse paraît avoir été le cas. On ne dispose cependant pas d'éléments suffisamment précis pour pouvoir rectifier les chiffres.

⁴ Pour les années 1960 et 1961, des transactions sur valeurs mobilières (rubrique 15.2) ont pu être isolées des autres mouvements de capitaux du secteur privé (rubrique 15.3) ; pour la période 1952-1959, cette répartition n'a pu être effectuée, faute d'informations.

⁵ Les entrées de capitaux incluses dans la rubrique 11 « Etat » et les sorties de capitaux recensées dans la rubrique 15.3 « Autres » comprennent la partie de l'emprunt de \$ 30 millions de l'Etat belge sur le marché américain qui a été souscrite par des résidents belgo-luxembourgeois ; le montant de ces souscriptions n'est cependant pas connu.

IX - 1. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'U.E.B.L. ¹

(milliards de francs)



¹ Les balances des années 1953 et 1954 ne sont pas strictement comparables à celles des années suivantes. En outre, les balances des années 1961 et 1962 ne peuvent être rapprochées exactement de celles des années antérieures en raison notamment de la ventilation, pour ces deux années, de la rubrique « Opérations non déterminées » entre le « Solde des transactions courantes » et le « Mouvement net des capitaux du secteur privé ».

² Les transactions courantes groupent les transactions sur biens et services, les transferts privés et les transferts de l'Etat.

³ Le secteur public comprend l'Etat, les pouvoirs publics subordonnés et les organismes paraétatiques administratifs, d'exploitation et de crédit.

IX - 2. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE ¹

Chiffres trimestriels
(milliards de francs)

Soldes (crédit moins débit)	1961				1962			
	1er trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1er trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre
1. Transactions sur biens et services et transferts privés	- 0,5	- 1,4	+ 1,8	+ 3,2	+ 3,1	...	+ 1,3	- 0,3
2. Transferts de l'Etat .....	...	...	...	- 0,9	...	...	...	...
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics et des parastataux de crédit et d'exploitation	- 0,4	- 5,2	- 0,2	+ 2,2	+ 2,9	- 4,2	- 1,8	- 0,1
4. Mouvement des autres capitaux :								
4.1 Court terme recensé	- 0,3	+ 0,4	- 1,0	- 0,4	- 1,2	+ 0,9	- 1,7	+ 1,8
4.2 Autres	+ 0,2	- 0,4	+ 0,9	+ 1,5	+ 0,6	+ 0,4	+ 1,8	- 1,6
5. Erreurs et omissions	- 0,2	+ 0,2	+ 0,7	+ 0,4	+ 1,2	+ 0,4	- 0,4	+ 0,7
6. Total correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires	- 1,2	- 6,4	+ 2,2	+ 6,0	+ 6,6	- 2,5	- 0,8	+ 0,5

¹ Certains chiffres du présent tableau diffèrent de ceux qui ont figuré dans ce tableau jusqu'au numéro de juin 1962 et de ceux qui figurent au tableau IX 1. La différence la plus importante est que les opérations non déterminées (rubrique D du tableau IX 1 et antérieurement rubrique 5 du présent tableau) ont été reclassées sous la rubrique 1 « Transactions sur biens et services » et sous la rubrique 4.2 « Mouvement des autres capitaux : Autres ». Cette nouvelle classification, plus précise que l'ancienne, sera désormais utilisée dans les balances des paiements qui seront publiées pour les années 1962 et ultérieures, avec des chiffres comparables pour 1961.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950* (B.N.B.). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : voir XXXVII^e année, vol. I, n^o 6, page 488 : « La balance des paiements de l'U.E.B.L. en 1961 ». — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *L'économie belge en 1959* (M.A.E.). — *Recherches économiques de Louvain* (I.R.E.S.P.). — *Cahiers économiques de Bruxelles* (D.U.L.B.E.A.). — *Bulletin statistique* (O.C.D.E.). — *International Financial Statistics* (F.M.I.).

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1. — COURS OFFICIELS ARRÊTES PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

(francs belges)

Moyennes journalières	1 \$ U.S.A.	1 fr. français ou 100 fr. français anciens	1 Livre Sterling	1 florin P.-B.	1 fr suisse	1 Deutsche Mark	100 liras italien.	1 Cour. suéd.	1 Cour. norv.	1 Cour. dan.	1 \$ canadien		100 escudos	100 schillings autrich.
											cable	courrier		
1958	49,89	11,84 ¹	139,41	13,17	11,40	11,90	7,99	9,63	6,97	7,21	51,397	51,395	174,04	192,21
1959	49,96	10,19	140,33	13,24	11,56	11,96	8,05	9,66	7,01	7,25	52,110	52,108	174,98	193,14
1960	49,86	10,17	139,98	13,22	11,54	11,96	8,03	9,65	6,99	7,23	51,427	51,425	174,41	192,11
1961	49,86	10,16	139,72	13,19 ² 13,85 ³	11,54	11,95 ² 12,51 ³	8,03	9,65	6,98	7,22	50,469 ⁴ 48,153 ⁵	50,468 ⁴ 48,149 ⁵	174,21	192,32
1962	49,76	10,15	139,71	13,81	11,51	12,45	8,02	9,65	6,97	7,21	46,553	46,552	174,19	192,77
1962 2 ^e trimestre	49,77	10,16	139,92	13,84	11,50	12,45	8,02	9,67	6,98	7,22	46,355	46,354	174,49	192,88
3 ^e trimestre	49,74	10,15	139,47	13,82	11,51	12,45	8,01	9,66	6,96	7,19	46,139	46,138	173,91	192,78
4 ^e trimestre	49,75	10,15	139,41	13,81	11,52	12,43	8,01	9,63	6,96	7,20	46,222	46,220	173,82	192,68
1963 1 ^{er} trimestre	49,82	10,17	139,64	13,84	11,52	12,45	8,02	9,61	6,97	7,22	46,224	46,224	174,09	192,88
2 ^e trimestre	49,86	10,17	139,64	13,87	11,53	12,51	8,03	9,61	6,98	7,22	46,277	46,276	174,06	193,10
1962 Juin	49,75	10,15	139,71	13,84	11,53	12,46	8,02	9,67	6,97	7,22	45,723	45,722	174,24	192,84
Juillet	49,74	10,15	139,59	13,84	11,52	12,48	8,01	9,66	6,97	7,20	46,078	46,077	174,06	192,76
Août	49,73	10,15	139,44	13,80	11,51	12,44	8,01	9,66	6,96	7,19	46,138	46,136	173,88	192,74
Septembre	49,76	10,15	139,37	13,81	11,51	12,44	8,02	9,66	6,96	7,19	46,202	46,201	173,78	192,84
Octobre	49,76	10,15	139,40	13,81	11,51	12,42	8,02	9,66	6,96	7,19	46,238	46,236	173,82	192,80
Novembre	49,75	10,15	139,39	13,80	11,53	12,41	8,01	9,63	6,96	7,19	46,195	46,192	173,79	192,56
Décembre	49,75	10,15	139,45	13,82	11,53	12,45	8,01	9,69	6,96	7,21	46,233	46,233	173,86	192,69
1963 Janvier	49,78	10,16	139,61	13,82	11,51	12,43	8,02	9,61	6,97	7,21	46,208	46,208	174,05	192,73
Février	49,81	10,17	139,64	13,83	11,52	12,45	8,02	9,61	6,97	7,21	46,212	46,211	174,10	192,83
Mars	49,87	10,18	139,66	13,87	11,52	12,48	8,03	9,61	6,98	7,23	46,253	46,252	174,12	193,07
Avril	49,84	10,17	139,60	13,87	11,51	12,48	8,03	9,60	6,98	7,22	46,282	46,282	174,02	192,94
Mai	49,85	10,17	139,58	13,87	11,53	12,51	8,03	9,61	6,98	7,22	46,272	46,270	173,98	192,99
Juin	49,90	10,18	139,74	13,86	11,54	12,54	8,03	9,63	6,99	7,23	46,277	46,276	174,18	193,38

1 Moyenne du 1^{er} janvier au 28 décembre 1958. — 2 Moyenne du 1^{er} janvier au 3 mars 1961. — 3 Moyenne du 6 mars au 31 décembre 1961. — 4 Moyenne du 1^{er} janvier au 20 juin 1961. — 5 Moyenne du 21 juin au 31 décembre 1961.

X - 2. — MONNAIES DES PAYS MEMBRES DE L'A.M.E

parité par rapport au dollar, marges des cours acheteurs et vendeurs des banques centrales
et cours extrêmes à Bruxelles le 30 juin 1963

Pays	Parité (ou taux moyen) par rapport au dollar des Etats-Unis 1	Marges des cours du dollar des Etats-Unis en % de la parité (ou du cours moyen) du dollar		Cours extrêmes à Bruxelles		pour :
		vendeur (+)	acheteur (-)	acheteur 4	vendeur 5	
				en francs belges		
Autriche	26,— sch.	+ 0,769	- 0,769	189,4080	195,2519	100 sch.
Belgique	50,— FB	+ 0,750	- 0,750	—	—	—
Danemark	6,90714 C. dan.	+ 0,729	- 0,719	7,1325	7,3459	1 C. dan.
France	4,93706 FF	+ 0,748	- 0,751	9,9769	10,2806	1 FF
Allemagne	4,— DM	+ 0,750	- 0,750	12,3139	12,6889	1 DM
Grèce	30,— Dr.	+ 0,500	- 0,500	—	—	—
Islande	43,— C. isl.	+ 0,140	- 0,116	—	—	—
Italie	625,— Lires	+ 0,720	- 0,720	7,8832	8,1184	100 Lires
Pays-Bas	3,62 Fl.	+ 0,760	- 0,760	13,6052	14,0223	1 Fl.
Norvège	7,14286 C. nor.	+ 0,800	- 0,740	6,8924	7,1050	1 C. nor.
Portugal	28,75 Esc.	+ 1,148	- 1,148	170,6499	177,2519	100 Esc.
Espagne	60,— Pesetas	+ 0,750	- 0,750	—	—	—
Suède	5,17321 C.S.	+ 0,759	- 0,739	9,5203	9,8101	1 C.S.
Suisse	4,37282 F.S.	+ 1,765	- 1,780	11,1517	11,7287	1 F.S.
Turquie	9,— L.t.	+ 0,500	-	—	—	—
Royaume-Uni	2,80 £ ²	+ 0,714 ³	- 0,714 ³	137,9575	142,0575	1 £

1 Parité reconnue par le F.M.I., sauf dans le cas de la Suisse pour laquelle la parité indiquée est pratiquée par la banque centrale.

2 Cours exprimé en dollars des Etats-Unis par livre sterling.

3 Les marges du Royaume-Uni ne sont pas tout à fait comparables à celles des autres pays; elles représentent les limites de fluctuation de la livre exprimée en dollars des Etats-Unis, alors que, pour les autres pays, les marges représentent les limites de la fluctuation du dollar des Etats-Unis exprimé en monnaie nationale.

4 (Parité du FB par rapport au dollar des Etats-Unis — marge exprimée en FB du cours acheteur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours vendeur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis).

5 (Parité en FB par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée en FB du cours vendeur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis — marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours acheteur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis).

Références bibliographiques : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

XI. — FINANCES PUBLIQUES

1. — SITUATION DE TRESORERIE ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Exécution du budget ordinaire			Exécution du budget extraordinaire			Solde budgétaire global (7) = (3)+(6)	Financement du solde budgétaire				
	Dépenses (1)	Recettes (2)	Solde (3) = (2)-(1)	Dépenses (4)	Recettes (5)	Solde (6) = (5)-(4)		Emprunts consolidés intérieurs (8)	Dette flottante intérieure (9)	Emprunts consolidés et dette flottante extérieurs (10)	Fonds de tiers (11)	Encaisse (augmentation — diminution +) (12)
1957	88,0	95,8	+ 7,8	15,3	0,3	-15,0	- 7,2	+ 7,9	- 0,2	+ 2,5	- 2,1	- 0,9
1958	101,4	94,3	- 7,1	18,0	0,4	-17,6	-24,7	+10,7	+12,8	+ 3,9	- 1,7	- 1,0
1959	108,4	100,2	- 8,2	18,1	0,2	-17,9	-26,1	+20,3	+ 0,2	+ 5,2	- 1,0	+ 1,4
1960	111,2	108,1	- 3,1	23,7	0,3	-23,4	-26,5	+27,1	- 9,4	+10,6	- 0,2	- 1,6
1961	126,0	120,4	- 5,6	14,6	0,4	-14,2	-19,8	+13,0	+ 5,5	+ 3,4	- 2,5	+ 0,4
1962	130,1	131,2	+ 1,1	17,8	0,5	-17,3	-16,2	+20,1	+ 6,0	- 9,3	- 0,5	- 0,1
1961 6 prem. mois	66,8	58,3	- 8,5	6,2	0,1	- 6,1	-14,6	+ 7,2	+ 3,2	+ 5,7	- 1,7	+ 0,2
9 prem. mois	95,8	88,2	- 7,6	9,1	0,2	- 8,9	-16,5	+ 7,2	+ 6,1	+ 4,1	- 1,6	+ 0,7
1962 3 prem. mois	37,6	30,9	- 6,7	3,3	0,1	- 3,2	- 9,9	+ 7,2	+ 4,1	- 1,8	- 0,7	+ 1,1
6 prem. mois	68,6	61,7	- 6,9	7,2	0,2	- 7,0	-13,9	+ 7,7	+13,6	- 6,7	- 1,0	+ 0,3
9 prem. mois	97,7	93,8	- 3,9	11,7	0,3	-11,4	-15,3	+ 9,9	+14,3	- 8,4	- 0,3	- 0,2
1963 3 prem. mois	39,3	32,6	- 6,7	5,5	0,2	- 5,3	-12,0	+ 4,9	+ 6,3	+ 3,6	- 3,1	+ 0,3
1962 Mars	12,7	9,7	- 3,0	0,9	...	- 0,9	- 3,9	...	+ 2,1	- 0,4	+ 0,8	+ 1,4
Avril	10,5	9,3	- 1,2	1,1	...	- 1,1	- 2,3	...	+ 6,4	- 1,6	- 1,6	- 0,9
Mai	9,9	10,3	+ 0,4	1,7	...	- 1,7	- 1,3	...	+ 0,2	- 0,2	+ 1,2	+ 0,1
Juin	10,7	11,3	+ 0,6	1,1	0,1	- 1,0	- 0,4	+ 0,4	+ 2,9	- 3,1	+ 0,1	+ 0,1
Juillet	12,4	14,8	+ 2,4	1,4	...	- 1,4	+ 1,0	+ 2,2	- 1,6	- 0,2	- 1,1	- 0,3
Août	7,2	8,8	+ 1,6	1,5	...	- 1,5	+ 0,1	...	+ 1,2	- 0,9	- 0,6	+ 0,2
Septembre	9,4	8,4	- 1,0	1,5	...	- 1,5	- 2,5	...	+ 1,1	- 0,6	+ 2,4	- 0,4
Octobre	9,6	10,7	+ 1,1	1,9	...	- 1,9	- 0,8	...	+ 3,5	- 1,3	- 2,0	+ 0,6
Novembre	10,6	11,4	+ 0,8	2,3	0,1	- 2,2	- 1,4	+10,2	- 7,8	- 0,4	- 0,8	+ 0,2
Décembre	12,1	15,2	+ 3,1	2,0	0,1	- 1,9	+ 1,2	...	- 4,0	+ 0,9	+ 2,6	- 0,7
1963 Janvier	14,0	13,5	- 0,5	2,0	0,1	- 1,9	- 2,4	...	+ 4,3	+ 0,5	- 2,2	- 0,2
Février	10,5	9,2	- 1,3	2,0	0,1	- 1,9	- 3,2	...	+ 0,5	+ 1,0	+ 0,1	+ 1,6
Mars	14,8	9,9	- 4,9	1,5	...	- 1,5	- 6,4	+ 4,9	+ 1,5	+ 2,1	- 1,0	- 1,1

¹ Les chiffres de ce tableau ne correspondent pas aux chiffres comptabilisés dans la situation de trésorerie officielle qui est communiquée au Parlement. En effet, toutes les opérations en comptabilité ne donnent pas lieu simultanément à des mouvements de fonds. Par exemple, l'imputation budgétaire d'un virement au budget pour ordre ne provoque au moment de l'opération aucun décaissement. Les chiffres fournis dans le présent tableau représentent les dépenses et les recettes effectivement faites. Les chiffres comptables concernant l'exécution des budgets sont publiés chaque mois au *Moniteur belge* sous forme d'un tableau intitulé « Aperçu de l'exécution des budgets », émanant de l'Administration de la Trésorerie et de la Dette publique.

XI - 2. — RECETTES FISCALES (par exercice) ¹

(milliards de francs)

A : recettes effectives.
B : différence par rapport aux évaluations budgétaires.

Source : Ministère des Finances.

Exercices	Contributions directes ²		Douanes et accises		Enregistrement		Total		
	A	B	A	B	A	B	A	B	
1952	31,7	+ 2,6	13,7	+ 1,0	24,8	+ 2,5	70,2	+ 6,1	
1953	32,7	- 1,5	13,2	+ 0,3	24,0	- 0,1	69,9	- 1,3	
1954	30,3	- 3,4	13,4	+ 0,4	24,7	- 0,6	68,4	- 3,6	
1955	32,2	- 1,6	15,7	+ 0,6	28,0	+ 2,6	75,9	+ 1,6	
1956	35,0	+ 2,8	16,6	+ 1,0	31,4	+ 1,7	83,0	+ 5,5	
1957	38,5	+ 3,9	17,6	+ 1,0	33,2	+ 1,8	89,3	+ 6,7	
1958	36,1	- 1,8	18,1	- 0,3	32,9	- 2,0	87,1	- 4,1	
1959	39,5	+ 0,8	19,6	- 0,6	35,9	+ 0,2	95,0	+ 0,4	
1960	41,4	+ 0,9	22,0	- 0,9	38,5	- 0,1	101,9	- 0,1	
1961	44,0	+ 1,4	23,8	+ 1,1	44,6	- 1,9	112,4	- 2,2	
1962	51,4	+ 2,2	24,5	- 0,2	48,5	- 0,5	124,4	+ 1,5	
1962 3 premiers mois	6,0	- 0,1	5,6	+ 0,1	11,6	- 0,3	23,2	- 0,3	
1963 3 premiers mois	6,2	...	5,6	- 0,1	11,7	- 0,6	23,5	- 0,7	
Exercice 1962	Juin	4,6	+ 0,1	2,1	...	4,0	- 0,1	10,7	...
	Juillet	8,4	+ 0,2	2,0	- 0,1	4,0	+ 0,1	14,4	+ 0,2
	Août	2,5	- 0,3	2,1	+ 0,1	3,9	...	8,5	- 0,2
	Septembre	2,1	- 0,3	1,9	- 0,3	4,0	- 0,2	8,0	- 0,8
	Octobre	3,8	- 0,2	2,0	...	4,5	+ 0,1	10,3	- 0,1
	Novembre	4,3	+ 0,5	2,3	+ 0,2	4,2	+ 0,1	10,8	+ 0,8
	Décembre	5,7	+ 2,2	2,0	- 0,3	4,5	+ 0,1	12,2	+ 2,0
	1963	Janvier	4,9	+ 0,1	0,4	- 0,1	5,3
Février		1,2	- 0,2	1,2	- 0,2
Mars		1,0	+ 0,1	1,0	+ 0,1
Ex. 1963	Janvier	2,7	...	1,6	+ 0,1	3,9	- 0,2	8,2	- 0,1
	Février	1,7	...	1,9	- 0,1	3,6	- 0,2	7,2	- 0,3
	Mars	1,8	...	2,1	- 0,1	4,2	- 0,2	8,1	- 0,3
	Avril	3,1	- 0,1	2,1	...	4,2	- 0,1	9,4	- 0,2
	Mai	3,5	+ 0,1	2,3	+ 0,1	4,5	+ 0,3	10,3	+ 0,5

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Ruanda-Urundi.

² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

XI - 3. — DETAIL DES RECETTES FISCALES ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	Exercice 1962 ²		Exercice 1962 : mai 1962		Exercice 1963 : mai 1963	
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires
I. Contributions directes ³	51,4	49,2	3,9	3,9	3,5	3,4
contribution foncière	0,7	0,5	...	...	...	...
taxe mobilière	4,3	4,6	0,7	0,8	0,1	0,1
précompte mobilier	—	—	—	—	0,5	0,7
taxe professionnelle ³	34,4	31,5	1,7	1,7	0,1	0,1
précompte professionnel	—	—	—	—	1,8	1,8
impôt complémentaire personnel ...	6,0	5,7	0,3	0,3	0,1	0,1
contribution nationale de crise ...	1,8	2,6	0,4	0,5	...	...
taxe de circulation sur les véhicules automobiles	3,1	3,2	0,1	0,1	0,1	0,1
divers ⁴	1,1	1,1	0,7	0,5	0,8	0,5
II. Douanes et accises	24,5	24,7	2,1	2,0	2,3	2,2
dont : douanes	6,6	6,9	0,6	0,6	0,6	0,6
accises	16,7	17,6	1,4	1,4	1,5	1,5
taxes spéciales de consommat.	0,9		0,1		0,1	
III. Enregistrement	48,5	49,0	4,0	4,1	4,5	4,2
dont : enregistrement	4,3	4,5	0,3	0,4	0,4	0,4
successions	2,3	2,3	0,2	0,2	0,2	0,2
timbre et taxes assimilées ...	41,4	41,7	3,4	3,5	3,9	3,6
Total ...	124,4	122,9	10,0	10,0	10,3	9,8
Différence par rapport aux éval. budgét.	+ 1,5		...		+ 0,5	

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire.

² L'exercice 1962, commencé le 1^{er} janvier 1962, a été clôturé le 31 mars 1963.

³ Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

⁴ Y compris les sommes réalisées ou remboursées sur les produits des exercices clos.

N. B. — Pour les impôts directs, la période de perception dépasse l'année civile. Les chiffres pour cette catégorie d'impôts ne sont donc définitifs qu'à la clôture de l'exercice.

— Les statistiques concernant la situation de la Dette publique sont rangées au chapitre XVI.

— Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

XI - 4. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Moyennes mensuelles	Contributions directes ²	Douanes et accises	Enregistrement	Total	Dont : versements anticipés sur la taxe professionnelle
1954	2,7	1,1	2,1	5,9	0,28
1955	2,7	1,3	2,3	6,3	0,33
1956	2,9	1,4	2,6	6,9	0,41
1957	3,2	1,4	2,8	7,4	0,41
1958	3,1	1,5	2,7	7,3	0,35
1959	3,2	1,7	3,0	7,9	0,40
1960	3,5	1,8	3,2	8,5	0,51
1961	3,6	2,0	3,7	9,3	0,53
1962	4,2	2,1	4,0	10,3	0,66
1961 3 premiers mois	3,7	1,9	3,5	9,1	0,38
6 premiers mois	3,6	2,0	3,6	9,2	0,35
9 premiers mois	3,7	2,0	3,6	9,3	0,69
1962 3 premiers mois	4,0	2,0	3,9	9,9	0,38
6 premiers mois	3,9	2,0	3,9	9,8	0,25
9 premiers mois	4,1	2,0	3,9	10,0	0,71
1963 3 premiers mois	4,4	2,0	3,9	10,3	0,65
1962 Mai	3,9	2,1	4,0	10,0	0,03
Juin	4,6	2,1	4,0	10,7	0,23
Juillet	8,4	2,0	4,0	14,4	4,86
Août	2,5	2,1	3,9	8,5	0,01
Septembre	2,1	1,9	4,0	8,0	0,02
Octobre	3,8	2,0	4,5	10,3	0,06
Novembre	4,3	2,3	4,2	10,8	0,04
Décembre	5,7	2,0	4,5	12,2	1,49
1963 Janvier	7,6	2,0	3,9	13,5	1,78
Février	2,9	1,9	3,6	8,4	0,04
Mars	2,8	2,1	4,2	9,1	0,13
Avril	3,1	2,1	4,2	9,4	0,20
Mai	3,5	2,3	4,5	10,3	0,08

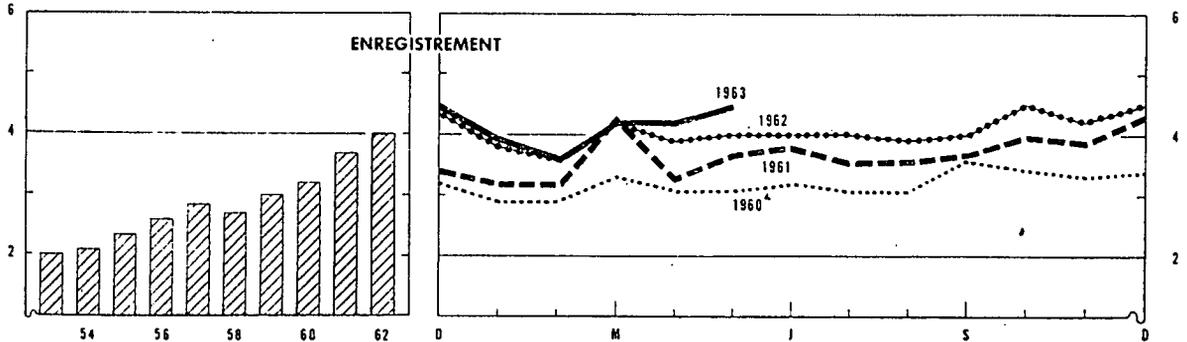
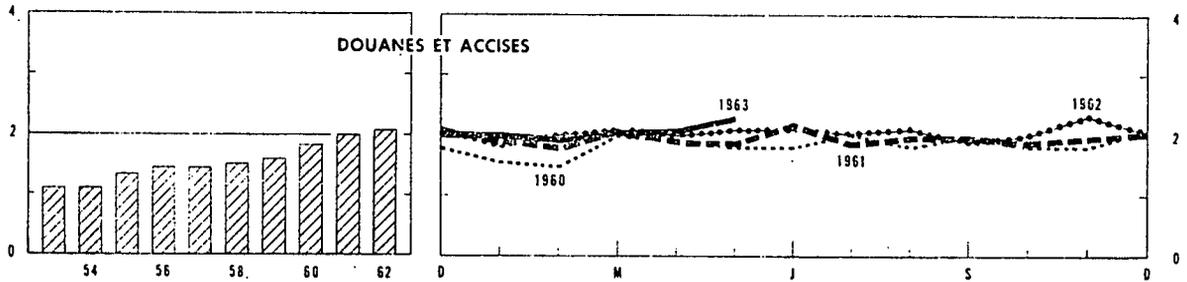
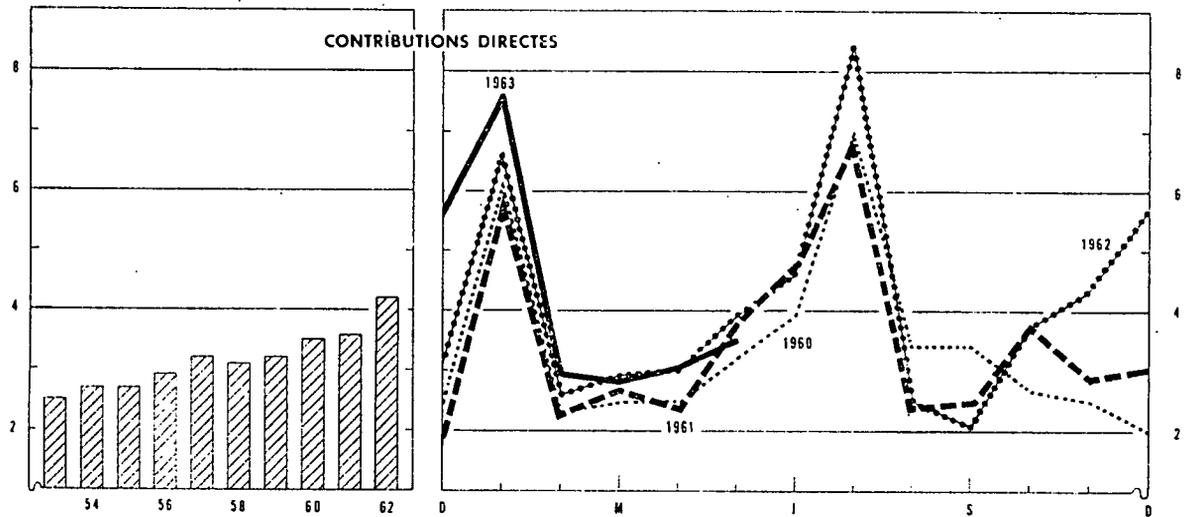
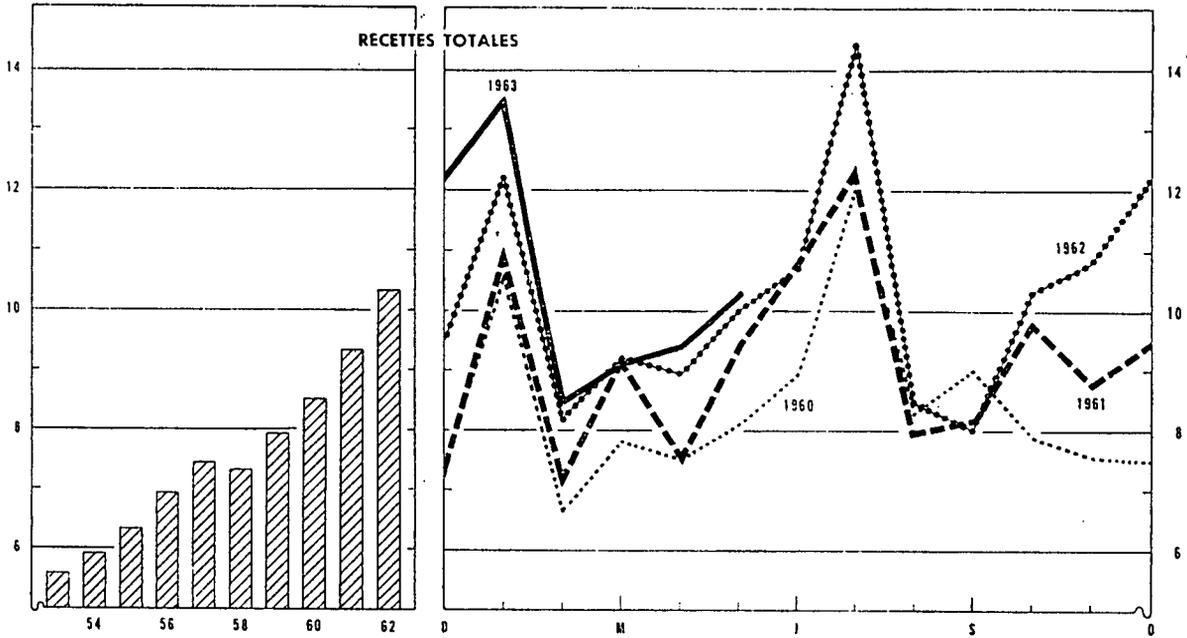
¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Ruanda-Urundi.

² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge* (voir note 1 du tableau XI - 1). — *Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.)* : XXXVI^e année, vol. II, n^o 5, novembre 1961 : « Les budgets de 1961 et 1962 ».

XI - 4. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE

(milliards de francs)



XII. — CREANCE ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE

1. — ENCOURS DES CREANCES ET DETTES AU 31 DECEMBRE 1960 ¹

Source : Banque Nationale de Belgique.

(Milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE														Total des dettes (15) = (6) + (7) + (13) + (14)	
		Secteurs nationaux non financiers							Etranger	Intermédiaires financiers							Secteurs indéterminés et ajustements
		Entreprises et particuliers	Para-étatiques d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers (6) = (1) à (5)	Organismes monétaires		Fonds des Rentés	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires *	Total des intermédiaires financiers (13) = (8) à (12)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)				
Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Accept., effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	26,0	—	2,4	—	2,9	31,4	6,6	37,9		
		Engag. en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	25,2	—	0,2	—	0,1	25,6	—	25,6		
		Obligations	8,0	—	—	—	8,0	0,2	—	1,0	13,1	—	14,1	—	22,4		
		Autres emprunts à moyen et long terme	13,0	0,1	—	—	13,1	—	—	68,2	22,9	66,9	158,0	—	171,1		
		Divers	4,3	1,1	1,5	0,2	7,5	—	—	1,6	5,9	0,5	7,9	—	22,6		
		(Actions et parts)	(155,2)	(0,1)	(...)	(...)	(155,3)	(...)	(0,4)	(...)	(1,3)	(...)	(2,5)	(...)	(157,8)		
		Total ...	25,4	1,2	1,5	0,2	7,5	0,2	51,3	—	73,5	41,9	70,4	237,0	6,6	279,6	
		Para-étatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme	—	—	—	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1	
			Accept., effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	0,8	—	—	—	0,1	0,9	—	0,9	
			Engag. en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	1,0	—	—	—	0,1	1,1	—	1,1	
		Oblig. accessibles à tout placeur	15,1	0,1	—	—	15,2	3,0	1,4	0,7	3,1	0,6	10,9	0,2	29,3		
		Oblig. non accessibles à tout placeur	—	0,3	—	0,1	0,3	0,1	0,3	—	1,5	3,0	—	0,3	5,6		
		Autres emprunts à moyen et long terme	—	—	—	0,1	—	—	—	—	0,2	2,2	2,4	0,1	4,0		
		Divers	3,9	—	4,2	0,1	8,3	0,7	—	—	—	—	0,1	1,9	11,0		
		(Actions et parts)	(0,7)	—	(13,2)	(3,2)	(...)	(17,2)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(0,9)	(18,0)		
	Total ...	19,0	0,4	4,2	0,4	0,1	24,0	5,3	3,5	0,8	4,6	8,3	3,0	20,2	2,6	52,1	
	Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	1,9	—	—	0,6	—	31,0	—	—	—	0,4	31,4	5,4	39,4		
		Certificats à court terme	—	0,3	—	2,5	—	33,8	42,3	2,6	0,3	10,2	57,4	—	93,8		
		Oblig. accessibles à tout placeur	101,7	2,2	—	1,4	0,5	105,8	8,3	3,7	27,3	5,3	97,7	0,6	212,4		
		Oblig. non accessibles à tout placeur	1,3	—	—	—	1,8	11,5	37,2	—	2,5	0,5	42,8	1,1	57,2		
		Divers	—	0,6	—	0,5	1,1	—	—	—	0,1	1,7	1,9	—	3,0		
	Total ...	105,0	3,0	—	4,5	1,6	114,1	53,6	137,7	6,3	31,9	38,8	16,5	6,9	405,8		
	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
		Engag. en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
		Oblig. accessibles à tout placeur	16,1	0,3	—	0,2	—	16,5	0,5	2,1	—	—	2,1	—	2,1		
		Oblig. non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
		Autres emprunts à moyen et long terme	—	4,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
		Divers	1,5	0,4	3,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	Total ...	17,6	4,9	3,3	0,2	—	26,0	0,5	2,3	1,0	4,3	13,3	40,4	1,9	89,6		
	Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale	9,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9,4		
		Divers	3,2	—	1,9	—	—	—	—	—	—	0,6	—	1,0	6,8		
	Total ...	12,6	—	1,9	—	—	—	—	—	—	0,6	—	—	1,0	16,2		
	(6) = (1) à (5)	Total des secteurs nationaux non financiers	179,5	9,5	10,9	5,3	9,2	214,5	59,5	194,8	8,0	114,2	102,9	130,3	550,2	19,0	843,3
	Etranger (7)	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	0,2	—	—	—	0,2	—	0,2		
		Accept. et effets commerciaux	—	—	—	—	—	—	5,1	—	0,4	—	7,2	0,6	7,8		
		Engag. en comptes courants ou d'avances	—	—	1,0	—	—	—	1,1	—	—	—	1,1	—	2,1		
		Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
		Obligations	9,6	—	1,0	—	—	10,6	—	0,9	0,4	3,3	0,2	5,7	85,0		
		Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	—	—	15,6	—	—	15,6	—	4,4	—	—	—	—	20,0		
		Divers	—	1,3	8,1	—	—	9,4	—	—	—	—	—	—	9,9		
		(Actions et parts)	(48,9)	(0,1)	(0,4)	—	—	(49,4)	(...)	(0,8)	(...)	(1,9)	(...)	(...)	(51,2)		
	Total ...	9,6	1,3	8,1	—	—	9,4	(...)	(0,8)	(...)	(1,9)	(...)	(...)	(...)	(51,2)		

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

	1959																																		
	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)	(18)	(19)	(20)	(21)	(22)																				
Organismes monétaires	Monnaie	Argent à très court terme	Engagements bruts envers l'étranger	Dépôts en devises des résidents	Dépôts sur livrets des résidents	Dépôts à terme des résidents	Engagements non rangés ailleurs	Obligations (y compris les bons de caisse)	Divers	(Actions et parts)	Total ...	Argent à très court terme	Certificats à court terme	Engag. en comptes courants ou d'avances	Opérations à réméré	Dotations	Divers	Total ...																	
	254,6	1,9	2,7	6,8	0,7	266,6	21,8	9,3	...	2,3	1,9	0,4	14,0	7,5	309,9	...	5,8	...	2,8	0,1	8,7														
Intermédiaires financiers	Dépôts à vue	Dépôts sur livrets	Dépôts à terme	Obligations (y compris les bons de caisse)	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	Divers	(Actions et parts)	Total ...	Organ. d'assur.-vie et accid. de travail, fonds de pension	Oblig. accessibles à tout placeur	Oblig. non accessibles à tout placeur	Réserves de sécurité sociale	Réserves mathématiques	Divers	Total ...	Dépôts à vue	Argent à très court terme	Dépôts sur livrets	Dépôts à terme	Engag. en comptes courants ou d'avances	Oblig. accessibles à tout placeur	Oblig. non accessibles à tout placeur	Divers	(Actions et parts)	Total ...										
	119,8	0,6	0,2	1,6	2,3	124,5	0,2	...	0,2	0,4	0,2	1,0	1,3	126,7	...	6,0	...	16,7	...	118,7	...	0,6	0,1	0,9	1,0	137,1	0,1	0,8	...	0,2	4,9	...	6,0	0,8	144,0
Organismes publics de crédit et non monétaires	Dépôts à vue	Argent à très court terme	Dépôts sur livrets	Dépôts à terme	Engag. en comptes courants ou d'avances	Oblig. accessibles à tout placeur	Oblig. non accessibles à tout placeur	Divers	(Actions et parts)	Total ...	Total des intermédiaires financiers	Secteurs indifférents et aliments	Total des créances																						
	62,4	0,3	10,1	3,0	1,3	77,1	1,8	5,5	0,3	17,6	21,4	0,2	45,0	5,4	129,5	572,3	2,7	16,4	11,5	5,2	608,1	23,8	21,6	0,4	20,3	28,7	0,9	71,8	15,1	718,8					
	- 7,1	2,2	1,0	- 1,2	0,1	- 4,9	7,1	7,5	0,4	0,5	0,2	- 0,6	8,0	-	10,3																				
	754,3	15,7	54,1	15,5	14,6	854,3	90,4	320,4	9,7	135,9	135,1	133,0	734,1	34,7	1.713,5																				
16. Total des dettes [colonne (15)]	279,6	52,1	405,8	89,6	16,2	843,3	141,1	309,9	8,7	126,7	144,0	129,5	718,8	10,3	1.713,5																				
17. Solde des créances (+) et des dettes (-) [(15) - (16)]	+474,6	-36,3	-351,7	-74,1	-1,6	+11,0	-50,7	+10,5	+1,0	+9,1	-8,9	+3,5	+15,3	+24,4	...																				

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.
 * Société Nationale de Crédit à l'Industrie, Crédit Communal (pour son activité non monétaire), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (pour son activité non monétaire), Associations de crédit de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel (pour leur activité non monétaire), Société Nationale du Logement, Institut National de Crédit Agricole, Office Central de Crédit Hypothécaire, Institut de Résempote et de Garantie (pour son activité financée au moyen de ressources non monétaires), Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne (à l'exclusion de sa caisse d'assurance-vie), Fonds du Logement et Fonds des Etudes de la Ligue des Familles Nombreuses de Belgique.
 1 Pour les années 1957 à 1959, cf. le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXVIII^e année, Vol. 1, no 2, février 1963.

XII - 2. — MOUVEMENT DES CREANCES ET DETTES EN 1960 ¹

Source : Banque Nationale de Belgique.

(Milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE													Total des dettes (15) = (6) + (7) + (13) + (14)			
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger (7)	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements (14)				
		Entreprises et particuliers (1)	Para-étatiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Total des secteurs nationaux non financiers (6) = (1) + (5) (1) + (5)		Organismes monétaires (8)	Fonds des Rentes (9)	Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (10)	Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension (11)	Organismes publics de crédit non monétaires (12)			Total des intermédiaires financiers (13) = (8) + (12) (8) + (12)		
																	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)
données non disponibles																		
... nihil ou inférieur à 50 millions																		
— opération non effectuée																		
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers																	
	Entreprises et particuliers (1)	Accept., effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	- 0,1	+ 3,1	—	+ 0,7	—	+ 1,1	+ 4,9	- 0,7	+ 4,2		
		Engag. en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	+ 0,1	+ 2,5	—	+ 0,1	—	+ 2,6	—	+ 2,6			
		Obligations	—	—	—	—	—	- 0,1	—	—	+ 0,5	+ 0,1	—	- 0,4	—	- 0,4		
		Autres emprunts à moyen et long terme	+ 0,2	—	—	—	+ 0,2	—	—	—	+ 7,8	+ 2,3	+ 7,5	+ 17,6	—	+ 17,8		
		Divers	+ 0,4	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,1	+ 1,0	—	—	—	+ 0,2	+ 0,6	+ 0,1	+ 0,5	—	+ 2,6		
		(Actions et parts)	(+ 5,6)	(...)	(...)	(...)	(+ 5,6)	(+ 0,6)	(+ 0,1)	—	(+ 0,1)	(- 0,2)	(-)	(...)	(...)	(+ 6,2)		
	Total ...	+ 0,6	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,1	+ 1,0	+ 2,3	- 0,1	+ 5,6	—	+ 8,0	+ 3,0	+ 8,7	+ 25,3	- 0,7	+ 26,8		
	Para-étatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme	—	—	—	—	+ 0,1	- 0,1	—	—	—	—	—	—	—	—		
		Accept., effets commerciaux et promesses	- 0,3	—	—	—	- 0,3	—	- 0,6	—	—	—	+ 0,1	- 0,5	—	- 0,7		
		Engag. en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	- 0,1	—	- 0,1		
		Oblig. accessibles à tout placeur	- 0,2	—	—	—	- 0,2	- 0,2	- 0,7	+ 0,4	- 0,2	+ 0,5	- 0,3	- 0,3	—	- 0,7		
		Oblig. non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	+ 0,1	—	—	+ 0,4	+ 0,3	—	+ 0,7	- 0,5	+ 0,3		
		Autres emprunts à moyen et long terme	—	—	—	—	—	+ 0,7	—	—	—	—	—	+ 0,1	—	+ 0,8		
	Divers	+ 0,7	—	+ 0,1	—	+ 0,8	+ 0,2	—	—	—	—	—	—	- 0,4	+ 0,6			
	(Actions et parts)	(...)	—	(+ 0,4)	(+ 0,3)	(...)	(+ 0,7)	(...)	(-)	(...)	(...)	(...)	(...)	(- 0,3)	(+ 0,4)			
	Total ...	+ 0,2	—	+ 0,1	—	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,7	- 1,3	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,8	—	—	- 0,8	+ 0,3		
	Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	+ 0,6	—	—	- 2,3	- 1,6	—	+ 2,7	—	—	—	—	+ 2,7	+ 0,6	+ 1,7		
		Certificats à court terme	—	- 1,8	—	- 0,4	- 2,2	+ 6,7	- 0,5	- 0,7	- 2,3	- 0,2	+ 2,4	- 1,2	- 0,1	+ 3,1		
Oblig. accessibles à tout placeur		+ 9,0	+ 0,3	—	+ 0,2	+ 9,5	+ 0,9	+ 0,2	+ 1,0	+ 1,4	+ 3,6	+ 1,0	+ 7,0	+ 0,6	+ 18,0			
Oblig. non accessibles à tout placeur		- 1,9	—	—	—	- 1,7	- 1,6	+ 1,3	—	- 0,3	- 0,1	—	+ 0,9	+ 0,4	- 2,0			
Divers	—	+ 0,1	—	—	+ 0,5	—	—	—	—	+ 0,6	- 0,2	+ 0,4	—	+ 0,9				
Total ...	+ 7,8	- 1,4	—	- 2,5	+ 0,5	+ 4,4	+ 6,0	+ 3,7	+ 0,3	- 1,3	+ 4,0	+ 3,3	+ 10,0	+ 1,4	+ 21,7			
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
	Engag. en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	+ 0,1	—	—	—	—	+ 0,1	—	+ 0,1			
	Oblig. accessibles à tout placeur	- 1,4	—	—	—	- 1,4	- 0,1	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,1	—	+ 0,2	+ 0,7	- 0,3	- 1,1			
	Oblig. non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,5	+ 0,2	—	+ 0,7	—	+ 0,7			
	Autres emprunts à moyen et long terme	—	+ 0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 4,8	—	+ 4,9			
Divers	+ 0,1	—	+ 0,1	—	+ 0,2	—	—	—	—	—	—	—	- 0,9	- 0,7				
Total ...	- 1,4	+ 0,1	+ 0,1	—	- 1,2	- 0,1	+ 0,2	+ 0,4	+ 0,5	+ 0,2	+ 0,2	+ 5,0	+ 6,4	- 1,2	+ 3,9			
Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale	+ 0,3	—	—	—	+ 0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,3			
	Divers	+ 0,5	—	+ 1,2	—	+ 1,7	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,1	+ 1,9			
Total ...	+ 0,8	—	+ 1,2	—	+ 2,0	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,1	+ 2,2			
(6) = (1) + (5)	Total des secteurs nationaux non financiers	+ 8,0	- 0,9	+ 1,7	- 2,4	+ 1,6	+ 8,0	+ 6,4	+ 8,1	+ 1,1	+ 7,4	+ 8,0	+ 16,9	+ 41,7	- 1,2	+ 54,9		
Etranger (7)	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	+ 0,1	—	—	—	—	+ 0,1	—	+ 0,1			
	Accept. et effets commerciaux	—	—	—	—	—	—	+ 1,1	—	+ 0,1	—	- 0,4	+ 0,9	- 0,1	+ 0,8			
	Engag. en comptes courants ou d'avances	—	—	+ 0,4	—	+ 0,4	—	+ 0,6	—	—	—	—	+ 0,6	—	+ 1,0			
	Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.)	—	—	—	—	—	—	+ 9,8	—	—	—	—	+ 9,8	—	+ 9,8			
	Obligations	- 1,2	—	- 0,1	—	- 1,2	—	—	—	+ 0,1	—	+ 0,6	- 0,2	+ 0,5	- 0,1	- 0,8		
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Divers	—	+ 0,7	+ 1,4	- 0,3	—	+ 0,2	—	—	—	—	—	—	- 0,1	+ 1,7				
(Actions et parts)	(+ 4,1)	(...)	(...)	—	(+ 4,1)	(-)	(+ 0,1)	(-)	(-)	(...)	(- 0,1)	(...)	(...)	(+ 4,1)				
Total ...	- 1,2	+ 0,7	+ 1,9	- 0,3	—	+ 1,1	—	+ 11,6	+ 0,1	—	+ 0,6	- 0,5	+ 11,4	- 0,9	+ 12,6			

XIII. — ORGANISMES MONÉTAIRES

I. — BILANS INTÉGRÉS DES ORGANISMES MONÉTAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire (1)	Liquidités quasi monétaires			Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (5) = (1) à (4)	Avoirs extérieurs nets (6)	Créances sur les pouvoirs publics				Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers résidant en Belgique		Emprunts obligataires des banques de dépôts (15)	Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires (14)	Divers 2 (15)
		Détenues par les entreprises et particuliers		Détenues par le Trésor (4)			Créances sur l'Etat (7)	Créances nettes sur le Fonds des Rentes (8)	Créances sur les autres pouvoirs publics (9)	Total (10) = (7) à (9)	Financées par les organismes monétaires (11)	Pour mémoire : Financées par et hors des organismes monétaires (12)			
		Dépôts 1 en francs belges (2)	Dépôts en devises (3)												
1956 Juin	195,1	24,5	2,8	0,1	222,5	58,5	124,2	1,4	4,1	129,7	42,1	52,6	- 4,1	+ 1,4	- 5,1
Septembre	195,9	23,6	2,6	0,1	222,2	56,4	123,4	1,3	5,0	129,7	45,1	55,3	- 4,2	+ 1,4	- 6,2
Décembre	198,3	22,3	3,2	0,1	223,8	54,0	123,4	2,0	5,6	131,0	49,0	58,4	- 4,3	+ 1,2	- 7,1
1957 Mars	198,2	23,3	3,3	0,1	224,8	50,4	128,6	0,7	4,0	133,3	50,1	60,3	- 4,4	+ 1,2	- 5,8
Juin	201,9	21,9	3,3	0,1	227,1	51,5	127,5	1,8	4,2	133,5	50,9	61,0	- 4,4	+ 1,0	- 5,4
Septembre	194,4	22,1	3,9	0,1	220,4	49,3	124,3	1,2	4,2	129,7	50,9	60,0	- 4,5	+ 1,3	- 6,3
Décembre	198,0	23,4	3,2	0,2	224,8	55,9	121,8	1,7	4,3	127,8	52,3	61,5	- 4,9	+ 1,3	- 7,6
<i>Nouvelle série 2</i>															
1957 Décembre	198,0	23,4	3,2	0,2	224,8	56,1	121,6	1,7	1,8	125,1	52,3	61,5	- 4,9	+ 2,3	- 6,1
1958 Mars	197,0	25,4	3,0	0,4	225,8	60,2	122,5	0,4	2,0	124,9	48,8	60,2	- 5,3	+ 2,8	- 5,6
Juin	206,1	25,0	2,5	0,5	234,1	66,2	125,0	2,0	2,2	129,2	45,7	58,3	- 5,8	+ 3,0	- 4,2
Septembre	202,0	26,9	2,6	0,5	232,0	70,1	120,4	3,7	1,7	125,8	43,5	55,8	- 6,3	+ 3,6	- 4,7
Décembre	209,5	27,4	2,6	0,6	240,1	72,1	126,4	4,1	2,1	132,6	43,8	56,3	- 6,6	+ 4,1	- 5,9
1959 Mars	209,7	30,1	3,3	0,7	243,8	70,3	129,5	3,9	2,9	136,3	45,2	55,9	- 6,8	+ 4,4	- 5,6
Juin	214,0	29,2	3,1	0,7	247,0	69,7	129,6	5,0	3,9	138,5	44,8	55,8	- 6,9	+ 4,7	- 3,8
Septembre	209,6	30,9	3,1	0,6	244,2	71,2	128,0	2,0	4,0	134,0	45,1	55,9	- 6,9	+ 5,3	- 4,5
Décembre	216,3	31,5	4,3	0,5	252,6	70,7	132,4	4,6	4,0	141,0	48,1	59,6	- 6,9	+ 5,1	- 5,4
1960 Mars	212,5	36,1	4,8	0,5	253,9	72,8	133,6	2,0	4,3	139,9	48,5	60,1	- 6,9	+ 5,6	- 6,0
Juin	219,9	33,5	5,8	0,3	259,5	74,5	136,2	2,1	4,5	142,8	49,2	61,2	- 7,0	+ 5,6	- 5,6
Septembre	214,2	33,7	8,0	0,3	256,2	67,2	142,7	3,9	3,7	150,3	48,8	60,0	- 7,2	+ 5,3	- 8,2
Décembre	220,4	34,7	7,2	0,2	262,5	74,8	135,9	5,8	4,7	146,4	53,0	65,4	- 7,6	+ 4,9	- 9,0
1961 Mars	222,6	37,5	7,9	0,1	268,1	73,3	143,6	4,0	4,2	151,8	51,4	64,5	- 7,9	+ 5,4	- 5,9
Juin	226,8	38,0	7,9	0,1	272,8	68,2	149,3	4,1	4,7	158,1	54,1	67,3	- 8,2	+ 6,1	- 5,5
Septembre	228,6	41,1	8,4	0,1	278,1	70,9	154,3	3,4	4,2	161,9	54,6	69,7	- 8,4	+ 6,3	- 7,2
Décembre	237,4	43,6	8,0	0,1	289,0	77,8	147,4	5,2	6,1	158,7	61,2	76,2	- 8,6	+ 6,8	- 6,9
1962 Mars	236,3	47,5	8,2	0,1	292,1	84,6	147,3	3,2	5,6	156,1	61,7	73,9	- 9,1	+ 7,0	- 8,2
Juin	245,0	47,9	7,9	0,1	300,8	82,4	151,9	4,4	5,5	161,8	63,5	77,8	- 9,8	+ 8,9	- 6,0
Septembre	246,7	50,4	8,0	0,1	305,1	80,2	154,8	5,8	6,6	167,2	66,8	78,6	- 10,4	+ 9,0	- 7,7
Décembre	254,5	48,5	7,4	0,1	310,4	80,3	150,1	7,0	6,7	163,8	72,9	86,7	- 11,1	+ 10,1	- 5,6
1963 Mars	262,6	50,7	7,4	0,1	320,8	p 83,0	p 159,8	7,2	p 6,4	p 173,4	74,5	88,6	- 11,1	p + 9,9	p - 8,9

1 Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les carnets d'épargne.

2 Cette rubrique comprend principalement le solde des opérations autres qu'à court terme du Fonds monétaire et de la C.N.C.P., des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre.

3 A partir de décembre 1957, l'adoption d'une ventilation plus détaillée des créances des organismes monétaires sur les pouvoirs publics a entraîné une modification des rubriques suivantes : « Avoirs extérieurs nets » ; « Créances sur l'Etat » ; « Créances sur les autres pouvoirs publics » ; « Total des créances sur les pouvoirs publics » ; « Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires » et « Divers ».

4 Depuis août 1958, grâce à une nouvelle ventilation, les comptes à plus d'un mois des sociétés financières dans les banques ne sont plus compris dans la rubrique « Stock monétaire », mais dans la rubrique « Liquidités quasi monétaires détenues par les entreprises et particuliers : dépôts en francs belges ».

5 En principe les dépôts des résidents congolais dans les banques belges ne devraient pas être compris dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires. L'application de ce principe se heurte cependant à des difficultés d'ordre statistique. C'est ainsi que jusqu'à la fin de juillet 1960, les dépôts des résidents congolais non bancaires dans les banques belges étaient englobés dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires; ils en ont été exclus à concurrence d'un montant de 0,2 milliard en août et d'un montant supplémentaire de 0,7 milliard en septembre, mais ces montants y ont ensuite été partiellement réenglobés, soit à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en novembre, d'un montant supplémentaire de 0,2 milliard en décembre 1960, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en janvier, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en février, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en septembre et d'un montant supplémentaire de 0,2 milliard en octobre 1961.

N. B. — Pour le mode d'établissement de ce tableau, voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXIV^e année, vol. II, n° 6, décembre 1949 — XXX^e année, vol. II, n° 5, novembre 1955 — XXXIII^e année, vol. II, n° 5, novembre 1958.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

**XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE,
DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS**

(milliards de francs)

Actif

	Banque Nationale de Belgique				Organismes publics monétaires ¹			Banques de dépôts			Total		
	30 sept. 1962	31 déc. 1962	31 mars 1963	31 mai 1963	30 sept. 1962	31 déc. 1962	31 mars 1963	30 sept. 1962	31 déc. 1962	31 mars 1963	30 sept. 1962	31 déc. 1962	31 mars 1963
A. Créances sur l'étranger :													
1. Or	67,1	68,3	68,6	68,6	—	—	—	—	—	—	67,1	68,3	68,6
2. Participation au F.M.I.	6,7	6,7	6,7	6,7	—	—	—	—	—	—	6,7	6,7	6,7
3. Actions et obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	—	—	—	1,1	1,1	p 1,2	1,2	1,2	p 1,2
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	0,8	3,8	3,0	2,3	0,2	0,2	0,1	2,1	0,8	1,1	3,1	4,8	4,8
5. Créance sur l'U.E.P. ²	0,3	0,3	0,2	0,2	—	—	—	—	—	—	0,3	0,3	0,3
6. Autres :													
a) en monnaies étrangères convertibles ...	14,3	12,8	17,8	19,4	—	—	—	16,3	19,5	—	30,6	32,8	—
b) autres ³	0,1	—	—	1,5	—	—	—	2,2	2,2	p 22,4	2,3	2,2	p 2,2
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	-0,2	-0,1	—	-0,2	-0,1	—
Total des créances sur l'étranger	89,4	92,0	96,4	98,8	0,2	0,2	0,1	21,5	23,5	p 24,7	111,1	115,7	p 121,2
dont : à vue ⁴	81,7	81,4	86,6	89,8	—	—	—	12,6	15,3	p 16,1	94,3	96,7	p 102,7
autres ⁵	7,7	10,6	9,8	9,0	0,2	0,2	0,1	8,9	8,2	p 8,6	16,8	19,0	p 18,5
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :													
1. Pièces et billets	0,4	0,3	0,4	0,3	0,1	—	—	2,2	2,6	2,5	2,7	2,9	2,9
2. Autres :													
a) sur la Banque Nationale de Belgique ..	—	—	—	—	—	—	—	0,1	1,6	2,2	0,1	1,6	2,2
b) sur les organismes publics	—	—	0,1	0,1	—	—	—	0,9	2,6	0,8	0,9	2,6	0,9
c) sur les banques de dépôts	—	1,3	0,3	—	—	0,3	—	3,4	3,3	4,2	3,4	4,9	4,5
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :													
1. Sur l'Etat :													
a) à un an au plus	9,9	5,1	8,8	9,3	36,8	38,6	40,0	39,0	14,4	p 19,1	55,7	58,2	p 67,0
b) à plus d'un an :													
— obligations généralement accessibles au public	2,3	2,3	2,3	2,3	5,1	5,3	5,5	25,0	28,5	p 28,8	32,4	36,1	p 36,6
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	—	—	—	2,7	21,9	p 21,3	36,7	55,9	p 55,8
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :													
a) à un an au plus	—	—	—	—	3,2	3,4	3,3	—	—	—	3,2	3,4	3,3
b) à plus d'un an :													
— obligations généralement accessibles au public	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	1,9	1,9	p 1,7	2,3	2,2	p 2,0
— autres ⁶	—	—	—	—	—	—	—	1,1	1,1	p 1,1	1,1	1,1	p 1,1
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :													
a) acceptations	—	—	—	—	0,2	0,1	0,2	5,1	3,0	3,5	5,3	3,1	3,7
b) effets commerciaux	1,7	6,3	2,5	2,1	0,7	0,9	0,8	27,2	26,9	32,2	29,6	34,1	35,5
c) avances	—	—	—	—	0,1	0,1	0,1	31,8	35,6	35,1	31,9	35,7	35,2
d) obligations :													
— généralement accessibles au public ..	—	—	—	—	—	—	—	2,9	3,0	p 3,0	2,9	3,0	p 3,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	0,9	0,9	p 0,9	0,9	0,9	p 0,9
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus ⁶⁻⁷	—	0,6	—	—	—	—	—	8,6	6,4	—	8,6	7,0	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :													
a) à un an au plus	—	0,6	0,3	0,3	—	—	—	—	0,1	—	—	0,7	0,8
b) à plus d'un an :													
— obligations généralement accessibles au public	—	—	—	—	—	—	—	8,5	8,8	p 8,9	8,5	8,8	p 8,9
— autres	—	—	—	—	0,1	0,1	0,1	0,7	0,7	p 0,7	0,8	0,8	p 0,8
D. Autres	22,6	19,9	29,2	31,6	4,7	4,6	5,1	28,9	31,3	p 36,9	56,2	55,8	p 71,2
TOTAL DE L'ACTIF ...	160,5	162,7	174,5	179,0	51,4	53,7	55,3	212,4	218,1	227,6	424,3	434,5	457,4

¹ Office des Chèques postaux, Fonds Monétaire belge (actifs à court terme et obligations), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (actifs à court terme), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Récompense et de Garantie (actifs financés par un recours aux organismes monétaires). Dans le cas du Fonds Monétaire belge et de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, l'excédent éventuel des actifs recensés sur les passifs recensés est compris dans la rubrique D. « Autres ».

² Créances bilatérales sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

³ Cette sous-rubrique comprend presque exclusivement des francs belges dont la plus grande partie est convertible. Elle correspond au total des sous-rubriques b) « En francs belges convertibles » et d) « Autres » qui n'avaient pu être distinguées dans les tableaux publiés aux pages 20 à 27 du Bulletin d'Information et de Documentation de juillet 1961. La sous-rubrique c) « En monnaies étrangères U.E.P. et en francs belges sur les pays U.E.P. » de ces mêmes tableaux n'a plus de raison d'être depuis la liquidation de l'U.E.P.

⁴ Total des rubriques A1, 5 et 6.

⁵ Total des rubriques A2, 3 et 4.

⁶ Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les créances sur le Fonds des Rentes sont comprises sous la rubrique D « Autres ».

⁷ Au 31 mars et au 30 juin 1962, ces chiffres s'élèvent pour les banques de dépôts et pour l'ensemble des organismes monétaires, respectivement à 8,0 et 8,6 milliards, montants qui étaient compris sous la rubrique D « Autres ».

**XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE,
DES ORGANISMES PUBLICS MONÉTAIRES ET DES BANQUES DE DÉPÔTS**

(milliards de francs)

Passif

	Banque Nationale de Belgique				Organismes publics monétaires ¹			Banques de dépôts			Total		
	30 sept. 1962	31 déc. 1962	31 mars 1963	31 mai 1963	30 sept. 1962	31 déc. 1962	31 mars 1963	30 sept. 1962	31 déc. 1962	31 mars 1963	30 sept. 1962	31 déc. 1962	31 mars 1963
A. Engagements envers l'étranger :													
Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	—	—	—	—	—	—	0,2	0,2	0,2
Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres :													
a) en monnaies étrangères convertibles ...	...	...	...	...	—	—	—	17,2	20,4	—	17,2	20,4	—
b) autres ²	0,5	0,8	0,8	0,5	2,0	1,9	2,6	11,2	12,7	2,6	13,7	15,4	2,6
Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	-0,1	-0,6	—	-0,1	-0,6	—
Total des engagements envers l'étranger	0,7	1,0	1,0	0,7	2,0	1,9	2,6	28,3	32,5	2,6	31,0	35,4	2,6
dont : à vue	0,7	1,0	1,0	0,7	2,0	1,9	2,6	24,5	29,0	2,6	27,2	31,9	2,6
autres	—	—	—	—	—	—	—	3,8	3,5	—	3,8	3,5	—
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :													
Pièces et billets ³	2,3	2,6	2,5	2,5	0,4	0,3	0,4	—	—	—	2,7	2,9	2,9
Autres :													
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	0,1	—	1,3	—	—	1,3	0,4
b) envers les organismes publics	—	—	—	—	—	—	—	—	0,3	—	—	0,3	—
c) envers les banques de dépôts	0,1	1,6	2,2	0,1	0,9	2,6	0,7	3,4	3,3	4,3	4,4	7,5	7,2
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :													
Monnaie fiduciaire ⁴	131,0	135,9	138,0	141,6	5,7	5,8	5,8	—	—	—	136,7	141,7	143,8
Monnaie scripturale :													
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁵	0,4	0,5	0,3	0,3	31,1	32,4	33,2	67,5	69,3	72,9	99,0	102,2	106,4
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	11,0	10,6	12,5	—	—	—	11,0	10,6	12,5
Liquidités quasi monétaires :													
a) détenues par les entreprises et particuliers :													
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	31,9	28,6	28,6	31,9	28,6	28,6
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	18,4	19,9	22,1	18,4	19,9	22,1
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	8,0	7,4	7,4	8,0	7,4	7,4
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	10,4	11,1	11,1	10,4	11,1	11,1
Autres :													
a) envers le Fonds des Rentes ^{6 7}	1,7	—	—	—	0,3	0,1	—	0,7	—	—	2,7	0,1	—
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	0,3	0,2	0,1	0,3	0,2	0,1
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	24,3	21,1	30,5	33,8	—	—	—	43,5	44,2	46,2	67,8	65,3	76,7
TOTAL DU PASSIF ...	160,5	162,7	174,5	179,0	51,4	53,7	55,3	212,4	218,1	227,6	424,3	434,5	457,4

¹ Office des Chèques postaux, Fonds Monétaire belge (pièces et billets), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (passif à vue et à un mois au plus), Crédit Communal de Belgique (passif à vue et à un mois au plus), Institut de Récompte et de Garantie (passif envers les organismes monétaires). Dans le cas du Fonds Monétaire belge et de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, l'excédent éventuel des passifs recensés sur les actifs recensés est compris dans la rubrique D. « Autres ».

² Cette sous-rubrique comprend presque exclusivement des francs belges dont la plus grande partie est convertible. Elle correspond au total des sous-rubriques b) « En francs belges convertibles » et d) « Autres » qui n'avaient pu être distinguées sans une large part d'arbitraire dans les tableaux publiés aux pages 20 à 27 du Bulletin d'Information et de Documentation de juillet 1961. La sous-rubrique c) « En monnaies étrangères U.E.P. et en francs belges envers les pays U.E.P. » de ces mêmes tableaux n'a plus de raison d'être depuis la liquidation de l'U.E.P.

³ B.N.B. : y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique. Organismes publics monétaires : uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la Banque Nationale de Belgique.

⁴ Les chiffres de cette rubrique sont sous-évalués pour la Banque Nationale de Belgique et surévalués pour les organismes publics à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique.

⁵ B.N.B. : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est compris dans la rubrique C. 5a ou D « Autres ». Organismes publics monétaires : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C 5b.

⁶ Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les engagements envers le Fonds des Rentes sont compris sous la rubrique D « Autres ».

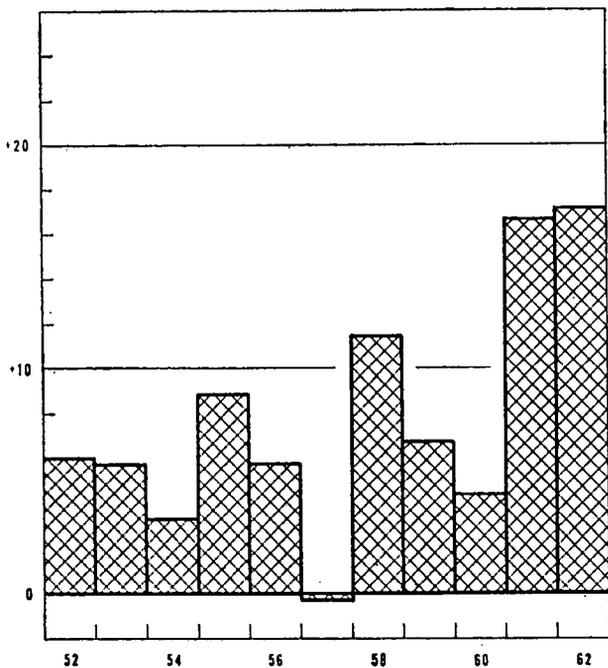
⁷ Au 31 mars et au 30 juin 1962, ces chiffres s'élevaient pour la Banque Nationale respectivement à 3,2 et 2,1 milliards; pour les organismes publics monétaires respectivement à 1,1 et 0,7 milliard; pour les banques de dépôts respectivement à 0,5 et 1,3 milliard; et pour l'ensemble des organismes monétaires respectivement à 4,8 et 4,1 milliards, montants qui étaient compris sous la rubrique D « Autres ».

XIII - 3. — STOCK MONÉTAIRE ET LIQUIDITES QUASI MONÉTAIRES

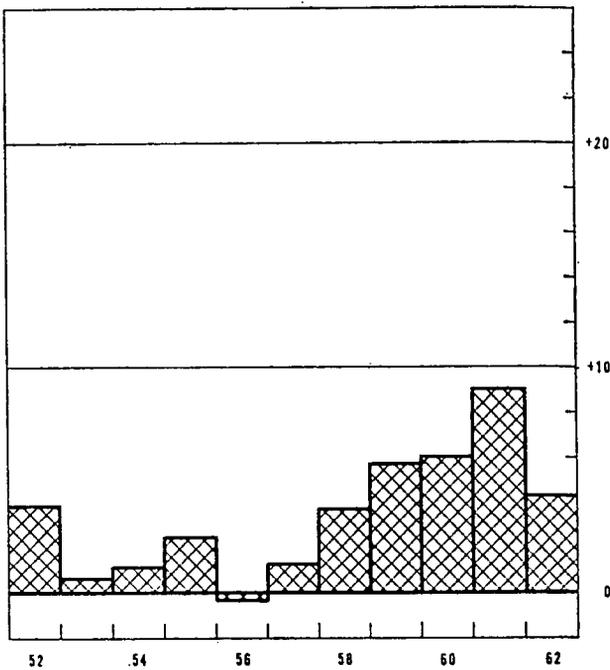
(variations en milliards de francs)

A.- VARIATIONS DU STOCK ET DES LIQUIDITES

Stock monétaire

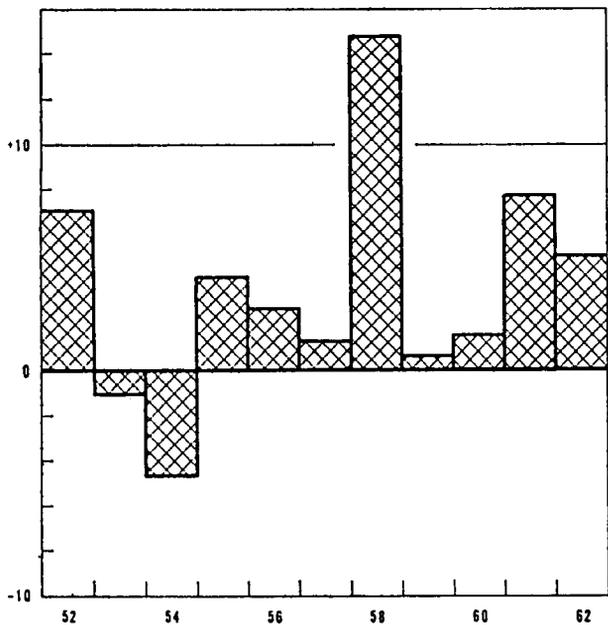


Liquidités quasi monétaires.

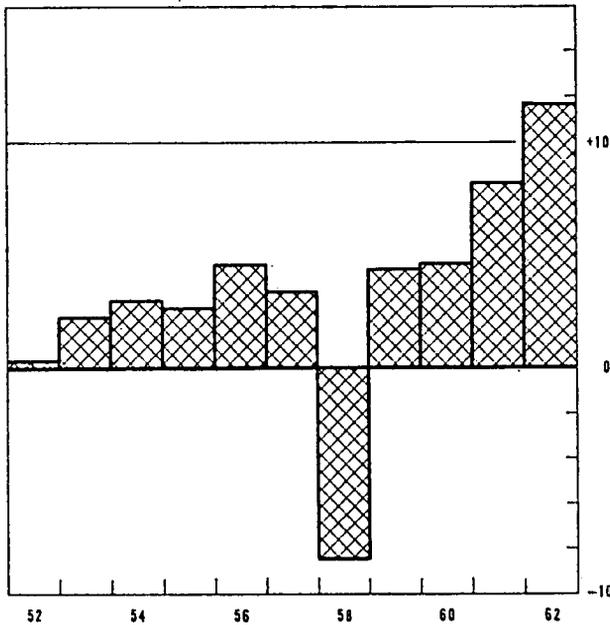


B.- ORIGINES DES VARIATIONS

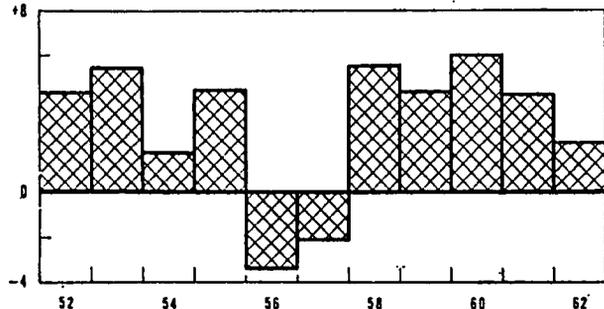
Opérations avec l'étranger



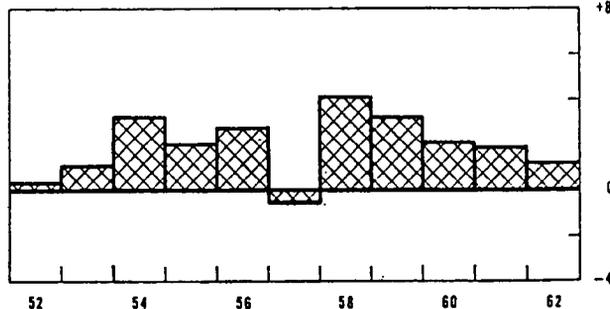
Crédits aux entreprises et particuliers



Financement monétaire des pouvoirs publics



Monétisation d'effets publics



ANNEXE 8. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONÉTAIRE
(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire (1)	Liquidités quasi monétaires (2)	Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (3)	Opérations avec l'étranger (à l'exclusion des opérations en capital et des donations des pouvoirs publics) (4)	Financement monétaire des pouvoirs publics			Monétisation d'effets publics		Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations aux entre- prises et particuliers résidant en Belgique (10)	Emprunts obligataires des banques de dépôts (11)	Crédits à des intermédiaires financiers non monétaires (12)	Divers (13)
					de l'Etat		des autres pouvoirs publics (7)	achats sur le marché par les organismes monétaires (8)	par l'inter- médiaire du Fonds des Rentes (9)				
					par cession de titres de la dette (5)	par cession nette de devises (6)							
1956 2 ^e trimestre	+ 4,1	+ 0,4	+ 4,5	+ 1,9	+ 2,2	- 1,0	- 0,3	+ 0,5	+ 0,8	- 1,3	- 0,1	+ 0,4	+ 1,4
3 ^e trimestre	+ 0,8	- 1,1	- 0,3	- 1,0	- 1,2	- 0,9	+ 0,8	+ 0,5	- 0,2	+ 3,0	- 0,1	...	- 1,2
4 ^e trimestre	+ 2,4	- 0,7	+ 1,7	- 1,3	- 0,1	- 1,2	+ 0,6	...	+ 1,0	+ 3,9	- 0,1	- 0,3	- 0,8
Total ...	+ 5,8	- 0,3	+ 5,5	+ 2,8	+ 0,2	- 3,8	+ 0,2	+ 1,3	+ 1,5	+ 4,6	- 0,5	- 0,1	- 0,7
1957 1 ^{er} trimestre	- 0,2	+ 1,1	+ 0,9	- 1,2	+ 5,3	- 1,9	- 2,0	+ 0,2	- 1,5	+ 1,1	- 0,1	...	+ 1,0
2 ^e trimestre	+ 3,7	- 1,4	+ 2,3	- 0,1	- 1,5	+ 1,1	+ 0,1	+ 0,5	+ 1,1	+ 0,8	...	- 0,2	+ 0,5
3 ^e trimestre	- 7,5	+ 0,8	- 6,7	- 2,5	- 3,5	+ 0,4	+ 0,1	+ 0,3	- 0,6	...	- 0,1	+ 0,2	- 1,0
4 ^e trimestre	+ 3,7	+ 0,8	+ 4,5	+ 5,1	- 1,4	+ 1,1	+ 0,2	+ 0,2	- 0,7	+ 1,5	- 0,4	+ 0,1	- 1,2
Total ...	- 0,3	+ 1,3	+ 1,0	+ 1,3	- 1,1	+ 0,7	- 1,6	+ 1,2	- 1,7	+ 3,4	- 0,6	+ 0,1	- 0,7
1958 1 ^{er} trimestre	- 1,0	+ 1,9	+ 0,9	+ 3,9	- 0,6	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,3	- 0,1	- 3,6	- 0,4	+ 0,5	+ 0,3
2 ^e trimestre	+ 9,1	- 0,8	+ 8,3	+ 5,6	+ 2,7	+ 0,3	- 0,1	+ 0,4	+ 1,4	- 3,0	- 0,5	+ 0,1	+ 1,4
3 ^e trimestre	- 2,7 ¹	+ 0,7 ¹	- 2,0	+ 2,8	- 4,9	+ 0,8	- 0,6	+ 1,0	+ 1,3	- 2,2	- 0,5	+ 0,6	- 0,3
4 ^e trimestre	+ 7,5	+ 0,6	+ 8,1	+ 2,6	+ 7,1	- 0,1	+ 0,4	+ 0,2	- 0,4	+ 0,4	- 0,3	+ 0,5	- 2,3
Total ...	+ 12,9 ¹	+ 2,4 ¹	+ 15,3	+ 14,9	+ 4,3	+ 1,4	- 0,1	+ 1,9	+ 2,2	- 8,4	- 1,7	+ 1,7	- 0,9
1959 1 ^{er} trimestre	+ 0,2	+ 3,4	+ 3,6	- 2,1	+ 1,2	+ 0,1	+ 0,4	+ 1,3	+ 1,2	+ 1,4	- 0,2	+ 0,2	+ 0,1
2 ^e trimestre	+ 4,3	- 0,9	+ 3,4	+ 0,3	+ 0,3	- 1,1	+ 1,1	+ 0,2	+ 0,9	- 0,4	- 0,1	+ 0,3	+ 1,9
3 ^e trimestre	- 4,4	+ 1,6	- 2,8	- 0,3	- 2,2	+ 0,3	- 0,8	+ 0,7	- 0,4	+ 0,3	...	+ 0,6	- 1,0
4 ^e trimestre	+ 6,7	+ 1,7	+ 8,4	+ 2,8	+ 7,7	- 3,3	...	- 0,4	- 0,3	+ 3,1	...	- 0,2	- 1,0
Total ...	+ 6,8	+ 5,8	+ 12,6	+ 0,7	+ 7,0	- 4,0	+ 0,7	+ 1,8	+ 1,4	+ 4,4	- 0,3	+ 0,9	...
1960 1 ^{er} trimestre	- 3,9	+ 5,1	+ 1,2	+ 4,7	- 2,8	- 3,9	+ 1,7	+ 1,0	+ 0,2	+ 0,4	...	+ 0,6	- 0,7
2 ^e trimestre	+ 7,4	- 1,8	+ 5,6	- 0,1	+ 3,7	+ 1,3	- 0,1	- 0,5	+ 0,2	+ 0,7	- 0,2	+ 0,1	+ 0,5
3 ^e trimestre	- 5,2 ²	+ 2,8 ²	- 2,4 ²	- 4,6	+ 7,3	- 1,8	- 0,7	...	+ 1,0	- 0,5	- 0,2	- 0,4	- 2,5
4 ^e trimestre	+ 6,1 ²	...	+ 6,1 ²	+ 1,6	- 5,2	+ 5,3	+ 1,3	- 0,3	+ 0,5	+ 4,1	- 0,3	- 0,4	- 0,5
Total ...	+ 4,4 ²	+ 6,1 ²	+ 10,5 ²	+ 1,6	+ 3,0	+ 0,9	+ 2,2	+ 0,2	+ 1,9	+ 4,7	- 0,7	- 0,1	- 3,2
1961 1 ^{er} trimestre	+ 2,1 ²	+ 3,8 ²	+ 5,4 ²	- 1,9	+ 5,3	+ 0,2	- 0,6	+ 1,1	- 0,5	- 1,6	- 0,3	+ 0,8	+ 2,9
2 ^e trimestre	+ 4,1	+ 0,4	+ 4,5	+ 0,1	+ 5,9	- 6,1	+ 0,6	- 0,1	+ 0,3	+ 2,7	- 0,3	+ 0,7	+ 0,7
3 ^e trimestre	+ 1,7 ²	+ 3,6 ²	+ 5,3 ²	+ 4,3	+ 3,6	- 1,3	- 0,4	+ 0,4	...	+ 0,5	- 0,2	+ 0,4	- 2,0
4 ^e trimestre	+ 8,8 ²	+ 1,8 ²	+ 10,6 ²	+ 5,4	- 6,2	+ 0,8	+ 2,5	+ 0,1	+ 0,6	+ 6,6	- 0,2	+ 0,5	+ 0,5
Total ...	+ 16,7 ²	+ 9,1 ²	+ 25,8 ²	+ 7,9	+ 8,6	- 6,4	+ 2,1	+ 1,5	+ 0,4	+ 8,2	- 1,0	+ 2,4	+ 2,1
1962 1 ^{er} trimestre	- 1,1	+ 4,2	+ 3,1	+ 3,8	- 1,2	+ 2,5	- 0,2	+ 0,2	- 0,6	+ 0,4	- 0,5	- 0,2	- 1,1
2 ^e trimestre	+ 8,7	...	+ 8,7	+ 1,7	+ 4,0	- 3,8	- 0,1	+ 0,6	+ 0,5	+ 1,8	- 0,7	+ 2,3	+ 2,4
3 ^e trimestre	+ 1,6	+ 2,6	+ 4,2	+ 0,2	+ 4,4	- 2,0	+ 0,9	+ 0,4	- 0,1	+ 3,3	- 0,6	- 0,2	- 2,1
4 ^e trimestre	+ 7,9	- 2,5	+ 5,4	- 0,7	- 3,2	+ 0,4	+ 0,5	- 0,7	+ 0,9	+ 6,1	- 0,6	+ 0,6	+ 2,1
Total ...	+ 17,1	+ 4,3	+ 21,4	+ 5,0	+ 4,0	- 2,9	+ 1,1	+ 0,5	+ 0,7	+ 11,6	- 2,4	+ 2,5	+ 1,3
1963 1 ^{er} trimestre	+ 8,1	+ 2,2	+ 10,3	p + 1,7	p + 8,9	p + 1,1	p - 0,1	p + 0,3	+ 0,2	+ 1,6	- 0,1	p - 0,4	p - 2,9

N. B. — Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.
— Pour le détail des « Opérations avec l'étranger », voir le tableau 5 du chapitre XIII.
— Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau 1 du chapitre XIII.

1 Les comptes bancaires à plus d'un mois des sociétés financières qui jusqu'en juillet 1958 étaient englobés dans le stock monétaire ont pu être reclassés dans les liquidités quasi monétaires à partir d'août 1958. Les chiffres qui figurent aux colonnes (1) et (3) du présent tableau pour les variations du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires au 3^e trimestre de 1958 et durant l'année 1958 font abstraction des mouvements comptables qui ont résulté de cette modification de la statistique. — 2 Au 3^e trimestre de 1960, les dépôts des résidents congolais non bancaires dans les banques belges, qui étaient confondus jusque là dans les statistiques monétaires avec les comptes de résidents, ont été convertis en comptes étrangers « financiers »; ultérieurement, une partie de ces comptes a été réassimilée à des comptes de résidents. Ces conversions ont provoqué, dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires, une diminution purement comptable de 0,9 milliard au 3^e trimestre de 1960 et des augmentations, également comptables, de 0,3 0,2 0,1 et 0,3 milliard, respectivement au 4^e trimestre de 1960 et au 1^{er}, 2^e et 4^e trimestre de 1961. Ces diminutions et augmentations comptables ont été éliminées des variations du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires telles qu'elles apparaissent aux colonnes (1) à (8) du présent tableau.

XIII - 4. — STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Fin de période	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale					Total du stock monétaire	Pourcentage de monnaie fiduciaire	
	Billets et monnaies du Trésor	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire 2	détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés	détenue par les entreprises et particuliers 1			Stock de monnaie scripturale			
					comptes courants à la B.N.B. 2	avoirs en C.C.P. 2	dépôts à vue et à 1 mois au plus dans les banques et établissements para-étatiques 2				Total
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (4) + (8)	(10) = (3) + (9)	(11) = (3) : (10)	
1952 Juin	5,8	96,3	100,6	6,8	0,5	18,8	44,9	64,2	71,0	171,6	58,6
Décembre	5,9	97,8	102,0	7,5	0,6	18,0	46,4	65,0	72,5	174,5	58,4
1953 Juin	5,8	98,4	102,6	6,9	0,6	19,6	46,1	66,3	73,2	175,8	58,4
Décembre	5,9	101,6	105,9	7,1	0,6	19,9	46,8	67,3	74,4	180,3	58,7
1954 Juin	5,9	100,2	104,3	8,1	0,7	20,2	49,0	69,9	78,0	182,3	57,2
Décembre	5,9	102,7	106,7	7,4	0,5	20,6	48,4	69,5	76,9	183,6	58,1
1955 Juin	5,8	105,3	108,6	7,3	0,6	20,4	50,7	71,7	79,0	187,6	57,9
Décembre	5,6	107,6	110,7	7,9	0,6	20,8	52,5	73,9	81,8	192,5	57,5
1956 Juin	5,4	108,4	111,4	6,7	0,3	22,6	54,1	77,0	83,7	195,1	57,1
Décembre	5,4	111,5	114,3	6,5	0,6	21,3	55,6	77,5	84,0	198,3	57,7
1957 Juin	5,3	111,2	113,9	7,9	0,4	23,0	56,7	80,1	88,0	201,9	56,4
Décembre	5,4	112,7	115,5	6,4	0,9	22,0	53,2	76,1	82,5	198,0	58,3
1958 Juin	5,5	115,3	118,1	7,6	0,4	23,2	56,8	80,4	88,0	206,1	57,3
Décembre	5,5	117,4	120,3	7,2	0,5	24,0	57,5 ³	82,0	89,2	209,5	57,4
1959 Juin	5,5	117,5	120,3	7,8	0,4	24,9	60,6	85,9	93,7	214,0	56,2
Décembre	5,6	118,3	121,3	7,6	0,5	25,8	61,1	87,4	95,0	216,3	56,1
1960 Juin	5,7	119,3	122,1	8,2	0,4	25,7	63,5	89,6	97,8	219,9	55,5
Décembre	5,8	124,1	126,8	7,3 ⁵	0,7	26,9	58,7 ⁴	86,3	93,6	220,4	57,5
1961 Juin	5,9	124,8	127,9	8,5	0,4	27,3	62,7 ⁴	90,4	98,9	226,8	56,4
Décembre	6,0	129,1	132,2	10,0	0,6	27,9	66,7	95,2	105,2	237,4	55,7
1962 Avril	6,0	129,5	132,5	7,7	0,4	29,3	66,6	96,3	104,0	236,5	56,0
Mai	6,0	130,0	132,9	8,9	0,4	29,0	69,1	98,5	107,4	240,3	55,3
Juin	6,1	132,1	135,3	10,4	0,4	29,1	69,8	99,3	109,7	245,0	55,2
Juillet	6,1	133,2	136,2	9,8	0,4	30,5	67,6	98,5	108,3	244,5	55,7
Août	6,1	133,2	136,5	8,7	0,4	29,0	67,5	96,9	105,6	242,1	56,4
Septembre	6,1	133,2	136,7	11,0	0,4	29,3	69,3	99,0	110,0	246,7	55,4
Octobre	6,1	134,5	137,9	8,6	0,4	30,2	69,5	100,1	108,7	246,6	55,9
Novembre	6,1	134,0	137,5	8,4	0,3	29,5	71,1	100,9	109,3	246,8	55,7
Décembre	6,2	138,5	141,7	10,6	0,5	30,4	71,3	102,2	112,8	254,5	55,7
1963 Janvier	6,2	137,1	140,5	9,2	0,3	32,7	70,5	103,5	112,7	253,2	55,5
Février	6,2	139,3	142,7	10,1	0,4	30,0	73,1	103,5	113,6	256,3	55,7
Mars	6,2	140,5	143,8	12,5	0,3	30,9	75,1	106,3	118,8	262,6	54,8
Avril	6,2	142,2	145,5	11,4	0,3	32,2	73,5	106,0	117,4	262,9	55,4

¹ Y compris des organismes paraétatiques administratifs.

² Déduction faite des encaisses des organismes monétaires.

³ Depuis août 1958, grâce à une nouvelle ventilation, les comptes à plus d'un mois des sociétés financières dans les banques sont éliminés du stock monétaire. (cf. tableau XIII - 1, note 4.)

⁴ En principe, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges ne devraient pas être compris dans le stock monétaire. L'application de ce principe se heurte cependant à des difficultés d'ordre statistique. C'est ainsi que jusqu'à la fin de juillet 1960, les dépôts à un mois au plus des résidents congolais non bancaires dans les banques belges étaient englobés dans le stock monétaire; ils en ont été exclus à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en août et d'un montant supplémentaire de 0,4 milliard en septembre, mais ces montants y ont ensuite été partiellement réenglobés, soit à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en décembre 1960, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en janvier, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en septembre et d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en octobre 1961. Il s'ensuit que le mouvement des chiffres de la colonne (7) du présent tableau durant la période juillet 1960-octobre 1961 est influencé par des facteurs purement comptables.

⁵ Le chiffre de la monnaie scripturale détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés à la fin de décembre 1960 est anormalement bas par suite de la désorganisation causée par les grèves. En l'absence de celles-ci, il se serait sans doute situé entre 8 et 9 milliards.

XIII - 5. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période 1			Evolution						Evolution	
	B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total (8) = (1) + (2)	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations de donation et en capital des pouvoirs publics avec l'étranger		Opérations avec l'étranger 4 (à l'exclusion des opérations de donation et en capital des pouvoirs publics) (9) = (6) - (7) - (8)	Différence entre les chiffres des organismes monétaires [col. (6)] et ceux de la balance des paiements [col. (11)] 5	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. 6
				B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Etat 2	Autres 3			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	
1952 Année	51,6	- 1,2	50,4	+ 1,1	+ 2,8	+ 3,9	- 3,2	...	+ 7,1	- 0,5	+ 3,4
1953 Année	52,7	- 2,4	50,3	+ 1,1	- 0,2	+ 0,9	+ 1,9	...	- 1,0	- 0,8	+ 0,1
1954 Année	50,9	- 2,6	48,3	- 1,8	- 0,3	- 2,1	+ 2,6	...	- 4,7	- 1,5	+ 3,6
1955 Année	57,2	- 2,5	54,7	+ 6,3	+ 0,4	+ 6,7	+ 2,4	+ 0,2	+ 4,1	- 2,3	+ 4,4
1956 2 ^e trimestre	59,8	- 1,3	58,5	+ 0,6	+ 0,3	+ 0,9	- 1,0	...	+ 1,9	- 0,9	...
3 ^e trimestre	59,6	- 3,2	56,4	- 0,2	- 1,7	- 1,9	- 0,9	...	- 1,0	+ 2,1	+ 0,2
4 ^e trimestre	57,8	- 3,8	54,0	- 1,8	- 0,5	- 2,3	- 1,2	+ 0,2	- 1,3	- 0,2	- 2,5
				+ 0,6	- 1,3	- 0,7	- 3,8	+ 0,3	+ 2,8	+ 1,1	+ 0,4
1957 1 ^{er} trimestre	54,3	- 3,9	50,4	- 3,5	+ 0,2	- 3,3	- 1,9	- 0,2	- 1,2	...	- 3,3
2 ^e trimestre	54,1	- 2,6	51,5	- 0,2	+ 1,2	+ 1,0	+ 1,1	...	- 0,1	+ 0,1	+ 1,1
3 ^e trimestre	52,5	- 3,2	49,3	- 1,6	- 0,5	- 2,1	+ 0,4	...	- 2,5	+ 0,4	- 1,7
4 ^e trimestre	58,4	- 2,3	56,1	+ 5,9	+ 0,3	+ 6,2	+ 1,1	...	+ 5,1	- 0,2	+ 6,0
				+ 0,6	+ 1,2	+ 1,8	+ 0,7	- 0,2	+ 1,3	+ 0,3	+ 2,1
1958 1 ^{er} trimestre	60,9	- 0,7	60,2	+ 2,5	+ 1,8	+ 4,3	+ 0,4	...	+ 3,9	- 0,2	+ 4,1
2 ^e trimestre	67,5	- 1,3	66,2	+ 6,6	- 0,7	+ 5,9	+ 0,3	...	+ 5,6	+ 0,4	+ 6,3
3 ^e trimestre	72,3	- 2,2	70,1	+ 4,8	- 1,2	+ 3,6	+ 0,8	...	+ 2,8	+ 0,4	+ 4,0
4 ^e trimestre	75,5	- 3,4	72,1	+ 3,2	- 0,7	+ 2,5	- 0,1	...	+ 2,6	- 1,0	+ 1,5
				+ 17,1	- 0,8	+ 16,3	+ 1,4	...	+ 14,9	- 0,4	+ 15,9
1959 1 ^{er} trimestre	70,6	- 0,3	70,3	- 4,9	+ 2,9	- 2,0	+ 0,1	...	- 2,1	+ 0,3	- 1,7
2 ^e trimestre	73,5	- 3,8	69,7	+ 2,9	- 3,7	- 0,8	- 1,1	...	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
3 ^e trimestre	74,7 ⁷	- 3,5	71,2 ⁷	- 1,6 ⁷	+ 0,9	- 0,7 ⁷	+ 0,3	- 0,7 ⁸	- 0,3	- 0,3	- 1,0
4 ^e trimestre	72,3 ⁷	- 1,6	70,7 ⁷	- 2,5 ⁷	+ 1,9	- 0,6 ⁷	- 3,3	- 0,1	+ 2,8	- 1,1	- 1,7
				- 6,1 ⁷	+ 2,0	- 4,1 ⁷	- 4,0	- 0,8 ⁸	+ 0,7	...	- 4,1
1960 1 ^{er} trimestre	74,0	- 1,2	72,8	+ 1,7	+ 0,2	+ 1,9	- 3,9	+ 1,1	+ 4,7	+ 1,5	+ 3,4
2 ^e trimestre	76,3	- 1,8	74,5	+ 2,3	- 0,7	+ 1,6	+ 1,3	+ 0,4	- 0,1	+ 0,1	+ 1,7
3 ^e trimestre	69,7	- 2,5 ⁹	67,2 ⁹	- 6,6	+ 0,3 ⁹	- 6,3 ⁹	- 1,8	+ 0,1	- 4,6	+ 0,3	- 6,0
4 ^e trimestre	80,5	- 5,7 ⁹	74,8 ⁹	+ 10,8	- 3,7 ⁹	+ 7,1 ⁹	+ 5,3	+ 0,2	+ 1,6	...	+ 7,1
				+ 8,2	- 3,9 ⁹	+ 4,3 ⁹	+ 0,9	+ 1,8	+ 1,6	+ 1,9	+ 6,2
1961 1 ^{er} trimestre	79,7	- 6,4 ⁹	73,3 ⁹	- 0,8	- 1,2 ⁹	- 2,0 ⁹	+ 0,2	- 0,3	- 1,9	+ 0,8	- 1,2
2 ^e trimestre	82,6	- 14,4	68,2	+ 2,9	- 8,6	- 5,7	- 6,1	+ 0,3	+ 0,1	- 0,7	- 6,4
3 ^e trimestre	86,0	- 15,1 ⁹	70,9 ⁹	+ 3,4	- 0,4 ⁹	+ 3,0 ⁹	- 1,3	...	+ 4,3	- 0,8	+ 2,2
4 ^e trimestre	92,7	- 14,9 ⁹	77,8 ⁹	+ 6,7	- 0,4 ⁹	+ 6,3 ⁹	+ 0,8	+ 0,1	+ 5,4	- 0,3	+ 6,0
				+ 12,2	- 10,6 ⁹	+ 1,6 ⁹	- 6,4	+ 0,1	+ 7,9	- 1,0	+ 0,6
1962 1 ^{er} trimestre	90,5	- 5,9	84,6	- 2,2	+ 8,8	+ 6,6	+ 2,5	+ 0,3	+ 3,8	...	+ 6,6
2 ^e trimestre	89,6	- 7,2	82,4	- 0,9	- 1,2	- 2,1	- 3,8	...	+ 1,7	- 0,4	- 2,5
3 ^e trimestre	88,6	- 8,4	80,2	- 1,0	- 0,6	- 1,7	- 2,0	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,9	- 0,8
4 ^e trimestre	91,0	- 10,7	80,3	+ 2,4	- 2,8	- 0,3	+ 0,4	...	- 0,7	+ 0,8	+ 0,5
				- 1,7	+ 4,2	+ 2,5	- 2,9	+ 0,4	+ 5,0	+ 1,3	+ 3,8
1963 1 ^{er} trimestre	95,4	- 12,4	83,0	+ 4,4	- 1,6	+ 2,8	+ 1,1	...	+ 1,7	- 0,7	+ 2,1

1 Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2, et, pour la période 1950-1960, dans le Bulletin d'Information et de Documentation de juillet 1961, pages 20 à 27.

2 Cette colonne est la même que la colonne (8) du tableau XIII - 3.

3 Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger des pouvoirs publics subordonnés et des parastatutaires administratifs et les mouvements des créances en accords internationaux détenues par la S.N.C.I. (voir note 8 ci-dessous).

4 Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (4) du tableau XIII - 8.

5 Cette différence provient en majeure partie de ce que les trois données ci-après sont comprises dans les avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements belgo-luxembourgeois, mais non dans les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires belges :

a) les variations des avoirs nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique; b) jusqu'au 31 décembre 1960 les variations des engagements des banques belges envers les sociétés congolaises; c) les variations des engagements des banques luxembourgeoises et, jusqu'au 2^e trimestre de 1958, des banques belges envers les institutions internationales établies en U.E.B.L.

6 Voir tableau IX - 1, total, et tableau IX - 2, rubriques 6.

7 La B.N.B. a été autorisée par la loi du 19 juin 1959 à comptabiliser, dans ses livres, comme avoir propre la créance que possède l'Etat belge sur le Fonds Monétaire International en remboursement de sa quote-part comme membre du Fonds, et cela à concurrence des billets émis, des crédits donnés ou des montants d'or versés par elle en faveur du Fonds, à la décharge de l'Etat. Une partie de la créance que la B.N.B. comptabilise dans ses écritures, en vertu de ces dispositions législatives, a pour origine non des opérations avec le Fonds, mais de simples reprises de créances à l'Etat belge. De telles reprises ont eu lieu à concurrence de 2,8 milliards au troisième trimestre de 1959 et à concurrence de 0,1 milliard au quatrième trimestre de la même année. L'évolution des « Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (4) et (8)] fait abstraction de ces montants.

8 A la suite de la Convention du 1^{er} juillet 1959, la S.N.C.I. a racheté à la B.N.B. diverses créances consolidées en accords de paiements. Ces rachats expliquent, à concurrence d'environ 0,6 milliard, la diminution des avoirs extérieurs nets de la B.N.B. [col. (1)] au cours du troisième trimestre de 1959. Mais ces rachats, de même que les remboursements ultérieurs par l'étranger des créances rachetées, n'ont pas d'influences sur le solde des opérations avec l'étranger figurant à la colonne (9). En effet, dans l'évolution des avoirs extérieurs nets, ils sont assimilés à des opérations en capital des pouvoirs publics autres que l'Etat avec l'étranger et figurent à ce titre à la colonne (8).

9 Au 3^e trimestre de 1960, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges, dont il n'avait pas été possible jusque là de tenir compte pour calculer les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires tels qu'ils figuraient aux colonnes (2) et (3) du présent tableau, ont été convertis en comptes étrangers « bilatéraux » ou « financiers »; ultérieurement une partie des comptes financiers a été réassimilée à des comptes de résidents. Ces conversions ont provoqué, dans les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires, une diminution purement comptable de 1,3 milliard au 3^e trimestre de 1960 et des augmentations, également comptables, de 0,3, 0,2, 0,1 et 0,3 milliard respectivement au 4^e trimestre de 1960, au 1^{er}, 2^e et 3^e trimestre de 1961. Ces diminutions et augmentations comptables ont été éliminées de l'évolution des « avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (5) et (6)].

XIII - 6. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE (1951-1958)

(millions de francs)

Rubriques	1951 31 décembre	1952 31 décembre	1953 31 décembre	1954 31 décembre	1955 31 décembre	1956 31 décembre	1957 31 décembre	1958 31 décembre
ACTIF								
Encaisse en or	31.771	35.180	38.787	38.911	46.385	46.247	45.767	63.487
Avoirs sur l'étranger	178	1.431	903	3.338	259	995	1.923	1.415
Devises étrangères et or à recevoir	—	2.492	1.994	—	—	2.986	350	280
Créances sur l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) U.E.P.	15.202	14.951	12.440	8.596	9.138	9.743	6.825	7.806
b) pays membres de l'U.E.P.	4.709	1.640	942	709	712	422	1.744	1.312
c) pays membres de l'A.M.E.	—	—	—	—	—	—	—	44
d) autres pays	868	646	304	580	821	772	879	774
Débiteurs pour change et or, à terme	2.170	1.476	20	1.448	1	79	1.464	72
Effets commerciaux sur la Belgique	8.890	9.152	8.919	9.511	8.399	11.395	14.384	4.103
Avances sur nantissement	345	394	721	291	210	453	2.726	510
Mobilisation de comptes spéciaux U.E.P. (arr. 22-3-1952 et 26-7-1952)	—	166	227	—	—	—	—	—
Effets publics (art. 20 des statuts. Conventions des 14 septembre 1948 et 15 avril 1952) :								
a) certificats du Trésor	6.460	6.035	7.970	7.895	8.800	5.900	6.615	7.840
b) effets émis par des organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat	1.824	445	...	1.183	783	1.836	42	11
c) autres effets publics	69	225	70	44	118	89	1	...
Compte courant du Trésor public	—	—	—	—	—	—	1.325	—
Monnaies divisionnaires et d'appoint	202	345	247	548	700	690	673	650
Avoirs à l'Office des Cheques Postaux ...								
Compte A	1	2	2	2	—	—	—	—
Compte B	1.018	803	468	240	—	—	—	—
Créance consolidée sur l'Etat (article 3, § b de la loi du 28 juillet 1948)	34.860	34.763	34.660	34.660	34.660	34.660	34.456	34.243
Fonds publics (art. 18 et 21 des statuts)	1.221	1.478	1.678	1.792	1.914	2.072	2.239	2.379
Valeurs à recevoir	365	167	130	151	171	395	210	175
Immeubles, matériel et mobilier	740	889	967	1.061	1.179	1.318	1.416	1.468
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	633	674	707	744	810	685	957	1.003
Comptes transitoires	165	225	270	176	224	197	244	239
	111.691	113.579	112.826	111.880	115.285	121.145	124.241	127.813

PASSIF

Billets en circulation	94.967	97.784	101.592	102.679	107.556	111.533	112.670	117.353
Comptes courants et divers :								
compte ordinaire ...	30	24	27	29	11	11	19	8
comptes Accord de Coopération Economique	1.044	1.341	193	88	57	28	20	—
taxe exceptionnelle de conjunct. (Loi du 12-3-1957) ...	—	—	—	—	—	—	209	632
Organismes régis par une loi spéciale et pouvoirs publics	310	405	364	269	277	320	524	313
Banques en Belgique	1.805	2.446	2.143	1.997	1.838	1.663	2.546	2.876
Banques à l'étranger : comptes ordin.	475	476	920	1.035	171	229	179	181
Particuliers	393	253	261	280	348	321	340	174
Valeurs à payer	831	447	465	362	390	450	654	474
Engagements envers l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) pays membres de l'U.E.P.	644	1.471	352	71	277	752	268	231
b) pays membres de l'A.M.E.	—	—	—	—	—	—	—	137
c) autres pays	1.120	879	695	462	747	273	268	302
Total des engagements à vue ...	101.619	105.526	107.012	107.272	111.722	115.580	117.697	122.681
Provision spéciale : pour avances U.E.P. :								
a) comptes spéciaux (arrêtés des 15-9-1951, 22-3-1952 et 26-7-1952)	1.079	3.872	2.817	—	—	—	—	—
b) Trésor public	4.057	—	—	—	—	—	—	—
c) convention du 14-9-1954 : S.N.C.I.	—	—	—	—	—	275	475	500
Devises étrangères et or à livrer	2.478	1.483	32	1.498	71	1.551	1.850	370
Caisse de Pensions du Personnel	633	674	707	744	810	885	957	1.003
Comptes transitoires	122	106	200	143	284	289	537	446
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Fonds de réserve :								
a) réserve statutaire	208	232	256	283	315	349	385	425
b) fonds de prévision	228	234	243	243	245	247	248	254
c) compte d'amortissement des immeubles, matériel et mobilier	616	789	867	961	1.079	1.208	1.306	1.353
Bénéfice net à répartir	251	263	292	336	359	361	386	381
	111.691	113.579	112.826	111.880	115.285	121.145	124.241	127.813

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 6. — BILANS ET SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Depuis le 31 décembre 1959

(millions de francs)

Rubriques	1959 31 décembre	1960 31 décembre	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1962 7 mai	1963 6 mai	1962 8 juin	1963 10 juin
ACTIF								
Encaisse en or	56.693	58.525	62.424	68.248	65.727	68.608	66.324	68.665
Monnaies étrangères	4.407	12.605	20.432	12.848	15.708	19.332	15.473	20.237
Monnaies étrangères et or à recevoir ...	224	6.775	6.856	2.935	7.054	8.200	7.596	9.355
Avoirs à l'étranger, en francs belges ...	—	—	—	—	—	—	—	1.500
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) U.E.P.	5.536	3.509	413	251	340	179	336	175
b) A.M.E. ....	...	...	...	...	25	...	15	...
c) F.M.I.	4.388	4.388	7.939	6.738	6.488	6.738	6.488	6.738
d) autres accords .....	...	...	...	...	5	...	19	...
Débiteurs pour change et or, à terme ...	1.205	11.821	18.494	12.341	14.756	18.536	13.979	19.955
Effets de commerce	7.560	6.773	5.086	10.083	1.880	4.572	1.823	3.868
Avances sur nantissement	102	51	74	3.022	35	277	22	280
Effets publics (Art. 20 des statuts. Con- ventions des 14-9-1948, 15-4-1952 et 1-2-1963)	8.215	6.040	6.515	5.140	8.490	9.525	9.415	9.500
Monnaies divisionnaires et d'appoint ...	645	617	490	326	468	347	453	328
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	2	1	2	2	2	2	2	2
Créance consolidée sur l'Etat (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)	34.030	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	2.469	2.519	2.568	2.627	2.627	2.702	2.627	2.702
Immeubles, matériel et mobilier	1.508	1.519	1.539	1.593	1.539	1.593	1.539	1.593
Valeurs de la Caisse de Pensions du Per- sonnel	1.032	1.075	1.168	1.278	1.224	1.336	1.226	1.338
Divers	515	698	544	1.778	606	785	660	1.073
Compte d'ordre :	128.531	150.916	168.594	163.210	160.974	176.732	161.997	181.309
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education na- tionale et de la Culture (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.512	2.114	2.170	1.911	1.637	1.255	1.443	1.128
PASSIF								
Billets en circulation	118.325	124.091	129.078	138.481	129.177	142.386	130.216	143.934
Comptes courants :								
compte ordinaire ...	7	24	1	5	14	1	14	12
taxe exceptionnelle de conjunct. (Loi du 12-3-1957) ...	494	185	25	27	24	26	18	25
compte spécial liqui- dation U.E.P. ...	1	...	...	...	...	...	...	...
Banques à l'étranger : compte ordin.	252	308	445	387	272	353	282	263
Comptes courants divers	3.161	2.606	8.338	3.474	4.775	1.726	4.940	2.122
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) A.M.E.	344	249	200	185	128	112	109	114
b) autres accords	224	263	365	413	158	269	152	321
Total des engagements à vue ...	122.808	127.726	138.452	142.972	134.548	144.873	135.731	146.791
Monnaies étrangères et or à livrer	1.436	18.644	25.376	15.271	21.832	26.738	21.599	29.292
Caisse de Pensions du Personnel	1.032	1.075	1.168	1.278	1.224	1.336	1.226	1.338
Divers	767	938	1.007	1.016	743	1.082	814	1.185
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.088	2.133	2.191	2.273	2.227	2.303	2.227	2.303
Compte d'ordre :	128.531	150.916	168.594	163.210	160.974	176.732	161.997	181.309
Ministre de l'Education nationale et de la Culture : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.512	2.114	2.170	1.911	1.637	1.255	1.443	1.128

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 7. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES

(millions de francs)

Rubriques	1959 31 décembre	1960 31 décembre	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1962 31 mars	1963 31 mars	1962 30 avril	1963 30 avril
ACTIF								
A. Opér. d'épargne (art. 15, A. R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Disponible et réalisable :								
Caisse, Banque Nation., Chèques post.	5.972	5.933	7.533	6.523	5.517	5.448	3.182	3.254
Prêts au jour le jour	1.013	1.277	1.214	1.272	907	1.059	634	1.448
Banquiers	6.696	8.103	10.782	13.192	9.776	13.940	9.403	13.073
Maison-mère, succursales et filiales ...	2.345	3.236	4.287	4.717	6.407	5.488	6.409	6.171
Autres valeurs à recevoir à court terme	5.205	6.017	6.742	8.248	7.180	9.264	7.454	8.813
Portefeuille-effets	52.469	55.155	66.088	46.685	69.992	55.566	68.595	58.683
a) Portefeuille commercial 2	18.128	21.528	25.875	30.116	30.090	35.260	28.160	36.091
b) Eff. publ. réesc. à la B.N.B. ...	20.709	20.496	27.294	15.729	25.866	16.846	25.502	18.105
c) Effets publ. mob. à la B.N.B. à concurrence de 95 %	13.632	13.131	12.919	840	14.036	3.460	14.933	4.487
Reportis et avances sur titres	1.364	1.168	1.237	1.317	1.201	1.172	1.264	1.218
Débiteurs par acceptations	11.944	12.682	14.318	17.927	14.339	17.936	14.273	17.535
Débiteurs divers	22.792	26.064	30.726	38.608	31.695	38.001	33.120	39.423
Portefeuille-titres	34.988	39.274	53.444	75.148	51.384	75.614	53.448	76.978
a) Valeurs de la réserve légale	366	401	429	468	434	470	449	511
b) Fonds publics belges	32.021	36.199	50.094	71.460	48.064	71.996	50.055	73.260
c) Fonds publics étrangers	231	275	473	317	360	261	360	299
d) Actions de banques	1.340	1.291	1.261	1.282	1.252	1.484	1.259	1.485
e) Autres titres	1.030	1.108	1.187	1.621	1.274	1.403	1.325	1.423
Divers	1.730	1.570	1.552	2.339	1.400	1.966	1.594	2.008
Capital non versé	7	7	9	9	9	8	9	9
Total disponible et réalisable ...	146.525	160.486	197.932	215.985	199.807	225.462	199.385	228.613
C. Immobilisé :								
Frais de constitut. et de premier établ.	23	20	19	17	18	16	18	17
Immeubles	1.126	1.190	1.251	1.301	1.262	1.357	1.267	1.361
Participation dans les filiales immobil.	257	258	273	265	253	265	253	265
Créances sur filiales immobilières	350	345	278	312	296	316	290	311
Matériel et mobilier	140	153	166	200	178	202	180	207
Total de l'immobilisé ...	1.896	1.966	1.987	2.095	2.007	2.156	2.008	2.161
Total de l'actif ...	148.421	162.452	199.919	218.080	201.814	227.618	201.393	230.774

PASSIF

A. Opér. d'épargne (art. 15, A. R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Exigible :								
Créanciers privilégiés ou garantis	415	330	398	1.747	1.132	794	856	563
Emprunts au jour le jour	644	1.332	2.110	871	1.872	1.252	2.175	2.805
a) Garantis par des sûretés réelles	571	1.247	1.986	815	1.854	1.138	2.107	2.595
b) Non garant. par des sûr. réelles	73	85	124	56	18	114	68	210
Banquiers	8.568	14.208	28.067	26.553	23.659	30.905	23.199	31.842
Maison-mère, succursales et filiales ...	2.398	3.165	3.911	4.300	3.674	3.755	3.214	4.371
Acceptations	11.945	12.683	14.319	17.928	14.343	17.936	14.279	17.535
Autres valeurs à payer à court terme	2.690	2.382	2.776	3.875	3.587	4.510	3.895	5.353
Créditeurs pour effets à l'encaissement	889	990	967	1.095	1.041	1.072	1.046	1.035
Dépôts et comptes courants	99.256	103.790	121.118	130.986	126.278	136.730	125.094	135.448
a) A vue	62.077	61.080	66.746	71.259	67.087	73.834	66.499	72.980
b) A un mois au plus	3.319	4.873	6.112	5.532	6.737	6.099	5.989	5.865
c) A plus d'un mois	14.800	19.200	27.902	29.392	31.613	30.000	31.471	29.627
d) A plus d'un an	1.495	956	1.529	2.201	1.327	1.662	1.793	1.521
e) A plus de deux ans	2.097	1.975	2.495	2.671	2.593	2.968	2.309	2.973
f) Carnets de dépôts	13.730	14.115	14.613	17.937	15.191	20.171	15.280	20.472
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	1.738	1.591	1.721	1.994	1.730	1.996	1.753	2.010
Obligations et bons de caisse	6.891	7.573	8.619	11.060	9.112	11.120	9.404	11.144
Montants à libérer sur titres et partic.	664	635	615	689	619	696	629	690
Divers	4.451	4.940	6.007	6.104	5.262	5.628	6.085	6.512
Total de l'exigible ...	138.811	152.028	188.907	205.208	190.579	214.398	189.876	217.298
C. Non exigible :								
Capital	5.746	6.201	6.520	7.636	6.664	7.709	6.917	7.760
Fonds indispos. par prime d'émission ...	283	284	292	785	274	793	275	793
Réserve légale (art. 13, A. R. 185) ...	369	406	428	467	464	470	479	511
Réserve disponible	3.106	3.363	3.652	3.828	3.698	4.068	3.712	4.232
Provisions	106	170	120	156	135	180	134	180
Total du non exigible ...	9.610	10.424	11.012	12.872	11.235	13.220	11.517	13.476
Total du passif ...	148.421	162.452	199.919	218.080	201.814	227.618	201.393	230.774

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif et de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

² Encours des effets réescomptés par les banques à la B.N.B. et aux institutions paratitiques (millions de francs)

1959 31 décembre	6.885	1961 31 décembre	6.999	1962 31 mars	6.863	1963 31 mars	6.882
1960 31 décembre	6.547	1962 31 décembre	8.486	1962 30 avril	6.822	1963 30 avril	6.824

XIII - 8. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

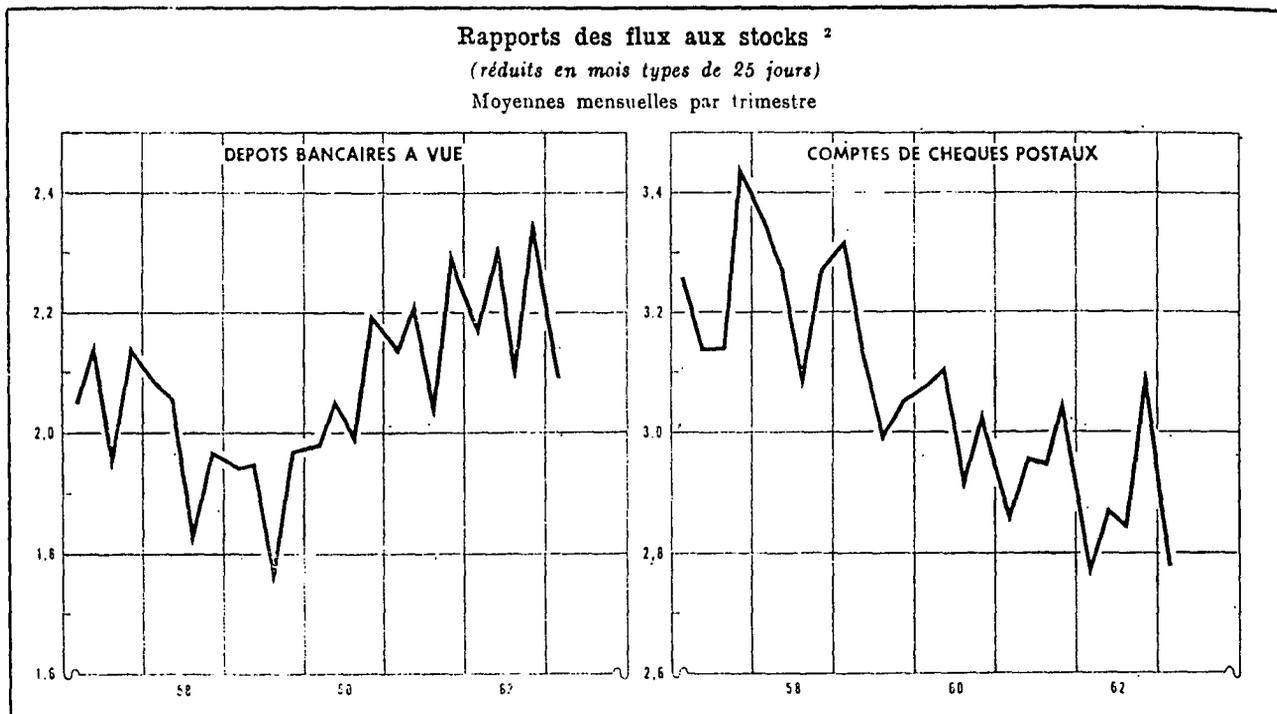
Source : Office des Chèques postaux.

	Milliers de comptes	Avoir global ¹	Avoirs des particuliers ²	Crédit		Débit		Mouvement général	Pourcentages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
				(moyennes mensuelles ou mois)		(moyennes mensuelles ou mois)			
(fin de période)	(milliards de francs)								
1954	678	27,8	20,6	29,7	74,1	29,5	74,1	207,4	91
1955	703	28,3	20,8	30,5	76,2	30,3	76,2	213,3	91
1956	742	29,8	22,2	32,7	81,9	32,7	81,9	229,3	91
1957	765	30,4	22,4	36,0	89,1	36,0	89,1	250,2	91
1958	789	31,2	23,5	37,4	93,0	37,3	93,0	260,8	91
1959	819	33,1	25,1	39,4	97,9	39,1	97,9	274,3	91
1960	855	37,1	26,9	42,4	103,3	41,6	103,3	290,7	92
1961	862	40,3	29,2	45,7	111,2	46,0	111,2	314,2	92
1962	907	43,4	31,7	49,8	118,4	49,4	118,4	335,9	92
1961 3 ^e trimestre	874	39,7	28,7	46,4	111,0	46,4	111,0	316,1	92
4 ^e trimestre	882	39,7	29,1	47,4	114,2	45,8	114,2	321,5	92
1962 1 ^{er} trimestre	887	42,7	31,5	46,6	114,9	47,4	114,9	323,7	92
2 ^e trimestre	891	43,4	32,1	49,3	115,5	48,6	115,5	328,8	92
3 ^e trimestre	900	43,4	31,8	48,4	114,8	48,7	114,8	326,7	92
4 ^e trimestre	907	44,2	31,6	54,7	128,4	52,8	128,4	364,3	92
1963 1 ^{er} trimestre	913	48,8	34,5	52,1	127,5	52,9	127,5	359,8	93
1962 Avril	888	43,9	32,3	48,3	112,3	49,3	112,3	322,2	92
Mai	890	42,7	31,7	49,8	118,4	48,9	118,4	335,5	92
Juin	891	43,6	32,2	49,7	115,7	47,7	115,7	328,8	92
Juillet	893	47,8	32,3	57,2	134,1	56,8	134,1	384,1	93
Août	896	41,5	31,6	44,3	108,5	46,2	108,5	307,6	92
Septembre	900	40,8	31,5	43,8	101,7	41,3	101,7	288,5	92
Octobre	903	43,7	31,5	51,7	124,8	52,6	124,8	353,8	91
Novembre	906	43,0	31,0	52,0	126,1	51,3	126,1	356,2	93
Décembre	907	46,1	32,4	60,4	134,3	53,9	134,3	382,9	93
1963 Janvier	909	51,2	34,7	56,9	132,5	53,9	132,5	375,8	92
Février	911	50,6	34,8	45,9	126,3	54,4	126,3	352,7	93
Mars	913	44,5	34,0	53,4	123,6	50,3	123,6	350,9	93
Avril	913	47,1	34,7	51,2	120,4	51,6	120,4	343,7	92
Mai	914	46,9	34,8	52,6	126,3	53,9	126,3	359,0	92

¹ Comprend l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

² Ces avoirs comprennent les avoirs libres et jusque juin 1961 compris, les titres de l'Emprunt d'Assainissement monétaire remis en représentation des avoirs définitivement bloqués; depuis juillet 1961, uniquement avoirs libres. Les chiffres des avoirs libres des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la Dette publique (cfr. tableau 3 du chapitre XVI du présent bulletin).

**XIII - 9. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX ¹**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements, réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Rapport des flux aux stocks ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs en C.C.P. ⁴	Total	brut		réduit en mois types de 25 jours ⁵
				dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³		avoirs en C.C.P. ^{4}
(milliards de francs)						
1954	67,4	64,6	132,0	1,83	1,80	2,99
1955	75,4	66,8	142,2	1,94	1,92	3,06
1956	83,2	70,3	153,5	1,98	1,95	3,01
1957	89,8	76,6	166,4	2,10	2,08	3,25
1958	85,7	80,4	166,1	2,01	1,99	3,25
1959	90,3	83,4	173,7	1,93	1,91	3,13
1960	99,4	87,2	186,6	2,09	2,06	3,04
1961	106,9	93,0	199,9	2,19	2,18	2,96
1962	119,0	99,3	218,3	2,25	2,23	2,89
1961 3 ^e trimestre	100,8	91,0	191,8	2,11	2,06	2,95
4 ^e trimestre	115,2	96,1	211,3	2,29	2,30	3,06
1963 1 ^{er} trimestre	110,1	94,6	204,7	2,24	2,18	2,78
2 ^e trimestre	123,4	99,2	222,6	2,28	2,31	2,87
3 ^e trimestre	112,3	98,0	210,3	2,12	2,10	2,84
4 ^e trimestre	130,2	105,3	235,5	2,36	2,34	3,09
1963 1 ^{er} trimestre	117,8	103,8	221,6	2,12	2,09	2,78
1962 Mai	126,9	100,3	227,2	2,36	2,36	2,97
Juin	121,7	96,8	218,5	2,22	2,22	2,75
Juillet	124,0	105,2	229,2	2,30	2,30	2,97
Août	106,2	100,5	206,7	2,09	2,01	2,99
Septembre	106,8	88,3	195,1	1,98	1,98	2,57
Octobre	123,2	99,4	222,6	2,41	2,24	2,88
Novembre	132,1	108,4	240,5	2,27	2,37	3,30
Décembre	135,1	108,1	243,2	2,40	2,40	3,09
1963 Janvier	122,4	103,6	226,0	2,28	2,19	2,75
Février	115,8	108,3	224,1	1,99	2,07	2,90
Mars	115,3	99,4	214,7	2,10	2,02	2,68
Avril	132,9	103,9	236,8	2,30	2,30	2,74
Mai	138,8	109,3	248,1	2,34	2,34	2,97

¹ Approximations données par le total des débits portés en comptes (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² Le rapport des flux aux stocks est obtenu en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes chèques postaux des particuliers et des comptes extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Le recensement ne s'étend pas à toutes les banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

⁵ De 1951 à 1954 inclus, calculé sur base du nombre de jours ouvrables à l'O.C.P.; par la suite, calculé sur base du nombre de jours ouvrables dans l'industrie.

N. B. — Méthodes d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXV^e année, vol. II, n^o 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* : situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de statistique de l'I.N.S.* — *Bulletin d'Information et de Documentation* (cf. N. B. des tableaux 1 et 9 du chapitre XIII). — *Rapport annuel de la Commission bancaire*.

XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(millions de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

Fin de période	Actifs					Passifs				
	Portefeuille (valeur nominale)			Solde créditeur à la Banque Nationale de Belgique	Prêts d'argent à très court terme	Certificats placés dans les banques	Emprunts d'argent à très court terme	Opérations à rémunéré	Crédit reçu de la Banque Nationale	
	Valeurs cotées ¹	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie						Avances	Escompte de bons de caisse ²
1953	3.532	—	—	—	—	—	1.999	1.000	...	120
1954	5.023	—	—	—	—	—	2.248	1.000	2	1.327
1955	4.533	—	—	—	—	—	2.039	1.000	4	920
1956	5.930	—	—	—	—	—	2.631	500	2	1.998
1957	4.112	1.242	—	...	—	486	2.457	585	1.237	200
1958	3.311	1.370	—	...	—	4.059	274	—	...	45
1959	4.572	623	2.700	1	...	4.608	72	—	...	...
1960	6.661	1.403	1.200	6	15	5.812	...	—	...	...
1961 Janvier	6.617	20	1.200	750	1.802	6.966	...	—	...	...
Février	6.434	90	...	2.917	1.932	7.932	...	—	...	...
Mars	5.978	10	825	1.644	3.273	8.401	...	—	...	...
Avril	6.104	18	1.875	1.086	3.569	9.266	...	—	...	...
Mai	6.054	25	2.525	2.150	2.685	10.042	...	—	...	...
Juin	6.394	78	825	1.916	4.239	10.043	...	—	...	...
Juillet	6.288	9	100	3.131	3.272	9.442	...	—	...	...
Août	6.371	...	...	4.377	3.410	10.800	...	—	...	...
Septembre	6.448	...	...	6.391	2.267	11.701	...	—	...	...
Octobre	6.599	166	150	6.876	2.030	12.511	...	—	...	...
Novembre	6.613	...	150	8.004	2.169	13.605	...	—	...	...
Décembre	6.892	1.086	...	3.200	3.069	10.996	...	—	...	...
1962 Janvier	6.149	200	...	6.831	75	9.996	...	—	...	...
Février	6.235	220	...	9.300	2.696	9.253	...	—	...	...
Mars	6.188	130	...	3.188	1.600	7.961	...	—	...	...
Avril	6.112	1.018	...	3.521	1.678	9.391	...	—	...	...
Mai	6.215	280	...	3.003	2.192	8.492	...	—	...	...
Juin	6.701	11	...	2.108	2.923	8.589	...	—	...	...
Juillet	6.887	438	...	2.069	1.972	8.336	...	—	...	...
Août	6.803	200	1.175	2.041	1.401	8.593	...	—	...	...
Septembre	6.910	248	1.100	1.724	1.681	8.623	...	—	...	...
Octobre	7.233	572	1.200	796	2.564	9.248	...	—	...	...
Novembre	7.946	1.175	2.100	1	790	8.905	...	—	...	...
Décembre	7.759	2.226	...	...	50	6.440	...	—	589	...

¹ Y compris les opérations à rémunéré.

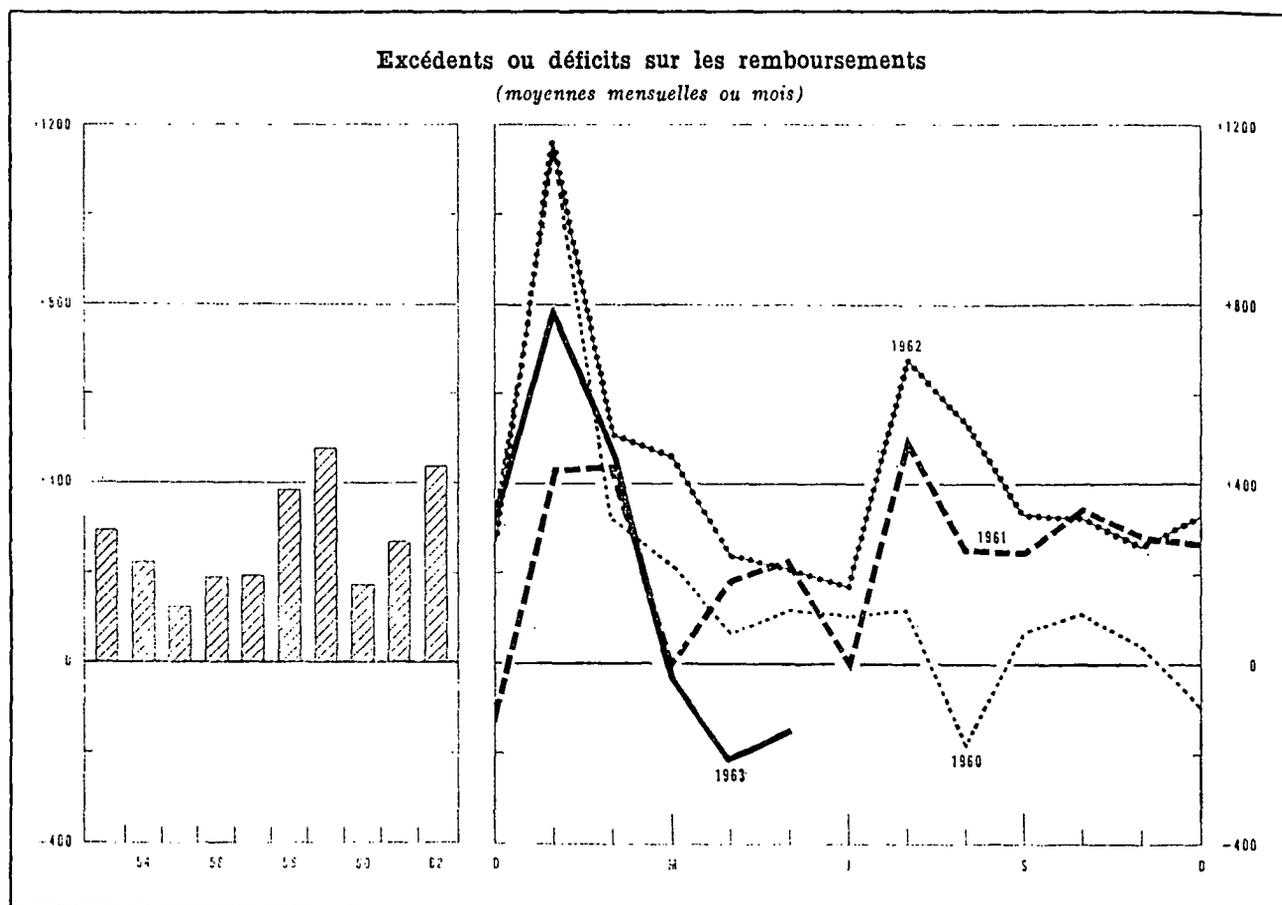
² Y compris les bons de caisse escomptés auprès d'organismes autres que la Banque Nationale de Belgique.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5 a. — Mouvements des dépôts

Livrets des particuliers seulement

(millions de francs)



Périodes	Versements (1)		Remboursements (2)		Excédents ou déficits (3) = (1) - (2)		Soldes des dépôts à fin de période (4)	
1952	12.958		8.127		4.831		40.748 ¹	
1953	13.204		9.684		3.520		45.493 ¹	
1954	13.383		10.764		2.619		49.459 ¹	
1955	13.624		12.176		1.448		52.354 ¹	
1956	14.518		12.295		2.223		56.132 ¹	
1957	16.783		14.455		2.328		60.144 ¹	
1958	18.912		14.316		4.596		66.700 ¹	
1959	21.939		16.232		5.707		74.442 ¹	
1960	21.840		19.786		2.054		78.887 ¹	
1961	22.799		19.585		3.214		84.633 ¹	
1962	25.995		20.717		5.278		92.654 ¹	
	1962	1963	1962	1963	1962	1963	1962	1963
Janvier	2.616	p 2.379	1.458	p 1.588	1.158	p 791	85.791	p 93.445
Février	1.965	p 2.003	1.456	p 1.539	509	p 463	86.300	p 93.908
Mars	2.193	p 1.950	1.725	p 1.987	468	p - 36	86.768	p 93.872
Avril	2.003	p 1.976	1.757	p 2.189	246	p -213	87.014	p 93.660
Mai	2.093	p 2.093	1.878	p 2.238	215	p -145	87.229	p 93.515
Juin	2.152		1.975		177		87.406	
Juillet	2.432		1.748		684		88.090	
Août	2.149		1.609		540		88.630	
Septembre	2.019		1.674		345		88.975	
Octobre	2.188		1.850		338		89.313	
Novembre	1.931		1.664		267		89.580	
Décembre	2.254		1.923		330		92.654 ¹	

¹ Ces dépôts comprennent les intérêts capitalisés de l'exercice.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5 b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : Rapports de la C.G.E.R.

	1956	1957	1958	1959	1960	1961
ACTIF						
Disponible ¹	0,2	0,5	0,3	0,3	0,2	0,3
Placements provisoires :						
Effets sur la Belgique	6,5	7,6	7,7	9,1	10,8	12,4
Avances à l'industrie	—	—	2,0	3,3	5,2	7,3
Crédit d'exportation	—	—	...	0,2	0,4	0,5
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...	...
Acceptations bancaires	0,2	0,4	1,6	1,7	2,4	2,5
Certificats de Trésorerie	1,8	1,5	5,2	4,3	2,0	4,3
Prêts au jour le jour	1,0	1,3	0,8	1,1	0,8	0,7
Total des placements provisoires ...	9,5	10,8	17,3	19,7	21,6	27,7
Placements définitifs :						
Rentés belges directes	18,4	18,4	17,3	19,7	20,0	20,2
Rentés belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	12,1	13,6	15,4	16,5	17,8	16,6
Valeurs du Congo ou garanties par le Congo	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes	1,9	1,9	1,8	1,8	1,7	1,7
et communes	1,5	1,5	1,2	1,2	1,0	1,0
Obligations de sociétés belges	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
Avances à l'Etat résultant du paiement des allocations	2,7	2,8	2,9	3,3	3,8	4,3
complémentaires aux prisonniers politiques, et	3,3	3,4	3,4	3,5	3,6	3,6
avances à l'Œuvre nationale des invalides de la	17,1	18,3	19,9	21,3	22,2	22,7
guerre	57,9	60,8	62,8	68,2	71,0	71,0
Prêts hypothécaires						
Crédit agricole						
Avances à la Société nationale du logement, aux						
sociétés agréées et aux communes en vue de la						
construction d'habitations sociales						
Total des placements définitifs ...						

PASSIF

<i>Exigible :</i>						
Dépôts sur livrets ² :						
Particuliers	55,9	60,0	66,5	74,3	78,7	84,5
Dotations des prisonniers	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Etablissements publics et autres	4,8	4,6	4,9	3,8	3,7	3,7
Dépôts pour timbres-retraite	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1
Total des dépôts sur livrets ...	61,1	65,0	71,8	78,5	82,8	88,5
Dépôts en comptes courants ²	1,9	1,9	3,5	3,7	3,0	3,4
<i>Non exigible :</i>						
Fonds de dotation, fonds de prévisions diverses et fonds						
de réserve	5,6	6,2	6,7	7,3	7,9	8,7

¹ Cette rubrique comprend les avoirs en caisse, les comptes à la Banque Nationale de Belgique et à l'Office des Chèques Postaux.

² Comprenant les intérêts capitalisés.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5 c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite *
(milliards de francs)

Source : Rapports de la C.G.E.R.

	1956	1957	1958	1959	1960	1961
ACTIF						
Portefeuille-titres :						
Rentes belges directes	6,3	7,2	7,5	7,7	7,3	7,1
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	8,8	9,1	10,1	11,0	11,6	12,5
Valeurs garanties par le Congo	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations du Crédit communal, provinces, villes et communes	1,3	1,3	1,2	1,2	1,1	1,0
Obligations de sociétés belges	1,5	1,4	1,3	1,2	1,1	1,0
Prêts hypothécaires	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2
Avances aux sociétés agréées et aux caisses publiques de prêts en vue de la construction d'habitations sociales	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Total ...	18,4	19,5	20,5	21,5	21,5	22,0
PASSIF						
Fonds des Rentes ¹	19,0	13,2	13,5	13,8	13,1 ¹	13,4
Réserves mathématiques ²		6,7	7,4	8,2	8,8	9,4
Total ...	19,0	19,9	20,9	22,0	21,9	22,8

* La C.G.E.R. publie séparément :

a) Depuis 1957 :

- 1) Un bilan concernant l'exécution de la « Loi générale ». Il s'agit des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 et des lois coordonnées de 1940 relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des ouvriers et des assurés libres. Toutefois, depuis 1960, les rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 ne figurent plus aux bilans des Caisses de Retraite mais bien aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie.
- 2) Un bilan se rapportant à la « gestion des assurances réalisées dans le cadre des lois de 1925 et de 1930 sur la Pension des employés ». Ces assurances sont traitées selon le principe de la capitalisation.
- 3) Un bilan se rapportant aux retraites des « employés » telles qu'elles ont été fixées par la « loi du 12 juillet 1957 » conçue également selon le principe de la capitalisation.
- 4) Un bilan se rapportant à la gestion des assurances réalisées dans le cadre de la loi du 30 juin 1956 relative à la pension des indépendants. Toutefois depuis 1960, ce bilan se rapporte également à la gestion des assurances réalisées dans le cadre de la loi du 28 mars 1960 sur la pension des travailleurs indépendants.

b) Depuis 1958 : Un bilan se rapportant à la gestion des assurances réalisées dans le cadre des lois de pension des employés (versements supplémentaires).

c) Depuis 1960 : En plus, un bilan concernant les retraites des « employés » telles qu'elles ont été fixées par la « loi du 22 février 1960 », conçue également selon le principe de la capitalisation.

¹ Le Fonds des rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions. Toutefois, depuis 1960, le Fonds des rentes ne comprend plus les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865. Ces réserves figurent depuis 1960 aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la Vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».

² Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements pour frais de services des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5 d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurances sur la Vie ¹
(milliards de francs)

Source : Rapports de la C.G.E.R.

	1956	1957	1958	1959	1960	1961
ACTIF						
Portefeuille-titres :						
Rentes belges directes	1,8	2,0	1,9	2,2	3,0	2,9
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	0,5	0,7	1,1	1,3	2,0	2,6
Obligations du Crédit communal, provinces, villes et communes	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations de sociétés belges	0,7	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
Prêts hypothécaires	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2
Total du portefeuille-titres ...	3,3	3,6	4,0	4,5	6,0	6,5
PASSIF						
Réserves mathématiques et provisions ¹	2,5	2,7	2,9	3,2	4,6 ¹	4,9
Fonds de réserve	0,9	1,0	1,2	1,4	1,5	1,8

¹ Depuis 1960, ce bilan comporte, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions » les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 et figurant auparavant dans le bilan concernant l'exécution de la « Loi générale ».

XIV - 6. — CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

Moyens d'action et placements

(milliards de francs)

Source : Office Central de la Petite Epargne.

Fin de période	Dépôts		Obligations et Bons de Caisse	Total des dépôts, obligations et bons de Caisse	Créances sur les entreprises et particuliers			Créances sur le secteur public						Total des créances sur les entreprises et particuliers et sur le secteur public		
	inférieurs à 2 ans	2 ans et plus			Es-compte, avances et prêts avec caution	Débiteurs hypothécaires	Débiteurs divers	Total des créances sur les entreprises et particuliers	Etat	Pouvoirs subordonnés	Congo et Ruanda-Urundi	Caisse Autonome des Dommages de Guerre	Crédit Communal de Belgique		Autres organismes parastataux	Total des créances sur le secteur public
1956	12,4	3,4	2,7	18,5	1,1	10,4	0,2	11,7	n.d.	0,2	0,1	0,1	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1957	13,7	3,8	3,1	20,6	1,4	12,0	0,3	13,7	n.d.	0,2	0,1	0,2	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1958	15,7	4,4	3,9	24,0	1,8	13,8	0,3	15,9	4,7	0,3	0,2	0,2	0,3	3,8	9,5	25,4
1959	18,5	5,0	4,3	27,8	2,1	15,9	0,4	18,4	5,0	0,2	0,1	0,3	0,4	5,4	11,4	29,8
1960	20,2	5,6	4,8	30,6	1,9	18,0	0,5	20,4	6,2	0,2	0,1	0,4	0,3	5,6	12,8	33,2
1961 1 ^{er} trimest.	20,9	5,8	4,9	31,6	2,4	18,3	0,4	21,1	6,2	0,2	0,1	0,4	0,4	6,1	13,4	34,5
2 ^e trimest.	21,4	5,9	5,1	32,4	2,3	19,0	0,5	21,8	6,5	0,2	0,1	0,4	0,4	6,1	13,7	35,5
3 ^e trimest.	22,1	6,1	5,1	33,3	2,5	19,6	0,5	22,6	6,7	0,2	0,1	0,4	0,4	6,1	13,9	36,5
4 ^e trimest.	23,1	6,4	5,2	34,7	2,1	20,3	0,6	23,0	6,9	0,2	0,1	0,4	0,4	6,4	14,4	37,4
1962 1 ^{er} trimest.	24,1	6,7	5,5	36,3	2,2	20,9	0,5	23,6	7,6	0,2	0,1	0,4	0,4	6,6	15,3	38,9
2 ^e trimest.	24,8	7,0	5,7	37,5	2,2	21,9	0,5	24,6	7,6	0,3	0,1	0,4	0,4	7,2	16,0	40,6
3 ^e trimest.	25,7	7,2	5,9	38,8	2,4	22,7	0,5	25,6	8,1	0,3	0,1	0,5	0,5	7,3	16,8	42,4
4 ^e trimest.	27,4	7,4	6,3	41,1	2,3	23,9	0,7	26,9	8,7	0,3	0,1	0,5	0,5	7,4	17,5	44,4
1963 1 ^{er} trimest.	28,3	8,0	6,3	42,6												

XIV - 7. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Rapports de la S.N.C.I.

	1957	1958	1959	1960	1961	1962
ACTIF						
Portefeuille :						
Crédits d'investissement à long et moyen terme :						
1 ^o garantis par l'Etat	5,0	6,7	8,6	9,8	10,5	10,9
2 ^o garantis par banques et sociétés financières ...	4,4	5,1	5,5	6,2	6,7	7,2
3 ^o autres que ceux visés sub 1 ^o et 2 ^o 1	5,8	7,1	7,8	10,5	13,1	15,7
Crédits de restauration (dommages de guerre et inondations) (arrêté-loi du 30 novembre 1944, lois des 1 ^{er} octobre 1947, 6 janvier 1950, 24 mars 1953 et 26 juin 1956)	2,0	1,9	2,0	1,8	1,7	1,6
Crédits commerciaux à moyen terme	1,1	1,0	0,8	0,8	1,3	1,0
Crédits de financement d'exportations à moyen terme	0,7	0,6	0,8	0,9	1,1	1,3
Crédits gérés pour compte de l'Etat 2	2,2	2,4	2,5	2,7	2,7	2,8
PASSIF						
Obligations	17,2	21,4	24,9	30,1	35,9	37,5
Bons de caisse	3,3	4,1	5,7	6,3	6,9	7,3
Etat belge :						
Fonds d'Aide Marshall	2,0	1,9	1,9	1,8	1,7	1,7
Fonds de l'armement et des constructions maritimes	0,5	0,7	0,8	1,1	1,2	1,2

¹ Cette rubrique comprend tous les autres crédits d'investissement; le risque de ces opérations est supporté par la S.N.C.I. qui se fait conférer, s'il y a lieu, des sûretés réelles et/ou personnelles.

² Il s'agit de crédits financés par l'aide « Marshall » et par le Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(millions de francs)

Source : Crédit Communal de Belgique.

Période	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal										Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)			
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »									Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Engagements de crédits du Crédit Communal de Belgique	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit de ces comptes
	Solde disponible au début de la période	Versements			Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période	créditeurs			débiteurs		
		Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs	Subventions versées en capital par l'Etat et les Provinces	Total	Pour remboursements d'emprunts	Pour paiement de dépenses extraordinaires	Total							
(1)	Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat	(4)	(2) + (3) + (4) = (5)	(6)	(7)	(6) + (7) = (8)	(1) + (5) - (8) = (9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	
1953	1.221	2.565		2.418	4.983	136	4.748	4.884	1.320	20.049	1.160	1.966	406	13.230
1954	1.320	3.650		2.146	5.796	165	5.250	5.415	1.701	22.868	1.850	1.785	349	15.518
1955	1.701	4.315		2.261	6.576	363	5.794	6.157	2.120	26.192	1.563	1.700	388	14.061
1956	2.120	3.562		2.330	5.892	343	5.759	6.102	1.910	28.531	1.699	1.411	701	15.934
1957	1.910	2.603		2.389	4.992	547	4.984	5.531	1.371	29.631	835	1.588	810	16.609
1958	1.371	3.594		2.196	5.790	547	4.803	5.350	1.811	32.802	2.133	1.587	638	19.044
1959	1.811	5.640		2.819	8.459	624	7.147	7.771	2.499	36.777	2.463	1.262	1.129	19.016
1960	2.499	5.410	290	2.306	8.006	604	7.311	7.915	2.590	41.756	4.398	1.267	1.424	20.451
1961	2.590	6.182	1.262	1.858	9.302	1.011	7.427	8.438	3.454	46.849	5.231	1.504	1.519	21.917
1962	3.453	6.526	1.365	1.320	9.211	363	8.421	8.784	3.880	52.178	7.337	1.350	2.288	24.877
1961 Mai	3.165	324	46	135	505	35	590	625	3.045		4.382	1.580	1.242	1.467
Juin	3.045	446	63	145	654	46	576	622	3.077		5.396	1.370	1.523	1.342
Juillet	3.077	654	132	88	874	256	471	727	3.224		5.725	880	2.596	2.581
Août	3.224	481	155	91	727	110	665	775	3.176		5.526	1.535	1.751	1.500
Septembre	3.176	500	100	173	773	56	557	613	3.336		5.456	1.888	1.206	1.537
Octobre	3.336	627	153	178	958	59	781	840	3.454		5.268	1.758	1.182	1.982
Novembre	3.454	443	94	132	669	28	659	687	3.436		5.553	2.026	1.036	1.363
Décembre	3.436	497	145	133	775	35	723	758	3.453	46.849	5.231	1.737	1.341	1.617
1962 Janvier	3.453	438	65	74	577	33	610	643	3.387		5.437	1.172	1.988	3.177
Février	3.387	254	110	106	470	24	493	517	3.340		6.096	1.204	1.829	1.697
Mars	3.340	448	129	122	699	33	681	714	3.325		6.275	1.614	1.796	2.488
Avril	3.325	282	86	105	473	28	426	454	3.344		6.417	1.267	1.934	2.026
Mai	3.344	392	97	114	603	34	545	579	3.368		6.968	1.729	1.491	1.593
Juin	3.368	745	88	116	949	30	797	827	3.490		7.050	1.725	1.579	1.801
Juillet	3.490	865	141	109	1.115	35	733	768	3.837		6.798	1.404	2.158	3.202
Août	3.837	715	105	126	946	34	758	792	3.991		6.536	1.334	2.368	1.458
Septembre	3.991	521	125	105	751	17	881	898	3.844		6.855	1.188	2.543	1.460
Octobre	3.844	682	147	114	943	24	917	941	3.846		6.682	1.067	3.234	2.338
Novembre	3.846	633	154	83	870	40	827	867	3.849		6.654	1.164	3.456	1.390
Décembre	3.849	551	118	146	815	31	753	784	3.880	52.178	7.337	1.333	3.086	2.247
1963 Janvier	3.880	479	155	56	690	13	784	797	3.773	52.158	7.352	1.059	4.235	3.781
Février	3.773	675	214	140	1.029	15	607	622	4.180	53.033	6.848	1.273	3.778	1.944
Mars	4.180	820	154	78	1.052	15	758	773	4.459	53.984	7.632	1.419	3.797	1.992
Avril	4.459	599	69	110	778	26	415	441	4.796	54.035	7.582	1.496	3.282	2.401
Mai	4.796	566	28	82	676	20	757	777	4.695	54.611	7.930	1.689	2.824	1.743

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Ministère des Affaires économiques, Service des Assurances.

	1957	1958	1959	1960	1961	1957	1958	1959	1960	1961
	Sociétés belges					Sociétés étrangères				
ACTIF										
Immeubles	1,0	1,4	1,7	2,3	2,6	0,9	1,0	1,1	1,2	1,4
Prêts hypothécaires	6,2	7,1	7,8	9,0	10,5	1,6	1,8	2,0	2,3	2,7
Prêts sur police	0,8	0,9	1,0	1,1	1,2	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5
Valeurs mobilières :										
Fonds publics belges	2,5	2,9	3,5	4,8	5,3	2,4	2,8	3,1	3,2	3,4
Valeurs étrangères	0,5	0,5	0,8	1,3	1,9	0,2	0,2	0,3	0,4	0,4
Titres garantis par le Congo	0,2	0,2	0,4	0,1	0,1	...	...	...	...	...
Titres des organismes para-										
stataux de crédit	2,2	2,6	3,1	4,2	4,2	0,3	0,4	0,4	0,7	0,7
Titres des autres organismes										
parastataux	1,0	1,0	1,2	1,4	1,4	0,8	0,9	1,0	0,9	1,0
Titres des provinces et com-										
munes	1,6	1,7	1,7	1,4	1,7	0,5	0,6	0,6	0,5	0,5
Obligations de sociétés belges	6,0	6,4	7,2	7,2	7,4	0,5	0,5	0,6	0,5	0,6
Actions de sociétés belges ...	2,3	2,5	1,7	2,1	2,2	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6
Total des valeurs mobilières ...	16,3	17,8	19,6	22,5	38,5	5,2	5,9	6,5	6,7	11,8

PASSIF

Cautionnements déposés	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Réserves mathématiques ¹ ...	24,4	27,0	31,0	35,3	38,7	8,2	9,0	9,8	10,7	11,6

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation, et la réserve de garantie.

**XIV - 10. — INSCRIPTIONS
HYPOTHECAIRES**

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs
1954	1,65
1955	1,67
1956	1,80
1957	1,78
1958	1,77
1959	2,13
1960	2,50
1961	2,78
1962	3,03
1961 3 ^e trimestre .	2,75
4 ^e trimestre .	2,89
1962 1 ^{er} trimestre .	2,67
2 ^e trimestre .	2,88
3 ^e trimestre .	3,13
4 ^e trimestre .	3,41
1963 1 ^{er} trimestre .	3,05

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscriptions perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 ½ p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux. — *Compte rendu des opérations et de la situation de la C.G.E.R. de Belgique*. — *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.*

XV. — PRINCIPALES MODALITES DE L'EPARGNE DISPONIBLE A L'INTERIEUR DU PAYS

(milliards de francs)

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

Modalités d'épargne	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
1. Epargne-dépôts ¹ :									
Caisse d'épargne	6,4	5,5	5,1	6,3	5,6	10,9	10,4	6,0	9,6
Banques	2,8	3,0	2,2	-0,7	1,1	4,6	5,1	4,0	10,4
Institutions parastatales de crédit ..	0,7	0,3	-0,2	0,3	-0,5	2,2	0,3	1,2	1,7
Total ...	9,9	8,8	7,1	5,9	6,2	17,7	15,8	11,2	21,7
2. Epargne-réserves ¹ :									
Organismes de pensions	3,1	3,4	3,8	3,6	5,2	4,0	3,1	2,7	3,2
Organismes d'assurance contre les accidents de travail	1,0	1,0	1,1	1,2	1,0	1,1	0,9	0,7	1,1
Caisses de vacances annuelles	0,5	0,1	0,3	0,1	0,4	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1
Organismes d'assurances sur la vie ..	2,9	3,1	3,4	3,5	3,5	3,8	5,4	6,8	4,9
Organismes d'assurance de la responsabilité civile	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,3	0,1	0,2	0,2
Assurances diverses, entreprises de capitalisation et d'épargne immobilière	0,2	0,2	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4	0,4	0,5
Total ...	7,8	7,9	9,1	8,9	10,7	9,4	9,8	10,7	9,8
3. Epargne hypothécaire et immobilière :									
Prêts hypothécaires consentis par les particuliers	3,2	2,9	2,7	2,1	1,8	1,9	1,8	1,1	2,4
Remboursements effectués par les particuliers sur emprunts hypothécaires	4,9	5,2	6,2	6,5	7,0	7,4	8,5	9,2	9,9
Constructions d'habitations (capitaux investis par les particuliers)	6,4	7,3	7,9	7,4	8,9	9,1	10,3	11,4	12,5
Total ...	14,5	15,4	16,8	16,1	17,6	18,3	20,6	21,7	24,8
4. Emissions de capitaux :									
Nouveaux placements du public	6,1	13,1	10,5	7,9	13,6	16,2	13,4	17,0	13,8
Total (1 à 4)	38,3	45,2	43,5	38,8	48,1	61,6	59,6	60,6	70,1
Doubles emplois ² ...	-0,3	0,1	0,1	-0,8	0,3	-2,6	0,6	0,4	—
Total net (1 à 4) ...	38,0	45,3	43,6	38,0	48,4	59,0	60,2	61,0	70,1
5. Epargne interne des entreprises :									
Amortissements	23,2	23,8	25,4	28,5	30,9	29,8	30,7	35,0	35,9
Epargne nette	7,8 ³	7,8 ³	9,6 ³	10,0	9,2	5,2	5,2	7,7	8,4
Total ...	31,0	31,6	35,0	38,5	40,1	35,0	35,9	42,7	44,3
Total général (1 à 5) ...	69,0	76,9	78,6	76,5	88,5	94,0	96,1	103,7	114,4

¹ Accroissement de l'année.

² Accroissement ou diminution auprès de la C.G.E.R. et des institutions parastatales de crédit, des avoirs de diverses institutions et entreprises dont les réserves — propres ou exigibles — sont déjà recensées comme une épargne dans une des rubriques du présent tableau.

³ Ces chiffres ne sont pas comparables à ceux des années postérieures à 1955.

Références bibliographiques : Etudes complémentaires aux Comptes rendus annuels de la C.G.E.R.

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME ¹

(milliards de francs)

Emetteurs		Titres généralement accessibles au public ²					Titres non généralement accessibles au public			Total émissions nettes à long et moyen terme (plus d'un an) ¹	
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet ⁴	Emissions nettes totales	Emissions brutes ⁵	Amortissements	Emissions nettes		
		Emissions brutes	Amortissements ³	Emissions nettes (3) =							
					(1)	(2)	(1) — (2)	(4)	(5) = (3) + (4)		(6)	(7)	(8) = (6) — (7)	(9) = (5) + (8)
1. Etat (dette directe uniquement) .	1957	12,0	6,9	5,1	—	5,1	1,6	2,6	— 1,0	4,1	
	1958	18,2	8,9	9,3	—	9,3	0,2	2,7	— 2,5	6,8	
	1959	20,8	7,5	13,3	—	13,3	0,7	1,7	— 1,0	12,3	
	1960	27,5	12,6	14,9	—	14,9	2,3	1,4	0,9	15,8	
	1961	13,4	7,4	6,0	—	6,0	...	1,0	— 1,0	5,0	
	1962	26,0	12,5	13,5	—	13,5	6,2	1,8	4,4	17,9	
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1957	3,9	1,0	2,9	...	2,9	1,3	0,1	1,2	4,1	
	1958	3,3	1,1	2,2	...	2,2	2,7	0,3	2,4	4,6	
	1959	3,7	1,2	2,5	...	2,5	2,6	0,4	2,2	4,7	
	1960	0,9	1,3	— 0,4	...	— 0,4	2,7	0,4	2,3	1,9	
	1961	3,6	1,5	2,1	...	2,1	1,9	0,8	1,1	3,2	
	1962	3,4	1,5	1,9	—	— 1,9	2,8	0,7	2,1	4,0	
3. Organismes paraétatiques de crédit	1957	1,5	...	1,5	1,6	3,1	2,5	0,2	2,3	5,4	
	1958	...	...	...	5,4	5,4	2,2	0,4	1,8	7,2
	1959	2,0	0,1	1,9	3,5	5,4	2,3	0,6	1,7	7,1	
	1960	2,4	0,2	2,2	3,8	6,0	2,0	0,4	1,6	7,6	
	1961	5,4	2,2	3,2	4,4	7,6	1,8	0,6	1,2	8,8	
	1962	...	2,7	— 2,7	6,9	4,2	2,9	1,1	1,8	6,0	
4. Pouvoirs subordonnés et Crédit Communal	1957	2,1	0,8	1,3	2,3	3,6	...	...	...	3,6
	1958	2,4	1,6	0,8	4,8	5,6	...	...	...	5,6
	1959	1,2	1,0	0,2	4,1	4,3	...	0,1	— 0,1	4,2	
	1960	1,3	2,1	— 0,8	5,0	4,2	...	...	...	4,2
	1961	0,8	1,6	— 0,8	4,7	3,9	...	...	...	3,9
	1962	2,8	2,3	0,5	5,9	6,4	...	...	...	6,4
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1957	1,4	0,8	0,6	...	0,6	0,8	0,6	0,2	0,8	
	1958	...	1,9	— 1,9	...	— 1,9	0,7	0,1	0,6	— 1,3	
	1959	4,2	1,1	3,1	...	3,1	1,3	0,2	1,1	4,2	
	1960	3,8	4,5	— 0,7	...	— 0,7	0,5	0,1	0,4	— 0,3	
	1961	4,3	2,9	1,4	...	1,4	0,5	0,2	0,3	1,7	
	1962	4,0	3,3	0,7	0,3	1,0	0,5	0,4	0,1	1,1	
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1957	20,9	9,5	11,4	3,9	15,3	6,2	3,5	2,7	18,0	
	1958	23,9	13,5	10,4	10,2	20,6	5,8	3,5	2,3	22,9	
	1959	31,9	10,9	21,0	7,6	28,6	6,9	3,0	3,9	32,5	
	1960	35,9	20,7	15,2	8,8	24,0	7,5	2,3	5,2	29,2	
	1961	27,5	15,6	11,9	9,1	21,0	4,2	2,6	1,6	22,6	
	1962	36,2	22,3	13,9	13,1	27,0	12,4	4,0	8,4	35,4	
6. Congo et Ruanda-Urundi	1957	...	0,3	— 0,3	...	— 0,3	...	...	...	— 0,3
	1958	4,0	0,4	3,6	...	3,6	...	...	...	3,6
	1959	...	0,6	— 0,6	...	— 0,6	...	...	...	— 0,6
	1960	...	1,5	— 1,5	...	— 1,5	...	...	...	— 1,5
	1961	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	1962	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 1 à 6 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge, du Congo et du Ruanda-Urundi	1957	20,9	9,8	11,1	3,9	15,0	6,2	3,5	2,7	17,7	
	1958	27,9	13,9	14,0	10,2	24,2	5,8	3,5	2,3	26,5	
	1959	31,9	11,5	20,4	7,6	28,0	6,9	3,0	3,9	31,9	
	1960	35,9	22,2	13,7	8,8	22,5	7,5	2,3	5,2	27,7	
	1961	27,5	15,6	11,9	9,1	21,0	4,2	2,6	1,6	22,6	
	1962	36,2	22,3	13,9	13,1	27,0	12,4	4,0	8,4	35,4	
7. Rectifications à apporter pour :	1957	1,9	—	1,9	—	1,9	— 1,9	—	— 1,9	—	
	a) obtenir l'évolution de l'encours des titres généralement accessibles au public d'une part et des titres non généralement accessibles au public d'autre part — corrections : conversion de titres non négociables E.A.M. en titres négociables ⁶	1958	2,1	—	2,1	—	2,1	— 2,1	—	— 2,1	—
	1959	1,6	—	1,6	—	1,6	— 1,6	—	— 1,6	—	
	1960	1,8	—	1,8	—	1,8	— 1,8	—	— 1,8	—	
	1961	1,4	—	1,4	—	1,4	— 1,4	—	— 1,4	—	
	b) passer du montant nominal au montant effectif des émissions — corrections : différence entre la valeur nominale et le prix d'émission ⁷	1957	— 0,5	—	— 0,5	—	— 0,5	—	—	—	—
	1958	...	—	...	—	...	—	—	—	—	
	1959	— 0,5	—	— 0,5	—	— 0,5	—	—	—	—	
	1960	— 0,2	—	— 0,2	—	— 0,2	—	—	—	—	
	1961	— 0,4	—	— 0,4	—	— 0,4	—	—	—	—	
1962	— 0,5	—	— 0,5	—	— 0,5	—	—	—	—		

¹ Pour les émissions au robinet des organismes paraétatiques de crédit et du Crédit Communal de Belgique, vu l'impossibilité de ventiler dans certains cas les émissions de bons de caisse à un an ou moins et les émissions à plus d'un an, c'est la variation totale de l'encours de ces titres qui a été recensée. — Pour mémoire : Emission nette à court terme (un an ou moins) de l'Etat : en 1950 : — 4,0; en 1957 : — 1,4; en 1958 : 11,4; en 1959 : 6,9; en 1960 : — 3,9; en 1961 : 2,7; en 1962 : 2,3.

² Sont considérés comme titres généralement accessibles au public, les titres cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, l'Office Central de Crédit Hypothécaire et la Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

³ Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements », non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

⁴ Ayant fait l'objet d'une publication de notice légale.

⁵ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁶ Dans le courant de l'année 1961, la dernière tranche de titres de l'E.A.M. a été libérée.

⁷ La commission de placement est comprise dans le prix d'émission.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC
Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis 1 (millions de francs)	Rendement moyen à l'émission	
Mois	Jour							
1960	Mars	3	R.T.T.	5,25	99,50	13 ans	1.500	5,31
	Avril	7	C.N.C.P.	5 — 5,25	100,00	à 5 ou 10 ans	325	5,27
	Avril	19	Etat belge 1960-65-70	5 — 5,25	100,00	à 5 ou 10 ans	7.752	5,16
	Juin	7	Crédit Communal	3,00-5,00-5,50	100,00	20 ans	1.338	5,53
	Juin	29	S.N.C.B.	5 — 5,25	100,00	à 5 ou 10 ans	2.300	5,17
	Octobre	10	S.N.C.I.	5,25 — 5,50	98,50	à 5 ou 10 ans	2.000	5,67
	Novembre	16	Etat belge 1960-65-70-75	5,25-5,50-5,75	99,00	à 5, 10 ou 15 ans	7.324	5,73
	Novembre	30	C.N.C.P.	5,25 — 5,50	98,50	à 5, 8 ou 11 ans	250	5,72
1961	Janvier	16	S.N.C.B.	5,25 — 5,50	98,25	à 5 ou 10 ans	2.350	5,76
	Février	27	S.N.C.I.	5,25 — 5,50	98,25	à 5 ou 10 ans	2.000	5,82
	Avril	13	R.T.T.	5,25 — 5,50	98,25	à 5 ou 10 ans	2.000	5,84
	Mai	25	C.N.C.P.	5,25 — 5,50	98,25	à 5, 8 ou 11 ans	250	5,82
	Juin	8	Etat belge 1961-1973	5,25-5,50-5,75	98,50	à 5, 9 ou 12 ans 6 mois	7.007	5,83
	août	24	Ville d'Anvers	5,25-5,50- 5,75-6,00	98,00	à 5, 10, 15 ou 20 ans	800	5,83
	Octobre	2	Etat belge 1961-1981	5,25-5,50-5,75	98,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans	6.000	5,75
	Novembre	20	S.N.C.I.	5,25-5,50-5,75	98,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans	2.650	5,88
	Décembre	11	Fonds des Routes	5,25-5,50-5,75	98,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans	2.500	5,78
1962	Février	1	Etat belge 1962-1982, 1 ^{re} série	5,00-5,25-5,50 ¹⁰	98,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans	7.450	5,54
	Mars	1	Ville de Liège 1962-1982	5,25-5,50-5,75	98,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans	800	5,76
	Mars	29	R.T.T. 1962-1982	5,00-5,25-5,50 ¹⁰	98,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans	2.500	5,54
	Mai	2	S.N.C.B. 1962-1982	5,00-5,25-5,50 ¹⁰	99,00	à 5, 10, 15 ou 20 ans	1.550	5,48
	Mai	28	Ville de Bruxelles 1962-1982	5,00-5,25-5,50 ¹⁰	99,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans	1.000	5,43
	Juin	14	Etat belge 1962-1982, 2 ^e série	5,00 — 5,25 ¹¹	100,00	à 5, 10, 15 ou 20 ans	8.100	5,26
	août	27	Ville d'Anvers 1962-1982	5,00-5,25-5,50 ¹⁰	100,00	à 5, 10, 15 ou 20 ans	1.000	5,37
	Septembre	24	Fonds des Routes	5,00 — 5,25 ¹¹	100,00	à 10, 15 ou 20 ans	2.500	5,20
	Novembre	12	Etat belge 1962-1982, 3 ^e série	4,75-5,00-5,25 ¹²	98,50	à 10, 15 ou 20 ans	10.480	5,06
1963	Mars	4	Etat belge 1963-1983	5,00-5,25 ¹¹	100,00	à 10, 15 ou 20 ans	5.900	5,09
	Avril	18	R.T.T. 1963-1983	5,25	100,00	à 10, 15 ou 20 ans	1.350	5,55
	Mai	16	S.N.C.B. 1963-1983	5,50	100,00	à 10, 15 ou 20 ans	1.300	5,55
	Mai	30	C.N.C.P. 1963-1968-1973	5,20-5,50 ¹⁴	100,00	à 5 ou 10 ans	350	5,49
	Juin	20	Etat belge 1963-1983, 2 ^e série	5,50-5,75 ¹⁵	99,00	à 10, 15 ou 20 ans	5.250	5,72

- 1 Ces montants sont différents de ceux du tableau précédent (XVI 1, colonne (1)) parce qu'ils ne comprennent pas les obligations remises en paiement, aux sinistrés par la C.A.D.G.
- 2 Intérêts : 5 % pendant les 5 premières années et 5,25 % pendant les 5 dernières années.
- 3 Emprunt à lots; intérêts : 8 % pendant les 10 premières années, 5 % de la 11^e à la 15^e année et 5,50 % de la 16^e à la 20^e année.
- 4 Intérêts : 5,25 % pendant les 5 premières années et 5,50 % pendant les dernières années.
- 5 Intérêts : 5,25 % pendant les 5 premières années, 5,50 % les 5 années suivantes et 5,75 % pendant les 5 dernières années.
- 6 Le rendement à l'émission de ces emprunts est calculé sur leur plus longue durée.
- 7 Intérêts : 5,25 % pendant les 5 premières années, 5,50 % les 4 années suivantes et 5,75 % pendant les dernières années.
- 8 Intérêts : 5,25 % pendant les 5 premières années, 5,50 % de la 6^e à la 10^e année, 5,75 % de la 11^e à la 15^e année et 6 % de la 16^e à la 20^e année.
- 9 Intérêts : 5,25 % pendant les 5 premières années, 5,50 % pendant les 5 années suivantes et 5,75 % pendant les 10 dernières années.
- 10 Intérêts : 5 % pendant les 5 premières années, 5,25 % pendant les 5 années suivantes et 5,50 % pendant les 10 dernières années.
- 11 Intérêts : 5 % pendant les 10 premières années, 5,25 % pendant les 10 dernières années.
- 12 Intérêts : 4,75 % pendant les 10 premières années, 5 % pendant les 5 années suivantes et 5,25 % pendant les 5 dernières années.
- 13 Rendement sur la base des taux d'intérêt nominaux de l'emprunt.
- 14 Intérêts : 5,20 % pendant les 5 premières années, 5,50 % pendant les 5 dernières années.
- 15 Intérêts : 5,50 % pendant les 10 premières années, 5,75 % pendant les 10 dernières années.

Emprunts en monnaies étrangères

Date de l'arrêté 1		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis (millions d'unités de monnaies étrangères)	Rendement à l'émission	
Mois	Jour							
1960	Janvier	12	Fonds des Routes	5,75	98,5	15 ans	D.M. 60	6,02
	Février	16	Etat belge 1960-1972	4,50	98,0	12 ans	F.S. 50	4,72
	Mars	18	Congo	6,00	100,0	3, 4, 5 ans	U.S. \$ 20	6,13
	Mars	31	Otraco ³	6,00	100,0	10 ans	U.S. \$ 5	6,08
	Mars	31 ²	Congo ³	6,00	100,0	12 ans	U.S. \$ 28	6,09
	Mars	31 ²	Congo ³	6,00	100,0	12 ans	U.S. \$ 7	6,10
1961	Mai	16	S.N.C.B.	4,50	100,0	12 ans	F.S. 50	4,50
	Mai	18	Etat belge 1961-1981	4,75	100,0	20 ans	Fl. P.B. 75	4,75
	Juillet	3	Soc. Nat. Distr. d'Eau	4,75	100,0	20 ans	Fl. P.B. 50	4,75
	Juillet	12	S.N.C.B.	5,00	100,0	2, 3, 4 ans	U.S. \$ 3	5,00
	Juillet	12	S.N.C.B.	5,25	100,0	15 ans	U.S. \$ 20 ou D.M. 80	5,32
	Octobre	3	Sabena	4,75	99,0	20 ans	Fl. P.B. 22	4,92
	Novembre	14	Etat belge 1961-1964	5,50	100,0	3 ans	U.S. \$ 30	5,61
	Novembre	28	Etat belge 1961-1976	5,50	98,0	15 ans	U.S. \$ 25	5,88
	Décembre	12	Sabena 1961-1981 ⁵	5,00	100,0	20 ans	FLux. 250	5,06
1962	Mars	27	Etat belge 1962-1977	5,25	98,5	15 ans	U.S. \$ 30	5,55
1963	Mai	10	Etat belge	4,875	100,0	3, 4 et 5 ans	U.S. \$ 20	4,97

- 1 La date exacte d'émission des emprunts en monnaies étrangères n'est en général pas connue. Le plus souvent cependant, un emprunt est émis, ou commence à être émis, peu après que l'arrêté y relatif a été pris. La date de cet arrêté est reprise dans le présent tableau communicatif, de façon aussi approchée que possible, l'époque de l'émission. Lorsqu'il y a plusieurs arrêtés, par exemple un arrêté royal suivi d'un arrêté ministériel, c'est le dernier en date qui est cité.
- 2 Cet arrêté a été modifié par un arrêté royal du 19 mai 1960.
- 3 Emprunt contracté auprès de la B.I.R.D.
- 4 Le rendement à l'émission de ces emprunts est calculé sur leur plus longue durée.
- 5 Emprunt de conversion.
- 6 Cet emprunt est exempté de tous impôts et taxes, présents et futurs au profit de l'Etat belge, des provinces ou des communes ou de toutes autorités belges ayant un pouvoir de taxation.
- 7 Emprunts de l'Etat, du Congo, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la S.N.C.B., la S.N.C.V., la Société Nationale des Distributions d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exception des émissions continues)

XVI - 3. — DETTE DE L'ETAT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dettes directes								Total de la dette directe 2	Dettes indirectes	Dettes totales 2
	intérieure				extérieure						
	Consolidée y compris E.A.M. 1	à moyen terme	à court terme	Avoirs libres des particuliers en C.C.P.	totale	consolidée 2	à moyen et court terme	totale 2			
1950	104,5	36,7	60,6	18,6	220,4	13,0	3,3	16,3	236,7	12,0	248,7
1951	106,5	33,9	68,0	19,4	227,8	12,8	2,1	14,9	242,7	11,9	254,6
1952	119,2	27,9	69,1	19,2	235,4	13,3	4,6	17,9	253,3	13,0	266,3
1953	130,6	29,7	67,1	21,2	248,6	13,7	7,1	20,8	269,4	12,9	282,3
1954	155,2	24,8	62,6	22,4	265,0	14,8	6,6	21,4	286,4	11,8	298,2
1955	157,2	24,9	67,2	22,8	272,1	16,5	6,9	23,4	295,5	16,1	311,6
1956	167,2	23,4	62,1	23,9	276,6	16,5	7,9	24,4	301,0	16,8	317,8
1957	170,1	24,6	60,9	23,7	279,3	17,5	8,8	26,3	305,6	18,0	323,6
1958	175,5	26,1	70,5	25,4	297,5	17,0	12,5	29,5	327,0	18,6	345,6
1959	190,8	23,0	75,8	29,1	318,7	17,7	16,5	34,2	352,9	20,7	373,6
1960	211,6	18,1	68,6	32,3	330,6	17,4	27,0	44,4	375,0	21,1	396,1
1961 Mai	209,3	17,4	80,3	30,3	337,3	17,4	33,0	50,4	387,7	22,5	410,2
Juin	215,6	17,4	73,8	30,3	337,1	17,1	32,7	49,8	386,9	22,5	409,4
Juillet	215,2	17,4	72,8	30,4	335,8	18,0	31,9	49,9	385,7	22,4	408,1
Août	214,9	17,4	73,1	28,9	334,3	18,0	30,2	48,2	382,5	22,4	404,9
Septembre	214,7	17,4	74,1	29,5	335,7	17,9	30,2	48,1	383,8	22,4	406,2
Octobre	220,1	17,4	71,0	30,1	338,6	17,9	30,0	47,9	386,5	22,3	408,8
Novembre	218,2	17,4	73,3	30,3	339,2	17,8	29,7	47,5	386,7	22,6	409,3
Décembre	217,4	17,4	70,3	32,8	338,4	18,8	28,3	47,1	385,5	25,5	411,0
1962 Janvier	216,1	18,5	73,7	33,5	341,8	18,8	27,8	46,6	388,4	25,4	413,8
Février	222,9	18,4	72,2	33,0	346,5	18,8	26,9	45,7	392,2	25,4	417,6
Mars	222,6	18,4	75,1	32,0	348,1	18,7	26,4	45,1	393,2	25,4	418,6
Avril	221,1	20,4	79,7	33,3	354,5	20,1	23,4	43,5	398,0	25,4	423,4
Mai	220,9	20,2	80,5	32,7	354,3	20,1	23,2	43,3	397,6	25,3	422,9
Juin	220,7	20,0	82,4	32,7	355,8	19,9	20,1	40,0	395,8	25,3	421,1
Juillet	223,8	20,0	79,3	34,0	357,1	19,8	19,9	39,7	396,8	25,2	422,0
Août	223,6	20,0	82,0	32,3	357,9	19,8	19,0	38,8	396,7	25,2	421,9
Septembre	223,4	20,0	82,8	32,4	358,6	19,7	18,4	38,1	396,7	25,2	421,9
Octobre	222,9	22,0	82,3	33,1	360,3	19,7	17,0	36,7	397,0	27,5	424,5
Novembre	232,2	20,9	76,3	33,0	362,4	19,7	16,7	36,4	398,8	27,5	426,3
Décembre	251,6	20,9	50,0	36,1	358,6	19,5	17,6	37,1	395,7	27,5	423,2
1963 Janvier	250,7	16,7	56,1	37,4	360,9	19,5	18,1	37,6	398,5	27,5	426,0
Février	249,9	16,8	60,2	34,4	361,3	19,5	19,1	38,6	399,9	27,5	427,4
Mars	254,6	16,7	60,5	35,4	367,2	19,3	21,2	40,5	407,7	27,5	435,2
Avril	253,9	16,3	63,4	36,4	370,0	19,2	21,9	41,1	411,1	27,4	438,5
Mai	253,8	16,2	61,9	35,8	367,7	19,2	24,0	43,2	410,9	27,4	438,3

1 E.A.M. : Emprunt de l'Assainissement Monétaire.

2 Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC

a) Par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Débiteurs	Accessibles à tout placeur ¹					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1957	1958	1959	1960	1961	1957	1958	1959	1960	1961	1957	1958	1959	1960	1961
A. Secteur public belge (fonds publics belges) :															
1. Etat ²	158,6	170,6	187,7	204,2	216,2	53,3	48,7	45,9	44,9	42,5	211,9	219,3	233,6	249,1	258,7
2. Organismes publics de crédit non monétaires	55,0	64,9	74,2	84,5	96,1	13,6	15,6	17,3	18,8	20,3	68,6	80,5	91,5	103,3	116,4
3. Paraétatiques d'exploitation	24,1	23,6	26,8	26,3	25,5	3,5	4,1	5,3	5,5	6,0	27,6	27,7	32,1	31,8	31,5
4. Fonds de pension	—	—	—	—	—	1,8	3,1	4,4	6,0	7,6	1,8	3,1	4,4	6,0	7,6
5. Secteur public non compris ailleurs	25,0	26,2	27,0	26,2	25,7	7,2	8,3	9,2	9,9	10,2	32,2	34,5	36,2	36,1	35,9
B. Trésor congolais (fonds publics congolais)	9,0	12,8	12,2	10,8	10,8	1,4	1,3	1,3	1,3	1,3	10,4	14,1	13,5	12,1	12,1
Total ...	271,7	298,1	327,9	352,0	374,3	80,8	81,1	83,4	86,4	87,9	352,5	379,2	411,3	438,4	462,2

b) Par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Détenteurs	Accessibles à tout placeur ¹					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1957	1958	1959	1960	1961	1957	1958	1959	1960	1961	1957	1958	1959	1960	1961
A. Secteurs nationaux non financiers :															
1. Entreprises privées et particuliers ³	148,0	163,5	180,3	194,8	207,1	10,8	9,9	8,7	6,7	6,6	158,8	173,4	189,0	201,5	213,7
2. Paraétatiques d'exploitation	1,7	1,7	2,2	2,5	2,8	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	1,9	1,9	2,4	2,7	3,0
3. Secteur public non compris ailleurs ⁴	1,5	1,4	1,6	1,8	1,6	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	1,6	1,5	1,7	1,9	1,7
4. Sécurité Sociale	1,2	1,1	1,0	1,0	1,2	0,6	0,6	0,6	1,0	1,0	1,8	1,7	1,6	2,0	2,2
B. Etranger : Congo et Ruanda-Urundi ⁵	4,0	4,1	4,0	3,4	2,6	1,4	1,1	0,7	0,3	0,3	5,4	5,2	4,7	3,7	2,9
C. Intermédiaires financiers :															
1. Organismes monétaires ⁶	25,4	31,5	35,4	35,7	41,1	38,4	36,5	36,3	37,7	37,6	63,8	68,0	71,7	73,4	78,7
2. Fonds des Rentes	4,1	3,3	4,5	6,6	6,9	—	—	—	—	—	4,1	3,3	4,5	6,6	6,9
3. Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	34,0	34,6	38,8	40,7	41,9	11,7	12,7	13,6	14,8	14,2	45,7	47,3	52,4	55,5	56,1
4. Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension	47,4	51,4	53,6	58,4	60,8	17,5	20,0	23,2	25,6	27,9	64,9	71,4	76,8	84,0	88,7
5. Organismes publics de crédit non monétaires	4,4	5,5	6,5	7,1	8,3	0,1	—	—	—	—	4,5	5,5	6,5	7,1	8,3
Total ...	271,7	298,1	327,9	352,0	374,3	80,8	81,1	83,4	86,4	87,9	352,5	379,2	411,3	438,4	462,2

¹ Sont considérés comme titres généralement accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique et ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue (y compris les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, l'Office Central de Crédit Hypothécaire).

² Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

³ Y compris les non-résidents autres que ceux repris à la rubrique Etranger « Congo et Ruanda-Urundi ».

⁴ A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

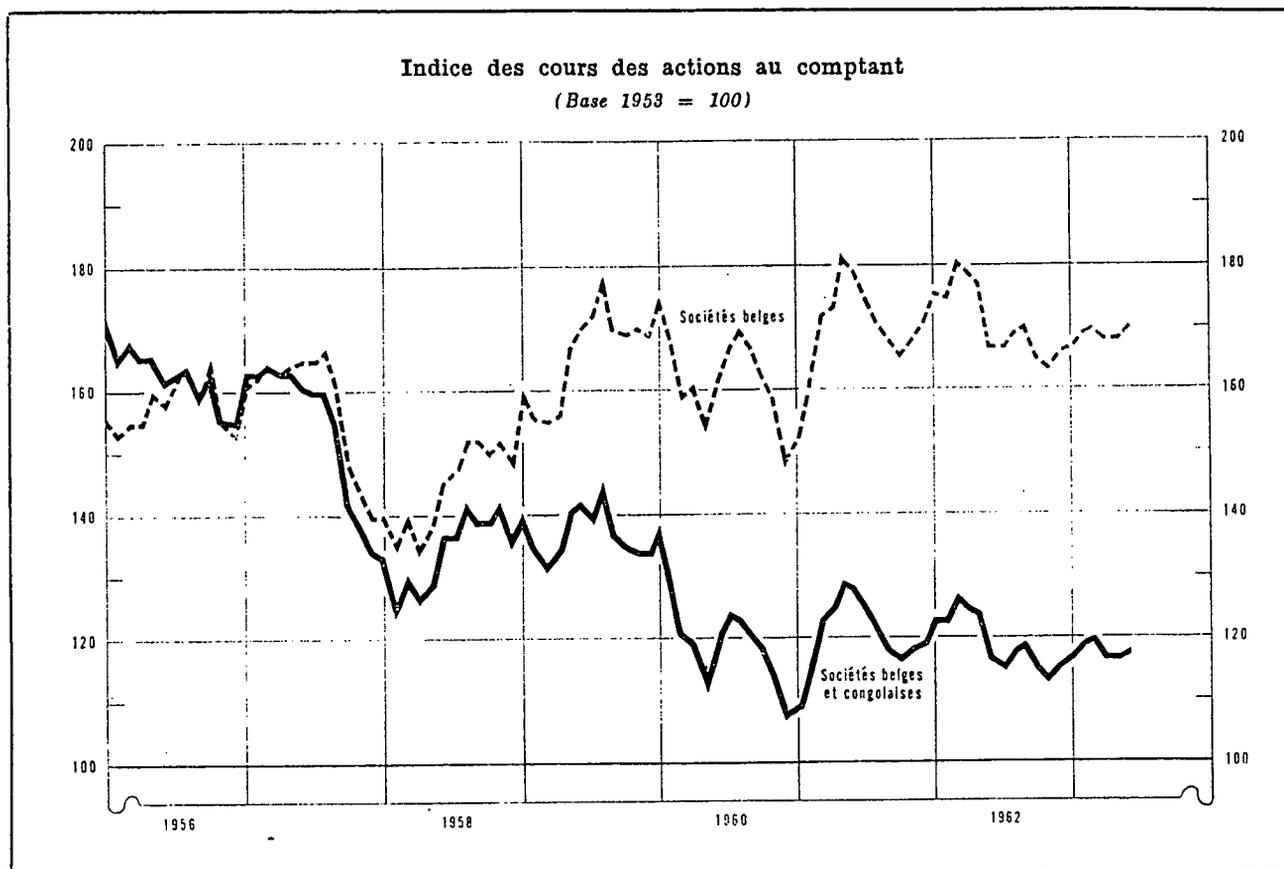
⁵ Etat, organismes paraétatiques, Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi.

⁶ A l'exclusion des avoirs des caisses de pensions gérées par ces organismes.

Références bibliographiques : Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Documentation du Ministère des Finances. — Bulletin d'Information et de Documentation : XXXVI^e année, vol. I, n° 8, mars 1961 : « L'inventaire et le classement des fonds publics belges ». — XXXV^e année, vol. II, n° 2, août 1960 : « Estimations pour les années 1960 à 1975, des amortissements de la dette publique consolidée et à moyen terme émises jusqu'au 30 juin 1960 ». — XXXVIII^e année, vol. I, n° 4, avril 1963 : « L'inventaire et le classement des fonds publics ».

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE

1. — EVOLUTION DE L'ACTIVITE, DU NIVEAU DES COURS ET DU TAUX DE RENDEMENT DES VALEURS BOURSIERES



Périodes	Capitaux traités moyenne par séances - (millions de francs) 1 5	Indice global du cours des actions			Taux de rendement % 3	
		Au comptant		A terme	Valeurs belges et congolaises 4 6	Valeurs belges 5
		Valeurs belges et congolaises	Valeurs belges			
(Base 1953 = 100) 2 4						
1953 Moyenne mensuelle .	67	100	100	100	4,2	n.d.
1954 Moyenne mensuelle .	110	118	116	108	3,3	n.d.
1955 Moyenne mensuelle .	152	157	146	141	3,0	n.d.
1956 Moyenne mensuelle .	113	164	158	139	3,3	n.d.
1957 Moyenne mensuelle .	106	155	158	133	3,6	n.d.
1958 Moyenne mensuelle .	70	135	145	117	3,9	n.d.
1959 Moyenne mensuelle .	105	137	166	129	3,4	2,9
1960 Moyenne mensuelle .	93	121	162	116	4,5	2,8
1961 Moyenne mensuelle .	103	120	169	115	4,5	3,1
1962 Moyenne mensuelle .	82	119	171	113	3,2	3,2

	1962	1963	1962	1963	1962	1963	1962	1963	1962	1963	1962	1963
Janvier	97	93	123	117	176	167	116	113	3,3	2,9	3,1	3,2
Février	96	89	123	119	175	169	117	117	3,3	2,9	3,1	3,1
Mars	113	79	127	120	181	170	119	116	3,2	2,9	3,1	3,2
Avril	104	89	125	117	179	168	117	114	3,2	2,9	3,1	3,2
Mai	109	83	124	117	177	168	117	114	3,3	2,8	3,2	3,1
Juin	85		117		167		112		3,3	2,7	3,3	3,0
Juillet	62		116		167		110		3,1		3,2	
Août	58		118		169		110		3,1		3,2	
Septembre	63		119		170		113		3,1		3,1	
Octobre	65		115		165		107		3,1		3,2	
Novembre	67		113		162		108		3,0		3,2	
Décembre	70		116		166		111		3,1		3,2	

1 Source : Commission de la Bourse de Bruxelles : ces chiffres portent sur les transactions en obligations de sociétés et en actions (terme et comptant).

2 Source : Institut National de Statistique : Indices au 10 de chaque mois.

3 Source : Kredietbank : Rapport du dernier dividende net annoncé ou payé, au cours à la fin du mois.

4 Bourses de Bruxelles et d'Anvers.

5 Bourse de Bruxelles.

6 Jusqu'en 1958, moyenne des fins de trimestres.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS ¹

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

A. Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques ⁴

1953	52	2.776	2.466	646	—	282	36	1.841	50
1954	51	2.878	2.649	661	—	299	37	2.759	75
1955	50	3.265	2.704	644	1	306	33	3.653	119
1956	49	3.404	2.967	695	—	321	36	3.972	157
1957	48	3.406	3.261	817	—	330	43	4.710	163
1958	48	3.628	3.414	829	0,3	355	46	6.410	212
1959	51	4.029	3.514	835	38	377	45	6.626	307
1960	52	4.572	3.624	814	0,1	423	48	7.264	305
1961	53	4.742	3.967	1.043	5,5	492	57	p 8.293	363

Sociétés financières et immobilières ⁵

1953	1.178	10.261	8.214	1.610	44	1.108	76	3.305	159
1954	1.286	11.004	9.118	1.793	50	1.239	90	4.044	149
1955	1.327	11.694	9.721	2.095	39	1.357	99	4.811	214
1956	1.359	12.366	10.112	2.181	94	1.484	104	4.793	249
1957	1.430	14.690	11.430	2.660	169	1.878	129	5.800	233
1958	1.413	22.664	10.330	2.726	59	1.907	124	8.173	298
1959	1.464	24.053	12.126	2.598	93	1.903	114	9.151	414
1960	1.456	26.589	12.968	2.913	189	2.006	132	10.170	467
1961	1.483	28.302	16.075	3.611	190	2.138	140	p 11.122	531

Industrie des fabrications métalliques

1953	1.143	10.480	6.668	2.215	206	989	110	1.452	74
1954	1.213	10.926	7.587	2.032	234	923	101	1.426	86
1955	1.218	11.324	8.101	2.063	299	1.247	88	2.007	89
1956	1.233	11.416	8.520	2.194	429	1.065	111	2.005	101
1957	1.250	12.204	8.954	2.480	448	1.255	113	1.778	100
1958	1.245	13.211	9.489	2.402	409	1.110	106	1.733	99
1959	1.275	14.681	10.334	2.370	499	1.267	100	2.030	101
1960	1.271	15.432	10.785	2.619	499	1.533	107	1.917	120
1961	1.281	15.989	11.024	3.066	470	1.670	121	p 1.932	114

Métallurgie du fer

1953	109	10.269	7.121	1.323	20	798	52	2.069	121
1954	108	10.332	7.522	660	53	410	33	2.303	114
1955	106	9.313	6.732	1.135	46	653	51	2.226	123
1956	106	10.026	10.072	2.369	23	1.324	85	2.158	120
1957	100	10.862	10.774	2.734	17	1.445	94	2.269	116
1958	100	12.364	12.409	1.621	37	1.057	72	3.133	119
1959	103	12.952	12.560	858	139	623	39	4.729	172
1960	100	13.918	12.628	1.928	25	992	58	4.886	282
1961	97	15.826	13.880	2.242	44	1.277	75	p 4.764	294

Industrie textile

1953	1.070	9.882	9.842	551	544	247	48	486	27
1954	1.105	10.285	9.324	660	371	252	48	503	27
1955	1.081	10.299	9.119	793	298	291	55	522	28
1956	1.087	10.753	9.365	804	363	286	52	510	27
1957	1.094	10.894	9.160	1.156	242	348	67	529	27
1958	1.041	11.560	9.300	894	268	321	59	500	27
1959	1.047	11.954	10.077	721	614	272	45	482	27
1960	1.009	12.138	9.853	1.098	255	452	64	453	26
1961	982	12.358	10.249	1.260	265	492	76	p 421	25

Notes - Voir fin du tableau XVII - 2.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.D.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Donéfices	Pertes			Dettes obligataires en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	
Industrie alimentaire									
1953	725	6.911	3.748	661	73	352	49	696	34
1954	750	7.200	3.900	799	65	394	55	765	41
1955	742	7.359	4.069	881	82	425	59	792	45
1956	731	7.837	4.115	954	98	446	66	789	48
1957	730	7.907	4.577	1.014	91	516	59	906	48
1958	701	8.881	4.833	1.077	200	466	57	925	58
1959	725	9.479	5.058	1.211	155	638	54	992	58
1960	725	9.591	5.505	1.381	179	720	63	892	62
1961	713	9.926	5.983	1.335	165	695	70	p 831	55
Industrie chimique									
1953	518	8.553	5.646	1.168	140	582	43	1.097	58
1954	546	9.270	4.907	1.036	200	502	59	1.091	59
1955	560	9.501	5.395	1.258	52	932	63	1.006	58
1956	561	10.015	5.582	1.468	52	750	68	1.038	56
1957	552	11.285	6.087	1.729	200	810	57	1.305	55
1958	538	11.690	5.405	1.354	124	543	61	1.384	71
1959	545	12.650	6.121	1.212	179	577	65	1.313	82
1960	534	13.309	6.442	1.639	245	711	76	1.290	76
1961	540	14.239	6.883	1.749	360	927	88	p 1.284	75
Electricité									
1953	53	12.395	2.779	1.304	...	1.115	84	4.589	246
1954	54	12.754	2.909	1.456	—	1.165	88	4.764	257
1955	52	13.525	2.968	1.503	0,3	1.164	85	4.494	265
1956	51	15.382	2.207	1.558	...	1.251	82	4.434	253
1957	47	16.784	2.454	1.581	—	1.365	79	5.543	248
1958	44	17.016	2.722	1.637	0,7	1.458	83	5.871	330
1959	41	17.422	3.609	1.748	—	1.511	86	5.525	345
1960	40	17.132	3.628	1.808	0,1	1.539	85	5.441	330
1961	36	18.581	4.260	1.800	2,6	1.608	86	p 5.524	326
Industrie du charbon									
1953	61	8.223	5.043	1.140	149	889	87	906	42
1954	61	8.268	4.927	900	196	723	72	1.073	49
1955	55	8.131	4.747	870	122	716	70	1.015	59
1956	54	8.592	4.263	1.212	153	937	92	972	56
1957	54	8.616	4.335	1.356	186	1.007	97	985	54
1958	53	8.739	4.339	1.192	96	876	85	940	55
1959	55	8.840	4.663	260	702	93	11	860	51
1960	49	8.530	4.367	107	1.023	63	7	477	50
1961	44	8.109	3.018	124	1.450	93	10	p 477	30
Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ^{6 7}									
1953	12.353	108.387	72.712	15.375	1.819	8.615	909	18.952	944
1954	13.171	112.207	76.018	15.095	1.800	8.231	941	21.443	1.003
1955	13.268	114.978	77.313	17.092	1.518	9.674	990	23.506	1.144
1956	13.397	123.605	81.666	20.764	1.748	10.869	1.136	24.930	1.238
1957	13.487	131.010	86.852	22.389	1.810	11.970	1.203	28.457	1.285
1958	13.408	146.913	90.013	20.202	1.936	10.981	1.153	33.241	1.535
1959	13.891	156.056	98.462	18.207	3.512	10.292	1.015	36.138	1.802
1960	13.816	162.844	102.221	21.783	3.243	11.778	1.128	37.531	1.989
1961	13.926	171.069	108.305	24.169	3.936	12.954	1.258	p39.563	2.096

Note Voir fin du tableau XVII - 2, page suivante.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ⁷

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1953	449	26.804	12.598	7.854	259	4.296	319	1.334	61
1954	487	29.262	16.173	8.246	156	4.917	429	1.659	73
1955	527	32.018	20.039	9.356	289	5.567	393	1.883	91
1956	552	34.880	21.254	10.897	423	6.801	433	2.241	95
1957	579	42.986	19.520	12.222	287	7.575	428	2.799	107
1958	563	45.670	20.620	9.733	320	6.492	415	3.177	125
1959	560	49.530	22.740	8.296	452	6.318	380	3.351	151
1960	442	48.024	21.895	9.900	348	7.284	346	1.602	78
1961	336	40.721	18.636	7.192	958	4.397	212	p 1.352	56

C. — Total général des sociétés par actions ⁶ ⁷

1953	12.802	135.191	85.310	23.229	2.078	12.911	1.228	20.286	1.005
1954	13.658	141.469	92.191	23.341	1.957	13.148	1.370	23.103	1.076
1955	13.795	146.996	97.352	26.448	1.806	15.241	1.383	25.389	1.235
1956	13.949	158.485	102.920	31.661	2.171	17.670	1.569	27.171	1.333
1957	14.066	173.996	106.372	34.611	2.097	19.545	1.631	31.256	1.392
1958	13.971	192.583	110.633	29.935	2.256	17.473	1.568	36.418	1.660
1959	14.451	205.586	121.202	26.503	3.964	16.610	1.395	39.489	1.953
1960	14.258	210.868	124.116	31.688	3.591	19.062	1.474	39.133	2.067
1961	14.262	211.790	126.941	31.361	4.894	17.351	1.470	p40.915	2.152

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge. Sociétés congolaises : sociétés par actions à responsabilité limitée de droit congolais. A partir de 1961 sont reprises graduellement dans la statistique les sociétés de droit congolais qui sont converties en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique, ce montant est en relation avec la dette obligataire en vie au 31/12 de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

⁷ Total général net, après déduction des doubles emplois.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS ¹ ⁵

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁴

1959 12 mois	13.927	156,2	98,6	18,2	3,5	10,3	1,6
1960 12 mois	13.858	163,5	102,5	21,9	3,3	11,8	1,9
1961 Janvier	131	3,1	1,4	0,3	...	0,2	0,3
2 premiers mois	363	4,0	3,1	0,8	0,1	0,7	0,4
3 premiers mois	2.237	23,1	14,8	3,6	0,4	2,2	0,6
4 premiers mois	5.777	71,7	44,1	10,1	1,8	5,6	0,8
5 premiers mois	9.500	116,5	71,2	15,7	3,1	8,5	1,0
6 premiers mois	11.429	131,2	82,7	18,2	3,4	9,6	1,3
7 premiers mois	12.018	137,3	87,5	19,2	3,5	10,1	1,5
8 premiers mois	12.226	138,7	88,2	19,4	3,5	10,2	1,6
9 premiers mois	12.601	140,1	89,6	19,6	3,5	10,3	1,7
10 premiers mois	13.183	150,0	94,2	20,9	3,7	11,2	1,9
11 premiers mois	13.550	163,5	102,7	23,1	3,8	12,3	2,1
12 mois	13.957	172,8	109,1	24,3	3,9	13,1	2,4
1962 Janvier	p 116	3,9	0,9	0,4	...	0,2	0,2
2 premiers mois	p 293	4,5	2,4	0,9	...	0,8	0,4
3 premiers mois	p 1.647	18,6	10,8	3,3	0,3	1,9	0,5
4 premiers mois	p 4.209	52,2	29,3	8,1	0,8	4,4	0,7
5 premiers mois	p 7.157	113,9	64,5	16,3	2,3	8,8	0,9
6 premiers mois	p 8.734	130,2	76,7	19,1	2,5	10,1	1,1
7 premiers mois	p 9.285	137,1	82,3	20,2	2,6	10,7	1,3
8 premiers mois	p 9.473	137,8	82,8	20,3	2,6	10,7	1,4
9 premiers mois	p 9.757	139,5	83,9	20,6	2,7	10,8	1,5
10 premiers mois	p 10.250	146,3	87,6	21,7	2,8	11,2	1,7
11 premiers mois	p 10.582	159,8	98,2	23,1	3,4	12,2	1,9
12 mois	p 10.942	173,8	105,2	24,8	3,5	13,5	2,1

Notes : Voir page suivante.

XVII - 3 — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ^{1 5} (suite)

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1959 12 mois	560	49,5	22,7	8,3	0,5	6,3	0,2
1960 12 mois	446	48,1	22,1	9,9	0,3	7,3	0,2
1961 Janvier	3	0,7	0,4	...	...	...	...
2 premiers mois	7	0,8	0,4	...	...	...	...
3 premiers mois	17	1,0	0,4	0,1	...	...	...
4 premiers mois	39	1,7	0,6	0,1	...	0,1	...
5 premiers mois	96	20,9	11,3	5,5	0,2	3,5	...
6 premiers mois	201	31,4	14,0	6,4	0,5	4,0	...
7 premiers mois	246	35,0	15,7	6,7	0,6	4,2	...
8 premiers mois	256	35,3	15,8	6,7	0,7	4,2	...
9 premiers mois	267	36,4	16,3	6,8	0,7	4,2	0,1
10 premiers mois	298	37,5	16,5	7,0	0,7	4,3	0,1
11 premiers mois	316	39,7	17,4	7,1	0,8	4,4	0,1
12 mois	340	41,7	19,2	7,2	1,0	4,4	0,1
1962 Janvier	p 1	...	...	...	...	...	...
2 premiers mois	p 6	0,1	...	...	...	...	...
3 premiers mois	p 13	0,3	0,1	...	...	...	...
4 premiers mois	p 36	1,3	0,5	0,1	...	...	...
5 premiers mois	p 74	19,7	11,8	4,4	0,1	2,4	...
6 premiers mois	p 170	29,4	14,3	5,4	0,2	2,8	...
7 premiers mois	p 212	32,9	16,0	5,6	0,3	2,8	...
8 premiers mois	p 214	33,1	16,1	5,6	0,3	2,9	...
9 premiers mois	p 223	33,7	16,9	5,6	0,4	2,9	...
10 premiers mois	p 240	34,1	17,0	5,6	0,4	2,9	...
11 premiers mois	p 258	36,5	18,1	5,8	0,5	3,0	...
12 mois	p 276	38,3	19,2	5,9	0,6	3,1	0,1

C. — Total général ⁴

1959 12 mois	14.487	205,7	121,3	26,5	4,0	16,6	1,8
1960 12 mois	14.304	211,6	124,6	31,8	3,6	19,1	2,1
1961 Janvier	134	3,8	1,8	0,3	...	0,2	0,3
2 premiers mois	370	4,8	3,5	0,8	0,1	0,7	0,4
3 premiers mois	2.254	24,1	15,2	3,7	0,4	2,2	0,6
4 premiers mois	5.816	73,4	44,7	10,2	1,8	5,7	0,8
5 premiers mois	9.596	137,4	82,5	21,2	3,3	12,0	1,0
6 premiers mois	11.630	162,6	96,7	24,6	3,9	13,6	1,3
7 premiers mois	12.264	172,3	103,2	25,9	4,1	14,3	1,5
8 premiers mois	12.482	174,0	104,0	26,1	4,2	14,4	1,6
9 premiers mois	12.868	176,5	105,9	26,4	4,2	14,5	1,8
10 premiers mois	13.481	187,5	110,7	27,9	4,4	15,5	2,0
11 premiers mois	13.866	203,2	120,1	30,2	4,6	16,7	2,2
12 mois	14.297	214,5	128,3	31,5	4,9	17,5	2,5
1962 Janvier	p 117	3,9	0,9	0,4	...	0,2	0,2
2 premiers mois	p 299	4,6	2,4	0,9	...	0,8	0,4
3 premiers mois	p 1.660	18,9	10,9	3,3	0,3	1,9	0,5
4 premiers mois	p 4.245	53,5	29,8	8,2	0,9	4,4	0,7
5 premiers mois	p 7.231	133,6	76,3	20,7	2,4	11,2	0,9
6 premiers mois	p 8.904	159,6	91,0	24,5	2,7	12,9	1,1
7 premiers mois	p 9.497	170,0	98,3	25,8	2,9	13,5	1,3
8 premiers mois	p 9.687	170,9	98,9	25,9	2,9	13,6	1,4
9 premiers mois	p 9.980	173,2	100,8	26,2	3,1	13,7	1,5
10 premiers mois	p 10.490	180,4	104,6	27,3	3,2	14,1	1,7
11 premiers mois	p 10.840	196,3	116,3	28,9	3,9	15,2	1,9
12 mois	p 11.218	212,1	124,4	30,7	4,1	16,6	2,2

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué avant celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

⁵ A partir de 1961 sont reprises graduellement dans la statistique les sociétés de droit congolais qui se convertissent en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

Chiffres annuels
(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B. 2).

Années	Actions		Obligations (montant nominal)					Actions et obligations	Actions et obligations
	Émissions nominales	Émissions nettes	Émissions non continues			Émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			Émissions	amortisse- ments	Émissions nettes				
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)

Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

1954	7.358	3.489	1.777	879	898	529	1.427	4.916	8.331
1955	14.192	4.273	1.560	1.257	303	532	835	5.108	8.597
1956	16.557	3.503	1.701	1.404	297	389	686	4.189	6.562
1957	27.682	5.573	3.220	1.449	1.771	833	2.604	8.177	10.687
1958	8.801	4.908	3.144	1.507	1.637	1.288	2.925	7.833	12.920
1959	10.227	3.760	3.196	1.568	1.628	814	2.442	6.202	11.317
1960	16.065	6.212	1.367	1.682	— 315	965	650	6.862	11.241
1961	p 19.013	6.015	1.667	1.645	22	844	866	6.881	12.660
1962	p 19.172	7.519	3.138	1.845	1.293	1.747	3.040	10.559	15.477

Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ³

1954	2.760	1.764	392	66	326	...	326	2.090	1.445
1955	4.711	2.995	316	91	225	— 7	218	3.213	2.625
1956	8.630	3.146	341	110	231	5	236	3.382	2.637
1957	6.994	1.759	724	171	553	...	553	2.312	1.905
1958	2.282	1.162	450	124	326	51	377	1.539	1.119
1959	2.442	613	215	87	128	— 21	107	720	606
1960	6.443	1.685	80	177	— 97	— 21	— 118	1.567	1.510
1961	p 209	81	...	85	— 85	— 24	— 109	— 28	— 64
1962	p 399	195	...	36	— 36	...	— 36	159	159

Total général

1954	10.118	5.253	2.168	944	1.224	529	1.753	7.006	9.776
1955	18.903	7.268	1.876	1.348	528	525	1.053	8.321	11.222
1956	25.187	6.649	2.042	1.514	528	394	922	7.571	9.199
1957	34.676	7.332	3.944	1.620	2.324	833	3.157	10.489	12.592
1958	11.083	6.070	3.594	1.631	1.963	1.339	3.302	9.372	14.039
1959	12.669	4.373	3.411	1.655	1.756	793	2.549	6.922	11.923
1960	22.508	7.897	1.447	1.859	— 412	944	532	8.429	12.751
1961	p 19.222	6.096	1.667	1.730	— 63	820	757	6.853	12.596
1962	p 19.571	7.714	3.138	1.881	1.257	1.747	3.004	10.718	15.636

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. Sociétés congolaises (jusqu'au 30 juin 1960) : sociétés par actions à responsabilité limitée et de personnes à responsabilité limitée de droit congolais (voir note 3).

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues du secteur public (S.N.C.I., Sabena) et les émissions nettes d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

³ Jusqu'au 30 juin 1960, y compris les sociétés belges ayant leur principale exploitation au Congo et les sociétés de droit congolais. A partir de juillet 1960, cette statistique ne comprend plus les sociétés de droit congolais.

N.B. — Col. (1) et (9) montants repris sans modification des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note 2 ci-dessus.

Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion.

Références bibliographiques : Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques Economiques belges 1941-1960 (B.N.B.). — Bulletin Mensuel des Statistiques (Commission de la Bourse de Bruxelles). — Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank.

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹Chiffres mensuels ²

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.) ³.

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ⁴			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales (1)	émissions nettes (2)	émissions non continues brutes (3)	Total (4) = (2) + (3)	émissions nominales (5)	émissions nettes (6)	émissions non continues brutes (7)	Total (8) = (6) + (7)
1960 6 premiers mois ...	5.282	2.409	302	2.711	5.055	258	...	258
9 premiers mois ...	10.044	3.987	805	4.792	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
12 mois	16.065	5.216	1.213	6.429	6.443	1.628	20	1.648
1961 3 premiers mois ...	2.929	645	176	821	28	...	...	...
6 premiers mois ...	6.873	1.847	357	2.204	145	6	...	6
9 premiers mois ...	8.945	2.648	472	3.120	145	6	...	6
12 mois	19.013	3.681	777	4.458	209	45	...	45
1962 3 premiers mois ...	3.181	1.267	220	1.487	219	30	...	30
6 premiers mois ...	6.691	2.877	1.564	4.441	256	31	...	31
9 premiers mois ...	13.945	5.084	1.590	6.674	395	196	...	196
12 mois	19.172	6.519	1.840	8.359	399	196	...	196
1961 Octobre	1.500	350	25	375	...	...	...	...
Novembre	2.694	173	173	346	42	39	...	39
Décembre	5.877	510	107	617	22	...	...	...
1962 Janvier	1.067	308	100	408	...	...	...	...
Février	945	192	8	200	200	30	...	30
Mars	1.169	767	112	879	19	...	...	...
Avril	1.083	687	1.132	1.819	...	...	...	...
Mai	1.314	707	160	867	37	1	...	1
Juin	1.113	216	52	268	...	...	...	...
Juillet	5.111	1.027	23	1.050	...	...	...	...
Août	570	457	3	460	...	...	...	...
Septembre	1.573	723	...	723	139	165	...	165
Octobre	1.202	790	...	790	...	...	...	...
Novembre	958	155	50	205	4	...	...	...
Décembre	3.067	490	200	690	...	...	...	...
1963 Janvier p	420	121	...	121	...	...	...	...
Février p	512	189	...	189	...	...	...	...
Mars p	688	365	...	365	...	...	...	...
Avril p	1.545	1.046	1.000	2.046	...	...	...	...
Mai p	1.955	619	...	619	...	...	...	...

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. — Sociétés congolaises : (jusqu'au 30 juin 1960) : sociétés par actions à responsabilité limitée et de personnes à responsabilité limitée de droit congolais.

² Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII - 4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

³ Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations et d'actions du secteur public (celles de la Sabena pour la période couverte par le tableau).

⁴ Jusqu'au 30 juin 1960, y compris les sociétés belges ayant leur principale exploitation au Congo et les sociétés de droit congolais. A partir de juillet 1960, cette statistique ne comprend plus les sociétés de droit congolais.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR ET A TRES COURT TERME *

(millions de francs)

Moyennes journalières	Capitaux prêtés par				Capitaux empruntés par				Total (9) = (1) + (2) + (3) + (4) ou (5) + (6) + (7) + (8)	Retraits de capitaux (10)
	Banques de dépôts 1	Fonds des Rentes	I.R.G.	Autres organismes 2	Banques de dépôts 1	Fonds des Rentes	I.R.G.	Autres organismes 3		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)		
1953	2.378	...	76	2.937	9	2.153	2.842	387	5.391	...
1954	2.330	...	21	2.985	19	2.276	2.733	303	5.336	...
1955	2.325	...	...	3.314	23	2.807	2.556	253	5.639	43
1956	2.428	...	15	2.780	22	2.313	2.602	286	5.223	185
1957	2.288	...	...	3.305	17	2.786	2.514	276	5.593	5
1958	2.078	...	8	1.821	15	968	2.504	420	3.907	577
1959	2.191	159	...	1.165	73	29	2.981	492	3.515	188
1960	2.415	1.107	...	1.561	1.025	10	3.001	1.047	5.083	37
1961	2.487	1.811	...	1.523	1.817	1	3.014	989	5.821	23
1962	1.518	943	10	1.593	1.517	1	1.275	1.271	4.064	307
1961 4 ^e trimestre	2.714	1.297	...	1.468	1.772	3	2.688	1.016	5.479	90
1962 1 ^{er} trimestre	1.858	439	12	1.338	1.346	5	1.221	1.075	3.647	886
2 ^e trimestre	1.507	943	...	1.968	1.484	...	1.660	1.274	4.418	243
3 ^e trimestre	1.198	1.573	3	1.640	1.953	...	1.083	1.378	4.414	...
4 ^e trimestre	1.509	820	26	1.431	1.279	...	1.134	1.373	3.786	92
1963 1 ^{er} trimestre	1.780	221	46	1.651	1.430	163	1.198	907	3.698	174
2 ^e trimestre	1.608	373	1.634	1.822	56	1.737	3.615	25	...	
1962 Juin	1.614	1.579	...	1.230	1.182	...	2.022	1.219	4.423	...
Juillet	1.087	2.208	9	1.777	1.986	...	1.298	1.797	5.081	...
Août	1.123	1.272	...	1.676	1.911	...	1.041	1.119	4.071	...
Septembre	1.401	1.205	...	1.450	1.964	...	891	1.201	4.056	...
Octobre	1.294	1.108	28	1.113	1.300	...	875	1.368	3.543	...
Novembre	1.508	238	7	1.845	1.068	...	1.285	1.245	3.598	281
Décembre	1.758	1.100	43	1.364	1.479	...	1.272	1.514	4.265	...
1963 Janvier	1.996	463	5	1.667	1.505	...	1.668	958	4.131	...
Février	1.438	139	40	1.746	1.397	11	1.138	817	3.363	186
Mars	1.880	45	95	1.544	1.382	478	765	939	3.564	345
Avril	1.913	222	1.275	1.536	163	1.711	3.410	14	...	
Mai	1.630	515	1.942	1.994	...	2.093	4.087	44	...	
Juin	1.246	382	1.693	1.947	...	1.374	3.321	17	...	

* Du 27 février 1956 au 16 novembre 1959, on a traité outre de l'argent au jour le jour, de l'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours. Ces montants sont par conséquent compris dans les chiffres ci-dessus. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours.

1 Jusqu'au 16 novembre 1959, les banques de dépôts comprennent uniquement celles de Bruxelles et d'Anvers. Celles d'autres places y ont ensuite été ajoutées.

2 Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la C.G.E.R., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.S.S., le Crédit Communal. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment la C.G.E.R., le Crédit Communal, la S.N.C.B.

3 Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la S.N.C.I., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.D. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment l'O.N.D., la C.N.C.P., la S.N.C.I.

XVIII - 3. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

Mouvement du débit

Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent à très court terme ¹		Autres opérations ²		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1954	38	2	138	174	92	176	230	200	55	376	285
1955	38	2	133	188	96	190	229	210	56	400	285
1956	38	2	127	212	110	214	237	222	63	436	300
1957	38	2	119	232	128	234	247	239	66	473	313
1958	38	2	113	245	131	247	244	235	63	482	307
1959	39	2	124	248	142	250	266	237	64	487	330
1960	39	3	208	289	158	292	366	243	57	535	423
1961	39	3	235	409	167	412	402	261	62	673	464
1962	39	3	158	475	196	478	354	285	68	763	422
1961 3 ^e trimestre	39	3	273	397	164	400	437	249	61	649	498
4 ^e trimestre	39	3	220	450	181	453	401	274	65	727	466
1962 1 ^{er} trimestre	39	3	146	488	318	491	321	276	64	767	385
2 ^e trimestre	39	3	169	474	182	477	351	282	65	759	416
3 ^e trimestre	39	3	172	436	198	439	370	276	68	715	438
4 ^e trimestre	39	3	143	504	231	507	374	304	73	811	447
1963 1 ^{er} trimestre	39	3	140	451	206	454	346	285	72	739	418
1962 Mai	39	3	192	492	188	495	380	284	66	779	446
Juin	39	3	168	450	174	453	342	285	67	738	409
Juillet	39	3	205	465	231	468	436	299	70	767	506
Août	39	3	164	438	185	441	349	273	66	714	415
Septembre	39	3	147	405	178	408	325	255	68	663	393
Octobre	39	3	139	529	236	532	375	321	74	853	449
Novembre	39	3	137	473	225	476	362	291	70	767	432
Décembre	39	2	152	510	232	512	384	300	75	812	459
1963 Janvier	39	3	167	513	222	516	389	297	78	813	467
Février	39	3	121	360	191	363	312	274	69	637	381
Mars	39	2	132	480	206	482	338	284	68	766	406
Avril	39	3	126	519	221	522	347	318	75	840	422
Mai	39	3	158	526	209	529	367	322	74	851	441

¹ Il s'agit de l'argent au jour le jour et, du 27 février 1950 au 16 novembre 1950, de l'argent prêté ou emprunté à 1, 5 et 10 jours. Depuis le 17 novembre 1950, il n'y a plus eu d'argent à 5 et 10 jours.

² Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quit tances, opérations sur l'étranger, etc.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950* (B.N.B.) — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVIII^e année, vol. I, n^o 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » — XXXV^e année, vol. I, n^o 4, avril 1950 : « Le marché monétaire en Belgique ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(Pour cent par an)

1. — TAUX D'ESCOMPTE ET D'INTERET DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Date des changements	Escompte						Avances en compte courant et prêts sur *			
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrants	Acceptations préalablement visées par la B.N.B.	Traites acceptées non domiciliées en banque	Traites non acceptées		Promesses	certificats de trésorerie		Certificats du Fonds des Rentes, émis à maximum 366 jours	autres effets publics
				domiciliées en banque	non domiciliées en banque		émis à maximum 366 jours 1	certificats de trésorerie et certificats du Fonds des Rentes émis à maximum 130 jours		
1957 21 mars	3,50	3,50	4,25	5,—	5,25	5,25	Taux du certificat plus 5/16 %, minimum 2,25 %	—	5,25	
25 juillet	4,50	4,50	5,25	6,—	6,25	6,25		—	6,25	
12 novembre	4,50	4,50	5,25	6,—	6,25	6,25		Taux du Certificat + 5/16 % minimum 2,25 %	6,25	
1958 27 mars	4,25	4,25	5,—	5,75	6,—	6,—	»	»	6,—	
5 juin	4,—	4,—	4,75	5,50	5,75	5,75		»	5,75	
3 juillet	3,75	3,75	4,50	5,25	5,50	5,50		»	5,50	
28 août	3,50	3,50	4,25	5,—	5,25	5,25		»	5,25	
30 octobre	3,50	3,50	4,—	4,50	5,—	5,—		»	5,—	
1959 8 janvier ...	3,25	3,25	3,75	4,25	4,75	4,75		»	4,75	
24 décembre ..	4,—	4,—	4,50	4,75	5,25	5,25	»	5,—		
1960 4 août	5,—	5,—	5,50	5,75	6,25	6,25	»	»	6,25	
		représentatives d'importations d'exportations								
10 novembre ..	5,—	5,—	4,—	5,50	5,75	6,25	»	»	6,25	
1961 24 août	4,75	4,75	3,75	5,25	5,50	6,—	»	»	6,—	
							Certificats de trésorerie émis au taux de 1 15/16 %	Certificats de trésorerie et certificats du Fonds des Rentes émis à maximum 130 jours	Certificats de trésorerie émis à plus de 130 jours et à maximum 366 jours	
28 décembre ..	4,50	4,50	3,50	5,—	5,25	5,75	2,25	4,50	5,25	5,75
1962 18 janvier ...	4,25	4,25	3,25	4,75	5,—	5,50	2,25	4,25	5,—	5,50
22 mars	4,—	4,—	3,—	4,50	4,75	5,25	2,25	4,—	4,50	5,25
9 août	3,75	3,75	3,—	4,25	4,50	5,—	2,25	3,75	4,25	5,—
6 décembre	3,50	3,50	2,75	4,—	4,50	5,—	—	3,50	4,—	5,—

1 Intitulé avant le 21 mars 1957 : Certificats de trésorerie ayant maximum 12 mois à courir.

2 Y compris les certificats de trésorerie à plus de 12 mois. — Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

* Quantité de l'avance au 30 juin 1963

Cert. de trés. et cert. du Fonds des Rentes émis à max. 366 jours ... max. 95 % | Autres effets publics (voir note 2) max. 80 %

XIX - 2. — TAUX DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR

Moyenne 1	
1957 Du 1-1 au 11-11 2	1,70
Du 12-11 au 31-12 3	2,25
1958	1,41
1959 Du 1-1 au 16-11 ...	1,01
Du 17-11 au 31-12 ...	2,11
1960	2,80
1961	2,57
1962	2,13
1962 Juillet	2,73
Août	2,36
Septembre	2,44
Octobre	2,50
Novembre	1,77
Décembre	2,73
1963 Janvier	2,32
Février	1,76
Mars	1,77
Avril	1,78
Mai	2,07
Juin	2,19

XIX - 3. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRÉSORERIE ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES

A fin de période	Certificats de trésorerie à très court terme 4				Certificats de trésorerie B et certificats du Fonds des Rentes 5	Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication 6			
	1 mois	2 mois	3 mois	4 mois			6 mois	9 mois	12 mois	
										6 8	7 8
1957	3,—	3,25	3,75	4,25	3,75	1959 6 janv.	3,398	3,646	3,860	
1958	1,50	1,75	2,—	2,50	2,75	1960 5 janv.	4,171	*	4,354	
1959	2,75	3,—	3,25	3,50	3,25	1961 6 janv.	4,862	4,925	4,936	
1960	4,—	4,25	4,50	4,75	4,75	1962 4 janv.	4,283	4,364	*	
1961	3,50	3,75	4,—	4,25	4,25	1963 3 janv.	3,360	3,416	3,450	
1962 Juillet ..	2,50	2,75	3,—	—	3,30	3,23	1962 7 août ..	*	3,450	3,500
Août ...	2,50	2,70	2,90	—	3,15	3,20	4 sept.	3,299	3,375	3,379
Sept.	2,50	2,70	2,90	—	3,20	3,16	2 oct.	3,329	3,351	3,400
Oct.	2,50	2,75	3,—	—	3,25	3,22	6 nov.	3,350	*	3,490
Nov.	2,50	2,75	3,—	—	3,25	3,24	4 déc.	3,350	3,400	3,450
Déc.	2,50	2,75	3,—	—	3,30	3,27	1963 3 janv.	3,360	3,416	3,450
1963 Janv.	2,50	2,75	3,—	—	3,30	3,30	5 févr.	3,390	3,400	3,450
Févr.	2,50	2,75	3,—	—	3,35	3,35	5 mars	3,400	3,449	3,500
Mars	2,50	2,75	3,—	—	3,35	3,35	2 avril	3,451	3,505	3,550
Avril	2,50	2,75	3,—	—	3,40	3,40	7 mai	3,500	3,542	3,588
Mai	2,50	2,75	3,—	—	3,40	3,40	4 juin	3,541	3,600	3,650
Juin	2,50	2,75	3,—	—	3,40	3,40	2 juillet	3,566	3,600	3,675

1 Les moyennes publiées ci-dessous sont calculées sur la base du nombre de jours ouvrables de la période. Jusqu'au 16 novembre 1959, moyenne arithmétique simple des taux uniques journaliers. Depuis le 17 novembre 1959 : moyenne pondérée par les montants des capitaux empruntés, des taux journaliers moyens.

2 Nous signalons que l'I.R.G. établit ses moyennes en comptant le nombre total de jours du mois.

3 Depuis le 19 novembre 1949 jusqu'au 3 août 1955 inclus, le taux a été de 1,25 %; du 4 août à fin décembre 1955, il a été de 1,50 %. Moyenne 1958 : 1,58.

4 La réforme du marché monétaire de novembre 1957 a comporté notamment le relèvement du taux des certificats de trésorerie bancaires à 4 mois, devenus les certificats B, ce qui a permis des fluctuations plus larges des taux de l'argent au jour le jour.

5 Cfr. Arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (Moniteur belge du 10 novembre 1957, p. 8028).

6 Les certificats de trésorerie B sont détenus soit par les banques, soit par le Fonds des Rentes; les certificats du Fonds des Rentes sont détenus par les banques.

Ces deux types de certificats ont été créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957; les certificats de trésorerie B ont été créés par la conversion, à concurrence de 8,9 milliards de la dette à court terme logée à l'époque dans les banques, le solde de cette dette, soit 20 milliards étant converti en certificats de trésorerie A à 12 mois et à 1 15/16 p.c. (Arrêté ministériel du 9 novembre 1957, Moniteur belge du 10 novembre 1957, p. 8030). Par l'A.R. du 20-12-1962, les certificats A ont été convertis en un « Emprunt Spécial de Conversion de 1962 » remboursable en 20 ans et divisé en trois tranches (10.000, 5.000 et 4.828 millions) portant intérêt au taux de 3,50 % l'an à partir du 1-1-1962, 31-12-1966 et 31-12-1971 respectivement. Avant ces dates le taux reste fixé à 1 15/16 % l'an. L'encours des certificats de trésorerie B ne varie pas; le 8 avril 1960 il a cependant été porté à 9,1 milliards par conversion de certificats de trésorerie A. A partir de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, les certificats de trésorerie A et B et les certificats du Fonds des Rentes ont été les seuls effets publics éligibles pour constituer la couverture dite « partielle » des dépôts à un mois au plus des banques de grande et de moyenne circulation jusqu'à la suppression de cette couverture le 1er janvier 1962. Jusqu'à la fin de 1961, le taux des certificats de trésorerie B et des certificats du Fonds des Rentes a été fixé au taux d'escompte de la Banque Nationale de Belgique pour les traites acceptées domiciliées en banque; depuis le 1er janvier 1962, le taux des certificats du Fonds des Rentes est fixé par des adjudications hebdomadaires qui déterminent également les taux des certificats de trésorerie B.

7 Taux de la dernière adjudication hebdomadaire du mois.

8 Moyenne pondérée des taux fixés par les adjudications hebdomadaires du mois.

9 Les taux donnés pour les adjudications des certificats de trésorerie à 6, 9 et 12 mois sont des taux moyens pondérés par les montants des certificats adjugés, tandis que le taux donné pour les certificats de trésorerie B et les certificats du Fonds des Rentes est un taux unique valable pour tous les certificats adjugés (taux le plus élevé retenu par le Fonds des Rentes).

10 Pas d'adjudication.

**XIX - 4. — TAUX DES DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES
ET A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

A fin de période	Tarif 1 1 Compte de dépôts à					Caisse Générale d'Épargne (Dépôts d'épargne des particuliers)		
	vue	15 jours de préavis 2	Terme 2			jusqu'à 75.000 F	de 75.001 à 150.000 F	au-delà de 150.000 F
			1 mois	3 mois	6 mois			
1953	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
1954	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
1955	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
1956	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
1957	0,50	1,25	2,30	2,70	3,15	3,— ^a	2,—	
1958	0,50	0,90	1,35	1,75	2,15	3,— ^a	2,—	
1959	0,50	0,85	1,20	1,60	1,95	3,— ^a	2,—	
1960	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,— ^a	2,— ^a	
1961	0,50	1,30	2,40	3,15	3,30	3,— ^a	2,— ^a	
1962	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,— ^a	2,— ^a	
1962 Juin	0,50	1,10	1,90	2,75	2,90	3,— ^a	2,— ^a	
Juillet	0,50	1,10	1,90	2,75	2,90	3,— ^a	2,— ^a	
Août	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,— ^a	2,— ^a	
Septembre	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,— ^a	2,— ^a	
Octobre	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,— ^a	2,— ^a	
Novembre	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,— ^a	2,— ^a	
Décembre	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,— ^a	2,— ^a	
1963 Janvier	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	2,75 ^a	2,— ^a	
Février	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	2,75 ^a	2,— ^a	
Mars	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	2,75 ^a	2,— ^a	
Avril	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	2,75 ^a	2,— ^a	
Mai	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,— ^a	2,— ^a	
Juin	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,— ^a	2,— ^a	

1 Tarif appliqué par environ 25 banques, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales appliquent en général un tarif supérieur. — 2 De novembre 1957 à la fin de 1961 les taux des dépôts à préavis et à terme ont fluctué en fonction du taux d'escompte de la B.N.B. pour les traites acceptées domiciliées en banque. Depuis le début de 1962, leurs variations, décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements et de l'évolution de la conjoncture, font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la Banque Nationale de Belgique et l'Association Belge des Banques. — 3 Prime de fidélité égale à 10 % des intérêts acquis sur toutes sommes restées en dépôt pendant l'année civile entière. Pour les sommes jusqu'à 250.000 F, pas de majoration en 1959. Pour les dépôts excédant 250.000 F, la prime de fidélité est appliquée depuis le 1-1-1960.

**XIX - 5. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES ***

Début de période	Dette unifiée		Echéance de 2 à 5 ans		Echéance de 5 à 20 ans		Taux moyen pondéré (non compris la Dette unifiée)
	(rendement eu égard au cours seulement)	Etat	Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes	
1954	4,33	—	—	4,15 ¹	4,79 ²	—	4,70
1955	4,20	—	—	3,89 ¹	4,59 ²	—	4,46
1956	4,18	—	—	3,99 ¹	4,63	4,71	4,57
1957	4,47	—	—	5,17 ¹	5,54	5,59	5,45
1958	4,93	—	—	5,53 ¹	6,47	6,51	6,41
1959	4,29	—	—	4,44	4,85	4,93	4,85
1960	4,21	4,72	—	4,79	5,21	5,10	5,11
1961	4,39	5,55	—	5,69	6,07	5,80	5,89
1962	4,40	5,21	—	5,34	5,74	5,70	5,64
1962 Juillet	4,23	4,51	—	4,68	5,21	5,25	5,14
Août	4,23	4,28	—	4,60	5,06	5,17	5,01
Septembre	4,18	4,33	—	4,54	4,96	5,09	4,93
Octobre	4,13	4,32	—	4,48	4,95	5,07	4,92
Novembre	4,08	4,30	—	4,46	5,01	5,04	4,95
Décembre	4,07	4,52	—	4,60	5,08	5,08	5,03
1963 Janvier	4,05	4,54	—	4,50	4,96	5,02	4,94
Février	4,03	4,32	—	4,28	4,71	4,82	4,70
Mars	4,02	4,38	—	4,27	4,64	4,70	4,62
Avril	4,01	4,67	—	4,42	4,90	4,83	4,83
Mai	4,00	4,59	—	4,41	4,91	4,85	4,84
Juin	4,00	4,60	—	4,51	4,94	4,88	4,88
Juillet	4,03	4,71	—	4,54	5,03	4,92	4,94

* Sauf indication contraire, le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égale cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.
1 Emprunts aux taux de 4 et 4,5 %. — 2 Emprunts aux taux de 4,25 et 4,5 %.
N.B. — Méthode d'établissement : voir Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.), XXXI^e année, vol. I, n° 2, février 1956.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVI^e année, vol. I, n° 6, juin 1951 ; « Le Marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950 » ; XXVIII^e année, vol. I, n° 5, mai 1953 ; « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » ; XXXI^e année, vol. II, n° 5, novembre 1957 ; « La réforme du marché monétaire » ; XXXV^e année, vol. I, n° 4, avril 1960 ; « Le marché monétaire en Belgique ».

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX D'ESCOMPTE

Mois des changements	Allemagne		Etats-Unis 1		France		Grande-Bretagne		Italie		Pays-Bas		Suède		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
aux en vigueur au 1-1-1956 ...		3,50		2,50		3,—		4,50		4,—		2,50		3,75		1,50
956 Février ...							16	5,50			7	3,—				
Mars	8	4,50														
Avril			13	2,75												
Mai	19	5,50														
Août			24	3,—								25	3,25			
Septembre .	6	5,—										22	3,75			
Octobre ...														22	4,—	
Novembre .																
957 Janvier ...	11	4,50														
Février ...								7	5,—							
Avril					11	4,—									15	2,50
Mai												17	4,25	11	5,—	
Juillet ...												16	5,—			
Août			23	3,50	12	5,—										
Septembre .	19	4,—						19	7,—							
Novembre .			15	3,—												
1958 Janvier ...	17	3,50	24	2,75								24	4,50			
Mars			7	2,25				20	6,—			25	4,—			
Avril			18	1,75												
Mai								22	5,50					3	4,50	
Juin	27	3,—						19	5,—	7	3,50	14	3,50			
Août								14	4,50							
Septembre .			12	2,—												
Octobre ...					16	4,50										
Novembre .			7	2,50				20	4,—			15	3,—			
1959 Janvier ...	10	2,75										21	2,75			
Février ...					5	4,25									26	2,—
Mars			6	3,—												
Avril					23	4,—										
Mai			29	3,50												
Septembre .	4	3,—	11	4,—												
Octobre ...	23	4,—														
Novembre .												16	3,50			
1960 Janvier ...								21	5,—					15	5,—	
Juin	3	5,—	10	3,50				23	6,—							
Août			12	3,—												
Octobre ...					6	3,50		27	5,50							
Novembre .	11	4,—														
Décembre .								8	5,—							
1961 Janvier ...	20	3,50														
Mai	5	3,—														
Juillet ...								25	7,—							
Octobre ...								5	6,50							
Novembre .								2	6,—							
1962 Mars								8	5,50							
Mars								22	5,—			25	4,—	6	4,50	
Avril								26	4,50					8	4,—	
Juin														8	4,—	
1963 Janvier ...								3	4,—			8	3,50	18	3,50	
Juin														14	4,—	

1 Federal Reserve Bank of New York.
Définitions des taux d'escompte officiels : voir « International Financial Statistics » (F.M.I.).

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

	1958 31 décembre	1959 31 décembre	1960 31 décembre	1961 31 décembre	1962 10 mai	1963 9 mai	1962 7 juin	1963 6 juin
ACTIF								
Encaisse or	2.476	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322
Prêt d'or au Fonds de Stabilisation des changes	1.201	—	—	—	—	—	—	—
Disponibilités à vue à l'étranger	141	3.969	5.744	9.985	12.073	15.579	12.978	16.249
Avances au Fonds de Stabilisation des changes ¹ .....	...	...	656	1.314	2.348	2.571	2.348	2.571
<i>Concours au Fonds Monétaire Interna- tional</i>					2.006	2.229	2.006	2.229
<i>Autres opérations</i>					342	342	342	342
Annuités de Prêt de la B.I.R.D.	—	—	—	—	—	340	—	340
Monnaies divisionnaires	84	101	23	18	17	15	11	10
Comptes courants postaux	512	669	561	553	651	561	608	797
Prêts à l'Etat	6.510	6.500 ²	6.500 ²	6.500 ²	5.450 ²	5.450 ²	5.450 ²	5.450 ²
Avances à l'Etat	4.337	2.640 ³	901 ³	2.358 ³	1.024 ³	4.350 ³	2.240 ³	3.876 ³
Portefeuille d'escompte	22.217	16.392	18.851	18.675	16.492	15.473	15.681	15.196
<i>Effets escomptés sur la France</i>	6.707	4.232	5.118	5.846	5.663	6.280	5.936	6.111
<i>Effets escomptés sur l'étranger</i>	3	1	1	1	...	1	...	1
<i>Effets garantis par l'Office des céré- ales</i> ⁴	481	699	878	797	471	355	373	311
<i>Effets de mobilisation de crédits à moyen terme</i>	15.026	11.460	12.854	12.031	10.358	8.837	9.372	8.773
Effets négociables achetés en France ⁵	2.609	2.827	3.554	2.878	3.038	3.277	2.553	3.544
Avances à 30 jours sur effets publics ...	222	169	205	187	175	132	195	137
Avances sur titres	97	83	70	74	66	67	65	70
Avances sur or .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Effets en cours de recouvrement	763	863	529	553	499	474	384	521
Divers	562	627	764	834	1.258	1.047	1.277	1.043
Total ...	41.731	39.162	42.680	48.251	47.413	53.658	48.112	54.126

PASSIF

Engagements à vue :								
Billets au porteur en circulation	34.694	34.947	39.320	44.348	44.078	50.170	44.560	50.442
Comptes créditeurs :	5.720	2.943	2.066	2.590	1.751	1.998	1.931	2.142
<i>Compte courant du Trésor public</i> ...	1	...	1	...	...	1	1	...
<i>Comptes des banques, institutions et personnes étrangères</i>					165	205	133	249
<i>Comptes courants des banques et institutions financières françaises</i>)	4.564	1.965	967	1.561	642	718	710	808
<i>Autres comptes courants et de dépôts de fonds; dispositions et autres engagements à vue</i>	1.155	978	1.098	1.029	944	1.074	1.087	1.085
Capital de la Banque	2	150	150	150	150	150	150	150
Divers	1.315	1.122	1.144	1.163	1.434	1.340	1.471	1.392
Total ...	41.731	39.162	42.680	48.251	47.413	53.658	48.112	54.126

¹ Convention du 27 juin 1949.

² Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959 et convention du 8 mai 1962 approuvée par la loi du 7 juin 1962.

³ Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959.

⁴ Loi du 15 août 1936, décret du 29 juillet 1939 et loi du 19 mai 1941.

⁵ Décret du 17 juin 1938.

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(millions of £)

	1959 28 February	1960 29 February	1961 28 February	1962 28 February	1962 9 May	1963 8 May	1962 6 June	1963 5 June
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------	---------------	----------------	----------------

Issue Department

Government Debt	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities	2.035	2.136	2.237	2.313	2.363	2.388	2.363	2.438
Other Securities	1	1	1	1	1	1	1	1
Coin other than Gold Coin	3	2	1	...	...	...	...	...
Amount of Fiduciary Issue	2.050	2.150	2.250	2.325	2.375	2.400	2.375	2.450
Gold Coin and Bullion .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total ...	2.050	2.150	2.250	2.325	2.375	2.400	2.375	2.450

Notes Issued :

In Circulation	2.013	2.116	2.212	2.302	2.322	2.373	2.304	2.391
In Banking Department	37	34	38	23	53	27	71	59
Total ...	2.050	2.150	2.250	2.325	2.375	2.400	2.375	2.450

Banking Department

Government Securities	265	274	425	507	451	246	432	186
Other Securities :								
Discounts and Advances	10	33	28	44	42	47	51	59
Securities	22	20	19	20	19	21	19	20
Notes	37	34	38	23	53	27	71	60
Coin	1	1	1	1	1	1	1	1
Total ...	335	362	511	595	566	342	574	326

Capital	15	15	15	15	15	15	15	15
Reserve	4	4	4	4	3	3	3	3
Public Deposits :	17	12	18	13	15	14	12	13
(including Exchequer, Savings Banks, Commissioners of National Debt, and Dividend Accounts)								
Special Deposits	—	—	155	241	233	—	233	—
Other Deposits :								
Bankers	229	264	251	249	231	239	240	223
Other Accounts	70	67	68	73	69	71	71	72
Total ...	335	362	511	595	566	342	574	326

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS ¹

(millions of \$)

	1959 31 December	1960 31 December	1961 31 December	1962 31 December	1962 9 May	1963 8 May	1963 6 June	1963 5 June
ASSETS								
Gold certificate account	18.186	16.413	15.445	14.430	15.042	14.276	15.018	14.247
Redemption fund for F.R. notes	978	1.066	1.170	1.266	1.157	1.268	1.155	1.274
Total gold certificate reserves ...	19.164	17.479	16.615	15.696	16.199	15.544	16.173	15.521
F.R. notes of other Banks	524	525	—	—	—	—	—	—
Cash	359	363	320	288	361	356	334	342
Discounts and advances	458	33	130	38	113	382	106	171
Industrial loans .....	...	—	—	—	—	—	—	—
Acceptances :								
Bought outright	44	54	48	52	33	44	31	42
Held under repurchase agreement	31	20	3	58	—	—	—	—
U.S. Government securities :								
Bought outright :								
Bills	2.606	2.900	3.193	2.442	3.281	2.712	3.312	2.997
Certificates	10.507	9.060	1.699	13.182	4.982	13.571	5.617	14.443
Notes	11.010	12.481	19.984	10.717	17.034	10.562	17.182	9.699
Bonds	2.484	2.543	3.846	4.137	4.092	4.379	3.838	4.392
Total bought outright ...	26.607	26.984	28.722	30.478	29.389	31.224	29.949	31.531
Held under repurchase agreement	41	400	159	342	65	158	...	30
Total U.S. Government securities ...	26.648	27.384	28.881	30.820	29.454	31.382	29.949	31.561
Total loans and securities	27.181	27.491	29.062	30.968	29.600	31.808	30.086	31.774
Due from foreign banks .....	...	...	—	—	—	—	—	—
Cash items in process of collection	6.438	6.809	6.125	6.518	4.809	4.985	4.703	5.019
Bank premises	100	108	111	104	107	103	106	102
Other assets	262	209	237	357	466	527	345	341
Total assets ...	54.028	52.984	52.470 ³	53.931 ³	51.542 ³	53.323 ³	51.747 ³	53.099 ³
LIABILITIES								
Federal Reserve notes	28.262	28.449	28.802	30.151	28.290	29.833	28.500	30.129
Deposits :								
Member bank reserves	18.174	17.080	17.387	17.454	16.948	16.771	17.198	16.800
U.S. Treasurer - general account	504	485	465	597	388	984	450	499
Foreign	345	217	279	247	221	183	202	164
Other	693	554	320	424	337	194	344	189
Total deposits ...	19.716	18.336	18.451	18.722	17.894	18.132	18.194	17.652
Deferred availability cash items	4.847	4.941	3.825	3.584	3.830	3.752	3.528	3.714
Other liabilities and accrued dividends ...	29	32	59	73	76	79	76	80
Total liabilities ...	52.854	51.758	51.137	52.530	50.090	51.796	50.298	51.575
CAPITAL ACCOUNTS								
Capital paid in	388	409	445	467	454	479	455	480
Surplus	775	817	888	934	888	934	888	934
Other capital accounts	11	...	...	...	110	114	106	110
Total liabilities and capital accounts ...	54.028	52.984	52.470 ³	53.931 ³	51.542 ³	53.323 ³	51.747 ³	53.099 ³
Contingent liability on acceptances purchased for foreign correspondents	82	230	126	86	98	83	112	83
Industrial loan commitments .....	...	—	—	—	—	—	—	—
Ratio of gold certificate reserves to deposit and F.R. note liabilities combined ...	39,9 %	37,4 %	34,8 %	31,8 %	34,8 %	32,2 %	34,4 %	32,3 % ²

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks.

² * F.R. note liabilities combined * includes \$ 309 million of Federal Reserve notes of other Federal Reserve Banks netted out of consolidated statement shown above.

³ Since 1-2-1961, this figure is not comparable with those of the preceding statements. The assets include no more the item * F.R. notes of other Banks *. Besides, the figure of the item * Cash items in process of collection * has been modified. In the liabilities, the figures relating to the * Federal Reserve notes * and the * Deferred availability cash items * have been modified too.

XX - 5. — DE NEDERLANDSCHE BANK
(miljoenen guldens)

	1959 31 december	1960 31 december	1961 31 december	1962 31 december	1962 7 mei	1963 6 mei	1962 4 juni	1963 4 juni
ACTIVA								
Goud	4.281	5.487	5.698	5.698	5.698	5.698	5.698	5.698
Vorderingen en geldswaardige papieren luidende in goud of in buitenlandse geldsoorten	786	1.107	484	586	640	811	791	958
Buitenlandse betaalmiddelen	1	...	...	...	...	...	...	...
Vorderingen op het buitenland luidende in guldens ¹	71	40	14	7	11	5	11	5
Wissels, promessen, schatkistpapier en schuldbrieven in disconto ²	6	...	48	...	27	9	34	1
Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht (art 15, onder 4 ^o van de Bankwet 1948)	547	249	523	597	201	295	225	295
Voorschotten in rekening-courant (incl. beleningen) ³	62	12	52	72	36	5	6	3
Voorschotten aan de Staat (art. 20 van de Bankwet 1948) .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Nederlandse munten	35	51	21	13	19	14	19	14
Belegging van kapitaal en reserves	165	174	183	183	187	181	186	181
Gebouwen en inventaris	1	1	1	1	1	1	1	1
Diverse rekeningen	12	12	8	10	7	8	9	13
Totaal ...	5.967	7.133	7.032	7.167	6.827	7.027	6.980	7.169

PASSIVA

Bankbiljetten in omloop	4.513	4.900	5.279	5.758	5.170	5.711	5.348	5.962
Bankassignties .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Rekening-courantsaldo's in guldens van ingezetenen	1.139	1.603	1.421	1.036	1.315	926	1.325	842
's Rijks schatkist	528	934	995	620	512	454	362	282
Banken in Nederland	484	519	283	283	667	365	776	385
Andere ingezetenen	127	150	143	133	136	107	187	175
Rekening-courantsaldo's in guldens van niet-ingezetenen	65	59	77	112	104	130	64	108
Buitenlandse circulatiebanken en daar- mede gelijk te stellen instellingen ...	56	48	71	106	94	124	54	103
Andere niet-ingezetenen	9	11	6	6	10	6	10	5
Saldo's luidende in buitenlandse geld- soorten	6	320	14	18	15	31	15	27
Kapitaal	20	20	20	20	20	20	20	20
Reserves	152	164	168	168	168	168	168	168
Diverse rekeningen	72	67	53	55	35	41	40	42
Totaal ...	5.967	7.133	7.032	7.167	6.827	7.027	6.980	7.169

¹ Waarvan uit hoofde van de liquidatie van bila-
terale akkoorden

² Waarvan schatkistpapier, rechtstreeks door de
Bank in disconto genomen

³ Waarvan aan Indonesië (wet van 15 maart
1943 — Staatsblad nr 99)

N. R. — Circulatie der door de Bank namens de
Staat in het verkeer gebrachte munt-
biljetten

9	...	...	—	...	—	...	—
...
8	5	3	—	3	—	3	—
105	110	69	63	64	62	64	63

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(miliardi di lire)

	1959 dicembre	1960 dicembre	1961 dicembre	1962 dicembre P	1962 marzo	1963 marzo P	1963 aprile	1963 aprile P
Oro in cassa	5	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000
Oro all'estero dovuto dallo Stato	2	—	—	—	—	—	—	—
Cassa ¹	11	10	13	12	12	20	11	31
Portafoglio ²	430	443	500	616	466	655	475	595
Effetti ricevuti per l'incasso .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Anticipazioni ³	46	64	107	260	120	205	155	325
Prorogati pagamenti	—	7	6	12	4	13	3	21
Ufficio italiano dei cambi	—	1.257	1.810	2.146	1.665	2.072	1.649	2.053
Disponibilita in divisa all'estero	62	63	63	63	64	64	65	64
Titoli emessi o garantiti dallo Stato	70	75	83	244	92	141	93	136
Immobili .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Debitori diversi	2.191	119	123	133	175	142	170	145
Partite varie	3	2	—	—	—	—	—	—
Anticipazioni temporanee al Tesoro	77	64	—	—	—	—	—	—
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	343	485	485	485	485	440	485	440
Emissioni per forze alleate	145	—	—	—	—	—	—	—
Conto corrente servizio tesoreria	—	—	—	—	—	—	—	—
Impieghi in titoli per conto del Tesoro ...	128	20	—	—	—	—	—	—
Servizi diversi per conto dello Stato	—	—	1	...	—	—	—	—
Spese	44	43	45	49	7	9	8	11
Totale attivo ...	3.557	3.652	4.236	5.020	4.090	4.761	4.114	4.821
Circolazione dei biglietti ⁴	2.237	2.424	2.779	3.235	2.528	3.047	2.590	3.075
Vaglia assegni e debiti a vista ⁵	28	23	39	43	15	25	17	23
Conti in c/c liberi	130	117	118	122	95	56	87	50
Conti correnti vincolati	772	694	797	988	881	1.315	713	1.310
Creditori diversi	173	170	189	238	249	257	257	238
C/c servizio tesoreria	146	159	263	320	307	11	435	75
C/c servizio tesoreria — Fondo speciale .	17	—	—	—	—	—	—	—
Tesoro dello Stato - plusvalenza rivalutaz. oro	—	—	—	—	—	—	—	—
Servizi diversi per conto dello Stato	5	16	—	18	3	33	1	31
Capitale .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Fondo di riserva ordinario	2	3	4	4	4	5	4	5
Fondo di riserva straordinario	2	2	2	2	2	2	2	2
Utile provvisorio del precedente esercizio .	—	—	—	—	—	1	—	—
Rendite	45	44	45	50	6	9	8	12
Totale passivo e patrimonio ...	3.557	3.652	4.236	5.020	4.090	4.761	4.114	4.821
Depositanti di titoli e valori	3.604	4.407	4.775	4.845	4.337	4.371	4.721	4.588
¹ Comprese monete di Stato	8	5	6	8	8	8	7	8
² Compreso finanziamento ammassi	—	437	482	588	461	577	471	564
³ Comprese operazioni con privati	—	3	3	4	3	2	3	2
⁴ Compresi biglietti presso il Tesoro	2	2	2	3	2	2	1	—
⁵ Compresi vaglia e assegni	16	14	21	18	12	16	12	16

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

	1960 31 Dezember	1961 31 Dezember	1962 31 Dezember	1962 7 Mai	1963 7 Mai	1962 7 Juni	1963 7 Juni
AKTIVA							
Gold	12.286	14.426	14.490	14.438	14.770	14.439	14.786
Guthaben bei ausländischen Banken und Geldmarktanlagen im Ausland	15.905	11.387	10.929	9.682	10.919	9.536	11.522
Sorten, Auslandswechsel und -schecks ...	157	292	329	256	322	272	356
Kurz- und mittelfristige Kredite an inter- nationale Einrichtungen und Konsoli- dierungskredite	3.657	2.442	2.289	2.427	2.271	2.426	2.270
<i>davon : a) aus der Abwicklung der</i> <i>E.Z.U.</i>	1.993	1.038	897	1.025	884	1.024	884
<i>b) an Weltbank</i>	1.560	1.342	1.342	1.342	1.342	1.342	1.342
Deutsche Scheidemünzen	91	57	45	79	78	85	84
Postcheckguthaben	193	281	546	255	159	160	180
Inlandswechsel	1.283	1.146	1.967	1.185	2.096	1.119	2.430
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatz- anweisungen	137	...	...	...	...	4	...
Lombardforderungen	419	220	158	22	39	22	41
Kassenkredite	79	167	739	121	17	590	19
Wertpapiere	324	1.484	1.369	1.450	1.335	1.428	1.335
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	3.561	3.432	4.958	4.188	3.997	4.051	3.999
Kredite an Bund für Beteiligung an inter- nationale Einrichtungen	1.387	2.636	2.156	2.195	2.184	2.115	2.185
Forderungen an Bund wegen Forderungs- erwerb aus Nachkriegswirtschaftshilfe und Änderung der Wechselkurse	—	3.778	3.703	3.703	3.595	3.703	3.595
Sonstige Aktiva	370	307	253	171	242	200	243
	39.849	42.055	43.931	40.172	42.024	40.150	43.045

PASSIVA

Banknotenumlauf	20.470	22.992	24.147	22.125	23.142	22.208	23.767
Einlagen von	16.696	16.600	16.795	15.429	16.334	15.551	16.732
<i>Kreditinstituten (einschliesslich Post-</i> <i>scheck und Postsparkassenämter) ...</i>	13.036	11.615	12.232	10.032	10.772	10.491	11.656
<i>Öffentlicher Einlegern</i>	3.440	4.733	4.284	5.154	5.294	4.817	4.833
<i>Anderer inländischer Einlegern</i>	220	252	279	243	268	243	243
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsge- schäft	447	368	374	449	402	402	360
<i>Einlagen ausländischer Einleger</i>	282	274	353	364	361	378	333
<i>Sonstige</i>	165	94	21	85	41	24	27
Rückstellungen	806	867	950	950	1.076	950	1.075
Grundkapital	290	290	290	290	290	290	290
Rücklagen	562	588	638	638	701	638	701
Sonstige Passiva	578	350	737	291	79	111	120
	39.849	42.055	43.931	40.172	42.024	40.150	43.045

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(millions de francs suisses)

	1959 31 décembre	1960 31 décembre	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1962 7 mai	1963 7 mai	1962 7 juin	1963 7 juin
ACTIF								
Encaisse or	8.369	9.455	11.078	11.543	10.489	10.615	10.424	10.621
Devises	535	583	842	867	716	747	828	749
Portefeuille effets sur la Suisse	58	53	70	124	57	57	65	56
<i>Effets de change</i>	58	53	70	79	57	57	65	56
<i>Rescriptions de la Confédération suisse</i> .....	...	...	...	45	...	...	...	...
Avances sur nantissement	40	38	66	72	16	10	16	15
Bons du Trésor de l'étranger en FS	—	—	—	207	—	207	—	207
Titres	44	43	43	43	43	293	43	173
<i>pouvant servir de couverture</i> .....	...	1	17	16	16	266	16	146
<i>autres</i>	44	42	26	27	27	27	27	27
Correspondants :	52	52	65	88	26	25	16	23
<i>en Suisse</i>	45	45	58	78	11	15	7	8
<i>à l'étranger</i>	7	7	7	10	15	10	9	15
Autres postes de l'actif	28	30	30	41	30	32	30	31
Total ...	9.126	10.254	12.194	12.985	11.377	11.986	11.422	11.875

PASSIF								
Fonds propres	51	52	53	54	54	55	54	55
Billets en circulation	6.344	6.854	7.656	8.506	7.207	7.840	7.246	7.890
Engagements à vue	2.535	2.756	2.947	2.800	2.479	2.452	2.479	2.290
<i>Comptes de virements des banques du commerce et de l'industrie</i>	2.330	2.268	1.996	2.294	1.831	1.986	1.890	1.924
<i>Autres engagements à vue</i>	205	468	951	506	648	466	589	366
Comptes de virements de banques temporairement liés	—	—	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035
Engagements à terme	—	390	293	373	400	400	400	400
Autres postes du passif	196	202	210	217	202	204	203	205
Total ...	9.126	10.254	12.194	12.985	11.377	11.986	11.422	11.875

Références bibliographiques : *International Financial Statistics* (F.M.I.). — *Banque de France* : « Compte rendu des opérations ». — *Report of the Bank of England*. — *Federal Reserve Bulletin*. — *De Nederlandsche Bank* : Verslag over het boekjaar. — *Banca d'Italia* : *Bollettino*. — *Geschäftsbericht der Deutschen Bundesbank*. — *Banque Nationale Suisse* (rapports).

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE ¹

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Actif	31	31	30	30	31	31	Passif						
	décembre 1961	décembre 1962	avril 1962	avril 1963	mai 1962	mai 1963	décembre 1961	décembre 1962	avril 1962	avril 1963	mai 1962	mai 1963	
I. Or en lingots et monnayé	2.340	1.883	2.473	2.444	2.478	2.455	I. Capital :						
II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue	79	49	48	62	51	71	Actions libérées de 25 %	125	125	125	125	125	125
III. Portefeuille réescomptable : ...	193	667	152	267	125	206	II. Réserves	24	25	24	25	21	25
1. Effets de commerce et acceptations de banque	16						1. Fonds de Réserve légale ...	11	12	11	12	11	12
2. Bons du Trésor	177						2. Fonds de réserve générale ..	13	13	13	13	13	13
IV. Effets div. remobilis. sur dem.	59	9	40	9	40	9	III. Dépôts (or) :	2.089	2.214	2.080	2.287	2.078	2.283
V. Dépôts à terme et avances : ...	1.217	1.344	1.278	1.206	1.329	1.354	1. Banques centrales :						
a) à 3 mois au maximum ...	1.019	1.184	1.107	1.071	1.118	1.233	a) de 9 à 12 mois	28	38	16	—	10	—
b) à 3 mois au maximum (or)	4	3	3	3	4	3	b) de 6 à 9 mois	—	—	52	—	40	—
c) de 3 à 6 mois	154	121	120	91	145	74	c) de 3 à 6 mois	10	10	10	38	38	48
d) de 6 à 9 mois	—	29	12	4	22	4	d) à 3 mois au maximum ...	182	559	153	238	147	278
e) de 9 à 12 mois	7	4	28	30	31	40	e) à vue	1.802	1.479	1.780	1.919	1.781	1.915
f) à plus d'un an	33	3	8	7	9	—	2. Autres déposants :						
VI. Autres effets et titres :	665	740	677	833	670	782	a) de 9 à 12 mois	10	—	—	—	—	—
1. Or :							b) de 6 à 9 mois	—	—	—	—	—	—
a) à 3 mois au maximum ...	10	3	10	65	10	66	c) de 3 à 6 mois	—	—	10	—	—	—
b) de 3 à 6 mois	10	10	31	134	58	146	d) à 3 mois au maximum ...	28	—	—	—	10	—
c) de 6 à 9 mois	—	75	40	46	16	33	e) à vue	29	128	54	42	52	42
d) de 9 à 12 mois	78	87	3	—	—	—	IV. Dépôts (monnaies) :	2.159	2.160	2.277	2.213	2.303	2.271
e) à plus d'un an	—	—	16	—	15	—	1. Banques centrales :						
2. Monnaies :							a) à plus d'un an	71	34	133	156	67	48
a) à 3 mois au maximum ...	375	65	291	161	245	88	b) de 9 à 12 mois	—	—	—	—	71	106
b) de 3 à 6 mois	113	367	125	303	182	294	c) de 6 à 9 mois	—	69	—	21	—	29
c) de 6 à 9 mois	2	34	24	18	2	16	d) de 3 à 6 mois	338	272	314	384	346	432
d) de 9 à 12 mois	10	28	33	45	48	60	e) à 3 mois au maximum ...	1.465	1.343	1.514	1.218	1.526	1.220
e) à plus d'un an	67	71	104	61	94	79	f) à vue	40	19	17	21	19	22
VII. Actifs divers	1	1	1	1	2	1	2. Autres déposants :						
VIII. Fonds propres utilisés en exécution des accords de La Haye de 1930 pour placem. en Allemagne	68	68	68	68	68	68	a) de 9 à 12 mois	—	—	—	28	—	28
<i>Total actif ...</i>	4.622	4.761	4.737	4.890	4.763	4.946	b) de 6 à 9 mois	—	—	—	—	—	—
							c) de 3 à 6 mois	3	—	19	15	4	—
							d) à 3 mois au maximum ...	220	359	235	354	246	371
							e) à vue	22	14	40	16	24	15
							V. Divers	36	40	42	43	24	24
							VI. Comptes de profits et pertes ...	8	8	8	8	20	21
							VII. Prov. pour charges éventuelles	181	189	181	189	189	197
							<i>Total passif ...</i>	4.622	4.761	4.737	4.890	4.763	4.946

Exécution des accords de La Haye de 1930 :

Fonds placés en Allemagne : (voir note 2)	31 décembre 1961	31 décembre 1962	30 avril 1962	30 avril 1963	31 mai 1962	31 mai 1963	Dépôts à long terme :	31 décembre 1961	31 décembre 1962	30 avril 1962	30 avril 1963	31 mai 1962	31 mai 1963
1. Créances sur la Reichsbank et la Golddiskontbank, effets de la Golddiskontbank et de l'adm. des chemins de fer et bons de l'adm. des postes (échus)	221	221	221	221	221	221	1. Dépôts des Gouvernements créanciers au Compte de Trust des Annuités (voir note 3)	153	153	153	153	153	153
2. Effets et bons du Trésor du Gouvernement allemand (échus)	76	76	76	76	76	76	2. Dépôt du Gouvernement. allem.	76	76	76	76	76	76
<i>Total ...</i>	297	297	297	297	297	297	Fonds propres utilisés en exécution des accords (voir ci-dessus)	68	68	68	68	68	68
							<i>Total ...</i>	297	297	297	297	297	297

Note 1. — Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier, les effets et autres titres détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris non plus l'or sous dossier, les avoirs en banque, les effets et autres titres détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (Accord Monétaire Européen), de Trésorier des Nations Unies, de Mandataire-trustee ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

Note 2. — Aux termes d'une Convention en date du 9 janvier 1953 conclue entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et la Banque et qui fait partie de l'Accord sur les dettes extérieures allemandes du 27 février 1953, il a été convenu que la Banque ne réclamerait pas avant le 1er avril 1960 le remboursement en principal de ses placements en Allemagne qui sont indiqués ci-dessus, y compris les intérêts arriérés et différés à la date du 31 décembre 1952.

Note 3. — Les bénéficiaires des annuités de remboursements dont les dépôts s'élevaient à l'équivalent de francs or 149.920.890, confirment qu'ils ne pourront lui demander, au titre de tels dépôts le transfert de sommes équivalentes à moins d'une telle somme ait été versée à la Banque par l'Allemagne dans les conditions prévues par la Banque.

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES.

A.M.E.	Accord Monétaire Européen.
B.I.R.D.	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.	Bureau International du Travail.
B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.	Banque des Règlements Internationaux.
C.A.D.G.	Caisse Autonome des Dominages de Guerre.
C.E.C.A.	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.	Communauté Economique Européenne.
C.G.E.R.	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
D.U.L.B.E.A.	Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.	Food and Agricultural Organization.
FEBELTEX	Fédération de l'Industrie Textile Belge.
F.I.B.	Fédération des Industries Belges.
F.M.I.	Fonds Monétaire International.
I.N.S.	Institut National de Statistique.
I.R.E.S.P.	Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques (Centre de Recherches Economiques).
I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques et de l'Energie.
O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement économiques.
O.N.E.	Office National de l'Emploi.
O.N.J.	Office National pour l'achèvement de la Jonction Nord-Midi.
O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.	Organisation des Nations Unies.
R.T.B.	Radiotélévision Belge.
R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
R.V.A.	Régie des Voies Aériennes.
SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer Belges.
S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
S.N.C.V.	Société Nationale des Chemins de fer Vicinaux.
S.N.D.E.	Société Nationale des distributions d'Eau.
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
U.E.P.	Union Européenne de Paiements.

SYMBOLES CONVENTIONNELS.

—	la donnée n'existe pas.
n.d.	donnée non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
est	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numérotation des tableaux		Numérotation des tableaux
I. — Population et comptes nationaux.		VII. — Prix et indices de prix.	
1. Population	I - 1	1. Prix de gros mondiaux	VII - 1
2. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 2	2. Indices des prix de gros mondiaux	VII - 2
3. Produit national brut calculé par l'analyse de la production aux prix du marché	I - 3	3. Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3
4. Affectation du produit national :		4. Indices des prix de détail en Belgique	VII - 4
a) Estimations à prix courants	I - 4a	VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	
b) Indices des estimations aux prix de 1953	I - 4b	1. Tableau général	VIII - 1
II. — Emploi et chômage.		2. Exportations par groupes de produits	VIII - 2
1. Indices de l'emploi dans l'industrie (ouvriers)	II - 1	3. Importations par groupes de produits	VIII - 3
2. Chômage — Renseignements généraux	II - 2	4. a) Indices des valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a
3. Chômage — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés	II - 3	b) Indices du volume	VIII - 4b
III. — Agriculture et pêche.		5. Orientation géographique	VIII - 5
1. Production agricole	III - 1	IX. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.	
2. Pêche maritime — Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges	III - 2	1. Chiffres annuels	IX - 1
IV. — Industrie.		2. Chiffres trimestriels	IX - 2
1. a) Indices généraux de la production industrielle ...	IV - 1	X. — Marché des changes.	
2. Indices de la production industrielle (principaux secteurs)	IV - 2	1. Cours officiels arrêtés par les Banquiers réunis en Chambre de compensation à Bruxelles	X - 1
3. Energie	IV - 3	2. Monnaies des pays membres de l'A.M.E.	X - 2
4. Métallurgie	IV - 4	XI. — Finances Publiques.	
5. Construction : données annuelles	IV - 5	1. Situation de Trésorerie	XI - 1
6. Construction : données mensuelles	IV - 6	2. Recettes fiscales (par exercice)	XI - 2
7. Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 7	3. Détail des recettes fiscales	XI - 3
V. — Services.		4. Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 4
1. Transports :		XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.	
a) Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la Sabena	V - 1a	1. Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1960	XII - 1
b) Navigation maritime	V - 1b	2. Mouvement des créances et des dettes en 1960	XII - 2
c) Navigation intérieure	V - 1c	XIII. — Organismes monétaires.	
2. Tourisme	V - 2	1. Bilans intégrés des organismes monétaires	XIII - 1
3. Commerce intérieur :		2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des organismes publics monétaires et des banques de dépôts	XIII - 2
a) Indices des ventes	V - 3a	3. Origines des variations du stock monétaire	XIII - 3
b) Ventes à tempérament	V - 3b	4. Stock monétaire	XIII - 4
VI. — Revenus.		5. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	XIII - 5
1. Rémunérations des ouvriers	VI - 1	6. Bilans de la Banque Nationale de Belgique (1951-1958)	XIII - 6
2. Gains horaires bruts moyens dans l'industrie	VI - 2	Bilans et situations hebdomadaires de la B.N.B. (depuis le 31 déc. 1959)	XIII - 6
		7. Situation globale des banques	XIII - 7
		8. Comptes de chèques postaux	XIII - 8
		9. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en C.C.P.	XIII - 9

Numérotation
des tableaux

Numérotation
des tableaux

XIV. — Intermédiaires financiers non monétaires.

Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	XIV - 4
Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :	
a) Mouvements des dépôts	XIV - 5a
b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Épargne	XIV - 5b
c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite	XIV - 5c
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie	XIV - 5d
Caisses d'épargne privées	XIV - 6
Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 7
Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9
Inscriptions hypothécaires	XIV - 10

XV. — Principales modalités de l'épargne disponible à l'intérieur du pays

XV

XVI. — Émissions et dettes du secteur public.

Émissions en francs belges à long et moyen terme	XVI - 1
Principales émissions à long et moyen terme du secteur public	XVI - 2
Dettes de l'Etat	XVI - 3
Recensement des dettes en francs belges à long et moyen terme du secteur public	XVI - 4

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé.

Évolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières	XVII - 1
Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels	XVII - 2
Rendement des sociétés par actions — chiffres mensuels cumulés	XVII - 3
Émissions des sociétés — chiffres annuels	XVII - 4
Émissions des sociétés — chiffres mensuels	XVII - 5

XVIII. — Marché monétaire.

Marché de l'argent au jour le jour et à très court terme	XVIII - 1
Activité des chambres de compensation	XVIII - 3

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

Taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique	XIX - 1
Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 2
Taux des certificats de Trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 3

4. Taux des dépôts en francs belges dans les banques et à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite	XIX - 4
5. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 5

XX. — Banques d'Émission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Banks	XX - 4
5. De Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements internationaux, à Bâle	XX - 9

Principales abréviations utilisées.

Liste des graphiques :

I - 4. — P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses	I - 4a et b
II - 3. — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés	II - 3
IV - 1. — Résultats des enquêtes sur la conjoncture	IV - 1
IV - 2. — Indices de la production industrielle	IV - 2
IV - 7. — Évolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E. .	IV - 7
VI - 1. — Rémunérations des ouvriers — Indice du gain moyen brut par heure pres-tée	VI - 1
VII - 3. — Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3
VII - 4. — Indices des prix de détail en Belgique	VII - 4
VIII - — Commerce extérieur de l'U.E.B.L. ...	VIII
IX - 1. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.	IX - 1
XI - 4. — Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 4
XIII - 3. — Stock monétaire et liquidités quasi monétaires	XIII - 3
XIII - 9. — Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux. Rapport des flux aux stocks	XIII - 9
XIV - 5a — C.G.E.R. — Mouvements des dépôts .	XIV - 5a
XVII - 1. — Indices des cours des actions au comp-tant	XVII - 1